

ARMAND MATTELART

**mass media,
idéologies
et
mouvement
révolutionnaire**

CHILI 1970-1973

CAMPAMENTO
NUEVA HABANA

7 de AVRIL 1972 # 3

éditions anthropos



Traduction de l'original espagnol : MICHELE MATTELART
La comunicacion masiva en el proceso de liberacion,
Buenos Aires - Mexico, Ed. Siglo XXI, 1973. Suivi de deux
chapitres (1974).

Copyright by Editions Anthropos 1974

2ème édition 1977

POUR COMPRENDRE POLITIQUEMENT

LES MEDIA*

* Introduction à l'édition latino-américaine publiée en novembre 1973 (Buenos Aires-Mexico, Editorial Siglo XXI).

POUR COMPRENDRE
POLITIQUEMENT
LES MEDIA.

I

Les travaux qui composent ce livre s'échelonnent sur les trois années du gouvernement populaire chilien.

Leur dessein était à l'origine de contribuer à la discussion sur le rôle de la communication de masse dans la lutte idéologique. Ils se proposaient de présenter, d'ordonner, un ensemble d'idées conçues dans le feu du processus, débattues dans les discussions d'équipe avec les camarades travailleurs de la presse, de la radio et de la télévision et des diverses organisations de masse. Nous n'avons pas voulu enlever à ces notes leur caractère de document de travail militant. Elles ne se veulent que le témoignage d'étapes parcourues dans cette question. Il ne fait aucun doute que l'approfondissement de la lutte des classes, la radicalisation progressive de l'affrontement entre le prolétariat et la bourgeoisie, alliée de l'impérialisme, et aussi la manifestation de contradictions au sein des forces de la gauche, constituent les principaux facteurs qui firent mûrir notre réflexion sur les dimensions du problème de la communication et de la lutte idéologique, dans ce processus que l'on a dénommé la « voie chilienne ».

Pendant ces trois ans — et tout paradoxal que cela puisse paraître — nous avons ressenti presque physiquement combien il était difficile pour certains secteurs de la gauche, de concevoir la lutte idéologique comme partie intégrante de la lutte des classes. On interprète fréquemment le fait de partir du phénomène de la communication pour entamer la discussion sur une voie ou un processus, comme tentative de « rendre autonome » une instance superstructurelle, de prendre un biais qui escamote la question du pouvoir matériel et risque de laisser supposer que la bourgeoisie et l'impérialisme ne commettent que des agressions idéologiques. Le premier malentendu qui pourrait expliquer pourquoi fleurissent ces objections provient semble-t-il du fait que ceux qui les formulent sont incapables d'envisager un mode alternatif de

communication, distinct de celui qu'ont introduit et intronisé les théoriciens bourgeois de ladite « opinion publique » ou les prophètes tout aussi bourgeois du déterminisme technologique. Un mode de communication coupé de l'expérience sociale des masses, des lecteurs et auditeurs, auxquels sont imposées les préoccupations et les thématiques particulières aux classes dominantes comme si elles étaient universelles et omniprésentes. Evidemment si on accepte que l'unique concept de *communication de masse* possible est celui qu'a naturalisé la classe propriétaire des moyens de production matérielle et idéologique, et si on réduit en somme le processus de transformation des *mass media* à un simple changement de signe des messages émis, il est évident que toute insistance sur ce thème spécifique nous éloigne des exigences, des thèmes et des tâches de la révolution. Seulement, comme on le verra au long des pages qui suivent, notre point de départ n'est pas précisément celui-là. Notre propos est de réfuter ce concept « naturalisé » de communication pour lui en substituer un autre qui relie les formes de communication à la pratique des masses, actrices des processus sociaux, et qui réconcilie le phénomène culturel avec l'expérience de leurs luttes.

Néanmoins la véritable raison de ces objections, il faut la chercher ailleurs et au-delà des traces que laissent les habitudes de la culture bourgeoise et ses sophismes. Elles révèlent en effet l'héritage mécaniste d'un « marxisme ventriloque » qui dans la lutte politique quotidienne tend à se métamorphoser en son contraire, c'est-à-dire qu'il devient le contraire de ce qu'il prétend être, un frein pour l'avance de ce pouvoir matériel du prolétariat. Cette conception, surgie d'une pratique abstraite ou des schémas qui légitiment le pouvoir bureaucratique, finit par isoler tellement l'« instance idéologique » qu'elle en devient une abstraction, autonome, douée d'une légalité propre, et qui se juxtapose à la lutte des classes. Sous prétexte de réconcilier la réalité avec elle-même, cette conception manifeste sous-estimer l'importance de la conscience sociale en tant qu'instrument de la prise du pouvoir par les masses populaires. Nos critiques limitent ce qui devrait être à ce qui est.

Il est à peu près certain que c'est cette séparation entre pouvoir matériel et pouvoir idéologique, infrastructure et superstructure, qui constitue la pierre d'angle des débats qui n'ont cessé et ne cesseront de se dérouler sur la place qu'occupe la communication de masse dans la lutte des classes. Comme nous le disons dans les pages qui suivent, les divergences qui se font jour sur le rôle de la conscience sociale, de l'instance superstructurelle, dans un

processus révolutionnaire dérivent inévitablement de la façon dont les organisations politiques, les partis, envisagent la nécessité de mobiliser les masses, et le rythme selon lequel ils estiment que doit s'effectuer cette prise de contrôle direct sur la vie sociale par les masses. Déplacer la question de la lutte idéologique au nom de la priorité exclusive de la construction du pouvoir matériel, signifie reléguer à un plan secondaire le rôle des masses organisées dans la consolidation du pouvoir à partir de leur pratique quotidienne de la lutte des classes. Cela implique refuser à ces masses de peser de façon déterminante, en tant qu'élément conscient, sur le projet d'une nouvelle société, et limiter leur participation à la transformation révolutionnaire à celle d'acteurs qui ne seraient mobilisables qu'à partir de consignes improvisées au hasard de la conjoncture et dictées d'en haut.

II

L'usage que fit la bourgeoisie des *mass media* et de toute l'instance idéologique, de même que la réponse que lui ont donnée à divers niveaux les forces de gauche sont à plus d'un titre illustratifs de la relation intime qui existe entre la superstructure et l'entreprise de mobilisation des masses. On voit comment, dans une réalité concrète, disparaissent les dilemmes artificiels auxquels nous faisons allusion. Les conditions de l'affrontement avec le prolétariat obligèrent la classe dominante à changer ses modèles de communication, à les aligner sur les alternatives dont elle disposait pour reprendre le pouvoir politique. Les moyens de communication de masse de la bourgeoisie, d'habitues qu'ils étaient à émettre dans un sens strictement vertical des messages adressés à un récepteur générique — admettant le profil de lecteur ou d'auditeur prescrit par le concept bourgeois de culture de *masse* — se trouvèrent reliés de façon beaucoup plus étroite au projet de résistance active au changement. La bourgeoisie mit son appareil de communication au service de sa « ligne de masse », en même temps qu'elle procédait à l'activation de toutes les autres instances superstructurelles qui relevaient de son pouvoir, (l'appareil judiciaire, le Parlement, et autres appareils idéologiques). A partir du moment où ils se transforment en organes de relation avec les bases du projet politique de la classe dominante et où ils recueillent leur pratique de résistance civique, les journaux, les revues (depuis le

magazine féminin jusqu'à la revue enfantine), les radios et la télévision contrôlés par la réaction, abandonnent leur fonction de toujours : atomiser et démobiliser leur public. Ils assument un rôle « d'agitateur et d'organisateur collectif », pour reprendre la formule de la presse préconisée par Lénine, et se proposent d'appuyer « un nouveau concept de solidarité » et de briser la norme individualiste de leurs clientèles politiques. Ce n'est pas sans raison qu'en janvier 1972, le meilleur porte-voix journalistique de la bourgeoisie constatait déjà : « Aujourd'hui les choses sont en train de changer. L'individualisme du petit agriculteur ou du commerçant se rompt devant l'urgence de la solidarité ». La classe dominante laisse donc de côté l'apparente anarchie culturelle qui règne dans ses moyens de communication qui, gouvernés par la rationalité mercantile, se révèlent efficaces quand c'est elle qui contrôle et administre tout le pouvoir. Dans tous ses organes de diffusion, elle inaugure des fronts sociaux qui correspondaient fidèlement au découpage de ses fronts de lutte dans la réalité de la conspiration. Ces fronts, qui comprenaient depuis les jeunes jusqu'aux petits commerçants, en passant par les médecins, se transformèrent en normes implicites de sélection de la matière information et loisirs. Dans cette offensive idéologique, la bourgeoisie, reliée à ses « masses », essaya de « faire conscience » à partir des faits de la lutte des classes, en lançant dans l'affrontement tous les dispositifs de son appareil superstructurel. Ce travail d'agitation et d'organisation couvrit les secteurs sociaux les plus divers et s'étendit sur les points les plus variés. Cette activité de la droite ne fut évidemment possible qu'à cause des vides laissés par la gauche dans l'ensemble de la lutte idéologique.

On pourrait dire que, faute de ne pas avoir choisi la rue comme terrain où affronter la bourgeoisie, les forces de gauche cédèrent aux réactionnaires la possibilité de leur répondre en occupant les rues et de transformer leurs journaux et leurs radios en tribunes d'où furent lancées les exhortations à la sédition, à la prise de la rue. Conformant progressivement le nouveau schéma de stratification sociale avec lequel allaient travailler les forces de la réaction, des clientèles organisées à partir d'intérêts spécifiques firent leur entrée, se croisèrent, s'alternèrent dans tous leurs moyens de diffusion. Il y eut un front féminin, les revendications qu'on lui prêta puisaient leurs racines autant dans la rareté de certains produits et dans le manque d'approvisionnement que dans les modèles génériques de tranquillité familiale et individuelle. Les jeunes, on les mobilisa à partir des prétendues manœuvres que faisait le « marxisme totalitaire » pour modifier les textes d'études et les systèmes

de participation de l'effectif scolaire. Les corps professionnels, médecins, hommes de loi, ingénieurs, agronomes, journalistes, on les stimula en soutenant les principes de défense de leur profession, de leur compétence garantie et consacrée par le fait qu'ils soient les seuls à pouvoir rendre la justice, exercer la science, professer leur technique et leur spécialité, faire du « journalisme objectif », alors que les travailleurs faisaient pression pour contrôler la production, créer des tribunaux et des assemblées populaires, établir leur propre communication au moyen de correspondants ouvriers et paysans ; enfin la politique d'agitation de la droite pénétra dans les secteurs ouvriers, essayant de diviser le front prolétaire, d'en capturer une partie en faisant miroiter l'image de la « maison », de l'automobile, et en général les types de consommation et les modèles participationnistes propres à « l'entreprise des travailleurs » promue par la démocratie-chrétienne.

Dans cette stratégie de captation des consciences, la classe dominante rendit aux secteurs les plus hétérogènes leur parole manipulée. Elle prêta une voix à la « majorité silencieuse » pour la transformer en une « masse séditeuse », en lui faisant croire que cette voix lui appartenait en propre, que la sédition dans laquelle elle se lançait répondait à ses propres intérêts. En un mot elle lui fit croire que c'était elle qui décidait de son destin. Drainant la structure des motivations individualistes qui comportent en elles-mêmes, dans ces périodes d'offensive, une dimension unificatrice, la bourgeoisie parvint à faire la jonction avec ses « bases », à les mobiliser à partir de stimulants profondément démobilisateurs en eux-mêmes. Peut-être l'exemple le plus imagé est-il celui de ces femmes qui, lors des fameuses « manifestations des casseroles » sortirent dans la rue, au nom de leur libération politique, en brandissant le signe le plus pur de leur exploitation ancestrale : la casserole. La bourgeoisie leur offrait leur esclavage travesti en liberté et leur inertie enrobée d'activisme. Ce projet eut pour effet de politiser toutes les zones de la vie quotidienne. En stimulant l'organisation de ces bases, les organes de diffusion de la droite préparaient le terrain aux manifestations appuyaient les sabotages économiques, aiguillaient les prises d'écoles et de lycées, les soulèvements de certains secteurs ouvriers contre l'expropriation des industries et à partir d'octobre 1972 les tensions de l'armée. De toute façon on ne peut expliquer le succès que remporta la bourgeoisie dans son entreprise d'agitation permanente des consciences, alors que cette même bourgeoisie dépendante n'avait pas réussi à accumuler les capitaux suffisants pour développer le pays, si on ne tient pas compte de l'intervention de la Centrale d'Intelligence

Américaine (C.I.A.) et des compagnies multinationales, et du soutien qu'elles apportèrent au boycott systématique autant qu'invisible. Par ailleurs au niveau international derrière les campagnes de diffamation, on décèle la coordination exercée par la Société Inter-américaine de Presse qui groupe tous les propriétaires des journaux des Etats-Unis et du Continent latino-américain, et la présence, de plus en plus insidieuse dans les processus politiques du Tiers Monde, de ces agences de publicité nord-américaines qui ne sont autres que celles qui ont planifié la promotion mondiale du mythe du « miracle brésilien ».

La réponse des forces de gauche à cette bataille idéologique que la droite livra en réactivant les éléments de la culture dominante dans de nouvelles motivations et de nouveaux comportements individuels et sociaux, est loin de présenter un caractère monolithique. Cette réponse admit deux axes principaux.

D'abord, attrapé dans les limites objectives d'une alliance de classes imposée par le moment politique, l'appareil de communication de la gauche — avec des nuances il est vrai — marque une tendance à se réfugier dans un modèle superstructuraliste en reprenant les modes de produire la culture, l'information et le loisir, hérités de la vieille société. Ce premier type de réponse soumet la bataille idéologique à l'efficacité mercantile et aux lois du marché comme si les consciences étaient le produit d'un acte d'achat ou de vente sur le marché des idées. (Dans le domaine juridique, ce projet s'exprime dans la défense d'un « Etat de Droit » imposé historiquement par la bourgeoisie, au-delà de toute considération politique). En choisissant de s'acquérir les « classes moyennes » dans le jeu pluraliste, une grande partie des moyens de diffusion contrôlés par la gauche adoptent pour guider leur action l'image d'un public global, mésestimant ainsi ou reportant à plus tard la nécessité, urgente et inévitable, de pondérer cette ligne tactique par une autre plus stratégique : le contact avec les masses déjà convaincues et acquises au processus de transformation révolutionnaire et le besoin de les accompagner dans leur éducation quotidienne et leur réflexion à partir des faits de la lutte des classes pour ainsi les préparer à la prise totale du pouvoir. A la différence de la droite qui reprend au moins formellement le schéma léniniste de la presse, comme nous l'avons vu très rapidement, la gauche, au moins celle qui se trouve concernée par ce premier type de réponse, ne peut se dégager des leurres de la théorie et de l'organisation de la communication de masse, caractéristiques des sociétés capitalistes. Au lieu d'être des instruments de mobilisation

des masses organisées, les moyens de la gauche servent, malgré eux, à tranquilliser les classes moyennes. A ces limites imposées par les conditions de l'affrontement avec la réaction s'ajoutent les contradictions des secteurs de la petite bourgeoisie qui avaient régné jusqu'alors sur la transmission de l'information et de la culture et qui essaient de faire prévaloir leur privilège d'émetteur en établissant les normes qui doivent régir la participation du prolétariat à la production de la culture. On ne peut comprendre l'acuité de ces contradictions, que si l'on tient compte du poids qu'avait le projet de classe de la petite bourgeoisie, tant celle de gauche que celle de droite, quand il s'agissait de déterminer la façon d'appréhender le moment politique.

Par ailleurs, toutes ces réflexions qui se nouent autour de la question particulière de la communication de masse, peuvent être appliquées à toutes les instances politiques, puisqu'en définitive l'enjeu est toujours le même : il a nom la création du pouvoir populaire, l'urgence de reprendre la rue à la bourgeoisie qui l'avait usurpée. Nous avons là, bien sûr, un indice du caractère politique de la communication.

L'autre réponse que donnent les forces de gauche à l'offensive idéologique est celle qui fait éclater le concept restreint de communication et de culture, qu'essaie d'imposer la bourgeoisie. Cette réponse, ce sont les masses qui l'ont donnée progressivement à travers les journaux ouvriers et paysans, ronéotypés ou imprimés, qui sont apparus précisément lorsque se sont développées de nouvelles formes d'organisation, les cordons industriels et les conseils paysans, après l'offensive séditionnelle de la droite au mois d'octobre 1972. Voilà l'instance où la gauche admet au moins sans équivoque le modèle léniniste de presse et exprime dans ses moyens d'information la pratique sociale des masses. Quand dans les époques de crise elles passent à l'action, les masses organisées démontrent entre autres le caractère d'épiphénomène de l'appareil technologique de communication de la gauche que continuent à alimenter les illusions de son éternement rhétorique. Au fur et à mesure qu'à partir de ces embryons de pouvoir populaire se déroule le combat, les formes de communication, — tout autant que la classe qui les a créées et qui les contrôle — se voient réfutées dans leur existence, parce que réfutées dans leur nécessité sociale, de la même façon d'ailleurs que, dans les périodes de crise, se trouve démontrée l'inutilité de ces organisations patronales qui en sont réduites à regarder comment le pays peut fonctionner sans elles.

Il n'est que trop facile de comprendre pourquoi dans le cas chilien on constate une apparente hypertrophie de la discussion sur la fonction des *mass media* dans un processus de transformation socialiste, alors que la réalité des faits nous met au contraire en présence d'une certaine indigence et d'une inefficacité indubitable de la gauche, pour poser et résoudre le problème de la lutte idéologique, dans un de ses aspects spécifiques : l'usage de cet appareil idéologique d'Etat que sont les moyens de communication de masse. La question de savoir « que faire » avec cet appareil était du même ordre que celle qui se posait à la gauche lorsqu'elle prit possession du gouvernement. De la réponse que l'on donnait à la question globale de l'utilisation de l'Etat bourgeois, une fois acquis le gouvernement, allait dépendre celle qu'on donnerait à la question particulière de la politique de communication qui allait être adoptée par la gauche. C'est précisément pour cela que le problème du changement en matière de communication dépasse celui de la communication elle-même, à moins que l'on abandonne la notion figée de communication.

III

Ce que l'expérience chilienne, à notre avis, apporte de plus important aux débats sur les politiques de communication dans les pays latino-américains où, à partir de degrés de conscience divers les masses populaires luttent pour leur émancipation, c'est de dévoiler ou tout au moins de permettre d'approfondir au cours de trois ans d'affrontement concret et ouvert avec le pouvoir culturel bourgeois, la nature de classe du phénomène de la communication de masse qui jusqu'à présent avait été relativement ignorée, aussi bien par les chercheurs que par les hommes politiques. Evidemment, pour beaucoup, revenir à ce stade du problème, qui paraît si banal et si évident, à savoir le caractère social de la communication, équivaut à un retour à l'alphabet. Néanmoins la trivialité n'est ici qu'apparente, puisque la question n'est pas de retourner ou non à l'alphabet sinon de savoir à quel alphabet retourner ! C'est-à-dire que toute l'affaire est de choisir les paramètres qui permettent de définir en quoi consiste le caractère de classe de la communication sous ses diverses modalités. Quand il s'agit de trancher sur ce point, les divergences et les ambiguïtés ne se font pas attendre. Ce qui

apparaît à certains comme connoté et susceptible de plusieurs sens et de plusieurs lectures, n'a pour d'autres qu'un caractère neutre, objectif et transparent. Ce premier carrefour dément déjà l'apparente évidence de nos propos et légitime l'analyse de ces « truismes » au point de nous faire déboucher sur le terrain où se perd toute évidence et où tout se départit de son caractère banal et naturel.

C'est ainsi qu'on ne peut ignorer que le journalisme, par exemple, est avant tout une institution sociale, dans laquelle se manifeste la généralité des mécanismes de production en vigueur dans une société de même que la spécificité des conflits de classe qui se déroulent en son sein. C'est d'ailleurs pourquoi il est difficile d'accepter un concept de « presse mondiale », uniforme et socialement amorphe. Sinon McLuhan pourrait être coude à coude avec Lénine, ce qui reviendrait à dire que l'histoire se déroule dans une tasse de lait, sans coupure épistémologique ni sociale. Le cas chilien nous a démontré que la neutralité est une illusion et que très peu des catégories que l'on manie dans le domaine des moyens de communication peut s'en réclamer ; la communication et la culture de masse ne sont pas de simples contenants qui pourraient recevoir n'importe quel contenu. En d'autres termes, aussi grossier que cela puisse paraître, il ne suffit pas de mettre à travailler des journalistes de gauche dans un journal, une revue ou une radio, pour obtenir un instrument qui serve la révolution et un produit révolutionnaire. Le message qui en résulte peut ressembler à un tir par la culasse, dans la mesure où sa dynamique échappe au prolétariat. Il ne suffit pas non plus — comme d'aucuns le prétendent — de vouloir, pour changer la communication et la départir de son caractère manipulateur, « imiter le raffinement et les méthodes éprouvées de la presse de droite qui défend son idéologie en la propageant de façon expresse ou subliminale ».

On ne change pas les mass media en inversant le signe des messages. On ne les change qu'en interrogeant le rapport de production sur lequel s'édifie la communication. Les conceptions qui insinuent le contraire réduisent la lutte idéologique, dans ce domaine, à des joutes entre deux types d'agence de publicité, où un des adversaires a accordé la caisse de résonance qui cristallise le sens des messages pour dominer ainsi leur signification sociale. Pour continuer dans cette logique, la lutte entre les intérêts du prolétariat et ceux de la bourgeoisie s'engage dans un cadre préfabriqué par cette dernière : la presse de gauche se lance contre la presse de droite dans un marathon idéologique, forte de l'illusion

que « le recrutement et l'adhésion mercantiles » peuvent substituer la conscience réelle et concrète des phénomènes sociaux.

La bourgeoisie et l'impérialisme nous ont imposé des formes de communication qui correspondent à un mode de produire la vie. C'est de cette participation intime de la communication à l'ensemble des rapports de production et des rapports sociaux qu'il faut tenir compte pour comprendre sa fonction reproductrice de la légitimité quotidienne de ces relations bourgeoises de domination. Le mode de produire la culture et la fausse conscience est édifié sur un rapport de classe qui se retrouve à tous les niveaux de l'organisation de la communication. Une certaine structure de pouvoir et un certain modèle de propriété des moyens, un certain rapport (unidimensionnel) entre l'émetteur et le récepteur, qui à son tour ne fait que reproduire la relation entre producteur et consommateur : autant de relations qui répètent le processus d'appropriation, que ce soit l'appropriation du travail de l'ouvrier, que ce soit celle des faits où ce dernier est l'acteur et dont l'émetteur dominant s'empare pour les convertir en nouvelles et en faits divers. C'est toujours la même appropriation du produit des forces sociales et la même classe qui s'érige en propriétaire du sens de la vie quotidienne. De plus, ces genres et ces formats qui permettent la répartition des publics et le cloisonnement des savoirs font-ils autre chose que reproduire la division sociale intrinsèque à la société bourgeoise ? Et ainsi de suite, comme nous le verrons.

La manière dont la bourgeoisie dépendante chilienne a colonisé le domaine de la communication fait revivre, devant nos yeux, toutes proportions gardées cependant, et compte tenu de la brèche énorme qu'on ne peut manquer de souligner, les thèses léninistes sur la presse ouvrière. Lénine soutenait tout particulièrement que la presse révolutionnaire devait en premier lieu apprendre à discerner les différents degrés de conscience de ses interlocuteurs, et en fonction de ce critère il établissait et recommandait diverses formes de communication. La sociologie bourgeoise de la communication n'a retenu de Lénine que l'idée de faire de la presse un instrument d'agitation et d'organisation collective. Il n'est pas question, loin de là, de restreindre l'importance de cet aspect, mais on ne saurait le comprendre sans l'autre, qui lui confère un caractère de classe. Un instrument de conscience ne peut admettre le profil socialement amorphe des masses hétérogènes que l'industrie bourgeoise de la fausse conscience prétend agglutiner et niveler. Lénine écartait toute conception du récepteur qui ne tienne pas compte de sa condition de classe et le dilue dans l'adite « opinion

publique ». De Lénine nous retiendrons encore que pour démocratiser réellement la communication, il est nécessaire que les récepteurs organisés deviennent un jour ou l'autre les émetteurs de leur propre pratique. Les sociologues bourgeois ont tu ces thèses et se sont contentés de prêter à Lénine quelques truismes qui pouvaient concorder avec la rationalité de l'univers journalistique capitaliste.

Le lecteur trouvera dans le dernier travail qui est repris dans ce livre quelques témoignages des ouvriers des cordons industriels sur les premières tentatives d'une communication à partir des bases, qui nous en disent long sur le saut de conscience qui s'est produit à ce sujet au cours des trois années de gouvernement populaire. Il s'agit d'une nouvelle direction possible pour la recherche, dont les résultats pourraient nier les conclusions limitées de ces études de marché que sont bien des recherches sur les effets des moyens de communication de masse et qui indiquent le besoin chaque fois plus impérieux d'approfondir l'approche anthropologico-politique de la réalité du prolétariat, afin de connaître les modalités de sa réponse aux messages de la culture dominante. De telles méthodes de recherche ne peuvent qu'être le produit d'une science militante, une science soumise à la dynamique qu'acquiescent les luttes libératrices des masses populaires.

Buenos Aires, octobre 1973.

Le mouvement alternatif chilien est né dans un contexte de crise économique et sociale. Il est le fruit de la prise de conscience collective des citoyens, qui ont commencé à remettre en question le rôle de l'État et le fonctionnement de la société. Cette prise de conscience a été favorisée par la diffusion de l'idée de la participation populaire et de la démocratie directe.

Le mouvement alternatif a été défini comme un mouvement de base, qui vise à transformer la société par le biais de la participation populaire et de la démocratie directe. Il est caractérisé par son caractère populaire, son caractère participatif et son caractère alternatif. Le mouvement alternatif a été défini comme un mouvement de base, qui vise à transformer la société par le biais de la participation populaire et de la démocratie directe. Il est caractérisé par son caractère populaire, son caractère participatif et son caractère alternatif.

La notion de la responsabilité dépendante collective a été introduite dans le domaine de la communication, devant nos yeux, toutes proportions gardées cependant, et compte tenu de la façon dont elle a été utilisée pour enseigner les unités Molinista sur la communication. L'unité molinista est une unité de travail qui vise à transformer la société par le biais de la participation populaire et de la démocratie directe. Elle est caractérisée par son caractère populaire, son caractère participatif et son caractère alternatif.

Le mouvement alternatif chilien est né dans un contexte de crise économique et sociale. Il est le fruit de la prise de conscience collective des citoyens, qui ont commencé à remettre en question le rôle de l'État et le fonctionnement de la société. Cette prise de conscience a été favorisée par la diffusion de l'idée de la participation populaire et de la démocratie directe.

LA COMMUNICATION DES MASSES*

Les réflexions que nous venons de faire nous ont permis de poser comme premier point d'appui ces études qui ont été à ce jour les plus importantes pour la communication de masse. Elles nous ont permis de poser comme premier point d'appui ces études qui ont été à ce jour les plus importantes pour la communication de masse. Elles nous ont permis de poser comme premier point d'appui ces études qui ont été à ce jour les plus importantes pour la communication de masse.

(*) Ce rapport a été rédigé entre novembre 1970 et avril 1971 et publié à cette date au Chili. Les légères modifications que nous lui avons apportées n'altèrent en rien son contenu original.

* Rapport rédigé entre novembre 1970 et avril 1971 et publié à cette date au Chili. Les légères modifications que nous lui avons apportées n'altèrent en rien son contenu original.

Les études sur les *mass media* qui ont été effectuées ces dernières années, dans les pays latino-américains, dans une perspective critique, avaient pour principal objectif de révéler d'une part la structure de pouvoir sur laquelle repose l'appareil de communication de masse et par ailleurs l'analyse de la charge idéologique des messages « objectifs » de la classe dominante (1). En ce moment, loin de dénier l'importance de cette phase, il faut cependant la considérer comme une simple étape — toute fondamentale qu'elle soit — dans la tâche de créer un moyen de communication identifié avec le contexte révolutionnaire.

Les réflexions que nous livrons dans ce travail admettent comme premier point d'appui ces études qui ont mis à nu les mécanismes auxquels recourt la stratégie de mystification de la classe dominante à travers ses organes de diffusion ; elles reconnaissent comme second point de départ les références des théoriciens et des dirigeants politiques, élaborées à partir des différents processus révolutionnaires. Elles essaient enfin de tirer la première leçon de l'expérience encore très fraîche et embryonnaire de la lutte livrée au Chili par les travailleurs des moyens de communication de masse, comme une des luttes de masse parmi d'autres, et dans le contexte général de l'affrontement de classes. Nous n'avons pas la prétention d'offrir un ensemble de considérations définitives, ni d'idées cristallisées. Un tel propos nous ferait d'ailleurs tomber dans une contradiction magistrale, puisqu'il paraîtrait renouer avec la définition du message comme savoir et produit achevé, qui est celle qu'adopte la bourgeoisie, dont l'idéalisme offre, en tout temps et en tout lieu, une réponse pour tout, et qui établit les normes de sa dite politique culturelle sur un savoir répétitif, légitimé par la « tradition ». Les idées qui suivent sont le résultat d'une praxis qui se confond avec celle des travailleurs de la zone

(1) Cf. Armand et Michèle Mattelart, Mabel Piccini, « Los medios de comunicación de masas : la ideología de la prensa liberal en Chile », *Cuadernos de la Realidad Nacional*, Santiago du Chili, n° 3, mars 1970. A. Mattelart, Carmen et Leonardo Castillo, *La ideología de la dominación en una sociedad dependiente*, Buenos Aires, Editions Signos, 1970. Sur ce même thème, dans d'autres pays latino-américains, cf. les études de A. Pasquali. L. Silva au Venezuela, les études de H. Muraro, H. Schmucler, en Argentine, R. Faraone, en Uruguay, les études de J. Gargurevitch et C. Malpica, au Pérou, R. Crémoux et F. Lopez Narvaez, au Mexique. Par ailleurs, ont été publiées à Cuba deux anthologies sur ce thème : « Imperialismo y medios masivos de comunicación », *Casa de las Américas*, La Havane n° 77 ; *Referencias*, « Medios Masivos de Comunicación », Université de la Havane, V. 3 n° 1 ; la revue *Cine Cubano*, La Havane, et la revue *Comunicación y Cultura*, publiée à Buenos-Aires, sont d'autres références indispensables.

culturelle ; c'est pourquoi nous les livrons comme des réflexions ouvertes que nous nous promettons d'approfondir au rythme du processus de transformation.



Il est vrai qu'avec la part de pouvoir obtenue aux urnes, les forces de gauche sont loin d'exercer le contrôle sur les moyens de communication de masse. Rappelons quelques traits de la structure du pouvoir des *mass media* au moment de l'accès au gouvernement des forces de l'Unité Populaire. Cette structure est calquée sur le caractère monopoliste et dépendant de la classe dominante chilienne :

- Les sept groupes bancaires qui, directement ou par procuration de l'impérialisme, contrôlent l'économie se répartissent les principaux moyens de communication. A titre d'exemple, la Banque A. Edwards qui contrôle plus de 60 entreprises et est le mandataire du Groupe Rockefeller, est propriétaire du *Mercurio*, le plus grand et le plus ancien journal qui circule dans le pays, et de deux autres quotidiens métropolitains (leur tirage total dépasse le chiffre de 300 000 exemplaires). Ce groupe est également propriétaire de 7 journaux édités en province. Quant à la presse hebdomadaire, il possède une des plus grandes maisons d'édition, qui monopolise la publication des romans-photos, des *fan's magazines*, et qui imprime plus des trois quarts des revues féminines (importées d'Amérique du Nord ou nationales) qui circulent dans le pays. Il contrôle en outre une des plus importantes chaînes nationales de radio, qui couvre tout le territoire.

Notons que ce groupe Edwards possède l'exclusivité des services des grandes agences de presse du monde capitaliste : AP, REUTER, AFP, NEW YORK TIMES. Les télétypes de ces agences fonctionnent dans l'édifice du *Mercurio*. Avant d'arriver au lecteur, les informations qui proviennent de ces agences passent par un double filtrage : à New York ou en Europe et à Santiago. Sur 120 000 mots reçus par le télétype, 9 000 seulement parviennent au public.

- La seconde maison d'édition, par ordre d'importance, appartient à un groupe bancaire lié au parti démocrate-chrétien. En plus de revues d'actualité et de magazines

féminins, elle édite la totalité des bandes dessinées nord-américaines qui atteignent mensuellement 700 000 exemplaires. (Les presses de cette maison d'édition et les bâtiments viennent d'être rachetés par le gouvernement de l'Unité Populaire afin de se transformer en maison d'édition de l'Etat (Quimantu). Le groupe mentionné continue cependant à y faire imprimer et à éditer ses revues). Ces deux premiers groupes publient donc chaque semaine un total de plus de 2 millions 1/2 d'unités, qui sont dans leur majorité (plus de 60 %) d'origine nord-américaine.

La gauche, par contre, ne possède toujours que deux revues d'information dont le tirage n'atteint pas plus de 30 000 exemplaires mensuels.

- En ce qui concerne la presse quotidienne de la capitale, la gauche possède trois journaux qui représentent un tirage global de 140 000 exemplaires. Les groupes d'opposition en possèdent 4, leur tirage atteint 425 000. On remarquera l'importance de la différence, qui prend encore plus de relief quand on apprend que sur ces 140 000 exemplaires seuls 25 000 représentent le tirage de la presse de parti, le PC principalement, le reste représente le tirage de journaux populistes, favorables à la gauche mais qui ne lui sont pas rattachés organiquement. Par ailleurs, les forces populaires ne gravitent aucunement sur les 35 journaux qui se publient en province.
- La droite contrôle 95 % des stations d'émission de radio.
- En matière de télévision, à part la chaîne contrôlée par le gouvernement, il existe deux autres chaînes, qui sont aux mains des universités. Le canal 13 de l'Université Catholique, fortement acquis à la réaction, qui recueille plus de 50 % de l'audience et le canal de l'Université du Chili, traditionnellement à gauche, qui réunit à peine 10 % des téléspectateurs.

Un indice du caractère dépendant de la programmation du canal d'opposition : 46 % des programmes sont d'origine nord-américaine. (La programmation de la chaîne d'Etat dont hérite le gouvernement populaire, affiche un degré similaire de dépendance). Par ailleurs, 96 % des films et des séries télévisées proviennent des Etats-Unis.

- Les quatre principales agences de publicité sont les filiales des grandes firmes nord-américaines (J. Walter Thompson, McCann Erickson, Kenyon et Eckart, Grant Advertising). La J. Walter Thompson, en 1969, (elle planifiait alors la campagne présidentielle du candidat de la droite), avait dans le pays, une clientèle de 56 entreprises dont 27 étaient étrangères.
- L'industrie du disque est aux mains de la RCA et de la ODEON.
- La production cinématographique nationale est pour ainsi dire nulle. Près de 60 % des films étreonnés à Santiago, proviennent des Etats-Unis.
- En matière de tourisme, signalons l'énorme gravitation des chaînes Sheraton et Hilton, (comme dans tous les pays latino-américains) et des autres sous-agents de l'industrie culturelle, comme Avis, Hertz, etc.

L'ennemi de classe a conservé intact cet appareil de domination idéologique. La question est de savoir si la présence de l'ennemi dans la place incitera les forces révolutionnaires à rechercher une stratégie commune dans la lutte idéologique. Parviendront-elles à opposer au pouvoir de manipulation et d'endoctrinement de la bourgeoisie créole et de l'impérialisme, une réponse qui dépasse les limites que l'ennemi de classe pourrait fort bien continuer à prescrire pendant longtemps ? Utiliseront-elles un appareillage traditionnel qui oscillera entre les marges du jeu imposé par la classe dominante ? Il est important de signaler que cette question ne se résoudra pas par l'expropriation complète des moyens de communication contrôlés et administrés par la bourgeoisie. Comme nous aurons l'occasion de le préciser, cette revendication constitue évidemment un axe fondamental de la transformation du moyen de communication, mais on ne saurait lui attribuer un caractère de panacée absolue. La révolution commence *in domo* ; c'est dans la mesure où les forces révolutionnaires reformuleront leur stratégie dans leurs propres moyens d'expression (aussi bien ceux que contrôle le gouvernement populaire que ceux qui relèvent des divers partis de la gauche) qu'elles pourront exercer une pression réelle pour exiger et effectuer cette expropriation. La même observation vaut pour la transformation des messages. Il va sans dire que ce n'est pas seulement en supprimant tous les programmes de facture étrangère, surtout les nord-américains qui se révèlent particu-

lièrement envahissants, qu'on résoudra l'incidence de la dépendance culturelle. Un programme « chilénisé » est susceptible de reproduire le même réseau idéologique et donc de souffrir du même vice, peut-être de façon moins explicite, voilà tout, que le matériel étranger. Certains observateurs n'ont pas tardé à remarquer, au cours des premiers mois du gouvernement populaire, que les forces de gauche avaient une attitude de retrait dans la lutte idéologique, et particulièrement en matière de communication de masse. Il est en effet urgent que, sur ce terrain, la bourgeoisie rencontre un adversaire qui veuille bien et qui puisse abandonner son caractère virtuel et ne se contente pas d'être le reflet de l'institutionnalité dominante. On pourrait évidemment faire un inventaire des carences, et commencer un livre de lamentations. Nous nous en défendons. Pour déblayer le terrain, nous voudrions signaler certaines modalités de la lutte des classes dans ce domaine, et procéder à l'analyse de quelques éléments, analyse qui se voit souvent frustrée et tourne souvent court, à cause des tendances mécanistes qui marquent la façon d'envisager la tâche à accomplir.

Deux thèmes — en fait ils s'articulent sur la même problématique — structurent notre exposé :

— La bourgeoisie et l'impérialisme possèdent la dynamique de l'information (et comme nous le verrons plus loin, celle de la culture). Le concept dominant de liberté de presse et d'expression, légitime cette dynamique, comme aussi la légitime la conception autoritaire qui préside à l'organisation et à l'activité de la communication de masse.

— Les classes populaires se sont vu réserver traditionnellement un rôle de consommateur de cette information et de cette culture. Il s'agit de renverser cette situation en évitant le danger du populisme.

I - LA NATURE DE LA PRATIQUE DE LA COMMUNICATION DANS UNE SOCIÉTÉ DEPENDANTE

Le fait que la classe dominante chilienne ait conservé, sous le gouvernement populaire, ses moyens de communication, confère à la lutte idéologique un caractère propre. Pour pénétrer plus à

fond cette spécificité, il nous faut rechercher quelle place occupent ces moyens dans la stratégie globale de dissimulation et d'inversion de la réalité qu'appliquent la bourgeoisie et l'impérialisme. C'est-à-dire esquisser le pouvoir idéologique de l'ennemi de classe, à partir du domaine particulier de la communication de masse.

LES FETICHES.

Dans la société capitaliste toute activité et tout produit participent du monde et de la logique de la marchandise. Le langage lui-même qui permet de transmettre au public le sens de cette activité et de ce produit — quel qu'il soit — est le langage de l'homme de la marchandise qui se transforme en maître et seigneur de tout langage. La forme mercantile est la forme générale de l'échange. L'activité et le produit de la communication n'échappent pas aux rapports sociaux dominants. Pour installer la forme mercantile de communication, pour faire d'elle une activité « naturelle », une activité qui se réalise sans que les dominés (c'est-à-dire les récepteurs) puissent soupçonner son caractère d'instrument de domination d'une classe, le moyen de communication passera par un processus de fétichisation, par lequel passent tout produit et toute activité. Sous l'emprise du fétichisme, les hommes vivants se métamorphosent en « choses » (facteurs de production) et les choses vivent. Ainsi l'argent « travaille », le capital « produit ». De la même façon, le moyen de communication, « agit ».

Pour garantir sa légitimité, le mode de production capitaliste a besoin d'un corps de fétiches qui arment sa rationalité de domination sociale. L'apparition de ces fétiches est intimement liée au développement des forces productives. Marx a parlé du fétichisme de la marchandise et de l'argent et l'a décrit comme inhérent au mode de production capitaliste. Fabriquer un fétiche ou promouvoir un processus ou un phénomène au rang de fétiche signifie le « cristalliser sous la forme d'un objet mis à part » (2), l'abstraire des conditions réelles de sa production. C'est ainsi que la bourgeoisie érige la richesse en fétiche quand, en la cristallisant dans des métaux précieux comme l'or et l'argent, elle la coupe de sa genèse : un processus d'accumulation et de plus-value dont s'empare la classe propriétaire des moyens de production. Les économistes « fétichisent » également quand ils avancent leurs théories sur la détermination de la valeur par la nature des choses et

(2) K. Marx, « Critique de l'Economie Politique », Œuvres, Paris, La Pléiade, 1965, t. I, p. 416.

des produits en soi. Marx dévoile le fétiche quand, derrière le concept *valeur du travail*, qui est la forme apparente, expression réelle d'une classe déterminée, il découvre deux autres concepts sous-jacents qui n'affleurent pas à la surface, c'est-à-dire, dans la manifestation discursive des économistes bourgeois : *valeur de la force de travail* et *travail créateur de valeur*. « C'est la fanstasmagorie qui fait apparaître le caractère social du travail comme un caractère des choses, des produits eux-mêmes ». La société bourgeoise détermine la valeur du produit par l'échange, mais elle ne veut pas reconnaître ce qui lui donne sa valeur : le travail *dépensé dans sa production*. Tout fétiche renvoie à un corps rationnel de mécanismes qui cherchent à rendre opaque le caractère des rapports sociaux de production qui prévalent dans une société. Le fétiche de la communication cache le caractère répressif et manipulateur du pouvoir technologique dominant de diffusion (véritable nouvelle *force productive*) et le qualifie de force de libération et de bonheur, apparence sous laquelle il le présente aux dominés (3).

(3) Il ne faudrait cependant pas croire que l'idéologie qui légitime et naturalise la pénétration culturelle-mercantile de l'impérialisme, passe toujours par ces formes plus quotidiennes, par ces langages plus subreptices. Les discours de certains autres secteurs des classes dominantes sont beaucoup plus explicites et abrupts. Ils semblent tributaires de la schizophrénie belliciste des généraux, en retraite ou en activité, qui adoptent la ligne auto-apologétique de R. Nixon : « Aucun pouvoir sur la terre n'est aujourd'hui plus fort que celui des Etats-Unis. Aucun ne sera plus fort que les Etats-Unis dans l'avenir » (*Discours au Congrès*, 1-6-1972). Prélevons deux échantillons de cet autre type de discours sur la communication de masse. « La suprématie en matière de communication, qui est une des clefs pour dominer l'espace, se traduit aujourd'hui par la suprématie politique, militaire, économique et sociale sur toutes les nations du monde » (General Sarnoff, président de la R.C.A., *Allocutions*, 5^e Conférence annuelle de la Légion Américaine, Washington, D.C., 1-3-1965). Ou encore cet autre : « Pendant longtemps, le pouvoir militaire et le pouvoir économique, utilisés conjointement ou séparément, ont été les piliers de notre diplomatie. Aujourd'hui, ils remplissent encore cette fonction, mais l'influence croissante des masses du peuple, sur les gouvernements, de même qu'une plus grande conscience des gouvernements quant aux aspirations du peuple suite aux révolutions du 20^e siècle, ont donné naissance à une nouvelle dimension dans la gestion de la politique extérieure. En politique extérieure, certains objectifs peuvent être atteints à travers un contact direct avec le peuple des pays étrangers, plutôt qu'avec leurs gouvernements. Par l'intermédiaire des techniques et des instruments modernes de communication, il est aujourd'hui possible d'atteindre des secteurs importants et influents de la population des autres pays, pour les informer, influencer leurs attitudes et en même temps peut-être arriver à les motiver en vue d'actions déterminées. Ces groupes sont, à leur tour, capables d'exercer une pression notable sur leurs gouvernements ». (Committee on Foreign Affairs, *Winning the Cold War, The US Ideological Offensive*, 1964).

Pour une analyse plus détaillée de ce genre de discours, cf. Herbert I. Schiller, *Mass Communications and American Empire*, Boston, Beacon Press, 1971.

Un nouveau fétiche : le moyen de communication.

Dans l'univers des fétiches, le moyen de communication apparaît comme une entité douée d'autonomie, d'« une volonté et d'une âme » propres, une espèce d'épiphénomène qui transcende la société où il s'inscrit. Dans la mise en scène d'un monde régi par la légalité technologique, il devient acteur et prend la relève des « forces naturelles ». Ce distancement permet à la classe dominante d'évaporer son titre de propriété monopoliste sur cet appareil idéologique et de s'attribuer par là même le droit de dénoncer « l'influence pernicieuse et perturbatrice », « le contenu vulgaire, violent ou pornographique » de la presse, de la radio, de la TV et du cinéma, en se servant de son moralisme comme d'un bouclier. Ces personnages de l'histoire technologique que seraient les *mass media* sont considérés comme les facteurs qui impriment leur dynamique à la société, du fait de disposer d'une liberté d'action propre. Ils imposent un concept de révolution, la « révolution des espérances croissantes » — sans en montrer la patente — pour le substituer à l'autre. Le modèle est simple et circule aussi bien dans les textes scolaires que dans les discours électoraux. Nous insérons un exemple prélevé sur la hargne du candidat de la droite chilienne aux élections présidentielles de 1970 : « On est universellement d'accord sur le fait qu'il ne peut y avoir de progrès stable et durable s'il n'y a pas de développement économique accéléré qui permette de satisfaire les aspirations légitimes des masses, aspirations qui s'accroissent chaque jour davantage suite à la montée formidable des moyens de communication et de diffusion, dans le monde moderne » (4). La personnification de la communication a même dépassé ce degré. Pointe de lance des programmes antisubversifs, la communication passe à l'offensive et essaie de soustraire aux forces de gauche leur notion de révolution.

Pour camoufler la fonction contre-révolutionnaire qu'il a assigné aux technologies de la communication et, en dernière instance, aux messages de sa culture de masse, l'impérialisme a érigé les *mass media* en agents révolutionnaires et le phénomène moderne de la communication en révolution. Quelque chose comme une nouvelle version de la « Révolution verte ». Comme on le sait en effet, un des premiers bancs d'essai de la « révolution technologique » a consisté à célébrer, de manière univoque, les nouveaux engrais, les nouveaux fertilisants, les nouvelles machines, les nouveaux

(4) Programme électoral de Jorge Alessandri, en 1970, *El Mercurio*, Santiago du Chili, 11-1-1970.

insecticides, comme les remèdes miraculeux au sous-développement du Tiers-Monde. Les réformes agraires nées sous ce signe idéologique se sont transformées en simples mesures de modernisation ; et ainsi, se trouva tout bonnement éludé le problème de la propriété de la terre ; et on passa sous silence le caractère monopoliste du contrôle sur les moyens de production et de distribution, qui en sortit indemne. Dans cette entreprise de ravalement de l'appareil de domination, les oligarchies et leurs cerveaux technocrates éliminaient le fait pourtant élémentaire que l'application de ces nouveaux procédés pouvait être entravée par le type de relations sociales qu'elle rencontrait et que si, à la rigueur, arrivaient à se développer avec ce système des enclaves d'une certaine rentabilité, les besoins de tout le pays ne pouvaient en aucun cas être satisfaits. Actuellement la célébration de la technologie moderne de communication, qui dans la métropole nord-américaine a nom « révolution des communications », remplit un rôle du même ordre. « La révolution des communications qui s'étend sur les sept dernières années a développé le désir de consommation, la responsabilité sociale collective, la révolte des jeunes, la révolte féminine, la révolte de la mode, l'ère du jugement individuel, bref une nouvelle société » (5). Pour arriver à ses fins, le pouvoir impérialiste n'a pas seulement besoin de la plume et de l'inspiration des publicistes du Nord. Il a recruté dans le sous-continent les « théoriciens » de la nouvelle conception, les cipayes McLuhanniens. Rien de plus significatif que ces extraits d'un article publié dans le sosie latino-américain du *Time*, la revue *Vision* éditée à New York ou à Miami, en espagnol, sous le titre : « Les communications comme révolution ».

« L'histoire, vue à vol d'oiseau, nous a enseigné à concevoir la révolution comme un acte de violence, préparé, organisé et exécuté d'une manière pour ainsi dire militaire. On pense que la révolution est une action décisive qui requiert une préparation, un commando, un plan et une idéologie. Tout un organigramme complet de chefs, de prophètes, d'activistes, de décisions de commando et d'actions d'éclats [...]

Il y a eu d'autres processus de changement général et rapide, dans l'histoire du monde occidental, qui n'ont pas répondu à ce schéma de commando, de programme et d'action. Ce furent, en effet, de grandes révolutions transformatrices qui se sont effectuées sans

(5) E.B. Weiss, « Advertising nears a big speed-up in communications innovation », *Advertising Age* (The National Newspaper of Marketing), Chicago, 19-3-1973, p. 52.

idéologie préalable, sans direction organisée, sans bureaucratie clandestine ou publique, sans activistes ni révolutionnaires professionnels. Les changements d'idéologie, de structure sociale et de valeurs ont plutôt été la conséquence sûre et presque anonyme, de ces faits non personnalisés ni réduits à un credo politique [...]

Certains observateurs européens, tel le Français J.-F. Revel dans un livre aigu et inquiétant, « Ni Marx ni Jésus », en arrivent à penser que la nouvelle révolution mondiale a déjà commencé aux Etats-Unis et se caractérise par l'incroyable transformation des conditions de relation et de vie qu'a entraînée le changement technologique.

Le plus important et le plus décisif de ces changements est celui des communications. Les hommes ont été littéralement précipités, et sans aucune préparation, dans une expérience globale des communications, qui ne peut qu'affecter leurs pensées et leurs réactions bien au-delà de ce qu'aucun credo ou aucune propagande idéologique n'a jamais pu faire [...]

C'est la véritable révolution de notre temps et l'agent en est le merveilleux et grandissant complexe des communications » (6).

Nous savons tous que la mobilité des forces productives est — comme le disait Marx — une force révolutionnaire de première importance. Mais cette révolution permanente des forces productives qui, sous l'égide du capitalisme, modifie la production matérielle et spirituelle, bien loin de supprimer la lutte des classes et de réconcilier le travail avec le capital, commande les conditions dans lesquelles se déroule cet affrontement de classes et ne saurait en aucun cas être confondue avec ce que Lénine a appelé « le moment révolutionnaire ». C'est-à-dire le moment où il est impossible pour les classes dominantes de maintenir leur domination sous une forme inchangée, où ces conditions deviennent insupportables aux classes opprimées qui accentuent leurs luttes. En fait, le concept univoque de révolution à la McLuhan ne fait que cacher l'apparition de ces indices du moment révolutionnaire, qui ne peut être ni choisi ni surmonté en fonction du *seul* jeu des forces productives.

La technologie en elle-même propagerait un contenu et se substituerait aux schémas et aux bannières idéologiques, éliminant les intérêts de classe antagoniques. Ce serait l'espace neutre de

(6) A. Uslar Pietri, « Las comunicaciones como revolucion », *Vision*, Santiago du Chili, vol. 40, n° 8, 22-4-1972.

l'apolitisme. Ainsi compris ce nouveau fétiche nous présente un pseudo-acteur, promu au rang de causalité des phénomènes et des processus sociaux, qui cache aussi bien l'identité des manipulateurs que la fonctionnalité des idées et des images qu'ils répandent par rapport au système social qu'ils patronnent. En se constituant en sujet et en cause, exclusion faite de tout autre possible déterminant, la « communication » efface tout schéma de stratification sociale et présente aux récepteurs l'image d'une société acéphale, soumise au même déterminisme indifférenciateur. Pour renforcer son action mystificatrice, ce fétiche se fait accompagner d'une série de concepts synonymes, tous significatifs de l'amorphisme social, parmi lesquels : société de consommation, société d'abondance, société de masses, société moderne, opinion publique...

Ces clefs de la taxonomie de la communication « moderne » évacuent le fait qu'une classe sociale imprime une direction unilatérale à l'interprétation de la réalité. En d'autres termes, ce langage que répète à l'infini le moyen de communication pour s'identifier et se produire quotidiennement, sert d'écran, d'alibi, à un dispositif de coercition, devient la formule qui le dissout dans l'univers euphorique de tous les exotismes massifs, la modernité, la publicité, la consommation et le tourisme : l'ahistoricité comme forme de vie quotidienne. Au nom de cette même opinion publique, la presse de l'oligarchie exige la répression des mouvements sociaux et en même temps prend prétexte de la montée du niveau de consommation pour démontrer aux secteurs moyens de la population — en les mobilisant autour de son projet — la vacuité, l'inutilité d'un changement dans les structures. L'opinion publique, le concept de moderne, se transforment en cet acteur imaginaire, soutien des intérêts monolithiques d'une classe, qui permet de faire passer comme publiques une idée particulière et une vision privée. Acteur auquel on donnera selon l'occasion et sur un mode alternatif, des rôles négatifs et positifs mais qui est disposé à transmettre, sans les discuter, les messages répressifs d'une classe, même s'ils sont contradictoires. Dans le périmètre de cette anti-histoire se développe le jeu symbolique de la fausse dialectique où le héros, du fait qu'il manque d'identité sociale, ne parvient à avoir ni autonomie ni sens et se contente de n'être que la projection univoque des préoccupations et des thématiques inhérentes à la vie et à la survie des groupes dominants. C'est le signe du consensus qui dilue tous les conflits et toutes les différences entre les acteurs concrètement situés et compose une unanimité en déchaînant, de façon artificielle, une réconciliation que tout dans la réalité rend impossible. La société moderne, la « révolution des communications », opèrent,

tels des messies, la fusion des consciences séparées dans la réalité des classes en conflit.

La mythologie du système.

Le second aspect de la fétichisation de ce moyen de communication réside dans le caractère idéologique des messages qu'il irradie. L'idéologie est la réserve de signes propre à la rationalité de la domination qu'exerce une classe, signes prescrits puisqu'ils doivent être fonctionnels au système dont ils masquent les bases. S'ils n'avaient pas ce caractère, ils révéleraient la mystification qu'opère une classe en déterminant le sens de la réalité et en définissant l'objectivité. Il n'est pas besoin de revenir sur l'affirmation de Marx selon laquelle, dans une société de classes, les idées dominantes sont celles de la classe dominante qui détermine ainsi sa période historique, ni non plus sur cette autre selon laquelle la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est aussi la puissance spirituelle dominante. « Les pensées dominantes ne sont rien d'autre que l'expression idéale des rapports matériels dominants saisis sous forme d'idées, donc l'expression des rapports qui font d'une classe la classe dominante ; autrement dit, ce sont les idées de sa domination ». L'idéologie dominante remplit une fonction pratique : elle confère au système une certaine cohérence et une relative unité. Pénétrant les diverses sphères de l'activité individuelle et collective, elle cimente et unifie (selon la formule consacrée par Gramsci) l'édifice social. Elle permet aux individus de s'insérer de façon naturelle dans les activités pratiques qu'ils remplissent à l'intérieur du système et de participer ainsi à la reproduction de l'appareil de domination, sans se rendre compte qu'ils se font les complices de leur propre exploitation. Pour l'individu inscrit dans le système capitaliste, l'idéologie est une expérience vécue, une expérience qu'il vit sans connaître « les véritables forces motrices qui le mettent en branle ». Le *modus operandi* qui caractérise le processus idéologique consiste, en somme, à faire oublier ces véritables forces motrices, ou en d'autres termes, à faire perdre de vue les origines de l'ordre social existant, de sorte que les individus puissent le vivre comme un ordre naturel. Il efface la marque qui rappelle que toutes les institutions sont les instruments de la coercition sociale. Il cherche à débarrasser la société bourgeoise de cette contradiction qui, si elle n'est pas médiatisée, risque d'en révéler l'incohérence et d'en briser l'unité. Cette contradiction, qui est à la base de la domination sociale, est celle-là même qui permet la formation et l'existence d'un système de répartition des biens, tel qu'une minorité s'approprie

le surproduit social. Elle traduit le désajustement entre la propriété sociale et l'appropriation capitaliste et explique l'antagonisme entre les acteurs du mode de production.

Cet « imaginaire collectif » donnera à l'individu l'illusion que la société dans laquelle il évolue et les relations concrètes qu'il vit se situent sous le signe de l'harmonie sociale et échappent à la lutte des classes. Au cas où il y ait conflits et antagonismes, il les expliquera au moyen d'une loi naturelle, non tributaire du mode de production particulier en vigueur dans la société. Le moyen de communication et ses modèles mythiques (pour reprendre le terme utilisé par Barthes (7), remplissent une fonction déterminée : encercler les forces capables de démasquer l'imposture de la classe qui exerce sur eux son contrôle. Quand apparaît un phénomène susceptible de révéler les contradictions immanentes au système, le mythe ne tait pas le fait empirique, mais fait disparaître le sens indicateur d'une réalité sociale que ce phénomène peut contenir, en lui donnant une explication qui cache les contradictions du système.

Les exemples abondent quand on examine les réponses de la droite chilienne à la réforme agraire du régime réformiste de la démocratie-chrétienne. Selon la presse libérale, c'était l'action des agitateurs et les chimères des bureaucrates qui se prenaient pour des théoriciens (et réfutaient « l'expérience » des propriétaires terriens) qui expliquaient la violente demande de réforme qui explosait dans les campagnes. La cause n'en fut jamais cherchée dans les conditions concrètes de propriété de la terre, dans la réalité d'un système de production. Toutes les causes prêtées à la réforme n'entretenaient avec la réalité agraire qu'une relation d'extériorité. Le mythe alimenté par les propriétaires terriens révèle qu'ils ne peuvent concevoir que de la réalité puisse surgir la nécessité de changements, ce qui se traduit par une attitude systématique d'innocentement des éléments structurels qui configurent leur pouvoir de classe.

Le mythe vide les phénomènes sociaux de leur réalité et acquitte le système ; il le purifie. D'une certaine façon il prive ces phénomènes de leur sens historique et les intègre à la « nature des choses ». Le mythe domestique donc la réalité, l'annexe au profit d'une pseudo-réalité ; celle qui est imposée par le système, celle qui n'est réelle qu'à condition d'admettre les bases sur lesquelles

(7) R. Barthes, *Mythologies*, Paris, Ed. du Seuil, 1958.

s'édifie l'idéologie dominante, c'est-à-dire à condition d'admettre la légalité de la classe dominante comme paramètre d'objectivité et d'universalité.

Cependant, il ne suffit pas de caractériser à grands traits ce rôle de diffuseur des normes d'une classe que remplit le moyen de communication de masse au même titre que les autres appareils idéologiques d'Etat, tels que l'école, la famille, etc. Produit de la nouvelle technologie et comme tel, hautement connoté, l'appareil massif correspond à une étape du développement des forces productives. Etape qui aura une répercussion inévitable sur le type d'idéologie qu'il propagera, surtout si nous tenons compte du fait que nous avons affaire à une société dépendante, très en retard par rapport aux modèles technologiques du pôle central. Avant d'introduire ce point, nous ferons quelques remarques sur la relation entre classe dominante et production d'idéologie.

Un Frankenstein conscient ?

De ce que nous venons de dire, il ne faudrait cependant pas déduire ingénument que la classe dominante est un sujet hyperconscient de l'histoire, ni interpréter littéralement les signes iconographiques de certaine propagande de gauche qui caricaturisent les représentants de cette classe sous la forme de monstres à griffes qui symbolisent toutes les horreurs et toutes les abominations que le monde a connues jusqu'à ce jour. « La cohésion d'une classe, comme le disait un écrivain allemand à propos du pouvoir impérialiste, et particulièrement celle d'une classe dominante, est le produit d'intérêts communs évidents et non d'accords secrets ou de conspirations. De plus, je n'imagine ni n'enseigne des monstres. Les banquiers, les généraux, les conseillers d'administration, sont loin d'être, comme chacun le sait, des héros de bandes dessinées à la Frankenstein mais au contraire des messieurs très bien élevés et très aimables comme on pouvait encore en rencontrer en Allemagne dans les années 30. Ni la musique de chambre, ni les sursauts de charité ne leur sont étrangers. Leur *moral insanity* ne provient pas de leur caractère individuel mais de leur fonction sociale » (8). Dans la préface à la première édition allemande du *Capital*, Marx lui-même signalait déjà l'aspect erroné des déchiffrements psychologues de la domination, quand il écrivait : « Pour éviter les possibles malentendus, encore un mot. Je n'ai pas peint le capitaliste

(8) Lettre de H. M. Enzenberger au Recteur de la Wesleyan University de Middletown (USA) reproduite dans Mauro Fotia, « Structure du pouvoir et sociologie politique contemporaine aux USA », *L'Homme et la Société*, Paris, 1970, n° 17, p. 57.

ni le propriétaire terrien couleur de rose. Mais il ne s'agit ici de personnes que dans la mesure où elles personnifient des catégories économiques, et où elles sont les supports d'intérêts et de rapports de classe déterminés ». C'est pour embrumer ce second niveau de la réalité qu'indiquait Marx que la morale bourgeoise qui assimile morale privée et morale publique, a établi le stéréotype de l'« homme riche, mais austère et honnête », pour acquitter à la fois le capitaliste, le gros propriétaire, et le système tout entier. « Monsieur Un Tel possède des millions, des fabriques, des banques, mais il va en bicyclette à son bureau, il y travaille jusqu'à des heures tardives et en plus il aide les gens qui sont dans le besoin ». Cette morale institue ce qu'on pourrait appeler l'administration rationnelle du luxe pour les privilégiés de l'accumulation capitaliste. Elle protège le cadre des valeurs nécessaires à l'administration de l'appareil de domination et à sa reproduction de la part des dominés. Ce qui nous amène à insister sur la dimension non intentionnelle de la domination, aussi bien chez le récepteur que chez l'émetteur, le dominé que le dominant.

Dire que l'idéologie en tant que système de représentations est inséparable de l'expérience vécue des individus, revient à dire qu'elle imprègne leurs coutumes, leurs goûts, leurs réflexes ; cela signifie aussi que la grande majorité des individus vivent sans que les fondements de ces représentations affleurent à leur conscience. Il s'agit en quelque sorte d'un état qui est vécu comme une nature sociale, imposée par un mode de production qui pénètre toute la vie. On peut aussi dire qu'il s'agit du processus vital d'un axiome.

Le fait d'affirmer que l'individu vit un univers de représentations sans en percevoir le principe organisateur, puisqu'il ne peut en appréhender l'ensemble comme un tout cohérent, renvoie à un autre fait, à savoir que la problématique de l'idéologie est distincte de celle du sujet conscient. Il est plus probable qu'après avoir révélé les structures des messages bourgeois transmis par la presse, les bandes dessinées ou la télévision, le chercheur doive affronter de la part de la majorité de ses lecteurs un refus face aux résultats de cette analyse sans merci. Et ce refus s'accroît au fur et à mesure que l'analyse touche des aspects très fortement intégrés à la vie quotidienne, d'autant plus faciles à « naturaliser » qu'ils semblent plus banals. Les lecteurs feront valoir que cette analyse — qui saisit un écheveau de représentations et le dévide jusqu'aux dernières implications — fait apparaître une machinerie trop machiavélique pour être le reflet exact d'une réalité à laquelle tant bien que mal ils sont habitués. Ils ne peuvent admettre que dans la

réalité qu'ils vivent, sans avoir l'impression d'être tellement opprimés, convergent ces stratagèmes de la domination sociale, que dénoncent ces ouvrages. Ils admettent difficilement que les messages puissent être l'objet de deux types de lecture qui aboutissent à des déchiffrements qui sont loin de coïncider. D'un côté, leur déchiffrement à eux, lecteurs, auditeurs communs : lecture primaire, atomisée, des informations transmises. De l'autre, la lecture du chercheur ou du militant politique, à partir de la position de classe du prolétariat, qui recherchent entre toutes les unités du discours la relation qui leur fait rencontrer les intérêts objectifs d'une classe et son projet particulier de société. Sur le plan de l'émetteur du message, se repose le même dilemme : quand l'éditorialiste d'un journal libéral refuse de se reconnaître dans l'auteur d'un produit ainsi démythifié, il plaide les non-coupables, fort de l'évidence que, puisqu'il ne voulait pas écrire cela, il ne l'a pas écrit.

Dans un registre opposé à celui du journal libéral, il est encore possible qu'un message (roman, film) que l'auteur veut subversif, soit en fait absolument récupérable par le système qu'il essaie de saper. Et cela dans la mesure où les structures latentes sur lesquelles s'édifie le message et qui en organisent la signification consacrent les principes du système qu'il prétend combattre. Une bonne partie de la difficulté de la création révolutionnaire dans un lieu et dans un temps déterminés historiquement par la bourgeoisie, réside dans cet écueil. Tout acte créatif qui cherche à questionner l'appareil de domination s'expose au risque de continuer à porter la marque du système dans lequel est impliqué le créateur. Pour déterminer le caractère révolutionnaire de l'ensemble des signes occupés par un émetteur dit subversif, il faut dépasser la superficie du message ou de la manifestation discursive pour établir le degré de congruence entre la couche apparente et les structures implicites de l'œuvre. Marx en a donné le premier l'exemple dans le *Capital*. Autrement dit, il faut voir comment le contexte socio-historique ou le poids des structures médiatise la création soi-disant individuelle et libre. Ces remarques sommaires nous ont permis de signaler un trait fondamental de la façon dont opère l'idéologie et de souligner le manque d'autonomie de la grande majorité des individus. Au risque d'être redondant, il faut rappeler ceci : l'idéologie n'est pas la construction abstraite d'un individu ou d'une classe. Elle est en relation intime avec un mode de production et une formation sociale déterminée ; elle lui est fonctionnelle et en permet la reproduction, comme elle permet celle de l'hégémonie de la classe qui personnifie le capital.

Cependant, dernière remarque importante, il ne s'agit pas de concevoir le dominant et le dominé (et les classes qu'ils représentent) comme des automates programmés dès l'instant de leur insertion dans une structure sociale. Ce qui désarticule ce schéma rigide et nous sauve malgré nous de ce strict déterminisme, c'est pour l'énoncer de façon concise, la réalité de la lutte des classes. Le degré de conscience du phénomène de la domination est précisément fonction du niveau atteint par cette lutte. (Nous reviendrons après sur ce point lorsque, d'une part, nous évoquerons à titre d'exemple les coordonnées qui sont en train d'amener la classe dominante chilienne à acquérir une plus haute conscience, à planifier explicitement sa stratégie de classe, et que d'autre part nous constaterons le saut de conscience qu'a accompli le prolétariat, en accédant à la possibilité d'exercer le pouvoir).

Dans le prolongement de ce que nous venons de dire, surgit le problème politique de l'élévation du niveau de conscience du dominé, et pour en revenir à notre propos précis, celui de la possibilité d'accès à une lecture démythificatrice des messages de la culture dominante. En effet, la lecture idéologique de la réalité ne peut être et n'est pas une spécialité des techniciens en idéologèmes, comme tendrait à l'imposer un structuralisme a-historique, incapable de formaliser autre chose que des règles de fonctionnement des discours. La sémiotique et les « sciences de la signification » ne sauraient s'imposer en succédanés de la conscience, et devenir la clef unique et indispensable pour déchiffrer la réalité de domination. Il est temps de questionner la conception — et la position de classe — implicite dans de nombreuses démarches de démythification, qui tendent à substituer au *processus de prise de conscience un processus d'intellectualisation*. Conception qui court le risque de renforcer le pouvoir exclusif d'un secteur formaliste et technocrate de la petite bourgeoisie, qui veut préserver son privilège de déterminateur du sens et de la signification des phénomènes sociaux, et estime (implicitement) qu'il n'y a rigoureusement d'autre voie d'accès à la décomposition du schéma de domination, que celle qui passe par l'académisme et l'étude des modèles sémiotiques. Une lecture idéologique, également valable, tout au moins comme première étape, et qu'il faudrait réconcilier avec le projet d'une science militante, est celle qui s'effectue à partir des instruments dont dispose le prolétariat, au cours de l'approfondissement de sa conscience de classe. C'est là un domaine qui s'ouvre au travail des Partis, qui d'ailleurs pourrait susciter nombre de questions sur le mode d'appréhender l'agitation de la sphère dite culturelle. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce point.

L'IDEOLOGIE TECHNOCRATIQUE DE L'IMPERIALISME.

Pas seulement des produits emballés.

Le processus de fétichisation — qui touche la définition que s'auto-attribue le moyen de communication et les archétypes transmis par la classe le contrôlant — pourrait nous faire tomber dans un autre piège, et nous enfermer dans le concept bourgeois de *culture de masse* qui renvoie aux mêmes mécanismes réducteurs de la réalité. Dans la variété des moyens et des produits entre lesquels on peut choisir pour identifier certaines facettes de la pénétration culturelle de l'impérialisme dans les pays latino-américains, se dilue la totalité du concept. Il ne faudrait surtout pas croire, en effet, qu'avec les séries de télévision, les bandes dessinées, les films, la publicité, les radio-théâtres, les disques... en un mot lesdits produits culturels qu'on peut acquérir sur le marché, se clôt l'inventaire des signes de la culture de masse. Admettre cette notion restreinte revient précisément à adhérer à cette vision « tête en bas », troublée par l'inversion fétichiste, de la pénétration culturelle de l'impérialisme dans les pays dépendants. Ce que cherche ce dernier c'est que nous percevions cette culture comme une simple somme d'unités emballées, qui sont situées loin de nous et n'ont rien à voir avec notre pratique quotidienne, qui circulent sur le marché des valeurs qui ne serait pas le marché de notre vie. Ce qu'il prétend c'est que tout se déroule comme si l'achat et la consommation d'un produit culturel établissaient une distance entre l'acheteur et l'objet acquis, comme si le rendez-vous avec cet objet était le fruit du hasard, comme s'il ne devait durer qu'un seul instant et ne répondre qu'à une fonction particulière : remplir le temps libre, une fraction du temps vital. En nous arrêtant sur les indices monnayés, palpables mercantilement, nous courons le risque d'échapper le caractère enveloppant de la culture de masse et de ne pouvoir l'envisager comme élément d'un système total qui répond à la conception qu'a le pôle impérialiste du rôle de la superstructure dans la lutte contre-révolutionnaire dans les pays du Tiers-Monde : qui consiste à passer en contrebande ses modèles de développement, et de rapports sociaux. Les produits classiques que nous dénombrions précédemment ne constituent que les indices les plus manifestes de l'offensive idéologique totale des classes dominantes, nationales et internationales, qui prévoit et assure la riposte structurelle et conjoncturelle aux pratiques des classes dominées. C'est cette capacité de réponse qui explique pourquoi la culture de masse n'est pas un répertoire amorphe de produits emmagasinés, dessinés et structurés une fois pour toutes. Ce répertoire a

un caractère éminemment historique. Les personnages même de cette culture qui paraissent avoir été fixés une fois pour toutes et dont l'histoire semble invariable, dans l'espace et dans le temps, se transforment en fait en fonction des circonstances et des problèmes internes du pôle impérialiste et de son expansion. Le Superman créé avant la Seconde Guerre Mondiale et qui remplissait dans la société nord-américaine un besoin mythique face à la crise et au danger du nazisme doit se redéfinir en fonction d'un nouveau vraisemblable au moment où les mythes de la science et de la technologie dépassent les super-pouvoirs, au moment par exemple où le rayon Laser se substitue à l'extra-lucidité du surhomme (9). Les agences de publicité nord-américaines, installées en Amérique Latine, qui jusqu'à une date récente, se contentaient de divulguer des produits de consommation, promeuvent explicitement des modèles de développement politique — suite à la montée des mouvements de masse — en planifiant la réponse des groupes d'opposition aux réformes introduites par les régimes populaires. La redéfinition métabolique (qui obéit aux impératifs d'ordre politique et économique de l'empire après la guerre du Vietnam) des formes d'agression culturelle en fonction de la reconversion « civile » des grandes corporations électroniques et aéro-spatiales est un autre exemple d'adaptation de l'appareil superstructurel impérialiste à la réalité mouvante de la domination. L'apparition de séries de télé-éducation massive dans la production des corporations multinationales témoigne de la modification qui se produit dans la composition des groupes de pouvoir de la métropole et est tributaire d'une approche différente de l'entreprise de colonisation culturelle et économique. Cette culture de masse, qui se façonne sur les conditions concrètes de la lutte des classes, et ne se guide pas tout bonnement d'après les inspirations individuelles de ses « créateurs », son langage et ses mécanismes sont la culture, le langage et mécanismes modernes de la domination et sont à ce titre implicitement présents dans toutes les tentatives du système pour récupérer les germes révolutionnaires. La culture de masse est, d'une certaine façon, le lieu privilégié où la réaction n'a plus besoin de parler de politique pour faire de la politique et imposer sa mystification particulariste.

Si cette culture de masse peut avoir une certaine influence dans la lutte contre-révolutionnaire, ce n'est pas seulement parce qu'elle reflète les valeurs de « l'américan way of life », mais parce

(9) Sur cette évolution des formes que revêt l'impérialisme culturel, cf. A. Mattelart, *La cultura como empresa multinacional*, Mexico, Editorial Era, 1974.

que ses messages sont susceptibles de tomber dans un terrain favorable, préparé par tout le système de domination : les bandes dessinées, les séries de télévision ne peuvent prétendre changer la société. Elles ne font qu'alimenter et revitaliser l'univers valoratif des récepteurs, univers qui permet par ailleurs que s'établisse le circuit de communication en lui fournissant le code de base. C'est en cela que réside son caractère historique. La culture de masse s'empare de nos attitudes, de nos valeurs et de nos comportements, qui nous sont imposés par la rationalité manipulatrice d'une classe, et les empaquète pour nous les faire consommer. De plus, et c'est là le comble, les groupes qui offrent ces produits à leur public et leur présente leur propre langage comme forme unique de transmission de la réalité, se donnent l'alibi d'avoir recueilli, dans ce produit culturel, notre libre arbitre et notre libre choix de valeurs. La culture de masse ressemble à un immense argument *ad hominem* qui vole aux dominés les arguments de leur voix d'emprunt, pour les leur réserver massivement. Et nous revenons à l'essentiel : si on ne met pas en relation les produits manifestes avec la globalité du système qui inspire leur production, il est impossible de capter la fonction de chacun et surtout de dévoiler l'axe idéologique qui en structure les contenus, les dote de cohérence, et les fait participer à la configuration d'un mode de vie généralisé. Envisagé sous le biais de la quotidienneté dominante de la dépendance, le produit cesse d'être étranger à la quotidienneté imposée à l'habitant du Tiers-Monde.

La superstructure de la dépendance

La formation sociale dépendante latino-américaine est le produit d'un processus plus ample qui lui confère sa dynamique en dernière instance (10), processus qui épouse le rythme d'expansion du système capitaliste international. Système dans lequel cette formation sociale dépendante remplit des fonctions spécifiques qui en conforment les structures internes et en déterminent la particularité. Quelle est, dans cette situation ainsi définie, la place de la communication de masse ? Grâce aux techniques modernes de diffusion, des représentations collectives qui n'émanent pas de la base économique dans laquelle elles s'inscrivent, sont susceptibles d'envahir de façon instantanée toutes les couches sociales. A l'aide de ces techniques, les épigones de la domination peuvent, à loisir,

(10) Cf. dans la même ligne de réflexion, les recherches du Centro de Estudios Socioeconomicos (CESO), Université du Chili ; plus particulièrement, Tomas Vasconi et Marco Aurelio Garcia « Las ideologías dominantes en América Latina », *Sociedad y Desarrollo*, Santiago du Chili, 1972, n° 1

faire progresser massivement les « consciences » au-delà des bases réelles de la vie sociale, au-delà de l'état des forces productives. C'est ce que la sociologie bourgeoise, en accord avec la presse du même acabit, appelle « la révolution des espérances croissantes », c'est-à-dire la greffe d'aspirations fomentées par le pôle impérialiste. Pour paraphaser une image tellement souvent reprise par cette presse : l'Indien des Andes qui vit des rapports de production pré-capitalistes peut, grâce à son transistor, accéder à certains éléments de la superstructure des sociétés hautement technicisées, même si le bien de consommation que ce moyen fait miroiter devant lui se trouve hors de sa portée. Ceci nous indique l'importance croissante de l'instance idéologique de la domination sociale. Le moyen de communication est le dynamisateur d'un consensus « internationaliste », face aux étranglements du système.

Dans une société dépendante, le moyen de communication matérialise la conception que le système impérialiste a dû changer, conception qui revient en fait à nier le changement. Il se charge en effet d'engendrer et de reproduire quotidiennement la rhétorique du changement pour empêcher que s'altère le mode de produire la vie, qui caractérise le système. En quoi consiste cette rhétorique ? Le moyen de communication, celui qui contrôle la bourgeoisie créole comme celui qui relève directement de l'administration nord-américaine, est programmé de façon à démentir la théorie de la relation entre la base économique et la superstructure idéologique, en étendant les aspirations, les représentations collectives, les valeurs et les images qui circulent dans la société dépendante au-delà du niveau que suscite cette société. Les formes des sociétés développées s'importent sans leur contenu, c'est-à-dire sans les facteurs qui en rendent possible le développement. Tout insolite que cela puisse paraître la fausse conscience impérialiste conjugue son dessein de domination avec un projet de libération de l'homme, et en arrive même à utiliser des concepts de « communisme » et de « participation ». C'est là que se situe précisément le point d'intersection où intervient le produit des nouvelles technologies. La communication de masse se transforme en l'instrument, par excellence, dont disposent l'impérialisme et ses alliés créoles, pour instaurer « leur » communisme, pour installer une communauté entre les hommes, pour faire du monde un « village planétaire », pour reprendre l'expression de McLuhan. Une communauté qui se crée d'en haut et qui s'obtient par le fait que les hommes peuvent participer à une superstructure commune qui n'est autre que celle qu'impose le pôle central. Dans cette communauté, la participation, réfugiée dans une superstructure trans-

cidentaliste, n'est que passive. Ce n'est au fond qu'une hypnose qui donne l'illusion de s'intégrer à l'effervescence du monde et à ses conflits, dans un système qui fait tout pour contenir l'histoire dans l'univocité et la redondance. Vivre l'histoire des autres pour ne pas avoir le temps ni prendre la peine de s'occuper de la sienne, vivre par procuration en s'identifiant avec tout ce qui n'est pas soi, en un mot convertir le temps historique en un objet de consommation comme n'importe quel autre produit. Tels sont les termes de l'entreprise de déplacement à laquelle se livre le moyen de communication. Une telle intégration formaliste — où le perpétuel mouvement de la forme ne fait que redonner un nouveau clinquant à un contenu immuable : tout paraît bouger, mais rien ne change — fait naître et cultive le mirage de la fin des discriminations sociales et des pouvoirs occultes. « Informés, donc participants » ; « Le téléviseur nivelle les classes, en réunissant dans la même enceinte les employeurs et les employés, qui se tordent du même rire devant les mêmes aventures ou qui reçoivent les mêmes informations brûlantes d'actualité » ; « Les Européens, les Asiatiques, les Américains du Nord et du Sud, les Africains ou les Australiens peuvent ressentir en même temps les mêmes émotions [...] Le vieil individualisme de la révolution française tombe sous le poids du super-collectivisme de la révolution technologique » ; « A travers les satellites de communication et d'autres remarquables inventions, il sera possible de se communiquer avec n'importe qui, n'importe quand et n'importe où, par la parole, la vue ou l'écriture, et de façon instantanée » (11). Le récepteur a ainsi l'impression de vivre des relations sociales transparentes. La mystification est telle que lorsqu'est mise au point une technologie capable d'offrir un modèle de participation réelle, qui permette au public d'exprimer sa pratique sociale dans des programmes dont il prend la responsabilité, cette technologie est mise au rancart ou se voit altérée. C'est le cas de la télévision par câble coaxial, aux Etats-Unis, qui a attendu plus de vingt ans pour commencer à s'industrialiser et, une fois sur le marché, s'est vue en butte aux interdits des autorités qui, sous prétexte de limiter « l'anarchie communicative et l'anomie qui allait en résulter au sein de la population » en a endigué les possibilités en la mettant au service des institutions de la démocratie formelle et surtout de l'appareil répressif (12). C'est là que l'on voit

(11) Editorial *El Mercurio*, Santiago du Chili, 18-5-1972 et 10-3-1971. *Advertising Age*, art. cit.

(12) Cf. A. Mattelart, *Agression en el espacio, Cultura y napalm en la era de los satélites*, Buenos-Aires - Mexico, Ed. Siglo XXI, 1973.

qu'une réelle démocratisation de la communication et que tout accroc à la réalité de la participation passive et au statut de consommateur qu'elle entraîne, seraient un suicide. Pour illustrer ce meilleur des mondes — monde de la participation « en profondeur » comme le dit McLuhan en réduisant cette participation à un affolement du système nerveux central — reproduisons quelques passages de « Guerre et paix dans le village planétaire » :

« Tous les territoires non industrialisés, comme la Chine, l'Inde et l'Afrique, progressent à grands pas grâce à la technologie électrique. Ce fait a profondément troublé l'image américaine, car tous ces pays arriérés sont tribaux, au sens le plus noble du terme. C'est-à-dire qu'ils n'ont jamais eu de dix-neuvième siècle ; qu'ils sont entrés dans le vingtième siècle en conservant intact leur système d'appartenance familiale et leurs modes d'association étroitement intégrés.

C'est-à-dire qu'ils sont bien plus « communistes » que la Russie mais peut-être pas plus « communistes » que nos propres teenagers sont susceptibles de le devenir [...] Nous nous trouvons actuellement en plein milieu de notre première guerre de télévision. La télévision commença à être utilisée dans les foyers après 1946. De façon caractéristique, le FBI et la CIA cherchaient dans le rétroviseur les agents révolutionnaires qui menaçaient l'identité du pays. L'environnement de la télévision était total, et par-là, invisible. Avec l'ordinateur elle a transformé toutes les phases de la vision et de l'identité américaines. La guerre de la télévision signifie la fin de la dichotomie entre civils et militaires. Le public participe maintenant à chacune des phases de la guerre, et ses combats les plus importants sont livrés par le foyer américain lui-même.

Pour illustrer le fait que la guerre est livrée dans le foyer américain autant qu'au Viet-Nam, on peut citer certaines musique, peinture et littérature favorites des jeunes pour lesquels, cependant, presque dans leur majorité, cette guerre est comme toutes les guerres, un anathème. [...] Une technologie nouvelle crée inévitablement de nouveaux environnements qui agissent de façon permanente sur le sensorium. Ne pas saisir ce fait étiologique et écologique fait paraître l'œuvre de Marx aussi dénuée de sens que celle de Spengler. Ces géants passèrent leur vie à édifier une histoire descriptive de changements auxquels ils ne pouvaient assigner aucune cause. Néanmoins, sans la cause, la réaction est impossible, et l'auteur ne peut que suivre la vague du changement comme un sportif du surf » (13).

Paris, Robert Laffont, 1970, pp. 127-131.

(13) M. Mc Luhan et Q. Fiore, *Guerre et paix dans le village planétaire*,

Le même type de raisonnement se retrouve dans les adaptations doctrinaires que produisent, sur le phénomène de la communication, les écrivains et les journalistes réactionnaires d'Amérique Latine. On arrive cependant à découvrir dans leurs discours qu'ils soupçonnent un tant soit peu que la communication a des connotations politiques. Leur insistance à démontrer l'inutilité de la révolution politique laisse transparaître leur peur de constater que la réalité concrète de leurs pays dément leur thèse a-historique et dénonce le caractère importé de leur idéologie. Quelques paragraphes de l'article d'un écrivain vénézuélien (dont nous avons déjà reproduit un texte), tout fraîchement reconnu par la Société Inter-américaine de Presse qui vient de lui accorder un Oscar, nous en fourniront un exemple :

« Ce fait politique sans précédent qu'a constitué l'attitude de rejet d'une grande partie du peuple des Etats-Unis à la guerre du Viet-Nam, ou à la situation de la minorité noire, n'a été le fruit de la campagne d'aucun groupe politique particulier, d'aucune idéologie précise, ni d'un changement brusque dans la direction de la chose publique. Il a fondamentalement été le résultat du volume, de l'intensité et de la portée des moyens de communication. A travers la presse, la radio, et la télévision, l'homme de la rue s'est transformé d'abord en témoin oculaire et ensuite, fatalement, en participant de ces faits qui seraient demeurés lointains et insignifiants en d'autres circonstances.

Ce fait fondamental de participer, littéralement, et avec tous ses sens, à ce qui arrive de significatif dans le monde entier, est le plus puissant germe de transformation qu'ait jamais connu l'humanité.

Nous allons tous arriver à participer à tout ce qui arrive et nous allons réagir comme tels, hors des idéologies, des modèles et des commandos » (14).

Les tentatives que font ces pseudo-théoriciens de la communication pour nier le mouvement dialectique entre la base économique et la superstructure idéologique révèlent vite leur caractère implicite de nouvelles modalités de la domination quand on essaie de percevoir à partir de quelle tactique concrète les moyens de communication cherchent à créer cette communauté d'aspirations, cette fausse communauté d'intérêts en quelque sorte. A ce moment, se traduit l'échec du projet idéaliste. Selon le vieux mécanisme du fétichisme qui invertit sujet et objet, la communauté des hommes

(14) A. Usler Pietri, art. cit.

n'est qu'une communauté des choses : dans ce processus d'homogénéisation culturelle, le commun dénominateur c'est le frigidaire, l'auto, la revue, etc. Ce mouvement suit la loi publicitaire de la création moderne des désirs. Au terme du jeu, ce désir insinué par le moyen de communication s'enracine dans l'objet. Le modèle œcuménique de développement qui est sous-entendu dans tout ce circuit, consiste dans l'extension progressive et unilinéaire de l'accès à ces objets. Au cas où des doutes subsisteraient encore, nous reproduisons le texte d'un sociologue nord-américain, un des maîtres de la « communication research » et de la « counter-insurgency research » du Pentagone qui dément l'affirmation de Galbraith selon laquelle les techniques de persuasion font surtout leurs effets sur les personnes qui sont tellement loin d'éprouver un manque qu'elles ne savent réellement pas ce qu'elles désirent et que l'homme affamé n'a jamais besoin qu'on lui dise ce qu'il doit manger.

« La propagande en faveur du modernisme que contiennent les moyens de communication commerciaux tels que la presse, la radio, n'est pas seulement un prétexte pour faire acheter une certaine marque de savon. Ce prétexte peut bien sûr aider à l'opération, mais il n'aurait ni d'audience, ni d'effet, si le moyen de communication ne fournissait pas un produit beaucoup plus riche en saveur ou en excitation. La plaidoirie en faveur d'une préférence n'est qu'une petite partie de la plaidoirie en faveur d'un mode de vie totalement modernisé. Les moyens de communication, destinés à ouvrir le marché à de nouveaux produits, de nouveaux intérêts, dressent de plus le portrait d'un nouveau type d'homme dans un nouveau type de milieu. Comme l'a souligné Marx, le chef d'entreprise est un révolutionnaire, bien que telle ne soit pas son intention. Ce sont les *mass-media*, la presse traditionnellement, mais aussi à présent d'autres moyens, qui transforment ce qui d'une autre façon n'aurait été que le rêve insatisfait de quelques modernisateurs en l'aspiration dynamique de tout un peuple » (15).

Comme on le voit, la force qui fait l'histoire ne réside plus en une classe ou un antagonisme de classes, mais en l'extension formidable, hyperbolique, des bénéfices d'une modernité conçue et projetée souverainement par quelques chefs d'entreprises qui contrôlent donc sans le savoir le mouvement de l'histoire. Par conséquent, le changement social consisterait, pour l'individu, en ce glissement exponentiel à travers une superstructure qui contient

(15) I. de Sola Pool, « Le rôle de la communication dans le processus de la modernisation et du changement technologique », *Industrialisation et Société* (édité par Hoselitz et Moore), Paris, Unesco, Mouton, 1963, p. 287.

drait en elle-même les niveaux du changement. Dans l'aspiration à l'achat, d'un objet ou de normes de conduite, se monnaierait l'adhésion à une superstructure et par ce fait à un système de relations sociales. Quant au moyen de communication, comme ces doctrines le confessent, il ne se contente pas de publiciter, de vendre un produit, il vend les conditions de la reproduction de la société de marchandises.

Le processus de personnification des objets inanimés qui fait que le téléviseur, la radio, le journal, le film et les marchandises qu'ils font tous vendre, s'animent pour laisser aux hommes le statut de marionnettes désuètes, aboutit à la personnification des grandes corporations qui manufacturent ces produits et cherchent à étendre leurs clientèles, en les assurant de leurs propos philanthropiques. Dans la phase actuelle du capitalisme monopoliste, en effet, est en train de s'opérer un phénomène d'osmose par l'entremise duquel la mission auto-proclamée prophétique du moyen de communication de masse devient ni plus ni moins la mission prophétique des entreprises multinationales, qui cachent leur condition de fabricants et de promoteurs d'objets mercantiles et par conséquent leur fonction dans l'expansion et la reproduction du système, qui garantit leur existence et leur accumulation internationale. « *ITT, une entreprise internationale qui veille à ce que la population mondiale bénéficie davantage des ressources du monde. Nous sommes au service des hommes et des nations du monde* ». Devise accompagnée de l'œuvre d'un artiste nord-américain Russ Thompson qui commente : « Dans ma peinture du monde, les lignes de communication ne reconnaissent pas de limites naturelles, elles terminent là où l'homme leur met fin. Sans la communication entre les peuples et les nations, nous subirions toutes les conséquences néfastes de l'isolement total » (16). Assurant lui-même la publicité de son système de transmission mondiale via satellite, Hughes Aircraft International proclame : « *For the world's needs are many, and Hughes is pioneering in other technologies that promise to advance the lot of mankind* ». (17).

Le monde de l'objet

Le langage et le monde des marchandises nous introduisent dans le monde des objets. Nous touchons ici la seconde caractéristique qui permet de préciser le lieu qu'occupe le moyen de communication dans les idéologies de domination.

(16) *Vision*, Santiago du Chili, 3-6-1972, p. 27.

(17) *International Herald Tribune*, 16-3-1972, p. 5.

En même temps qu'à l'expansion quantitative des moyens de communication, on assiste à la mutation des contenus de l'idéologie de domination. Un autre principe que celui qui a permis que s'installe la démocratie représentative bourgeoise et qui la légitime sans cesse, est à l'œuvre dans l'idéologie que transmet le moyen de communication de masse. Aux concepts de liberté, de citoyenneté, de démocratie, qui fondent l'univers de l'idéologie juridico-politique de la bourgeoisie se trouvent substitués l'ensemble des termes de l'idéologie technocratique et de la pseudo-culture publicitaire qui lui correspond. L'objet, « nouveau fétiche », cache la mystification d'une classe qui cesse d'agiter son utopie politique d'égalité des citoyens pour proclamer la démocratie pragmatique qui passe par la consommation. Comme le célèbre un aphorisme emprunté à la publicité commerciale qui circule sur les écrans chiliens : « La TV pour tous et tous pour la marque X ».

Un trait fondamental de l'idéologie technocratique consiste à soutenir l'a-politisme du projet de société qu'elle consacre, apolitisme qui serait garanti par l'apparente neutralité des instruments au moyen desquels se réalise cette société : la science et la technologie. (Cette technologie « qui déchire le tissu de toutes les cultures » ! selon le Rapport Rockefeller sur la situation latino-américaine) (18). Et avec le mythe de la neutralité de la technologie qui n'acquerrait de signe que par ses effets, bons ou mauvais, suivant le plus étroit des manichéismes, c'est aussi le mythe de la neutralité des objets, de l'environnement quotidien, qui fait son irruption, en revêtant divers aspects (neutralité de la consommation, absence de signifi-

(18) Citons cet autre échantillon du discours néo-positiviste chargé de naturaliser l'utopie universaliste du pouvoir impérialiste à travers la science et la technologie appliquées : « Les vérités scientifiques sont universelles et appartiennent à chacun de nous. Elles dépassent les frontières nationales. Elles sont authentiquement internationales, propriété de toutes les nations [...] Quand le transistor a été inventé, il y a 25 ans, le concept devint rapidement la propriété de toute l'humanité [...]. On pense parfois que les pays sous-développés, quand ils importent la technologie peuvent seulement profiter des formes spéciales de la science conçues pour servir des besoins particuliers. C'est loin d'être vrai. Nous pouvons citer de nombreux exemples bien connus, dans le domaine de la santé publique, de l'agriculture, des transports. Le transistor et les satellites artificiels — qui représentent une technologie réellement sophistiquée — constituent d'autres exemples. Ils peuvent cependant être adoptés par de nombreux pays qui ainsi peuvent construire leurs réseaux de communication sans passer par les étapes intermédiaires qui sont coûteuses et lentes. En général, dès lors, les pays avancés rendent souvent service aux moins avancés simplement en développant leurs propres activités techniques et en offrant leurs produits au monde » (Déclaration de Frederick Seitz, représentant du Gouvernement au Comité nord-américain sur la science et la technologie pour le développement, faite au cours d'une réunion à New York, le 15 mars 1973, *The Dept. of State Bulletin*, n° 1769, pp. 662-663).

cation du contexte « moderne », etc) qui retirent tous au phénomène du développement sa dimension axiologique et le réduisent, en l'innocentant, à un processus de modernisation des structures existantes. Ce qui, selon un mode invariable, nous entraîne vers l'immobilisation des structures sociales dans lesquelles s'introduisent ces modèles technologiques. Cette idéologie technocratique — qui échafaude un monde quotidien idyllique — tend à vulgariser les bases de la domination sociale, et, en devenant l'idéologie de la quotidienneté, permet au dominé de vivre journellement le syndrome idéologique particulier à la formation sociale latino-américaine (nationalisme, populisme et « développementisme »). Cela veut dire qu'elle fait apparaître cette domination sous un jour aimable et diffus, qu'elle la rend plus facile à consommer pour l'opprimé. C'est ce mouvement de banalisation, ce virage de l'idéologie vers le monde des intérêts quotidiens, qui renforce la tendance de l'individu, dépourvu d'initiative, de responsabilité, dans la production de sens de la société, à se réfugier dans la sphère du conformisme.

En dissimulant son mode de vie particulier, sous l'apparente universalité des objets quotidiens, et en reléguant à un second plan l'utopie juridico-politique de l'égalité et de la liberté civiques, la classe dominante ne peut que proclamer la disparition des idéologies pour installer chaque fois plus définitivement son idéologie de domination. Cette thèse se profile dans la théorie de la communication dont nous avons vu, au cours des pages précédentes, des énoncés successifs, sous la plume de Nord-Américains ou de Latino-Américains. On la retrouve sous un jour encore plus explicite dans les expressions des adeptes de la sociologie politique de l'*establishment* : « La lutte démocratique des classes continuera, mais ce sera un combat dépourvu de toute idéologie, sans drapeaux rouges, sans défilé du premier mai » (19) Expression qui, dans une conjoncture électorale, comme celle que le Chili a vécu en 1970, se transforme en cet aphorisme : « Désormais il n'y a plus ni droites ni gauches ».

On découvre le versant secret de cette thèse — qui la fait basculer dans le domaine mythique — quand on constate quel est ce type de régime politique qui est dit se rapprocher le plus de l'idéal libertaire, qui se voit accorder un rang supérieur et se trouve cristallisé dans le temps et dans l'espace. On s'aperçoit qu'il ne s'agit ni plus ni moins que du régime démocratique, non pas d'une

démocratie abstraite, mais de celle qui assume les principes de la démocratie formelle en vigueur en ce moment dans le « monde libre », dont on avoue les limites, mais dont on chante les vertus sans égal. Il s'agirait donc en fait de la congélation d'un type d'idéologie, ce qui est tout de même loin de signifier la même chose que la fin des idéologies. A l'utopie émancipatrice de la bourgeoisie éclairée, fait suite la réalité crue d'un régime politique dont la possibilité de perfectionnement est mince et avouée comme telle, et qui, pour administrer toute tentative d'évolution, doit au préalable déclarer surannée la possibilité d'un changement structurel.

Une conséquence fondamentale découle de la reconnaissance ouverte des limites ou des frontières de ce régime particulier : pour protéger la liberté de l'homme, la coercition est nécessaire. En d'autres termes c'est seulement en faisant usage de la répression que l'on pourra maintenir le régime dans l'état qu'il a atteint. La thèse de la fin des idéologies sert donc d'écran à une conception répressive de la société et elle est agitée chaque fois que la classe dominante n'a d'autre alternative pour conserver son pouvoir que celle de réprimer la pression des dominés. C'est ainsi que nous l'avons vue apparaître au Chili dans le discours électoral de la classe dominante en 1970 alors que le mouvement populaire connaissait une étape ascendante (20). Les stratégies de développement que patronne cette thèse n'évoluent que dans les limites de ces équations : le développement est essentiellement une augmentation du revenu *per capita* ; à plus grand revenu, plus grande liberté ; plus important sera le revenu, plus nécessaire la coercition ; donc, plus grande sera la liberté, plus considérable devra être la répression. La défense de la démocratie s'enferme dans le même cercle vicieux : pour défendre la liberté démocratique, il est indispensable d'appliquer de rigoureuses mesures de répression.

L'émetteur diffus

Le technocratisme qui a des prétentions universalisantes complique l'identification sociale de l'émetteur des messages que véhiculent les moyens de communication de masse. La classe dominante créole — et ses péons — assure chaque fois plus la gérance d'un ensemble de mythes qui la dépassent. A travers le moyen de

(19) S.M. Lipset, *El hombre político*, Buenos-Aires, Eudeba, 1963, p. 400.

(20) Cf. dans ce même livre : « Mass media et ligne de masse de la bourgeoisie chilienne ».

communication de masse, elle ne fait que les actualiser mécaniquement pour conserver son hégémonie. Cette classe intensifie l'importation de ses idées de domination nationale et avec la technocratie elle commence à tomber dans un déterminisme absolu. L'ensemble des mythes qu'elle administre, qui est avant tout fonctionnel au système qui assure l'hégémonie du pôle impérialiste, draine des modèles de développement qui mènent chaque fois plus au sous-développement et contribue à approfondir les relations de dépendance sous l'alibi de l'universalisation.

Le caractère diffus du technocratisme permet à l'idéologie de la domination de se divulguer dans tous les secteurs sociaux. La capacité de reproduction de ces mythes dans tous ces secteurs s'en trouve du même fait multipliée. S'il est vrai, par exemple, qu'un *poblador* (habitant des « campements » urbains) ou un ouvrier chilien peut démystifier avec une facilité relative les notions de démocratie ou de liberté que veut imposer la classe dominante, il est bien plus difficile qu'il découvre les implications de notions comme celles du moderne, de la science, de la technologie. C'est en cela que la technocratie constitue un danger latent pour toutes les contre-idéologies qui surgissent dans le contexte de la formation dépendante. Situation qui exige que les organisations de masse étendent leur champ d'observation des mécanismes de la domination sociale pour approfondir la conscience des masses populaires.

Les diverses succursales de l'impérialisme ont parfaitement compris la nécessité, dans cette phase de l'agression économique et idéologique, de s'appuyer sur le mythe de la technologie pour rassembler autour de leur projet de colonisation culturelle les diverses organisations internationales qui se sont toujours défendues d'assumer des positions politiques. Dans les tournois internationaux par exemple, un des arguments les plus en vogue pour contourner la difficulté d'arriver à un consensus sur l'usage « pacifique » des satellites artificiels, n'est-il pas celui de la panacée scientifique et technologique. Combien de fois n'entend-on pas dans les hémicycles où se célèbrent ces rencontres, résonner des stéréotypes de ce genre : « les programmes sur les opérations à cœur ouvert, les constructions de routes, la Croix-Rouge, l'éducation des enfants, la formation professionnelle, sont en marge de l'idéologie et donc de la politique ». C'est d'ailleurs en ces termes qu'ont pu être signés les accords entre les Etats-Unis et l'Inde, pour le lancement du premier satellite éducatif dans le Tiers-Monde, dans lesquels, pour se défendre de l'accusation d'intromission politique dans les affaires internes d'une nation, les Etats-Unis ont spécifié que leur res-

ponsabilité se limitait au terrain « technique ». Cependant dans les pages du contrat on lisait : « Ce projet est destiné au premier chef à augmenter la productivité agricole, à soutenir les objectifs de la planification familiale et à contribuer à la cohésion nationale. Les objectifs secondaires comprennent l'hygiène communautaire, la formation de professeurs et d'élèves, celle des artisans et autres items du même genre [...] Les Etats-Unis ne seront pas responsables de la programmation télévisée. Dans le cadre de ce projet, c'est l'Inde qui parlera à l'Inde ». En contrepartie, l'Inde qui préparera les contenus de la programmation, « s'engage à évaluer les résultats de l'expérience et à leur assurer une divulgation générale. L'évaluation devra s'effectuer en termes quantitatifs dans la mesure du possible. On peut donc s'attendre à ce que l'impact des programmes de planification familiale soit estimé, en comparant les taux de natalité des villages équipés de circuits de télévision et les non-équipés. La productivité agricole et l'augmentation du revenu seront évalués de la même façon » (21). Les politiques de *birth control*, telles que les ont imposés les experts de la Fondation Ford en offrant à chaque adepte de la stérilisation un transistor comme gratification, ne sont-elles pas pleinement idéologisées ! (22).

C'est précisément pour défendre l'image diffuse de l'émetteur technocrate que sont nées un ensemble de doctrines prophétiques, qui font apparaître le moyen de communication, dernière expression de la technologie moderne, comme un monstre sans tête qui propage sa propre idéologie de moyen en soi. Il va sans dire que l'opération de volatilisation de l'émetteur est concomitante à l'évolution des composants de la classe dominante dans le pôle central. Au fur et à mesure que se développent les forces productives, le système juridique de propriété remplit un rôle chaque fois moins important dans la détermination des critères du pouvoir. Avec le développement de la science et de la technique, la propriété des moyens de production cesse d'être le facteur primordial du pouvoir social, primordial dans la mesure où il permet au propriétaire de décider de l'usage du produit social. L'élite technico-bureaucratique se substitue au propriétaire dans la mesure où son

(21) A. Frutkin, fonctionnaire de la NASA (National Aeronautics and Space Administration), « Space communications and the developing countries », Séminaire International sur les Communications (Technologie, Impact, Politique), Université de Pennsylvanie, Philadelphie, 23-25 mars 1972 (les rapports présentés à ce séminaire ont été publiés fin 1973 par les Editions John Wiley Interscience).

(22) Cf. sur les développements récents des politiques de Birth Control dans le Tiers-Monde, W. Barclay et autres, « Population control in the Third World », *Nacra Newsletter*, New York, V. IV, no 8, déc. 1970.

savoir technique lui permet de manier le moyen de production, et que de la nécessité d'orienter rationnellement l'ensemble des processus d'élaboration, dérive un plus grand contrôle sur le fonctionnement et la direction du processus total de production. C'est peut-être Galbraith qui a le mieux formulé cette mutation, sans toutefois dévoiler la connivence entre cette caste des techniciens et les groupes traditionnels de propriétaires. L'exaltation qu'il fait des « décisions en groupe » et de la « morale communautaire », que permettrait l'ère des technocrates ne peut dissimuler son affinité avec la dimension « communiste » du monde de McLuhan dont Galbraith est le pendant économique, les deux estimant qu'il y a révolution des rapports sociaux là où il n'y a qu'un réajustement du système.

« La décision de groupe assure, de plus, que presque toutes les actions et même les pensées de chacun sont connues des autres. Cela contribue à renforcer le code, et, plus qu'incidemment, un degré élevé d'honnêteté individuelle. La technostructure ne permet pas le secret nécessité par l'abus de pouvoir et la malversation.

La technostructure donc, comme nécessité, interdit l'action dirigée vers le profit personnel. Et, comme pratique, ce qui est interdit au savant ordinaire, à l'ingénieur, au négociateur de contrat, ou aux agents de vente doit aussi être interdit aux échelons supérieurs. La résistance à la tentation de l'argent ne saurait être renforcée aux échelons inférieurs si l'on sait que l'occasion de gagner un argent malhonnête reste le privilège des possédants.

Les membres de la technostructure n'obtiennent pas les bénéfices qu'ils maximisent. Ils doivent s'abstenir des profits personnels. De la même façon, si l'engagement financier traditionnel au bénéfice maximum doit se poursuivre, ils doivent être prêts à faire pour les autres, et en particulier pour les actionnaires, ce qu'ils s'interdisent de faire pour eux-mêmes. C'est sur ces bases que la doctrine de maximisation dans une corporation mûre s'appuie actuellement. Elle affirme que la volonté de faire des bénéfices est, comme la volonté d'expression sexuelle, un besoin fondamental. Mais elle soutient également que ce besoin ne s'effectue pas à la première mais à la troisième personne. Il est détaché du moi et se manifeste au nom de l'inconnu, des personnes anonymes et impuissantes qui ignorent totalement si leurs bénéfices sont, en fait, maximisés ou non » (23).

Ce monde harmonique de relations sociales transparentes se désagrège lorsqu'on ne se contente pas d'envisager l'intérêt du tech-

(23) Reproduit dans M. Mc Luhan et Q. Fiore, op. cit., pp. 178-180.

nocrate sous un biais exclusivement moral et mercantil, c'est-à-dire lorsqu'on touche le problème de sa fonction professionnelle. Quand le technocrate défend son droit à l'existence, son privilège de spécialiste, c'est-à-dire lorsqu'il s'en tient à son idéologie professionnelle, il démontre qu'il protège des intérêts de classe qui se confondent avec ceux des propriétaires et que la technique est planifiée de telle sorte qu'elle accorde à chacun un statut et une place irréductible dans la reproduction du système. Appliqués au champ de la communication, il est évident que les propos de Galbraith sont niés par la découverte de techniques comme la videocassette ou la télévision par câble qui sont susceptibles de mettre en échec le monopole qu'ont exercé jusqu'à présent les professionnels de la communication sur la création culturelle et artistique. Ces nouvelles techniques offrent la possibilité de déprofessionaliser le phénomène de la création, dans la mesure où le nombre des émetteurs possibles s'accroît démesurément. Les discussions des communicateurs (qui s'efforcent de sauvegarder leur fonction sociale), dans les congrès qui se tiennent aux Etats-Unis, aboutissent aux observations et aux arguments suivants : la prolifération des voies d'émission n'entraîne pas nécessairement la diversification des résultats, mais risque bien plutôt de déboucher sur une multiplication de résultats aussi insatisfaisants les uns que les autres. Ils parlent de la pollution intellectuelle et culturelle, et invoquent « les vertus de la qualité et du niveau élevé du contenu des moyens de communication aux mains des professionnels ou des gens de métier » pour éviter l'éventuelle détérioration qui pourrait résulter de la dérogation aux droits stricts de la compétence dans le domaine des moyens. Ces raisonnements qui traduisent une opposition au changement de la stratification sociale qui préside à la production des messages, comme au changement des formes de la communication, rappellent de façon curieuse les raisons qu'allèguent certains membres de la petite bourgeoisie intellectuelle et artistique qui résistent, durant la période de transition au socialisme, à redéfinir leur pratique en fonction d'une ligne de masse.

Une dernière remarque

Il serait néanmoins tout à fait erroné de prétendre que le moyen de communication de la bourgeoisie créole ne transmet que des messages imbibés d'idéologie technocratique. Il faut en effet noter qu'il ne les retransmet pas toujours dans leur pureté originale, c'est-à-dire tels que les émet le pôle impérialiste. Prétendre le contraire serait nier la spécificité de la formation sociale

dépendante. Cette question reflète la complexité des rapports sociaux de production dans une formation sociale définie historiquement. En d'autres termes, dans une formation dépendante se superposent plusieurs types de rapports de production, depuis le type pré-capitaliste jusqu'au type capitaliste, et dans la classe dominante co-existent divers secteurs plus ou moins reliés au pôle étranger hégémonique. Dans le système d'idées dominant qui circule dans cette formation, peuvent non seulement se produire dans un même message des superpositions qui sont en quelque sorte le reflet de cette sédimentation des modes de production, mais encore peuvent exister des messages à dominante très différente, selon qu'ils sont émis par l'un ou l'autre secteur.

En outre, toute idéologie dominante est susceptible d'être contaminée dans la mesure où d'autres classes l'assimilent et la reformulent. Elle s'expose ainsi à entrer en conflit avec les valeurs d'émancipation secrétées par la contre-idéologie des groupes opprimés. Ce serait tomber dans une nouvelle mythologie que de penser que l'idéologie dominante que propagent les moyens massifs est monolithique. De plus, nous avons signalé, à de nombreuses reprises, les désajustements, les anachronismes de certains messages dépendants. Ce désajustement qui se manifeste autant dans le discours publicitaire que dans le langage de la fraction technocratique de la classe dominante créole, provient justement du fait que le schéma de stratification sociale que comportent ces messages est celui qui est en vigueur dans la réalité du pôle hégémonique. Les signes qu'ils occupent se trouvent du même fait désajustés par rapport à la réalité nationale. Il ne faut jamais oublier que dans les sociétés dépendantes, comme l'est la société chilienne l'introduction de l'idéologie technocratique par la bourgeoisie créole ne correspond presque jamais à un état des forces productives qui au moins la légitimerait économiquement.

Dans cette même ligne de raisonnement, une autre erreur grave consisterait à croire à l'omnipotence des moyens de la bourgeoisie. Les messages de la culture de masse peuvent être neutralisés par les dominés qui libèrent leurs propres antidotes, en créant les germes parfois contradictoires d'une nouvelle culture. Une recherche dynamique — orientée par un point de vue politique révolutionnaire — sur les effets des moyens, devrait précisément se proposer d'essayer de déchiffrer la manière dont, à partir de leur pratique, les récepteurs organisés effectuent une lecture idéologique ; il s'agirait d'analyser comment leur conscience de classe, ou son défaut, leur permet, ou les empêche, de lutter contre les mes-

sages auxquels les soumet quotidiennement la culture dominante, dans la société capitaliste.

L'OFFENSIVE IDEOLOGIQUE

Les paragraphes précédents ébauchent quelques bases idéologiques sur lesquelles s'articulent les messages dominants dans une formation dépendante. Revenons maintenant sur quelques aspects du rôle de ces moyens de communication, dans le moment précis.

Quand la rationalité de la domination que transmet le moyen de communication n'est pas en butte à des attaques, les messages de la bourgeoisie ne doivent pas refléter ses lignes programmatiques, c'est-à-dire sa stratégie explicite de classe, et peuvent se contenter de transmettre de manière diffuse les normes latentes de la pseudo-universalité et de la rationalité de cette classe. Dans une période d'accentuation de la lutte des classes, le moyen de communication de masse libéral renie en quelque sorte son libéralisme et cesse d'émettre uniquement le système implicite de rapports qui organise son discours de classe dominante, en tant que camouflage et inversion de la réalité sociale. Il assume le rôle explicite d'agiter et de mobiliser les masses afin de récupérer un processus qui met son ordre en danger.

En d'autres termes — pour renouer avec la problématique de l'idéologie — la zone proprement idéologique du discours de la classe dominante se réduit tandis que s'étend la zone propagandiste. Au cours de cette étape historique, la classe dominante monte d'un degré dans la conscience de son système et certains des mécanismes de domination jusqu'alors inintentionnels s'expriment et prennent corps dans un projet explicite et explicité. L'hermétisme idéologique de la domination vécue cède le pas — dans de nombreux domaines — à l'évidence de la propagande et l'accord tacite qui, en d'autres époques, cimentait, sur la base d'intérêts partagés, l'expérience idéologique vécue, s'accompagne cette fois d'une action concertée qui cristallise dans la conspiration. Ce saut de conscience, qui provoque un réajustement de sa stratégie de domination signifie de fait une *coupure épistémologique* dans la mesure où il comporte une identification plus claire de l'ennemi de classe et une évaluation plus juste des méthodes à utiliser pour neutraliser son action. Il concorde, également avec l'activation de toutes les zones quotidiennes de la culture bourgeoise dans le but de cerner l'ennemi. Il faut ajouter un autre élément fondamental, qu'on a l'habi-

tude de mal interpréter et qui, pour cela, est susceptible d'augmenter ses chances de récupérer le changement révolutionnaire et d'améliorer la capacité de persuasion des moyens. La presse libérale reformule sa stratégie globale en essayant de redoubler d'« objectivité ». Et tout le paradoxal de son attitude consiste pendant cette période, en cette oscillation savante entre : extension du « mensonge » et développement de l'« objectivité ». Ce qui entraîne même cette presse à parfaire la répartition fonctionnelle des tâches dans un même groupe monopoliste. Le journal qui bénéficie du meilleur statut (le *Mercurio*, dans le cas chilien) est chargé d'opérationnaliser, pour ainsi dire exclusivement, la ligne de l'objectivité et son bâlard, qui se dirige à un autre public (*La Segunda*, par exemple et entre autres), se charge de l'autre dimension. Cependant aucun réajustement de stratégie ne peut être taxé de gratuit ou d'innocent et l'apparent développement de cette objectivité, qui sème la confusion dans les rangs de l'ennemi de classe, révélera tôt ou tard au grand jour sa visée contre-révolutionnaire. Ce phénomène s'accompagne d'ailleurs d'une intensification de l'étude des thèses de l'adversaire à tel point que le journal libéral est peut-être le lieu où la lutte des classes a développé la plus grande conscience de la nécessité d'élargir les connaissances dont le moment politique révélait l'urgence. N'a-t-on pas vu, dès les premiers mois du gouvernement populaire, le principal organe d'information de la bourgeoisie publier des textes sur l'Etat et la Révolution de Lénine, et une revue de droite pour enfants, présenter des personnages comme Marx, en le mettant évidemment dans la lignée des grands inventeurs du siècle dernier. Même réaction dans la presse féminine qui se charge de vulgariser le marxisme, en intégrant au nombre de ses portraits, la femme et les filles de Marx, (comme la compagne de Mao d'ailleurs) (24).

D'une part, l'organe d'information de la droite exprime la praxis de la bourgeoisie et de son allié impérialiste en lutte contre l'adversaire, que ce dernier soit le gouvernement populaire, les partis politiques de gauche ou la classe ouvrière. Un ensemble de nouvelles convergent vers ces moyens de diffusion qui informent sur les manifestations empiriques de la stratégie de la réaction face à l'ennemi. L'étude de la charpente de ces informations révèle une série d'indices qui dessinent les fronts sur lesquels travaille la bourgeoisie. Par ailleurs, le moyen de communication ne reproduit

(24) Sur ce processus d'appropriation de la part de la droite, cf. l'évolution du concept de « peuple » et d'« opinion publique » dans cette presse, que nous retraçons au cours du travail « Mass media et ligne de masse de la bourgeoisie chilienne ».

pas seulement les faits de la résistance d'une classe aux changements, mais encore il sert de catalyseur quand il s'agit de légitimer l'opposition active de cette classe au gouvernement populaire. En quoi consiste ce rôle de catalyseur ? Et comment le journal le remplit-il ? Pour ce dernier, la nouvelle n'est qu'une matière première à partir de laquelle il essaie de créer des représentations collectives, des images, des stéréotypes. La nouvelle est à la fois fait et image. Le fait n'est qu'un prétexte pour offrir au lecteur, non seulement la chaîne mythique de l'idéologie, mais encore l'intention séditeuse de la classe dominante. Il faut noter qu'au cours de cette période, cette classe est forcée d'avoir non seulement recours à la mystification, c'est-à-dire à l'interprétation des faits en fonction de ses préoccupations et de ses intérêts, mais toujours plus au mensonge, c'est-à-dire à l'inversion des faits pour légitimer sa stratégie. Ce recours délibéré à l'adultération des informations démontre précisément ce gain de conscience et d'intentionnalité chez l'émetteur dominant, auquel nous faisons allusion dans les paragraphes précédents.

Dans l'étape actuelle, c'est à la nécessité de façonner la superstructure des représentations collectives que répond principalement le moyen de communication de masse. (On pourrait dire qu'il applique au pied de la lettre les paroles de Mao : « Pour renverser le Pouvoir Politique, il est toujours nécessaire de créer avant tout l'opinion publique et de travailler sur le terrain idéologique. Ainsi procèdent les classes révolutionnaires mais aussi les contre-révolutionnaires »). Le moyen de communication a pour mission de produire des représentations collectives sur l'illégalité du régime populaire et des mesures qu'il prend. Le fait que nous utilisons le terme de superstructure n'est pas fortuit : le moyen de communication de masse doit transmettre la praxis de la classe dominante sur un mode qui dépasse cette praxis, c'est-à-dire créer la rhétorique de la praxis. En portant la nouvelle au delà du fait, le moyen de communication, porte à l'extrême les représentations que se fait la population du processus de changement. Créer la rhétorique de la praxis signifie chauffer à blanc les représentations négatives. C'est en cela que réside le caractère d'agent de la conspiration qu'assume le moyen de communication des classes dominantes. A un adversaire qui utilise les armes de la démocratie formelle pour construire une société socialiste, fait pendant un adversaire qui s'appuie sur le cadre de la démocratie formelle pour réfuter cette société et en empêcher l'avènement. Il n'y a pas dans cette presse d'appel à la sédition qui ne soit « démocratique », exception faite de la presse d'extrême-droite qui, dans la division du travail conspi-

ratif, remplit une mission plus explicite. Le moyen de communication de masse est chargé de créer l'ensemble des représentations collectives qui cherchent à faire admettre que l'intervention de la bourgeoisie peut avoir lieu sous le signe de la démocratie, que l'ordre du gouvernement populaire est celui du scandale et du chaos. L'unique façon de légitimer cette intervention émancipatrice de la bourgeoisie est de divulguer l'image d'une autorité gouvernementale débordée et outre-passant la légalité. A travers cette opération, en faisant avancer les consciences au-delà de la praxis : le plan conspiratif qu'il ne cesse de promouvoir, autour duquel il mobilise les volontés (complot du cuivre, boycott invisible, sabotage économique), le moyen de communication de la classe dominante facilite l'apparition des champions de la liberté et les légitime en canalisant le coup d'état qu'ils préparent, permettant que ce coup prenne un caractère démocratique grâce à ce consensus de l'opinion publique quant à l'illégalité du régime actuel. Le mythe historique de la démocratie chilienne ne peut mentir : c'est ce que l'appareil de communication massive de la bourgeoisie essaie de démontrer, dans sa nouvelle pratique.

••

Si nous avons insisté sur la nature de l'activité de la communication dans une société dépendante, et dans une conjoncture précise, c'est parce que nous croyons qu'à travers cette description nous avons découvert les grands traits de la position de l'ennemi de classe dans la lutte idéologique. Ayant conservé leur pouvoir de manipulation, la bourgeoisie et l'impérialisme peuvent divulguer leur rhétorique de la conspiration tout en actualisant jour après jour le système culturel qui sert de base à ce projet de défense des intérêts conjoncturels. Nous sommes en présence de deux projets irréductibles de société et de formes de participation. Pour le projet impérialiste, le moyen de communication est le vecteur de la participation : une participation épiphénoménique aux symboles de la métropole, qui donne aux masses l'illusion de l'intégration universelle, et même semble leur conférer une audience que les conditions de la vie sociale ne peuvent offrir aux grandes majorités. A travers le langage ludique de la marchandise, qui est son langage quotidien, le dominé se définit, s'accorde un statut, s'approprie un rôle face à lui-même, face aux autres, face à la société. Une société dont les épigones communicateurs agissent comme si l'idéal que cette société promeut et qui parcourt la trame de cette superstructure « universalisante » était déjà réalité et comme si l'apprentissage de cette « société de consommation » pouvait cesser d'être une caricature. A ce projet de compulsion consummatrice,

s'oppose cet autre projet selon lequel le moyen de communication ne devrait être que le canal d'expression des masses aux prises avec la construction des bases de l'économie socialiste, le sommet de leur participation à la détermination d'une nouvelle forme de vie totale, le point de confluence d'une communauté rassemblée par la pratique constructive de nouveaux rapports sociaux et la conscience collective d'être concrètement responsable de la nouvelle société. Ces deux projets ne se développent pas de façon parallèle. Leur réalité est celle de la lutte des classes, et par là, elle est hautement dialectique. Cela veut dire aussi que ces deux propositions sont susceptibles de se contaminer mutuellement. Tant il est vrai que dans toute révolution la bourgeoisie existe aussi en tant qu'ennemi intérieur, qui persiste en chacun. « C'est le début d'une révolution plus difficile, essentielle, profonde et décisive que le renversement de la bourgeoisie, puisqu'il s'agit d'une victoire remportée sur notre inertie, sur l'indiscipline, sur l'égoïsme petit-bourgeois, sur toutes ces habitudes que le maudit régime capitaliste a laissées en héritage à l'ouvrier, et au paysan » (25). En ce moment au Chili, cependant nous voyons l'ennemi multiplier ses forces dans la mesure où les frontières idéologiques n'ont pas été fermées, dans la mesure où la bourgeoisie et l'impérialisme ont gardé toutes les pièces de leur pouvoir de pénétration culturelle et idéologique directe et les garderont tant que le processus qui vient de commencer ne se radicalisera pas. C'est un des nombreux domaines où la bourgeoisie continuera à imprimer à la vie sa dynamique tant que les masses ne lui arracheront pas le pouvoir d'imposer les signes de sa vie de classe comme les signes de la vie, tant que sa référence fixera la norme du succès social, tant que sa présence, dans les quartiers résidentiels, irradiera son pouvoir de déterminer le paramètre implicite des désirs et des espoirs des opprimés.

II - IDEOLOGIE ET PRATIQUE AUTORITAIRES DES MASS MEDIA

LE CARACTERE CLOS DE LA LIBERTE DE PRESSE BOURGEOISE

Au cours de ces derniers mois s'est singulièrement intensifiée la campagne qu'en défense de la liberté de presse et d'expression

(25) V.I. Lénine, « La grande initiative », Culture et révolution culturelle, Moscou, Editions du Progrès, 1966, p. 76.

mènent la bourgeoisie créole et ses complices internationaux de la Société Interaméricaine de Presse (SIP). L'achat et l'étatisation de la maison d'édition d'ailleurs en faillite, *Zig Zag* — qui appartenait à un groupe bancaire lié à la démocratie-chrétienne — et l'enquête judiciaire auprès de l'administration du *Mercurio*, le plus grand journal de la bourgeoisie, accusé d'irrégularités fiscales, ont servi de prétexte pour dénoncer de prétendues mesures coercitives contre la « presse libre », contre la liberté d'information. Ces campagnes ne constituent d'ailleurs pas des cas isolés mais se représentent au contraire à intervalles réguliers. Les réponses que les plaignants reçoivent de la gauche méritent quelques instants de réflexion.

On peut discuter sur la possibilité ou l'impossibilité de faire la révolution avec l'appareil des lois de la démocratie, institué par la bourgeoisie. Une telle alternative perd toute validité quand le thème du débat est la possibilité de recourir à l'idéologie de la domination pour arrêter l'offensive idéologique de cette classe ou s'en protéger. En d'autres termes et pour reprendre une expression en vogue pendant la révolution culturelle chinoise, il n'est pas possible de s'opposer au drapeau de la bourgeoisie en agitant le drapeau de la bourgeoisie. Malgré les apparences, cette observation est loin d'être un truisme. C'est précisément quand la bourgeoisie amène son adversaire de classe sur le terrain de la liberté de presse et d'expression que l'on constate de façon particulièrement aiguë combien cet adversaire est sans défense. La bourgeoisie paraît, dans ce domaine, avoir monopolisé les clefs du code qui permet de statuer sur l'existence de cette liberté. C'est sa notion « classiste » qui homologue en dernière instance, tranche le débat et rend sa décision. Cette notion a une telle tendance à éluder ses racines de classe que toute la mythologie « totalitariste » à laquelle adhèrent ceux qui critiquent à partir d'une perspective de droite les régimes marxistes peut s'en réclamer. Une des failles magistrales des dénonciations que font ces critiques « socialisants » des régimes socialistes réside justement bien souvent dans le fait de recourir sans réserve, il semble même sans s'en rendre compte, aux mythes de l'idéologie bourgeoise, interprétée comme normes de perfection démocratique. Ces juges jettent trop souvent le bébé avec l'eau sale de la baignoire. Il va sans dire qu'ils apportent de l'eau au moulin Maccartiste et que l'amphytrion les reçoit très bien. La « liberté de presse et d'expression » — bien qu'historiquement elle soit progressiste — constitue le domaine le plus approprié pour cette forme de colonisation bourgeoise dans laquelle se laissent attraper même ceux qui s'auto-définissent comme les défenseurs de l'humanisme, un humanisme générique dont ils revendiquent l'exclusivité.

Au banc improvisé de la SIP, l'accusé croit qu'il doit faire face à l'accusation et s'installe dans la polémique. A l'offensive il répond par la défensive et, à l'image d'un enfant pris en flagrant délit, il cherche à démentir, à faire preuve de son innocence et à prouver que sa politique n'a pas dérogé à un code « universellement » accepté.

Quand il s'agit de répondre, le démenti semble être l'unique alternative. En vertu de raisons tactiques, nous en oublions de nous demander quel est exactement notre concept de liberté de presse et d'expression. S'il faut bien se garder de sous-estimer les exigences tactiques qui déterminent les termes de cette réponse, il ne faut cependant pas s'enfermer dans le concept de l'ennemi pour définir une position stratégique. Pourquoi cette attitude défensive ne peut-elle qu'échouer ?

L'accusé s'enferme dans le cercle des arguments de son adversaire de classe, en recourant à des représentations collectives que l'ennemi a engendrées et qui lui sont propres. (On peut se demander si, en dernière instance, cette attitude ne signifie pas que l'adversaire identifié, au niveau du discours, comme ennemi de classe, ne se départit pas de cette identité, au niveau latent, lorsqu'il revêt son pouvoir occulte de domination). Les arguments de la défense sont empruntés à un fonds d'arguments qui consacrent sa condition de dominé. Ce qui paraît prouver de façon implicite que la notion de liberté d'information dont fait usage la bourgeoisie est un *mode* absolu. De la sorte l'adversaire déplace à sa guise l'intérêt du centre névralgique, c'est-à-dire du lieu où se manifeste la domination sociale, et où se fait jour la défense explicite de son pouvoir économique, vers un point où cette domination peut être dissimulée, diluée et camouflée. En d'autres termes, la défense de la liberté de presse ne constitue pour la bourgeoisie qu'un *alibi* qui lui permet d'intercepter l'attention des dominés et de la canaliser vers un foyer où n'éclatent pas de conflits susceptibles de révéler la présence de ses intérêts de classe. C'est parce que l'accusation qui est faite au gouvernement d'attenter à la liberté d'expression n'est qu'une mesure de diversion, c'est parce qu'au tribunal de la bourgeoisie le juge et l'avocat sont toujours de connivence, que l'accusé se voit réduit à l'impuissance et qu'il ne lui reste que le droit à trépigner de colère, tandis que le peuple, grand absent de ces jouets verbales, se verra infliger une condamnation par contumace.

Pour échapper à cette rationalité de la domination, il faudrait en provoquer l'éclatement, élaborer un nouveau concept de liberté

de presse et d'expression, faire tomber la bourgeoisie en contradiction avec son propre concept (« faire valser les rapports rigides en sifflant leur propre chanson », dirait Marx) et surtout matérialiser dans la réalité l'existence de ce nouveau concept de liberté de presse et d'expression. C'est ce que nous nous proposons plus loin. Pour l'instant, examinons le déroulement classique de la discussion et arrêtons-nous sur quelques points pour surprendre les contradictions du concept bourgeois.

1. La liberté de presse est la liberté de propriété. Elle est fonctionnelle aux intérêts des propriétaires des moyens de production. Le moyen de communication libéral ne peut émettre que des messages qui visent la protection de ces intérêts.

2. La bourgeoisie créole se sert du domaine international pour propager le désordre dans le pays et resserrer les liens de la solidarité impérialiste. Comme chacun le sait, les défenseurs de la liberté de presse n'ont d'autre patrie que celle du capital. Sur quel mécanisme est montée la campagne de la SIP ? Ce n'est pas compliqué : le message émis par le journal chilien retourne à son point d'origine, renforcé par l'autorité que lui confère le fait d'avoir été reproduit à l'étranger. On arrive à de tels extrêmes que l'éditorialiste de Santiago, correspondant chilien d'un journal argentin, peut commenter dans son espace de Santiago l'éditorial qu'il a écrit deux jours avant pour le journal transandin : on démontre ce qu'il faut démontrer par ce qu'il faut démontrer. Nous sommes en présence d'une SIP tautologique. Sa campagne se résume en un gigantesque mordillement de queue. On pourrait croire que l'éditorialiste du journal brésilien *O Globo*, par exemple, bénéficie d'une certaine autonomie et d'une relative indépendance. Ce n'est qu'illusion. En réalité ce journaliste ne fait qu'appliquer les consignes tacites que les propriétaires de la SIP ont accordées entre eux.

3. « La liberté de presse » appartient au registre du système des principes libéraux bourgeois. La bourgeoisie est elle-même incapable de l'appliquer dans toute son étendue et recourt à la censure officielle quand ses intérêts se trouvent menacés : lois de censure en Uruguay, au Brésil ; face à la menace des mouvements populaires, les bourgeoisies illuminées et les dictatures militaires se mettent à chanter à l'unisson.

« La vérité est concrète », disait Brecht, parce que la vérité se découvre dans l'union de la vie et de la pratique. L'idéologie de la domination opère précisément à travers l'abstraction et l'idéalisa-

tion qui confèrent un caractère universel à l'expression d'intérêts particuliers. Ainsi, quand le projet bourgeois, abandonnant les sphères panégyriques de sa « démocratie pure », doit concrétiser sa notion abstraite et son idéal de liberté de presse et d'expression, il se voit contraint d'accepter la médiation de l'entreprise capitaliste, productrice de l'information, et d'accepter comme condition *sine qua non* l'alignement mercantile et la professionnalisation de cette liberté. La libération de l'expression du citoyen passe par le patron et la plus-value. C'est là que réside principalement la mystification. Comme l'écrivaient Marx et Engels, « la toute première liberté de presse consiste à ne pas être un métier » (26).

L'OBJECTIVITE COMME DEONTOLOGIE ET STATUT

La même logique abstraite imprègne le système quand il s'agit de légitimer et d'enrégimenter la pratique sociale desdits « professionnels de la nouvelle ». L'« objectivité » devient alors la règle d'or de la pratique journalistique, la base de son code de déontologie professionnelle et l'équivalent du serment d'Hyppocrate, ce qui lui confère enfin son caractère respectable.

Etre véridique, objectif, s'interdire de juger « sinon de l'extérieur », voilà la ligne de conduite à respecter. Ce code éthique détermine le caractère autonome, extra-social, de l'espace du journalisme qui, de par sa neutralité aseptique, ressemble en quelque sorte à celui de la science. C'est un micro-univers qui n'est apparemment pas soumis aux lois de gravité des jugements de valeur, de l'idéologie et où le professionnel cesse d'être contaminé par son conditionnement social. Nous marquerons quelques points de référence pour la discussion.

1. Comme pratique, le concept d'objectivité suppose de la part du journaliste une vision capable de pénétrer sélectivement la réalité, en déterminant ce qui en elle est important et ce qui ne l'est pas. En quoi consiste ce pouvoir de sélection ? Il y aurait la réalité extérieure, il y aurait les données de cette réalité, les événements ; quelques événements seraient choisis, caractérisés comme nouveaux, exposés selon une priorité déterminée. Ce n'est rien d'autre que la sélection intéressée de ces données que nous propose ladite objectivité. Intéressée veut ici dire marquée par la praxis sociale du

(26) K. Marx et F. Engels, *Débats du Sixième Landtag Rhénan*.

groupe auquel on appartient, auquel on est lié ou auquel on est soumis. De sorte que cette « intuition fondamentale » du journaliste, qui est la faculté de remarquer « la nouvelle » dans le monde extérieur opaque, n'est qu'un masque où se trouve sacralisée la méconnaissance des mécanismes qui sont à la base de la sélection, qui la rendent possible. En résumé, l'objectivité est la consécration d'un intérêt idéologique et d'un intérêt de classe comme valeur universelle. En l'érigeant en valeur technique, individuelle, on perfectionne cette sacralisation et on arrive à cacher le caractère aliéné de la pratique journalistique soi-disant objective.

2. Ce concept d'objectivité propose que la description des faits (tels qu'ils *sont* et non tels que le journaliste les *voit*) n'aille pas au-delà des faits eux-mêmes, que la qualification de l'événement émane du monde extérieur qui est décrit, que l'*effet* ne se produise que dans l'inter-action nouvelle-lecteur. (Comme le disent les sociologues nord-américains de la « communication research » : « Le dernier censeur de toute communication est celui qui la reçoit ») (27). Or nous savons tous que la description de la réalité « telle quelle » est de fait connotée idéologiquement et que dès lors cette inter-action n'est qu'une illusion : le lecteur recevra du journaliste « objectif » une réalité qui a déjà une qualification, la réalité de la classe dominante, son mode de la conscience fausse qui laisse au cadre valorisant de la domination le soin de codifier les événements transmis selon cette norme. La qualification est en effet implicite dans la sélection, et dans cette perspective il est clair que cet apparent miroir de la réalité qu'est la photographie n'est pas seulement idéologique quant à la sélection du thème, mais aussi quant au cadrage, à l'assignation des plans principaux et secondaires, et même quant au filtre utilisé pour nuancer ou pour donner des couleurs. L'« objectivité » sous prétexte de ne pas aller plus loin qu'elle-même, va effectivement au-delà d'elle-même. Et cette façon d'aller au-delà d'elle-même est une des caractéristiques de la structuration idéologique bourgeoise de la pratique du journalisme les plus difficiles à saisir.

3. Par la consécration de cette technique « objective », dans laquelle disparaîtrait la subjectivité du travailleur de la presse, s'achève l'articulation bourgeoise de cette fonction sociale. L'écriture, dit-on, doit être claire et détaillée pour manifester le com-

(27) M. Janowitz et R. Schulze, « Tendencias de la investigación en el campo de la comunicación de masas », *Efectos de las comunicaciones de masas*, Buenos-Aires, Ed. Jorge Alvarez, 1969, p. 62.

ment-où-pourquoi, où la technique adhère parfaitement à la nature mercantile et « éducatrice » des faits décrits : en ce sens, il convient à ladite objectivité que la technique supposée pure produise un emballage intéressant et efficace pour la consommation de la nouvelle. Mais on doit remarquer que cette abstraction du moi journalistique suppose la présence du moi et de la conscience de l'idéologie bourgeoise que transmettent les moyens et l'absence du moi conscient du travailleur. La technique objective est la technique de l'aliénation du travail du journaliste. De même que l'ouvrier considère son propre produit, le fruit de son propre travail, comme un fait étranger et extérieur, la technique de l'objectivité journalistique aliène le travailleur de presse de son propre produit, aliénation qui est non seulement grave comme instance individuelle mais qui devient encore plus douloureuse quand on pense que c'est une aliénation qui se transmet, qui se propose comme conscience collective, qui se propage. Professionnel privilégié en apparence, souvent peint avec des touches romatiques, le journaliste est en fait doublement condamné par la nature de sa pratique dans la société capitaliste : condamné à ne pas se reconnaître dans son propre produit, condamné à être l'agent de l'aliénation idéologique des secteurs exploités qui consomment son produit.

4. L'« objectivité » prescrit des formes de transmission du savoir, qui ne sont en définitive que fonctionnelles à la mission qu'accomplissent les *mass media* de contribuer à désorganiser et démobiliser les classes dominées, et de consolider au contraire la solidarité de la classe dominante. Pour mieux discerner cette fonction d'adjuvant du démembrement des classes dominées, et pour repérer à partir de là les points délicats de la reformulation de la communication de masse, on peut s'interroger sur le concept de nouvelle qui préside au travail informatif de la bourgeoisie. En effet, l'organe de presse dissout les éléments de la solidarité entre les exploités non seulement en diffusant des modèles de conduite compétitive et individualiste mais en organisant en fonction des intérêts de la domination tout le schéma de transmission de l'information. (Nous aurons l'occasion de revenir sur ce schéma lorsque nous traiterons la répartition de la communication en genres). C'est un autre aspect de la soumission des individus au mouvement d'atomisation qu'entretient le système économique fondé sur la compétition.

Comme nous avons pu l'insinuer, le fait est isolé, coupé de ses racines, vidé des conditions qui expliquent son apparition, soustrait au système social qui lui confère un sens, et dans lequel il a une

place significative. Le royaume de la nouvelle pourrait être peint comme le royaume de l'anarchie, réglementé par le code typographique. Il fournit à l'auditoire un ensemble de données prélevées sur une réalité qui se définit comme éphémère, transitoire, conjoncturelle et anecdotique par excellence, mais sans jamais révéler le contexte du fait, c'est-à-dire en omettant de livrer au lecteur ou à l'auditeur les éléments qui lui permettraient de juger, d'intégrer ce fait dans un processus de connaissance active. En cela il répond à la loi du sensationnalisme qui a été érigée par le journalisme bourgeois en loi d'airain de l'information. Et ce n'est pas la rhétorique auto-publicitaire de l'organe d'information bourgeois qui est capable de briser le cercle dans lequel évoluent le message et le lecteur : « L'homme de *Vision*. L'homme qui est acteur de la réalité actuelle, tellement complexe et passionnante, a besoin de plus d'information : précise, complète, utile pour son action. La revue *Vision* le lui offre ». Pour remplir un rôle formateur, la nouvelle devrait arracher le lecteur à sa passivité de consommateur et lui permettre de poser un diagnostic, en vue de l'action. Elle contribuerait ainsi, avec sa quote-part, à alimenter un processus de mobilisation. Évidemment le caractère anarchique du monde de la nouvelle a son bien-fondé et remplit sa fonction : celle d'alimenter l'ordre qui détient le plan des connotations.

5. Enfin, l'objectivité répond à une notion de lecteur passif, une conception de lecteur qui est implicite dans la division entre travail manuel et travail intellectuel, selon laquelle la fonction journalistique consiste à donner une voix et une présence à la réalité de ceux qui doivent recevoir leur voix et leur présence de ces personnages que la division du travail a proposés comme techniciens en la matière. Si d'un côté, l'idéologie bourgeoise postule la condition active du lecteur, en induisant le journaliste à laisser la qualification à l'inter-action nouvelle-lecteur, d'un autre côté elle refuse à ce lecteur ce caractère actif, en lui refusant de s'incorporer créativement au monde et en l'obligeant à recevoir, avec soumission, la marchandise préparée et qui ne peut être activée par sa conscience. L'objectivité, dès lors, propose comme appât au journaliste ce qu'elle refuse au lecteur concret.

Après ce rapide examen, point n'est besoin d'ajouter que ces mécanismes idéologiques qui se retrouvent dans le domaine juridique, philosophique et éthique, légitiment la forme de transmission autoritaire qui caractérise les moyens dans la société bourgeoise. En ce sens, les idées sur l'objectivité, la liberté de presse et d'expression, la déontologie, la profession même des communicateurs,

arrivent à constituer l'idéologie du journalisme, consacrée comme l'unique manière de faire du journalisme. Interroger cette idéologie signifie interroger le rapport social imposé aux communicateurs par la classe dominante. Rapport qui explique en dernière instance la structure hiérarchisée et autocratique des moyens.

LA VERTICALITE DU MESSAGE

Le concept de liberté de presse qui permet que le pouvoir de l'information appartienne à une minorité propriétaire est apparenté à une conception de l'organisation du moyen de communication de masse, qui trouve son expression dans la verticalité du message. D'après ce schéma, le moyen de communication de masse obéit à une direction unilinéaire, qui va de haut en bas : c'est-à-dire d'un émetteur qui transmet la superstructure du mode de production capitaliste à un récepteur, un public qui, dans sa grande majorité, ne voit pas reflétées dans les messages ses préoccupations et ses formes de vie sinon les aspirations, les valeurs et les normes que la domination bourgeoise estime être celles qui conviennent le mieux à sa survie. On observe l'imposition d'un message confectonné par un groupe de spécialistes sur un public récepteur dont l'unique participation à l'orientation des programmes qu'il va consommer, consiste à se prêter périodiquement aux enquêtes de *rating*, qui ne sont en général que des études de marché sur la viabilité commerciale d'un produit-programme déjà pré-établi. Ces enquêtes mercantiles ne sont en fait que des plébiscistes à soi-même. Elles font partie des nombreux sophismes qui assoient les bases idéologiques de la domination bourgeoise. Au cours d'une réunion de presse, le directeur d'un journal de la droite chilienne disait à l'assistance : « Vous êtes tous contre la liberté de presse en alléguant qu'elle n'est que la liberté de propriété. Les faits ne vous donnent pas raison. En effet, vendre tous les jours 300 000 exemplaires constitue un véritable plébiscite. Or ce plébiscite est l'expression la plus haute de la liberté de décision personnelle ». Ce que fait notre bourgeoisie c'est qu'il s'agit d'un plébiscite à l'institutionnalité bourgeoise qui non seulement impose mais encore préfigure des attitudes et des goûts, et une fois ceux-ci déterminés, fixés, peut s'accorder le luxe de simuler la démocratie. Ceux qui défendent l'idée que, dans la société capitaliste, la sphère de la production est déterminée par la « dictature des consommateurs », adhèrent à la même perspective. Ce schéma bourgeois relève en toute évidence d'une culture hiérarchisée, compatible avec la division de classes, qu'elle perpétue d'ailleurs.

Le peuple fournit souvent la matière première de l'information. On assiste alors à l'appropriation d'un fait ou d'une nouvelle dont l'acteur est le peuple, et ce, pour légitimer le système de domination. De la même manière que le prolétariat ne reconnaît pas dans la marchandise le fruit du travail qui l'a rendue possible, son travail, les masses — actrices des processus sociaux — ne se reconnaissent pas dans les produits élaborés par un centre émetteur qui assure le sens des processus historiques culturels. En s'appropriant la nouvelle, la classe dominante s'approprie le produit des forces sociales et s'érige en maîtresse absolue, en interprète exclusive des intérêts de l'ensemble de la société. Raison pour laquelle on peut dire que, dans la société bourgeoise, la bourgeoisie possède la dynamique de l'information. Quels que soient les acteurs des faits, elle les accrédite à son compte. Le moyen de communication libéral est le spectacle que la classe dominante se donne, à elle-même et aux autres, de sa propre vie. Conçu dans cette perspective, le message reflète, de fait, la pratique sociale de la bourgeoisie et jamais la pratique sociale du peuple. Notons que cette chaîne de mécanismes autoritaires est infinie, puisque toutes les conséquences de la dépendance culturelle se font ici sentir.

Disons enfin que la bourgeoisie nous a imposé non seulement un mode d'organiser la transmission des messages mais encore un concept de communication. Jusqu'à présent nous avons été incapables d'envisager la communication de masse en dehors ou en marge de la haute technologie. Fait qui découle bien sûr du concept autoritariste de communication, étant donné que ceux qui détiennent le pouvoir technologique sont ceux qui peuvent transmettre les messages.

Dans un processus révolutionnaire, il faut démystifier ce mécanisme de colonisation d'une classe par une autre, en établissant un flux de communication entre l'émetteur et le récepteur. C'est-à-dire qu'il faut faire du moyen de communication de masse un instrument qui exprime la pratique des groupes dominés. Le message ne s'impose plus d'en haut, le peuple lui-même crée les messages qui lui sont destinés, en est l'acteur. Déloger la bourgeoisie créole et le pôle impérialiste de leur statut de créateur et d'arbitre de la culture, fait perdre au moyen de communication massive son caractère transcendantaliste. Comme conséquence, la notion de liberté de presse et d'expression se dépouille de son caractère abstrait : au cours de ce processus de concrétisation, le privilège de l'expression est arraché des mains d'une minorité et la notion de liberté d'expression cesse d'être une utopie de classe.

LA DIVISION SOCIALE DE LA COMMUNICATION

La forme marchandise

L'analyse des origines de cette compartimentation autoritaire entre émetteur et récepteur, que manifeste l'organisation de la communication massive, dépasse le champ de la pratique de la communication et renvoie à l'examen des principes et des mécanismes qui gouvernent l'ensemble des rapports sociaux. Dans la société capitaliste, l'activité créatrice prend la forme de la production de marchandises, c'est-à-dire de biens interchangeables sur le marché. Les résultats de l'activité humaine adoptent la forme de marchandises. C'est dans le fait qu'ils soient interchangeables que réside la caractéristique universelle de tous les produits, de toutes les activités. « La richesse, dans les sociétés où règne le mode de production capitaliste, se définit comme une immense accumulation de marchandises [...] La marchandise est d'abord un objet extérieur, une chose qui, en vertu de ses propriétés, satisfait des besoins humains de tout genre. Que ces besoins naissent de l'estomac ou de la fantaisie, cela ne change rien à l'affaire ». (28).

La distance que l'on remarque entre l'émetteur et le récepteur est la simple reproduction de l'espace qui sépare le producteur du consommateur. Les hommes qui vivent ce rapport social dominant ne voient là que l'expression, dans l'un des multiples domaines de leur activité quotidienne, d'une modalité omniprésente de la forme sociale capitaliste. De la même façon que les décisions qui touchent la nature et la hiérarchie des biens matériels de consommation, échappent au consommateur aliéné et moléculaire, il ne lui appartient pas non plus de participer à la détermination des produits télévisés, radiodiffusés ou imprimés. Cette passivité, résultat du processus d'aliénation, affecte tout autant l'émetteur que le récepteur, puisque le consommateur aliéné est aussi un agent de production.

L'ensemble des rapports sociaux de production dans lesquels se déroule la pratique de la communication ne cesse de se reproduire dans les messages livrés aux divers publics. C'est ainsi que le circuit fermé — en sens unique — de la bipolarité mercantile, se projette à tous les niveaux, prescrivant des formes d'expression de la réalité ou de la fiction. Le message-marchandise que le pro-

(28) K. Marx, *Le Capital*, Paris, Editions Sociales, Livre I, p. 51.

ducteur sert au consommateur arrive scellé. C'est un produit, c'est-à-dire qu'il est sorti du processus de production, et qu'il est, comme son étymologie l'indique, accompli, achevé, « parfait ». Il s'agit évidemment d'un produit qui peut parcourir toutes les gammes qui s'étalent entre le paternalisme et l'autoritarisme : il suggère, il insinue ou il impose mais il élude toujours la participation de l'usager et détermine un mode de réception univoque. C'est une des raisons pour lesquelles on peut affirmer que le langage de la communication de masse de la bourgeoisie a un caractère essentiellement répressif ; c'est un langage qui contraint le récepteur en l'emprisonnant dans un produit hypnotisant. C'est ce même effet d'hypnose qui donne, paradoxalement, au récepteur l'impression qu'il se libère, alors qu'il s'asservit de plus en plus. Telle est toute la magie du discours publicitaire, pseudo-dialectique, entre le maître et le serviteur. Si l'on devait découvrir la dernière instance de ce discours « rituel et autoritaire » — qui comprend depuis le mode de transmettre le fait divers jusqu'au feuilleton télévisé — il faudrait remonter très certainement à la notion d'ordre au moyen de laquelle la classe dominante manipule les masses et qui fait de la société bourgeoise une société fermée. C'est dans le fait que cette classe considère l'ordre qu'elle a instauré comme la forme absolue et définitive de la production sociale que réside le caractère malthusien, et donc répressif, de cet ordre. Le moyen de communication — doué de la fausse dynamique de la fausse conscience — s'installe en bureaucratie du pouvoir idéologique des forces dominantes. Bureaucratie qui administre avec son langage vertical les pré-supposés intouchables de la légitimité de cet ordre, et l'érige en code d'harmonie sociale, code qu'elle réajustera certes, sans jamais le changer. Si l'ordre peut apparaître en tant que principe d'équilibre, c'est précisément grâce à la mystification de la classe qui a organisé toutes les institutions sociales à travers son prisme. La première coercition — d'aucuns l'appellent violence institutionnalisée — consiste en cette fausse conscience qui transforme en valeur absolue un concept partiel et une vérité relative, qui promeut la vision particulière d'une classe au rang de norme suprême pour le comportement des masses.

L'univers morcellé de la communication

Les formes autoritaires de transmission massive des produits culturels cristallisent la division sociale inhérente à la société bourgeoise. La fragmentation de la pratique de la communication en genres et formats stéréotypés (magazines, romans-photos, revues de sport, comics, etc.) introduit le lecteur ou l'auditeur dans des

mondes particuliers, qui apparaissent comme autonomes et cloisonnés, et qui, en dissimulant leur caractère fragmenté, empêchent de comprendre le monde comme une totalité à l'intérieur de laquelle se manifestent des oppositions de classes. A travers la détermination de ses divers publics, le pouvoir bourgeois et impérialiste assure le bon fonctionnement de sa société, matérialise la division entre les individus et les classes et concrétise les dichotomies de son langage et de sa culture de la domination en privilégiant pour ces usagers compartimentés, des sphères, des règles de conduite, des tabous et des domaines réservés. (C'est si vrai que dans les forums télévisés par exemple on pense que les jeunes doivent parler de choses de jeunes, les femmes de choses de femmes). Même dans une société comme la société chilienne cette opération de marquette culturelle contredit le concept bourgeois de *communication de masse*, du moment où le tracé des différentes clientèles obéit à la ligne de démarcation des classes sociales. Par exemple, tandis que les magazines féminins nationaux ou importés, recrutent la presque totalité de leurs clientèles dans les couches supérieures de la population, les romans-photos se voient réservés à un public populaire. « Caractéristique qui d'ailleurs ne manque pas de se refléter dans la diagrammation du matériel. Les premières revues — les magazines féminins — se soumettent aux nouvelles exigences formelles, aux impératifs actuels de structure technologique, vulgarisée par les biens de consommation en général et en particulier les autres moyens de communication basés sur l'image (cinéma, TV). Autrement dit, ces revues s'intègrent au circuit compétitif formel du monde technologique. Les romans-photos subissent cet effet de démonstration d'une manière plus lente et plus partielle : la dialectique émetteur/récepteur est finalement conditionnée par le respect de la discrimination des désirs, qui détermine la fixation de registres parallèles d'expression, version formelle de la relation dominant-dominé dans le domaine des sollicitations esthétiques » (29).

Chacun de ces genres ou de ces formats (présents dans tous les moyens, qu'il s'agisse de la presse, de la radio ou de la télévision) isole le lecteur dans un langage particulier, sectorialisé, classé, et allergique en définitive à la réalité totale. Nous pourrions dire que chacun reconstitue un faux monde total. En s'introduisant dans ces univers fermés, le lecteur est induit à concevoir le sportif, le politique, le policier, le romanesque, comme des totalités

(29) M. Mattelart, « El nivel mítico de la prensa pseudoamorosa », *Los medios de comunicación de masas : la ideología de la prensa liberal en Chile*, op. cit., p. 221.

indépendantes qui ne s'articulent pas l'une sur l'autre, qui évoluent en dehors de son expérience quotidienne, et établissent leur propre légalité en marge de l'histoire. C'est le domaine des « règles du genre » qui se convertissent en code universel pour déchiffrer le monde. Ainsi le langage de la revue de sport est le langage opérationnel du sport, tel que le prescrit le code de la classe dominante sur le rôle réservé à la pratique sportive, et en termes plus généraux, ce langage est significatif du statut qui est prescrit au corps. Un code qui fait abstraction du « conditionnement politique du corps », et manifeste la conception que cette classe a du loisir, de la force physique. Pour se convaincre davantage, il faudrait s'interroger sur le signifié autoritariste et la connotation idéologique de l'innocente consigne qui se trouve en filigrane dans nombre de nos revues sportives : « Mens sana in corpore sano ». Le magazine féminin, par ailleurs, enferme la femme dans le monde — sans cesse ravalé et modernisé — du mythe de la féminité, en lui refusant de fait le droit à l'émancipation qu'il prétend promouvoir. Le roman-photo l'enferme dans l'« ordre du cœur ». Chacune de ces productions culturelles reproduit à sa manière les fausses antinomies qui condamnent systématiquement le désir de changer les relations sociales existantes (esprit-matière ; travail-loisir ; tradition-modernité ; famille-politique). Entendons-nous bien : ce n'est pas la variété ou l'embarras du choix qui est coercitif en soi, mais bien le découpage de la réalité qu'effectue une classe et, en fin de compte, sa façon d'approcher la réalité. C'est ce présupposé, sur la base duquel travaille chaque revue, chaque frange de la programmation d'une chaîne de TV, qui lui confère un signe répressif. C'est si vrai qu'il serait aberrant de trouver dans une maison d'édition capitaliste une revue sportive qui s'interroge sur le concept de sport auquel elle se réfère implicitement et qui la légitime comme telle. De même qu'on ne peut contester la notion globale d'ordre, on ne peut non plus mettre en question les « ordres particuliers » qui l'animent.

Cependant, le caractère clos du moyen de communication peut encore se manifester sous des formes plus insidieuses et inespérées. Qu'on prenne pour exemple cette morale de l'histoire (sur laquelle se ferme la trame du récit, du drame en particulier), significative du principe coercitif qui gouverne tous les produits de la culture de masse. Rien ne peut mieux caractériser cette clôture du discours que cette « morale de l'histoire », qui résoud dans un sens particulier les énigmes qu'elle prétend offrir à l'activité participatrice du consommateur. A travers leurs mécanismes répétitifs, leurs refrains obsessionnels, ces discours ou ces récits érigent l'homme au rang

de choses, autant l'homme qu'ils représentent que l'homme qui les reçoit, les lit, les voit, les écoute. Le dénouement dramatique boucle la boucle de l'ordre.

III - RENDRE LA PAROLE AU PEUPLE

L'objectif principal qui inspire la politique du nouveau moyen de communication de masse est de faire du peuple un protagoniste de ces moyens. Selon l'expression de la révolution culturelle chinoise, il s'agit de rendre la parole au peuple.

La proposition d'une communication populaire implique, à notre avis, la considération de deux niveaux, pour le moins. Il s'agit d'une part de redéfinir les normes qui président à la production des messages que transmet l'appareil technologique aux mains des partis populaires (TV, radio, cinéma, presse), et d'autre part de développer toutes les initiatives d'expression populaire qui se manifestent au fur et à mesure que se développe et se précise le mouvement de masses, et qui peuvent recourir à des formes artisanales (journaux de quartier, d'usine, théâtre populaire, spectacles...).

Notons — et il est très important de le faire — que, à moins que le premier niveau auquel nous faisons allusion ne soit régi par un principe bureaucratique d'action, il n'y a pas de raisons, il n'y a pas de fatalité qui veuille qu'un divorce se produise entre ces deux niveaux. Au contraire, ces deux niveaux peuvent, chacun à travers sa spécificité, mais aussi à travers une relation de réciprocité, manifester l'avance du pouvoir populaire, sur le plan de la culture. La condition préalable, et dirons-nous unique, est que la redéfinition de la production de culture au moyen de l'appareil technologique, qui admettra, nous le voulons bien, des modalités particulières, selon la spécificité des divers moyens, soit orientée par un nouveau principe d'organisation de la communication et de définition de la culture et de la vie qui entraîne forcément une révision du statut des masses populaires dans la production de cette communication, de cette culture, de cette vie. Tel sera le paramètre qui permettra de définir, à partir d'une perspective politique, le caractère populaire de la communication, et permettra également de définir la possibilité d'alliance, sur ce plan spécifique, entre le prolétariat et certains secteurs de la petite bourgeoisie.

UN NOUVEAU PROTAGONISTE

Rendre la parole au peuple, signifie, tout d'abord, ôter à la classe dominante la dynamique de l'information, et, en un sens plus général, comme nous le verrons plus loin, la dynamique de la culture. Jusqu'à présent, la classe dominante décide de la hiérarchie des priorités ; c'est son critère qui prévaut quand il s'agit d'évaluer et d'établir l'importance des nouvelles et des thèmes qui sont appelés à circuler à travers les différentes couches sociales, en tant qu'éléments d'intégration informative, et de définir ce qui doit en dernière instance préoccuper l'« opinion publique » nationale, et à plus forte raison l'internationale. On constate la prépotence de ce critère particulariste, non seulement dans les organes d'information que cette classe contrôle, mais encore dans la majorité des moyens qui prétendent diffuser une contre-idéologie, pour la bonne raison que ce critère continue à être la norme implicite qui vertèbre ces messages dits « de gauche ». Ces moyens sont en effet victimes, en quelque sorte, d'un vice de genèse, nés qu'ils sont dans un contexte référentiel structuré selon les lignes fondamentales de l'idéologie bourgeoise de domination.

Dans certains organes d'information, journaux et radios en particulier, qui adhèrent à l'Unité Populaire, les nouvelles mises en relief par de grands titres n'ont pas jusqu'à présent été précisément inspirées par le but de mobiliser le public. Tout d'abord, il ne suffit pas que le journaliste de gauche annonce et examine les mesures du gouvernement pour se différencier du journaliste de droite : cette démarche est très ambiguë dans la mesure où elle peut faire croire que l'unique acteur du processus est et restera l'entité gouvernementale. (Et elle est en cela d'ailleurs très significative d'une conception bien particulière et essentiellement bourgeoise de la chose politique, sur laquelle nous reviendrons). En second lieu, formulées en termes psychologues, les attaques à la droite risquent, même si elles sont utiles dans un moment déterminé de la lutte des classes, d'être récupérées au moment même où elles sont proférées, parce qu'elles ne dépassent pas les lignes traditionnelles des débats de la démocratie formelle. L'ennemi de classe demeure dans les deux cas l'animateur du jeu discursif, même sans être présent. En troisième lieu, on observe une tendance à pousser la rhétorique de la révolution au-delà des faits, et à tomber dans ce verbiage que condamnait Lénine, qui, à propos de l'assimilation trop rapide des mots, « commune » et « communiste »,

écrivait : « le mot « commune » est devenu chez nous d'un usage trop facile. Toute entreprise montée par les communistes ou avec leur concours est couramment et immédiatement proclamée « commune » ; on oublie souvent que ce titre d'honneur, il faut le conquérir par un travail long et acharné, par des succès pratiques vérifiés dans la construction véritablement communiste [...] Il serait très utile d'éliminer le mot « commune » de l'usage courant, d'interdire au premier venu de s'emparer de ce mot, autrement dit de ne reconnaître ce titre qu'aux vraies communes qui ont vraiment démontré par la pratique (unanimement confirmée par la population locale) leur capacité, leur aptitude à mettre les choses en train de façon communiste » (30). Dans notre milieu et dans notre presse, le mot « socialiste » tend, également, à se convertir en passe-partout.

Autre chose. Même s'il ne s'agit pas de tomber dans le caractère moraliste de la critique petite-bourgeoise à la chronique policière, il faut bien convenir que l'ampleur qu'on lui accorde dans notre presse de gauche tend à faire du peuple une source inépuisable de crimes et de violence, et que cette même ampleur entraîne surtout inévitablement la sous-estimation des faits dans lesquels le peuple intervient également comme acteur, faits qui sont infiniment plus édifiants et illustrent davantage la vie nouvelle.

Comment rendre la parole au peuple ? Comment renverser cette dynamique que nous venons de décrire ? Il faut relier la nouvelle aux initiatives populaires que le processus suscite, les journées de travail volontaire qu'effectuent les ouvriers, la gestion populaire d'une nouvelle unité agricole, le combat que livrent les travailleurs d'une usine ou d'un secteur de l'économie pour résoudre le problème du manque de pièces de rechange et celui de la dépendance technologique entraînée par le sabotage des industries par les patrons, la lutte des femmes pour créer des crèches dans les usines où elles travaillent, les rapprochements concrets entre les divers acteurs sociaux du processus de changement... voilà quelques expressions et quelques témoignages de la pratique sociale du peuple, qui préfigurent la nouvelle société.

Pour éviter de tomber dans une approche de type prophétique et pour tirer parti des leçons de l'histoire révolutionnaire, nous citerons deux textes de Lénine qui nous permettent de défi-

(30) V.I. Lénine, « La grande initiative », op. cit., p. 108.

nir — de ce point de vue — le rôle des organes d'information dans un processus de changements structurels. Dans la *Pravda* du 20 septembre 1918, Lénine écrivait ce qui suit :

« La presse bourgeoise du « bon vieux temps de la bourgeoisie » ne touchait pas au « saint des saints », à la situation intérieure des fabriques et des entreprises privées. Cette coutume répondait aux intérêts de la bourgeoisie. Nous devons nous en défaire radicalement. Ce n'est pas encore chose faite. Le caractère de nos journaux ne change pas encore autant qu'il le devrait dans une société qui passe du capitalisme au socialisme [...] Nous ne savons pas nous servir des journaux pour soutenir la lutte des classes, comme le faisait la bourgeoisie [...] Nous ne faisons pas une guerre sérieuse, impitoyable, vraiment révolutionnaire, aux porteurs véritables du mal. Nous faisons peu l'éducation des masses par des exemples vivants et concrets, pris dans tous les domaines de la vie ; or, c'est la tâche essentielle de la presse lors du passage du capitalisme au communisme. Nous prêtons peu d'attention à la vie quotidienne des fabriques, des campagnes, des régiments, là où s'édifie la vie nouvelle plus qu'ailleurs, où il faut accorder le plus d'attention, faire de la publicité, critiquer au grand jour, stigmatiser les défauts, appeler à suivre le bon exemple. Moins de tapage politique. Moins de ratiocinations d'intellectuels. Se tenir plus près de la vie. Prêter plus d'attention à la façon dont la masse ouvrière et paysanne fait réellement œuvre novatrice dans son effort quotidien. Vérifions de plus près à quel point ce nouveau est de caractère communiste » (31).

En juillet 1919 — alors que le pouvoir de l'Etat prolétaire avait déjà dix-huit mois — Lénine insistait :

« J'ai reproduit dans le plus grand détail possible les informations sur les « samedis communistes » parce que nous nous trouvons, sans aucun doute, devant une des manifestations les plus importantes de l'édification communiste, à laquelle nos journaux ne consacrent pas une attention suffisante et qu'aucun de nous n'a encore suffisamment apprécié. Moins de tapage politique et plus d'attention aux faits les plus simples, mais vivants, de l'édification communiste, pris de la vie et contrasté dans la vie : telle est la consigne que nous devons tous nous répéter sans répit, écrivains, agitateurs, propagandistes, organisateurs, etc... Voyez la bourgeoisie. Comme elle sait admirablement bien orchestrer la publicité pour ce qui lui est utile ! Comme les entreprises, « modèles », aux yeux des

(31) V.I. Lénine, « Du caractère de nos journaux », *Lénine et la presse*, Moscou, Editions du Progrès, pp. 298-301.

capitalistes, sont vantées à travers les millions d'exemplaires de leurs journaux ; comme on sait faire des institutions bourgeoises « modèles » un objet de fierté nationale ! Notre presse ne se soucie point ou si peu, de décrire les meilleurs réfectoires ou les meilleurs crèches, d'insister, tous les jours, pour que certains d'entre eux soient transformés en établissements modèles, d'en faire l'éloge... Production modèle, samedis communistes modèles, dévouement et honnêteté exemplaires dans la production et la répartition de chaque poud de blé ; réfectoires modèles, propreté exemplaire de telle maison ouvrière, de tel bloc d'immeubles : tout ceci devrait dix fois plus retenir l'attention et les soins de notre presse, ainsi que de chaque organisation ouvrière et paysanne. Ce sont là les germes du communisme ; les soigner est notre premier devoir à tous... » (32).

Nous nous contenterons d'ouvrir cette nouvelle perspective de définir l'information, tout en sachant que l'essentiel de cette nouvelle perspective est la place qu'occupe le peuple au sein de la nouvelle et de son commentaire.

LE PEUPLE PRODUCTEUR DE SES MESSAGES

Les cellules d'information

Dans un processus révolutionnaire, le moyen de communication de masse doit se transformer — comme on le sait depuis Lénine — en organisateur, en agent de mobilisation et, en même temps, d'identification des groupes dominés. Or, cette mobilisation est un processus d'accumulation et ne peut se dérouler sous l'égide de consignes qui tombent dans le piège de l'autoritarisme ; le peuple doit mobiliser le peuple. Les moyens de communication — à condition de permettre cette identification des intérêts des groupes dominés, préalable à toute solidarité des pauvres de la ville et de la campagne — pourraient être des chaînons de ce phénomène de mobilisation.

La définition du peuple comme protagoniste exige en premier lieu que la classe ouvrière élabore ses nouvelles et les discute. Cela signifie qu'elle peut être l'émetteur direct de ses propres nouvelles, de sa communication. Pour satisfaire ce besoin et cette exigence, il faut évidemment qu'elle ait sous sa responsabilité,

(32) V.I. Lénine, « La grande initiative », op. cit. pp. 104-105.

avec les moyens techniques correspondants, la production d'un organe de communication, dans l'orbite où gravite sa pratique sociale : journaux d'usines, de quartier, d'organisations féminines... Avant de poursuivre, précisons que ces initiatives requièrent la création d'une infrastructure spécifique, relativement simple et qui n'excède pas les services d'un moniteur quand il s'agit d'un organe d'information aussi peu complexe qu'une feuille ronéotypée ou imprimée dans un atelier de quartier. (Il faudrait dans cette perspective reviser, de façon critique, le contenu et le mode d'élaboration des journaux des syndicats qui, depuis 1920, date à laquelle le fondateur du mouvement ouvrier chilien, L.E. Recabarren, a semé le pays de ses initiatives, ont préfiguré cette presse ouvrière). On peut même penser à une formation technique élémentaire et rapide et, surtout, à l'acquisition progressive de matériel, par la communauté elle-même. Pour en rester au niveau du maniement de la technique, les formes de collaboration entre la base et le personnel qualifié professionnellement acquièrent une complexité croissante. C'est ainsi qu'on peut penser à réaliser des films et des diapositives sur la pratique spécifique d'un groupe de travailleurs, auxquels participent concrètement ces derniers, assistés par des camarographes et d'autres spécialistes qui peu à peu leur enseignent leur métier. Ce matériel élaboré par et avec les travailleurs servirait de base à la prise de conscience d'autres groupes. Soumis à leur critique, il pourrait revenir à son point d'origine, et ainsi s'accomplirait un mouvement de circulation dialectique qui donnerait aux travailleurs qui émettent le message la possibilité de tirer parti de la critique faite par les autres groupes, ce qui convertirait le matériel en une source de conscience (33). Il est même possible d'imaginer que ces films élaborés avec et par la classe ouvrière finissent par s'intégrer aux programmations de la télévision. Le but de cette circulation doit être d'établir un pont de solidarité et une communication véritable entre les divers secteurs de la classe ouvrière depuis le paysannat jusqu'aux mineurs. Nous nous proposons de réfuter la perspective réformiste en matière de communication qui consiste à promouvoir des initiatives compartimentées, des campagnes et des stratégies qui touchent des secteurs déterminés et visent à créer des enclaves, qui élèvent des cloisons entre le monde ouvrier et le monde paysan, par exemple. La lutte des classes exige la rupture de ce schéma

(33) Cf. l'expérience de Alexandrov Medvedkin dans la révolution russe dont le journal a été traduit du russe et publié en espagnol sous le titre *El cine como propaganda política*, Buenos-Aires - Mexico, Editorial Siglo XXI, 1973.

traditionnel. C'est ainsi qu'on ne peut continuer à prétendre élever le degré de conscience des paysans dans les zones de réforme agraire seulement à partir de la pratique agraire. La lutte des classes n'a pas de clientèles spécifiques, celles que sont habitués à avoir les différents ministères qui se répartissent le pouvoir d'Etat.

Pour se garder de l'utopisme et de l'anarchisme libéral, cette position se doit de bien préciser les organisations qui la rendront possible. Quelle est l'école du travailleur ? Fondamentalement ses organisations de classe. Chaque secteur, chaque usine, chaque exploitation agricole constitue un lieu où peuvent se créer ces cellules d'information, qui ne seraient que l'extension des organes de participation des masses, déjà existants ou en gestation, et constitueraient leur mode particulier de peser sur le pouvoir idéologique et de participer à ce pouvoir. Il s'agit d'abord d'y discuter les nouvelles, c'est-à-dire d'effectuer l'analyse de l'offensive idéologique de l'ennemi de classe. Cette discussion ne se conçoit que comme le prolongement de la tâche de formation des masses. L'information quotidienne que livre la propre classe dominante — reflet de sa praxis et expression de sa stratégie — est, en effet, comme le reconnaissait Lénine, une matière première excellente pour entamer le processus de conscience des masses (34). Ces cellules sont par ailleurs les seuls centres — véritables embryons de pouvoir populaire — d'où puisse surgir une authentique presse populaire. En effet, en plus de procéder à la discussion des nouvelles, elles devraient comme nous le proposons au début de ce paragraphe se charger d'élaborer des informations. Pour que tant ces discussions que ces élaborations de matériel puissent parvenir massivement à d'autres groupes, il serait important de reprendre, d'adapter l'idée de Lénine sur les cercles de lecture et les correspondants ouvriers qui auraient pour mission d'assurer la circulation de cette nouvelle matière d'information. C'est enfin dans ces cellules que se développeraient les diverses initiatives qui cherchent à faire des masses organisées le producteur de leurs messages (programmes de TV, ciné, etc...). Il est indispensable de relier ce projet — dont l'application ne peut être que progressive — à ces organisations de base qui peuvent s'échelonner (et se diversi-

(34) « Rassembler tout ce qui a de la valeur, surtout dans les journaux bourgeois (qui livrent leurs « concurrents » mieux que quiconque) », « Recommandations aux camarades Préobrajenski et Boukharine », *Lénine et la presse*, op. cit., p. 318.

fier) tout au long du pays à travers tous les secteurs des travailleurs. Il serait très long de les énumérer ; elles comprennent depuis les syndicats, les conseils paysans, jusqu'aux centres culturels, aux Comités d'Unité Populaire... Le travail sur l'information donne l'occasion d'ancrer la formation idéologique dans la réalité et permet à la classe ouvrière de sécréter ses antidotes du pouvoir de la classe dominante.

Ce que ces cellules garantiraient, c'est que dans la lutte idéologique contre la droite, l'unique interlocuteur cesse d'être un gouvernement qui reste sur la défensive et se contente de démentir les accusations, et que cette offensive trouve son véritable interlocuteur dans un pouvoir populaire naissant. Le débat doit sortir du cercle dans lequel il se meut, ce va-et-vient d'arguments qui élude de fait l'apparition de l'acteur principal de la révolution. Le gouvernement peut bien sentir à juste titre la nécessité d'apporter un démenti aux accusations du pouvoir bourgeois, mais il ne faudrait pas que cela aille à l'encontre de la formation progressive d'un pouvoir populaire et de la tâche d'élever le degré de conscience des masses, qui constitue la seule réponse valable, en définitive, qui puisse être donnée à l'offensive bourgeoise.

Les ateliers populaires

Dans l'étape de transition au socialisme, de nombreux messages continueront à être élaborés par les techniciens des moyens de communication de masse, qui procèdent la plupart du temps d'un milieu petit-bourgeois, et y demeurent inscrits. Notre propos est de rendre au peuple la faculté de contrôler les messages qu'il reçoit et de la tâche d'élever le degré de conscience des masses, qui constitue la seule réponse valable, en définitive, qui puisse être donnée à l'offensive bourgeoise. Il faut éviter que le critère de sélection et d'appréciation échappe au pouvoir de la communauté intéressée. Un exemple qui nous fait connaître la manière dont se réalisaient ces opérations de sélection et d'évaluation dans la maison d'édition qui devait se transformer en l'éditorial Quimantu (maison d'édition de l'Etat) nous révèle l'apparente aberration de l'ancien système, qui renvoyait cependant à la conception extrêmement logique de l'ordre impérialiste, et redonne à ce dernier son véritable sens d'anarchie : proprement emballés, arrivaient chaque semaine à l'adresse de cette maison d'édition les planches, avec les scénarios correspondants, qui devaient composer les revues de *comics* que distribuait cette maison qui les achetait à un trust international. Entre le moment où ce matériel arrivait par le courrier et le moment où il était dis-

tribué au public (six revues bi-mensuelles, chacune avec une moyenne de vente de 40 000 numéros, ce qui représente un chiffre approximatif de deux millions quatre cent mille lecteurs) il n'y avait que la secrétaire du directeur, trop occupé lui-même, qui pouvait les juger, au hasard de ses moments libres. C'était elle qui donnait le laissez-passer en décrétant : « ce n'est pas trop ennuyeux ; ça vaut la peine ». Elle ne faisait en réalité que se couler dans la logique bourgeoise pour laquelle la bande dessinée ne remplit que la fonction de distraire. Que faut-il admirer le plus ? La perfection de la machine patronale qui peut se permettre de faire confiance ainsi à chacun de ses rouages, ou la disproportion paradoxale entre les chiffres : une secrétaire-arbitre et 2 400 000 lecteurs !

S'il est certain que l'intéressé ne peut, dans tous les cas, produire le message qui exprimerait ses conditions réelles de vie et interpréterait sa problématique de classe, il est néanmoins indispensable de briser le caractère fermé, emballé, prêt-à-porter, du message, qu'il s'agisse d'une revue, d'un film, d'un programme de télévision, caractère qui lui fait perdre la possibilité d'être critiqué, d'être soumis à une révision éventuelle, à une reformulation, c'est-à-dire de rester ouvert pour mieux servir les vues qu'il se propose. Il s'agit de partir en guerre contre cette dimension unilinéaire émetteur-récepteur, qui n'établit de relation que factice et mercantile entre les deux pôles. Le matériel doit se soumettre à l'exigence de la circularité, expression d'un authentique circuit de communication, et cela sur un mode non mystificateur, c'est-à-dire que, largué aux « masses » par l'émetteur, il doit revenir à l'émetteur, désaliéné, enrichi des résultats de son passage à travers les masses. (A partir de l'expérience de rénovation de l'expression théâtrale, qu'il commença à mener après la Révolution d'Octobre, Meyerhold soulignait l'urgence d'une véritable communication et utilisait le terme de *fluide* pour la typifier. « Le but du théâtre n'est pas de montrer un produit artistique achevé, mais de faire coopérer le spectateur à la création du drame. Le fluide doit passer de la scène au public, mais l'inverse doit aussi se produire »). L'infrastructure qui rend possible ce retour à l'émetteur est très semblable à celle que nous avons précédemment esquissée. Elle s'adapte évidemment aux caractéristiques des publics particuliers ; l'échantillon de population qui permettra d'évaluer à quel point un conte illustré est adapté aux jeunes enfants ne sera pas le même que celui qui sera sollicité pour critiquer un programme de télévision pour adultes en vue de lui apporter des modifications. Il faut éviter que cette nouvelle version de la censure d'une part ne soit monopolisée par certains groupes (qui tendraient à devenir des professionnels en matière de censure),

et d'autre part soit exercée par des personnes qui ne sont pas aptes à comprendre le cas particulier dans toutes ses nuances et à en pénétrer toute la complexité. Un laissez-passer délivré par une autorité politique, au sens bourgeois du terme, ne constituerait pas forcément l'idéal. L'accepter sans chercher plus loin reviendrait, dans de nombreux cas, à retourner à un schéma autoritariste, qui substituerait l'intéressé par un représentant. C'est dans la mesure où il ne satisfait pas le moins du monde les conditions réciproques de représentation que tout le caractère inopportun de ce schéma de relation apparaît. L'important est de s'interroger, à propos de chaque matériel particulier, sur le groupe qui conviendrait le mieux et serait à même de collaborer de la manière la plus efficace à la critique et à la confection des messages. On peut bien sûr faire quelques propositions de base pour jeter les fondements et organiser le travail de ce qu'on pourrait concevoir comme des ateliers établis dans les quartiers périphériques (« poblaciones »), les quartiers ouvriers, les nouvelles unités agricoles (toujours en relation étroite avec les organisations de masse). Mais il faut surtout et essentiellement souligner la nécessité de briser les stéréotypes qui ajournent chaque fois plus la possibilité d'une véritable révolution culturelle. La discussion d'une revue féminine par exemple ne doit pas forcément, fatalement, atterrir dans une organisation féminine. C'est dans la puissance d'images comme celle de la ségrégation des sexes, par exemple, que réside la possibilité qu'à la culture bourgeoise de faire périr des initiatives révolutionnaires.

Le résultat, dans la mesure où on peut le prévoir, devrait s'approcher de ceci : le moyen de communication remplirait un rôle d'activation de la conscience et servirait d'agent, parmi d'autres, de mobilisation permanente des masses. En faisant revenir de façon réitérée le message à sa base de discussion, on éviterait le danger de la pétrification du genre et on permettrait au message de gagner une agilité et une actualité révolutionnaire, qui serait renouvelée jour après jour, semaine après semaine. Le lecteur peut alléguer qu'il existe des formules de participation « équivalentes » dans la presse bourgeoise. La plus commune est certainement la section du courrier du lecteur. Pour réfuter, sans détails superflus, cet argument, disons que ce mécanisme de participation ne déborde pas les normes implicites de la démocratie bourgeoise représentative. Dans un contexte qui côtoie tellement la démocratie formelle, cette ouverture qui a l'air de se jouer du code de la domination, outre le fait que très rarement le magazine doit faire face à une majorité de lettres de protestation, devient un alibi, et lui rapporte les dividendes du libéralisme.

Cette dernière observation nous amène à contester un certain type d'analogie. La situation présente nous oblige à donner un sens radicalement distinct aux mots qui ont évidemment été utilisés dans le passé. Elle nous fait également envisager les processus avec une nouvelle rationalité. Mais cela n'est pas sans provoquer des désajustements. Un exemple nous permettra de préciser jusqu'à quel point un nouveau concept peut être dévié par les habitudes et les réflexes hérités de la rationalité mercantile de l'entreprise de communication de masse bourgeoise. Au cours d'une conversation avec le scénariste d'une revue d'aventures, récemment achetée par l'Etat et soumise à une révision de contenu, surgit une discussion sur la manière d'envisager la rénovation de la revue. Le scénariste approuva la proposition qui fut faite de prendre contact avec la base populaire juvénile pour qu'elle serve de variable-contrôle dans la nouvelle orientation de la revue. Et d'ajouter : « Dans cette maison d'édition a toujours existé un département spécial de promotion qui jusqu'à présent n'a fonctionné que de manière déficiente. Il s'agirait de l'activer ». Le scénariste en revenait à la classique enquête de marché, d'inspiration strictement commerciale, et il passait complètement à côté de l'inspiration de la nouvelle politique, en projetant dans le concept « promotion » (de la vente, pour lui, implicitement) ses réflexes conditionnés de travailleur d'une entreprise capitaliste. Pour répondre à l'accusation de la bourgeoisie « les révolutionnaires ne cherchent pas le rendement », précisons qu'il nous faut revendiquer un autre concept d'efficacité. Nous n'avons pas la faillite pour but. Nous ne voulons pas d'entreprises déficitaires. Nous souhaitons que cette revue ait le double de lecteurs. Mais nous inscrivons notre effort de promotion dans un programme de recherche qui a pour but de donner dignité au récepteur et de lui permettre d'accéder à sa propre identification.

Acquérir ou développer sa conscience de classe ne signifie pas obligatoirement s'ennuyer. Il s'agit de transformer ce qui a été exclusivement un article de plaisir et de loisir en objet d'instruction. Mais la délectation artistique, le plaisir, la jouissance et l'instruction doivent aller de pair. « C'est trop peu demander au théâtre, écrivait Brecht, que de lui demander uniquement de la connaissance, des images instructives de la réalité. Notre théâtre doit susciter l'envie de connaître la jouissance que l'on ressent à transformer la réalité. Nos spectateurs ne doivent pas seulement apprendre comment on libère Prométhée enchaîné, mais aussi s'exercer au plaisir qu'on prend à le libérer. Tous les désirs et toutes les joies des inventeurs, des découvreurs, les sentiments de

triomphe des libérateurs doivent s'enseigner à travers notre théâtre » (35).

Un journalisme révolutionnaire

Dans la démocratie représentative, le mécanisme du représentant est à ce point ancré qu'au dernier maillon, face à soi-même, on est finalement représenté par un autre que par soi : c'est l'aliénation. (« Je est un autre », constatait Rimbaud). L'un voit toujours la réalité et l'interprète pour un autre. L'émetteur est un des premiers. Le récepteur un des seconds. Le projet de création d'un nouvel organe de presse exige de redéfinir le rôle du professionnel ou du travailleur de la nouvelle, et dans un sens plus général, le statut de celui qui produit et qui transmet le savoir. Dans un processus où le peuple acquiert le droit de produire et d'avoir l'usufruit de ses informations, si le journaliste ne disparaît pas, le *journalisme représentatif* tel que le conçoit la bourgeoisie doit disparaître. Le journaliste, même s'il est de gauche, ne peut, de fait, dans une société bourgeoise qu'évoluer dans les limites du journalisme représentatif sans que ce statut de représentant soit homologué par celui qu'il incombe au journaliste de représenter. C'est précisément cette situation qui, en coupant le journalisme qui conteste la société bourgeoise de ses racines légitimes avec le peuple (ce qui cesse d'être vrai pour certaine presse de parti), l'a fait se transformer la plupart du temps, en un journalisme populiste. Ce que prétend la nouvelle perspective en respectant le rythme que fixe l'histoire c'est que le journaliste reçoive son mandat du peuple, du pouvoir populaire, non en vertu d'une délégation formelle, mais en occupant toutes les lignes, toutes les positions qui permettent qu'à travers lui le peuple ne soit pas trahi dans son expression. Il acquiert la qualité de moniteur du sens, au lieu d'en être le détenteur. La difficulté majeure réside dans la nécessité d'établir une osmose entre ce nouveau journalisme et l'idée du pouvoir populaire. Cette nouvelle forme de journalisme — contre laquelle conspire non seulement le caractère de salarié du journaliste mais encore ladite « idéologie du journalisme » dont nous avons parlé — a besoin de s'appuyer sur une formation idéologique pour éviter que ce recours aux masses ne se convertisse en un simple exercice formel de sélection et de présentation des nouvelles. Les journalistes ont la responsabilité de créer avec

(35) B. Brecht, *Petit Organon pour le Théâtre*, Paris, l'Arche.

le peuple une presse révolutionnaire. Cette tâche incombe aux partis, mais elle doit aussi se ramifier dans les écoles qui forment les journalistes et les communicateurs et qui ont le privilège d'être contrôlées par la gauche. (Dans ces écoles, cette tâche commencerait par le questionnement de la formation traditionnelle). C'est un travail de longue haleine, une entreprise dans laquelle les pays socialistes n'ont pas jusqu'à ce jour remporté de résultats satisfaisants.

LE CONTROLE DES MASS MEDIA

Il va sans dire que parallèlement à cette restitution de la parole au peuple — et pour que cette politique puisse être viable — il faut constituer un front de lutte pour arracher à la bourgeoisie et à l'impérialisme le contrôle des moyens de communication. Si nous avons tellement insisté sur la nécessité de créer le pouvoir idéologique des masses, c'est parce que nous croyons que cette nécessité n'a pas fait l'objet d'une attention suffisante de la part des partis populaires et qu'elle constitue l'unique alternative pour que le pouvoir de la communication cesse définitivement d'être le pouvoir de manipuler les masses. Revendiquer que les travailleurs de la presse, de la radio, de la TV exercent le contrôle des moyens de communication où s'effectue leur pratique ne saurait épuiser les signes ; l'exercice de ce contrôle ne peut constituer le but exclusif de la révolution dans la communication de masse. Cela étant, insistons sur quelques points.

S'il est vrai que le but final est que l'Etat des ouvriers et des paysans contrôle les moyens de production idéologique et culturelle, il n'est pas moins vrai qu'une étatisation complète ne peut s'effectuer au Chili, dans les conditions actuelles. Etant donné les conditions actuelles de la lutte des classes, le contrôle sur les moyens est appelé à prendre des formes variées qui permettront aux travailleurs de contrôler effectivement la communication. Nous avons l'exemple des récentes luttes menées par les travailleurs de journaux comme « El Sur » de Concepcion et « La Manana » de Talca, et l'actuelle maison d'édition de l'Etat, qui ont abouti aux premières conquêtes. Cette relative flexibilité ne peut cependant pas faire oublier le but final dans lequel culminera l'affrontement victorieux avec l'ennemi de classe. Dans cette perspective, il est important de signaler les dangers de certaines solutions et de détacher celles qui nous paraissent les plus appropriées pour orienter l'époque de transition. Parmi les premières

se trouve la revendication coopératiste. La coopératisation, comme toute division de la propriété, nie le grand monopole mais généralise le monopole. Comme le dit Marx à propos de la division de la grande propriété terrienne : « Elle n'abolit pas le fondement du monopole, la propriété privée. Elle attaque l'existence du monopole, mais pas son essence. Il en résulte qu'elle tombe victime des lois de la propriété » (36). La bourgeoisie n'a jamais ignoré que ce qui constitue en définitive le pouvoir idéologique réel, c'est-à-dire la possibilité de former la conscience sociale, c'est son institutionnalité, et celle-ci se traduit dans notre cas, par la remise d'une propriété individuelle au travailleur de l'entreprise journalistique. La coopératisation des moyens de communication pourrait bien suivre la même ligne que la coopératisation, qui a été une des formules appliquées dans la réforme agraire intégrationniste du régime antérieur qui a engendré une couche privilégiée, non solidaire de sa classe, réticente à effectuer le saut pour entrer dans l'étape de socialisation de la propriété. Raison pour laquelle nos préférences vont à une plateforme de lutte plus ample, celle du contrôle, et nous recueillons en cela plusieurs lignes de travail exprimées au cours de la première assemblée nationale des journalistes de gauche.

« Il nous semble donc qu'il peut convenir de formuler comme objectif de transition celui du « contrôle des moyens de communication de masse par les travailleurs ». Remarquons que cet objectif est reconnu comme valable seulement dans la mesure où il remplit une fonction de mobilisation progressive de tous les travailleurs de ces moyens. Mais s'il existait parmi ces derniers un appui majoritaire pour la forme supérieure de contrôle, qu'est l'étatisation, et si la relation de forces avec la bourgeoisie se révélait favorable, alors l'objectif de transition acquerrait immédiatement sa forme supérieure : l'étatisation pure et simple. Le contrôle des moyens de communication de masse par les travailleurs doit être compris comme un droit de regard progressif et croissant que ces travailleurs imposent aux propriétaires qui conservent provisoirement leur condition. Cette surveillance revêtira des aspects communs à toute entreprise, comme le contrôle des opérations financières et des profits, la détermination des salaires, l'engagement de personnel, etc., et des aspects propres aux fonctions journalistiques. La lutte pour la direction collective

(36) K. Marx, « Economie et philosophie », Œuvres, Paris, La Pléiade, p. 52.

des moyens de communication, avec participation directe des journalistes et des autres travailleurs, permettra non seulement de développer la conscience politique de ces travailleurs, mais en plus de faire les premiers pas pour l'unité de classe entre les travailleurs manuels et intellectuels de l'entreprise. On doit aussi appuyer chaleureusement dans cette étape la lutte du syndicat des travailleurs des moyens de communication pour obtenir que leur soit réservé un espace pour exprimer leur opinion à travers les moyens dans lesquels ils travaillent. Ceci ne signifie pas oublier que notre politique ne consiste pas à laisser chaque journaliste écrire ce qu'il veut (ce qui est une variante du concept bourgeois de liberté d'expression) mais que les journalistes écrivent, commentent et qualifient les nouvelles en fonction des intérêts de la classe ouvrière » (37).

Toujours dans cette perspective, il est fondamental d'envisager la nécessité de nationaliser le monopole de la production et de la distribution du papier (une seule entreprise aux mains de la bourgeoisie crée monopolise presque 90 % de la production de cette matière première du journalisme) et reviser rigoureusement le commerce importateur de machines d'imprimerie, encre, pellicule vierge, etc. Jusqu'à présent, au sein de l'activité économique, le secteur des moyens de communication a été privilégié et cela, en vertu de la définition de principe de la communication comme service public. La loi a instauré un régime de faveur en accordant aux entreprises d'édition, de presse, de TV, de radio, un ensemble de franchises fiscales et douanières. Ces entreprises sont par exemple exemptes d'impôts sur le revenu, les prestations, le chiffre d'affaires. Les propriétaires de journaux ne paient pas non plus de droits de douane pour faire entrer des machines, des pièces de rechange et autres éléments destinés exclusivement à l'impression des journaux et des revues et à la vente de services d'information. Dans la réalité mercantile et monopoliste, ce régime n'a fait que fortifier la structure du pouvoir économique et idéologique de la classe dominante. Par de telles mesures, il s'agit maintenant de créer les conditions d'infrastructure pour une organisation populaire de la communication de masse. Soulignons enfin l'importance capitale de la création d'une agence d'information nationale, avec ses services propres et ceux des agences du

(37) Première Assemblée Nationale des Journalistes de gauche, Document présenté par le MIR (Movimiento de Izquierda Revolucionaria), Santiago du Chili, avril 1971, p. 4.

camp socialiste, qui constitue l'unique façon d'échapper à la dépendance des grandes agences de presse impérialistes du genre UPI, AP, ORBE, etc.

Pour compléter cette brève référence au contrôle ouvrier et paysan sur les moyens, il convient d'ajouter que, parallèlement à la création de ce que nous appelons les cellules d'information et les ateliers populaires, on devra rechercher des formes de participation plus classiques des organisations de masse à l'orientation des contenus des moyens (intégration au conseil de la maison d'édition de l'Etat, au comité de programmation de la TV, etc).

UN ORGANE DE SOLIDARITE

Intégrer la classe ouvrière au moyen de communication de masse (et par lui) entraîne la révision des profils de récepteur qui ont orienté jusqu'à présent la pratique de la communication. En effet — et pour résumer brièvement ce que nous avons déjà dit — l'apparition de cette classe dans le processus de communication se manifeste sous trois grands aspects. En premier lieu, un changement dans les acteurs : l'organe d'information doit refléter la pratique sociale des acteurs de la révolution ; en second lieu, un changement dans le statut du consommateur qui de récepteur passif de l'information et de la culture passe au rang de producteur et de sujet des nouveaux messages ; enfin, une modification des normes du destinataire-type qui régissent les divers moyens. Nous avons déjà commenté les deux premiers aspects. Le dernier mérite qu'on s'y attarde un peu. Ce n'est un secret pour personne que les divers moyens de communication de masse ont touché de manière relativement différenciée, les diverses couches sociales qui constituent la population chilienne. La radio est le moyen le plus populaire, tandis que la télévision continue à être le privilège de certains groupes et ne franchit guère les limites de la petite bourgeoisie. Pour dix télespectateurs qui appartiennent aux couches professionnelles, on en trouve cinq parmi les ouvriers spécialisés, deux parmi les habitants des bidonvilles et pour ainsi dire personne dans les zones rurales. On peut dire la même chose des journaux. La presse ne circule pour ainsi dire que dans les zones urbaines ; la campagne ne reçoit que sporadiquement quelques publications des institutions agraires. On peut donc dire que certains moyens ne justifient guère leur définition de moyens massifiés, quand on les confronte avec une portion de public socialement indiscriminé. Le degré de massification se répercute

inévitablement sur le degré de démocratisation qui caractérise les messages. Certains moyens en sont restés au niveau de « l'élite », aussi bien quant à leur public, que quant à certains contenus. Il faudrait réaliser une analyse détaillée des programmes de télévision pour bien cerner ce critère implicite. Beaucoup de formats et de genres sont conditionnés par le fait d'être destinés à un récepteur-type. C'est dans cette perspective qu'on pourrait mettre en question le format du « forum » qui a pris tellement d'importance à la télévision.

Le fait que la pénétration des divers moyens de communication ne soit pas homogène oblige à respecter des voies différentes pour leur transformation. On peut faire certaines réflexions à ce sujet. Le changement en matière de télévision par exemple devrait suivre un rythme plus lent que celui de la radio, parce qu'il implique non seulement de redéfinir le protagoniste mais encore de ménager l'accès de ce dernier aux messages de la télévision. Si on ne tenait pas compte de cela, on ne ferait que transformer les contenus de ce moyen pour son public normal. Faire du peuple le protagoniste ne sert à rien, si le peuple ne peut recevoir le message. En effet si cette dernière condition n'est pas respectée, la reformulation des contenus équivaut à offrir le peuple en spectacle aux classes qui sont usagers du moyen de communication. Une première condition de la transformation de ce moyen nous semble être la massification et ici il est obligatoire de décider un ordre de priorités. Avec quels moyens doit-on d'abord travailler ? En fonction de cela on dessine toute la politique de création de l'infrastructure, comme nous pourrions l'appeler, qui vise à élargir la base quantitative des destinataires. Signalons par exemple la nécessité de déterminer une politique de production d'appareils de télévision pour les classes populaires, d'extension du réseau national et d'autonomisation de circuits régionaux ; et, en cas de besoin, l'utilisation de circuits fermés, qui permettraient d'unir entre elles certaines unités agricoles par exemple. L'application de cette politique est forcément lente et c'est pourquoi il ne faut pas négliger d'autres formules qui permettent d'arriver aux masses. Tel serait par exemple le rôle des équipes de cinéma mobile. Dans cette optique, entrent aussi tous les moyens qui s'éloignent de la conception technologique massive, comme les affiches, les journaux muraux. Il va sans dire que l'installation d'une infrastructure, comme la production de téléviseurs, ne doit pas être envisagée comme un simple mécanisme d'extension des biens de la « société de consommation » et qu'elle doit échapper à la loi anarchique du marché capitaliste.

IV - LE CHANGEMENT DANS LE MODE DE PRODUIRE LA CULTURE

L'ensemble des développements antérieurs nous amène à constater que la stratégie de changement dans les moyens de communication de masse n'est inspirée que par la nécessité (qui se fait jour dans tous les domaines où doit s'effectuer le changement) de mobiliser les masses populaires, de les incorporer à la lutte pour le pouvoir total. C'est-à-dire qu'il s'agit de déterminer qui est, en définitive, l'acteur du processus révolutionnaire. On peut alléguer que les exigences tactiques obligent à établir des priorités, et à ajourner l'expropriation totale de l'appareil de communication contrôlé par la classe dominante. Mais il est hors de doute qu'il faille fixer une stratégie qui permette à l'idée du pouvoir populaire de prendre progressivement corps dans ce domaine de la lutte idéologique.

Nous avons pu aussi nous rendre compte que le moyen de communication de masse bourgeois s'inscrit dans un système culturel qui repose sur une série d'antinomies qui, au cas où elles demeurent indemnes, entraînent la reproduction des schémas de domination. Par exemple, l'antinomie travail-loisir rend la sphère du travail imperméable à la sphère des moyens de communication qui se proposent de remplir les moments de loisir, en évitant toute référence à la condition concrète de l'homme quotidien, en scindant sa personnalité et sa réalité, provoquant ainsi une rupture aliénante. Puisque la nouvelle politique de communication de masse cherche à réconcilier l'homme avec lui-même, elle ne peut continuer à engendrer ses messages à partir d'un divorce entre deux sphères d'action, divorce qui repose lui-même sur une conception unidimensionnelle, non stimulante de la conscience, non mobilisatrice du moyen de communication. Significative en un mot du but de désorganisation et d'atomisation, autant de la réalité individuelle que de la réalité sociale, que poursuit le moyen de communication. Ce qui finit par expliquer pourquoi le moyen qui porte ce sceau est un épiphénomène pour les masses populaires : parce qu'il n'inscrit pas l'homme dans son historicité quotidienne et concrète.

Le moyen de communication de masse libéral est hautement représentatif de la conception bourgeoise de la culture et de la politique culturelle, au sens classique du terme. Cette culture constitue un ensemble de biens et de produits élaborés par le

génie de la création, qui contribuent à former le patrimoine d'une classe déterminée, même si leur inspiration se révèle subversive par rapport à l'ordre dans lequel ils s'inscrivent. Cette culture qui se définit comme élitaire et réservée à la consommation d'une clientèle déterminée, admet d'être d'une certaine façon altérée, abâtardie, pour se plier à la nécessité de servir de noyau à l'élaboration de la culture dite « populaire ». Dans la perspective de la bourgeoisie, le populaire est en effet la copie de ses propres valeurs de classe, mises à la disposition du peuple, dans un geste paternaliste et avec un propos mercantile.

La qualité bourgeoise n'est pas nécessairement inhérente, bien au contraire, au produit qui naît sous le toit de la société capitaliste. Mais contrôlant aussi bien la distribution commerciale que la distribution du sens des œuvres qui constituent son patrimoine, la bourgeoisie monopolise aussi bien l'accès que le public peut avoir à ces œuvres que le code-sésame de leur valeur artistique. Ce que nous critiquons n'est évidemment pas le fait qu'on ménage l'accès des classes populaires à un ensemble d'œuvres qui participent des grands moments de la création artistique, mais tout d'abord l'absence d'un mécanisme de participation active à la jouissance de ces œuvres, qui traduit bien d'ailleurs, la conception bourgeoise du contact avec l'œuvre d'art, contact qui est caractérisé par le privilège de la « révélation » ou par l'extase, qui rejette toute tentative d'analyse, et qui, en fin de compte, évapore le sens historique de l'œuvre. Ce que nous contestons aussi c'est le fait de définir la culture et la politique culturelle hors de la sphère où se déroule la vie quotidienne de l'individu, au point de la sacraliser. Nous observons, dans le domaine de la culture, un processus analogue à ce qui se passe, dans la société bourgeoise, en matière de politique : de même que cette dernière reste circonscrite à l'enceinte parlementaire et exercée par les représentants ad-hoc, la culture crée également un territoire autonome, son musée, auquel pourvoient également les représentants adéquats. Il s'agit en toute évidence d'une culture statique qui va de pair avec les principes conservateurs de la classe qui possède le pouvoir.

La conception de la culture qui sert d'assise au nouveau projet de communication des masses repose sur un principe qui est le seul à pouvoir dépouiller la culture existante de ses traits autoritaires et du caractère privilégié que revêt sa jouissance : ce principe est celui de la nécessité que la culture ne se différencie pas de la pratique sociale des masses populaires.

LA RECONCILIATION DE LA PRATIQUE ET DE LA THEORIE

Les antinomies de la culture bourgeoise

Comme nous l'avons laissé entendre, le but que poursuit la culture socialiste pourrait se définir comme le dépassement des antinomies sur lesquelles repose la culture bourgeoise. Antinomies que la bourgeoisie a élevées au rang de dogmes et qu'elle a institutionnalisés (université-académique versus politique, par exemple), pour échapper à ses contradictions. L'antinomie la plus décisive est sans aucun doute celle que la bourgeoisie a établie entre la théorie et la pratique. C'est à partir d'elle que s'est formé le concept de culture livresque ou érudite et que s'est produit ce qui constitue la base de l'aliénation dans le travail, à savoir la séparation entre le travail intellectuel et le travail manuel. Cette disjonction se ramifie à l'infini et pour ne nommer que quelques-uns de ses rejetons, citons les antithèses suivantes : corps versus âme ou matière versus esprit, source de l'idéalisme qui scinde la conscience et la réalité concrète de l'homme social, travail versus loisir (que nous avons déjà citée), science versus idéologie, etc. Toutes ces oppositions qui constituent la trame des messages de la culture libérale légitiment la division de la société en classes, qui donne elle-même lieu à la division du travail et de l'espace territorial (ville versus campagne). Le but de la culture socialiste est de construire une société dans laquelle se résolvent ces contradictions qui ne font que soutenir l'idéologie de la domination et qui font de l'individu qui les héberge dans sa mentalité de dominé l'agent même de son aliénation. La nouvelle culture a dans son point de mire une société où les classes sont supprimées, où certains groupes cessent de s'approprier le travail des autres « à cause de la place différente qu'ils occupent dans une structure déterminée de l'économie sociale ». Comme l'écrivait Lénine, « il est bien certain que pour supprimer entièrement les classes, il ne faut pas seulement renverser les exploités, les grands propriétaires terriens, et les capitalistes, il ne faut pas seulement abolir leur propriété ; il faut de plus abolir toute propriété privée des moyens de production : il faut effacer aussi bien la différence entre la ville et la campagne que celle qui existe entre les intellectuels et les travailleurs manuels » (38).

(38) V.I. Lénine, « La grande initiative », op. cit.

A travers cette réconciliation entre la théorie et la pratique, la culture a pour but ce que l'on a appelé le « polytechnisme », ou formation polyvalente de l'individu. « Dans une organisation communiste de la société, disparaissent la claustration de l'artiste dans des limites locales et nationales, qui répondent purement et simplement à la division du travail, de même que son confinement dans un art déterminé de telle sorte qu'il existe des individus qui sont exclusivement peintres ou exclusivement sculpteurs ; et le nom même indique déjà avec suffisamment d'éloquence la limitation de leur développement professionnel et leur soumission à la division du travail. Dans une société communiste, il n'y aura pas de peintres sinon, tout au plus, des hommes qui, entre autre, s'occuperont aussi de peindre » (39). Ces paroles de Marx et Engels qui frisent le prophétisme trouvent leur écho dans les écrits de Lénine sur le rôle des syndicats. « Ceux-ci, écrivait Lénine, peuvent se transformer progressivement, au cours des années, en fédérations de production plus amples, moins corporatives (comprenant des secteurs complets de la production) et seulement à partir de là commencer, grâce aux associations de production, à dépasser la division du travail entre les hommes et à éduquer, à instruire, à former les hommes dans toutes les directions, dans toutes les disciplines, des hommes capables de tout faire » (40).

S'il est vrai que cette notion de culture, dans la phase supérieure de l'existence du communisme comme système de vie, constitue un but relativement lointain — on devrait aussi dans cette mesure analyser plus à fond les implications de la division technique du travail — de toutes façons la transition du capitalisme au socialisme doit toujours l'avoir présente comme source d'inspiration pour la praxis et doit toujours déterminer ses grandes lignes en fonction de ce but final. De fait, la nouvelle perspective d'un moyen de communication de masse révolutionnaire repose sur cette idée qu'il est nécessaire d'éliminer la différence entre les représentants privilégiés et les masses. Cette idée peut servir de point de départ à de nombreux développements. Elle nous fait par exemple, c'est une des plus importantes questions qu'elle suscite, redéfinir le rôle et le statut de la petite bourgeoisie intellectuelle et technique face au processus révolutionnaire. Nous aurons l'occasion de revenir à maintes reprises sur ce thème.

(39) K. Marx et F. Engels, *L'idéologie allemande*, Paris, Editions Sociales.

(40) V.I. Lénine, cité par E. Fischer, *A la recherche de la réalité (contribution d'une esthétique marxiste moderne)*, Les Lettres Nouvelles, Paris 1970, p. 102.

Un front culturel ample

La nécessité de briser les antinomies bourgeoises fait pendant à l'exigence de rompre la stratification sociale — qui lui est fonctionnelle — qui gouverne l'activité productrice en matière idéologique et culturelle. Le premier champ où se manifeste la séparation naît de la distinction entre travailleurs manuels et travailleurs intellectuels. Distinction qui sépare des masses ceux qui monopolisent le savoir et qui, à l'intérieur du moyen de communication de masse par exemple, sépare les élaborateurs de la matière première intellectuelle (qu'ils soient journalistes, scénaristes ou dessinateurs, eux-mêmes hiérarchiquement répartis) des ouvriers (typographes, imprimeurs, etc). Cette première répartition dichotomique se combine en outre avec un ensemble d'habitudes, de préjugés et de réflexes acquis dans les entreprises capitalistes d'élaboration des nouvelles et des produits destinés à meubler les loisirs. Non seulement existent ces cloisonnements qui empêchent le groupe qui est chargé de réaliser des bandes dessinées par exemple de discuter son travail en fonction d'un objectif culturel explicite, mais il y a aussi cette habitude qui provient de la norme autoritariste du moyen de communication bourgeois : le technicien peut se trouver dans une condition de dominé, et contraint directement ou indirectement par le patron dont dépend son salaire, mais il se convertit lui-même en maillon de la domination en livrant aux masses un message qui n'est pas ratifié par elles, si ce n'est à travers le plébiscite de l'institutionnalité dont nous avons déjà parlé. C'est dans ce refus implicite à mettre en question son propre travail, à soumettre sa propre création à la critique des masses, si ce n'est par le biais mercantile, que réside l'un des réflexes capitalistes les plus enracinés chez les émetteurs de messages inscrits dans l'entreprise capitaliste de production culturelle : protection du domaine réservé dans lequel l'entreprise l'a confiné, limitation consentie de la sphère des préoccupations et enfin résistance à entrer dans le jeu dialectique de la critique. La société bourgeoise peut bien avoir développé son orgueil professionnel, son sens de la perfection, mais en échange elle a laissé en jachère sa responsabilité sociale. La responsabilité du travailleur du moyen de communication libéral consiste à accomplir son travail sans se préoccuper des répercussions que son message peut avoir dans le public, son sens professionnel se résumant à rechercher la perfection formelle et technique et l'efficacité commerciale. Pour ce travailleur, le travail n'est pas une source de conscience sociale, ni en ce qui le concerne, ni en ce qui concerne le public. C'est la négation de l'idée socialiste de la désaliénation

de l'homme. « L'étude et le travail feront partie de l'activité quotidienne de tous les êtres humains, et cesseront d'être des activités sans objectif ni sens, et surtout sans fruits. Elles cesseront surtout d'être une obligation, une coercition, pour se transformer en activités que tous les êtres humains rempliront tous les jours avec enthousiasme [...] Dans le futur, pratiquement toutes les fabriques, toutes les zones agricoles, tous les hôpitaux, toutes les écoles seront l'université » (41).

Une autre ségrégation provient du fait que la zone culturelle est confinée dans un territoire pratiquement autonome et donne lieu à une nouvelle division : les travailleurs de ladite production culturelle et les travailleurs des autres secteurs de la production. Cette répartition par spécialisation — pour justifiée qu'elle paraisse dans le domaine de la production industrielle par exemple — nous fait poser la question suivante : cette ségrégation ne serait-elle pas pour beaucoup dans l'attitude technocratique de ceux qui contrôlent les sphères d'activité non « culturelles » ? En d'autres termes, le fait d'abandonner l'activité culturelle aux mains de spécialistes en la matière ne constitue-t-il pas un alibi pour que d'autres s'en désintéressent ? Sous-jacente à cette notion se trouve l'idée que le travailleur culturel se meut dans une sphère d'activité décollée d'une réalité quotidienne et concrète : idée qui ne fait, en fait, que reproduire l'antinomie bourgeoise qui sépare la sphère de la matière de la sphère de l'esprit, et qui correspond à ce concept d'art auquel nous avons pu faire allusion précédemment. Cette dissociation de deux praxis (celle de l'ingénieur par exemple ou de l'agronome dont l'activité a quelque chose à voir avec la « matière » et celle de l'écrivain réfugié dans la sphère de la spiritualité) empêche d'un côté de « culturiser » les branches d'activité qui ne relèvent pas « à proprement parler » du domaine culturel, c'est-à-dire de la production d'idées et d'images, et interdit par conséquent de percevoir tout travail comme source de culture, comme d'un autre côté, elle empêche d'enraciner dans la vie concrète la création culturelle, et consomme cette autre dichotomie : politique et culture.

On constate aussi l'incidence de cette discrimination parmi les travailleurs de l'activité culturelle, qui se répartissent en autant de catégories qu'il y a de sous-divisions dans le domaine artistique.

(41) F. Castro, discours prononcé à l'Université del Oriente, 3-12-1968.

Ces observations nous paraissent fondamentales parce qu'elles préconisent une stratégie qui échappe au caractère apparemment utopique que comporte le but final du polytechnicisme. Un principe directeur en émane qui permet d'aboutir à une organisation commune. Un changement culturel substantiel — et plus précisément un changement des moyens de communication de masse — exige non seulement un mouvement centrifuge vers les masses mais encore une mobilisation solidaire de tous les travailleurs de la zone culturelle, qui pourraient ainsi exercer la pression nécessaire pour remplir les objectifs fixés. C'est ainsi que l'ont compris les journalistes de gauche quand, au cours de leur première assemblée générale, ils décidèrent de s'unir pour élaborer une stratégie commune contre l'ennemi de classe. Toute la ligne d'éducation idéologique des journalistes qui s'est trouvée définie, dans ces circonstances, a précisément pour but de rompre ce compartimentage qui empêche une vision globale du travail journalistique. Mais cette initiative ne peut constituer qu'un premier pas vers la création d'un front culturel ample qui rassemble les travailleurs de la communication et de la culture qui appartiennent aux forces populaires. Parallèlement à la formation idéologique des masses et à leur mobilisation dans le processus révolutionnaire, il est urgent d'arriver à mobiliser tous ces secteurs en fonction d'une ligne de masse.

Une praxis concrète

La constitution de ce front est d'autant plus urgente qu'il ne s'agit plus de déterminer des objectifs généraux ou de faire des déclarations de principes, mais d'unir les efforts en vue d'une tâche concrète. Il y a des zones de travail qui se créent, dans lesquelles une nouvelle pratique sociale devient possible et où un nouveau concept de culture peut trouver sa place. La campagne pour la production et la productivité par exemple, devrait être un lieu de confluence, où culture et économie cesseraient d'être des territoires autonomes. La réalisation de cette campagne permet tout d'abord d'établir un nouveau concept de production, de productivité et d'efficacité, qui rompe avec le concept patronal que manie la technocratie moderniste, un concept de rendement qui s'éloigne du contexte de la plus-value capitaliste, et par ailleurs cette campagne est susceptible de fomenter la création de nouvelles formes d'expression plastique liées à la tâche concrète de la construction de l'économie socialiste, qu'il s'agisse de brochures, de films, d'affiches, etc. Ce qu'il faut, c'est permettre que l'art combine la délectation et la jouissance avec la mobilisation permanente des masses. De nombreuses aires de recherche s'ouvrent dans cette perspective, depuis

celle qui est inspirée par la nécessité de re-orienter les habitudes de consommation de la population, — de créer un consommateur qui aspire aux biens que l'accumulation socialiste peut offrir — jusqu'à celles qui se proposent d'introduire un nouveau concept d'art dans la production industrielle. Notons que sur ce point précis, il s'agit, une fois mises à nu les deux lignes fondamentales de l'orientation de l'art contemporain dans les sociétés capitalistes, de combattre aussi bien l'une que l'autre. D'une part, la ligne d'avant-garde, qui produit pour un public chaque fois plus restreint, qui se recrute toujours davantage dans la sphère des initiés. D'autre part, la ligne qui dénote une tendance à coloniser le contexte quotidien au moyen de sous-produits qui interprètent et vulgarisent certains aspects de la culture élitaire. Lorsque des représentants de cette avant-garde cherchent à rendre familière leur expression créatrice, se manifeste la médiation du système qui assimile cet effort à son profit et en châtre en quelque sorte la dynamique.

Récupération d'une culture

La culture socialiste ne s'élabore pas dans un laboratoire ou dans un micro-univers, à partir de l'imagination. Le processus de formation d'une culture est dialectique, il est à la fois la négation de la culture antérieure, son dépassement et aussi sa récupération. Il ne faut pas oublier que la classe qui fait la révolution est une classe qui a reçu les éléments de sa révolte d'une société bourgeoise. La bourgeoisie, comme nous l'avons déjà dit, présente sa culture comme la phase définitive — et en ce sens intangible — d'un processus de dépassement de la féodalité et prétend cristalliser toutes les valeurs de l'humanisme.

« La culture prolétarienne ne surgit pas on ne sait d'où, elle n'est pas l'invention d'hommes qui se disent spécialistes en la matière. Pure sottise que tout cela. La culture prolétarienne doit être le développement logique de la somme de connaissances que l'humanité a accumulées, sous le joug de la société capitaliste, de la société des propriétaires fonciers et des bureaucrates. Tous ces chemins et tous ces sentiers ont mené et continuent de mener à la culture prolétarienne, de même que l'économie politique, repensée par Marx, nous a montré à quoi doit aboutir la société humaine, nous a indiqué le passage à la lutte des classes, au départ de la révolution prolétarienne... » (42).

(42) V.I. Lénine, « Les tâches des unions de la jeunesse », *Culture et révolution culturelle*, op. cit. p. 121.

« Le marxisme a acquis une importance historique en tant qu'idéologie du prolétariat révolutionnaire du fait que, loin de rejeter les plus grandes conquêtes de l'époque bourgeoise, il a — bien au contraire — assimilé et repensé tout ce qu'il y avait de précieux dans la pensée et la culture humaines plus de deux fois millénaires » (43).

C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre la nécessité de ménager l'accès du peuple à un ensemble d'œuvres, littéraires ou autres. Cependant pour ne pas tomber dans la version bourgeoise de la politique culturelle, il faut planifier la sélection et la distribution des œuvres, et prévoir une infrastructure de réception qui leur permette de pénétrer effectivement et d'être comprises et assimilées. Il ne suffit pas par exemple, de lancer des éditions populaires « de poche ». N'oublions pas que le système capitaliste a pu inventer le *pocket book*. Pour que le livre devienne occasion d'accumulation de culture, il doit suivre ce même circuit critique auquel on veut soumettre précisément le message du nouveau moyen de communication de masse. La critique littéraire et la critique d'art auxquelles nous a habitués la société bourgeoise se trouvent dès cet instant dépouillées de leur caractère d'exclusivité et de leur fonction monopolisatrice de l'interprétation de l'œuvre, une critique qui fait et défait, selon les caprices des intérêts d'une classe.

L'HOMME MOBILISE

L'image de l'homme nouveau se profile derrière cette proposition d'un nouveau moyen de communication. Un homme concret et pas une vague référence pseudo-mystique, une consigne de la rhétorique prétendument révolutionnaire.

L'homme fragmenté de la bourgeoisie

En analysant au passage le concept de nouvelle dont fait usage la bourgeoisie nous avons pu voir à quel point l'organe d'information libéral est régi par un profil de récepteur déterminé : un homme isolé, individuel, qui se désolidarise de ses camarades de classe et se retranche de l'histoire ; un homme, objet d'une histoire conçue dans une dimension linéaire ; un homme, enfin qui vit l'ordre particulier d'une classe comme s'il s'agissait d'un ordre universel.

(43) V. I. Lénine, « De la culture prolétarienne », *Culture et révolution culturelle*, op. cit. p. 139.

Cette notion se transpose dans la nouvelle, et l'image de l'acteur du fait qui est relaté est fidèle à cette même image de l'homme coupé de sa classe. Les mécanismes que nous avons souvent dénoncés dans la presse libérale chilienne ne font que mettre en œuvre cette image d'homme a-historique, et s'articulent sur le fameux fonds d'arguments du psychologisme. Base des stratégies de récupération auxquelles recourt la presse bourgeoise, le modèle psychologue (modèle qui interprète les phénomènes et les processus sociaux à l'aide de lois psychologiques) parvient à couper le phénomène de la lutte contre le système, de la réalité socialement définie et, l'amenant sur le terrain des conflits de personnalité, ravale ce phénomène au rang de produit d'une déviation de la psychologie individuelle ou au rang de manifestation d'états psychopathiques d'un groupe déterminé. (Nous n'avons pas l'intention de démontrer à quel point ce modèle a contaminé l'expression idéologique de certains journaux de gauche qui circulent dans notre milieu). C'est ainsi par exemple que la violence politique des ennemis du système est expliquée comme étant l'expression d'un état pathologique des acteurs, ou est ramenée à un débordement du subconscient, et que l'origine des révolutions est recherchée dans l'ambition personnelle de leurs leaders. Nous avons démontré, dans une autre occasion, que le moralisme, auquel la presse créole fait aussi constamment appel qu'au psychologisme n'est que l'expression vulgaire de ce dernier, sa variante commune et courante. Quand il explique par exemple les déficiences d'une société par les défauts personnels des politiciens et autres hommes-clefs (manque d'austérité, d'autorité et de fermeté surtout) le moralisme vulgarise l'explication psychologique de la crise institutionnelle et accomplit le même travail d'évacuation des structures sociales. Le système demeure indemne, puisque le mal est isolé sur des individus et que seul un individu qui exhibe un programme de « rectification morale » peut y porter remède.

Pour la presse libérale, parler de l'homme c'est parler de son individualisme, de ses problèmes privés et personnels, c'est l'envisager comme être social uniquement dans la mesure où il accepte comme principe d'intégration à la société la loi de la compétition qui l'érige en ennemi du reste de la communauté, et réciproquement. La libération de l'homme que propose la bourgeoisie ne se fait qu'au prix de la non-libération des autres. (Œil pour œil, c'est la règle, il est bien bête celui qui compte sur l'exception. Dans son système, être humain, voilà l'exception », B. Brecht, dans la *Règle et l'exception*). Son concept d'individu est

à la base de son but de désorganisation idéologique des classes opprimées (44). De même que ces individus abstraits que la bourgeoisie désigne sous le nom euphémique de citoyens sont des atomes isolés dans un ensemble étatique, qui ne peuvent capter que la relation pseudo-démocratique qu'ils ont avec l'Etat est une relation abstraite qui cache le caractère d'instrument de la domination de toutes les institutions de l'Etat de classe ; de même les récepteurs, à travers tous les mécanismes du modèle normatif individualiste, sont soumis à l'illusion de la communication. Dans le fétichisme de la communication réside précisément la mystification suprême de cet appareil idéologique de l'Etat bourgeois, qui fait constamment usage de la terminologie de « la communication » sans jamais lui permettre de se réaliser concrètement. Même proposition, même déviation, à propos de « l'information ». Nous entrons dans la spirale de la fausse conscience et dans la rhétorique de la domination.

Socialiser l'homme

Pour reprendre la question que nous posions au début du paragraphe précédent, il s'agit à présent de définir les éléments qui pourraient configurer le concept d'homme nouveau. Il faut opposer à cette image naturalisée d'un homme pseudo-universel, redondant, solitaire dans une société émiettée, le concept de l'être humain comme convergence de tous les rapports sociaux, comme être social déterminé par un système, et porteur de ses contradictions, un homme qui refuse de continuer à se définir comme séparé des conflits que vit la collectivité et se refuse à s'enfermer dans sa personnalité et sa liberté « bourgeoise ». Il s'agit de socialiser l'homme en socialisant tous ses réflexes, c'est-à-dire en le faisant parvenir à la conscience que la création d'une nouvelle société le concerne lui aussi. Socialiser l'homme signifie aussi conférer une autre signification, un autre sens à tous les domaines dans lesquels se déroule son activité concrète, à tous les objets qui peuplent son environnement ; domaines et objets auxquels correspondent des réflexes, des attitudes, dont la bourgeoisie a

(44) Comme le dit Marx, dans *La question juive* : « l'homme tel qu'il est, membre de la société bourgeoise, est considéré comme l'homme proprement dit, l'homme par opposition au citoyen, parce que c'est l'homme dans son existence immédiate, sensible et individuelle, tandis que l'homme politique n'est que l'homme abstrait, artificiel, l'homme en tant que personne allégorique, morale. L'homme véritable, on ne le reconnaît d'abord que sous la forme de l'individu égoïste, et l'homme réel sous la forme du citoyen abstrait », Paris, Collection 10/18, p. 44.

fait des espaces neutres, dépolitisés, extra-sociaux, pour préserver son système de domination, et permettre la reproduction la plus quotidienne et intime possible de l'adhésion du dominé à ce système de domination. Le réveil de l'homme nouveau peut parfaitement coïncider avec la rébellion contre l'environnement et le fait de revendiquer ce dernier comme l'une des sphères où opérer le changement, où promouvoir un nouvel état des êtres et des choses. Cette idée est si peu utopique que celui qui nous l'a donnée est un indien mapuche de 25 ans, dirigeant du syndicat d'une exploitation agricole du Sud, récemment expropriée et livrée aux paysans. Il s'exprima en ces termes : « Ecoute. Je te reçois dans mon living, parce que mon living est propre. Derrière cette cloison, il y a la cuisine. Dans le living, on peut se faire des illusions sur les conditions dans lesquelles je vis avec ma famille. Mais la cuisine révèle la manière dont nous vivons. A mon avis il ne devrait pas exister de séparation entre la cuisine et le living, où on reçoit seulement les visites. En entrant dans la maison, tu devrais sentir qui nous sommes, comment nous vivons. C'est cela que j'entends par homme nouveau. Nous avons décidé avec les camarades d'engager avec notre argent un camarade architecte qui vivra deux mois avec nous pour que nous trouvions un nouveau système d'arrangement des maisons et des autres lieux de réunion de la communauté. Nous ne voulons plus de cette séparation artificielle entre la cuisine et le living, ni non plus de maisons tellement éloignées les unes des autres ». Cet exemple nous permet d'insinuer le caractère englobant que doit revêtir l'apparition de l'homme nouveau qui revendique son individualité comme une individualité sociale dans tous les aspects de son activité. Ceci suppose non seulement de nouveaux modes de travail, de production et de distribution, mais encore de nouvelles façons de sentir, de penser et de vivre. « Dans la société bourgeoise, écrivaient Marx et Engels dans le *Manifeste*, le capital est indépendant et personnel, alors que l'individu qui produit n'a ni indépendance, ni personnalité. Or, l'abolition de cet ordre, la bourgeoisie la désigne comme la fin de la personnalité et de la liberté. Elle ne se trompe pas ! Il s'agit bien en effet de supprimer la personnalité, l'indépendance et la liberté bourgeoise ». Quelles conséquences ce pré-supposé a-t-il sur la formation du nouveau moyen de communication de masse ?

1. Rappelons que c'est la rupture de la dimension autoritaire et verticale du processus de communication (et la participation corrélatrice des masses à la création des messages destinés à instaurer et à promouvoir un nouveau concept de culture)

qui constitue le point fondamental, inévitable, du projet de construction d'un nouveau message pour un nouvel homme.

2. L'apparition de l'homme nouveau oblige à mettre en question tous les concepts qui président à la transmission des messages de tout type, depuis la nouvelle jusqu'à la série télévisée, par exemple. Comme nous l'avons, à l'excès, souligné, l'information se limite, d'après le concept bourgeois, à livrer l'événement à l'individu isolé, lui offrant ainsi une vision fragmentaire de la réalité.

L'information destinée à l'homme social doit apporter une image du monde. C'est le principe qui fonde le projet de création de cellules d'information articulées sur les organisations de masses, où seraient soumises à la discussion les informations livrées par les journaux de la classe dominante. Cette discussion qui permet de découvrir l'axe implicite autour duquel s'organisent les nouvelles, fait affleurer l'ordre ou la rationalité de la domination qui est sous-jacent à l'apparente anarchie informative. Elle permet d'incorporer la nouvelle à un processus d'accumulation de connaissance, et, source de conscience qu'elle est, elle sert à mobiliser les masses. La structuration des nouvelles autour d'un axe, qui est celui qui déterminent les conditions de la lutte de classe, contribue à créer, dans la conscience des masses, une forme de pensée qui correspond à un style de vie cohérent. Cette zone d'action est d'une importance capitale, puisque subsistent dans la société chilienne les moyens de communication de masse bourgeois auxquels la classe ouvrière continue à être quotidiennement soumise ; moyens qui actualisent tous les jours l'institutionnalité dans laquelle baigne cette classe et que, dans sa volonté révolutionnaire, elle se propose de vaincre.

Le projet de redéfinition de l'information s'affronte à une seconde exigence : celle d'installer un nouveau concept de nouvelle dans les organes d'informations tributaires de la gauche. Ces moyens doivent progressivement donner aux masses une vision globale du processus qui se déroule. Rappelons la nécessité de se centrer sur les protagonistes de ce processus pour parvenir à cette vision globale et cohérente. Ce n'est que de cette manière que la nouvelle exprimera la confluence des rapports sociaux, le point de vue de classe du prolétariat.

3. Revenons sur l'opposition entre travail et distraction ou loisir. Une règle de l'organisation du loisir dans la société bourgeoise est que la distraction ne doit rien contenir de ce que

contient le travail. « Dans l'intérêt de la production, les distractions sont condamnées à la non-production ». Dans le sens strict comme dans le sens large, elles ne font que participer à la création de la plus-value. Le moyen de communication de masse, dans sa fonction de remplir les moments de loisir, consomme et consomme l'activité du récepteur mais ne l'éveille pas : en d'autres termes, le plaisir et l'éducation sont en général incompatibles. Pour réconcilier les deux propos, il est nécessaire de modifier l'image d'homme, implicite dans la communication manipulatrice, et dans cette perspective substituer l'homme supposé connu par l'homme objet d'examen critique, l'homme intransformable par l'homme transformable, doué de capacité d'action sur le monde, l'homme statique par l'homme envisagé comme processus. Pour reprendre la problématique brechtienne, il convient de se demander si la forme dramatique est compatible avec le nouveau but de motiver le public que doit assumer le spectacle. En effet, si nous caractérisons cette forme dramatique par sa progression linéaire, par le fait que l'intérêt du spectateur soit accaparé par le dénouement, englué dans l'action, nous voyons qu'elle contredit point par point la forme qui doit prévaloir dans le spectacle nouveau et que Brecht a définie comme devant satisfaire aux exigences suivantes : une progression circulaire, un spectateur dont l'intérêt est accaparé par le développement, dont l'attitude est critique, un spectateur qui n'est pas subjugué mais qui juge et qui étudie, dont les sentiments s'élançant vers la connaissance. Ces principes de base peuvent et doivent servir de points de référence permanents pour la construction de n'importe quel message, sans distinction de genres ou de formats. C'est seulement à cette condition que sera présent dans les moyens de communication de masse de la gauche, un homme social, doué d'un rôle historique, dont les conflits ne se déterminent pas en termes psychologues, mais en fonction d'une activité collective, un homme en qui se fond d'une manière particulière le général et le singulier.

LA CULTURE MILITANTE, CULTURE QUOTIDIENNE DE TRANSITION

Une articulation difficile

Nous sommes tous d'accord pour sourire de cette interprétation ingénue et simpliste de la théorie marxiste de la relation entre la base économique et la superstructure idéologique, qui expliquait l'œuvre de Mickiewicz, « Les ancêtres », par l'augmenta-

tion des prix du blé en Lituanie (45). Nous avons tous l'air de reconnaître la complexité des mécanismes de l'inter-action entre l'infrastructure et les facteurs superstructurels et d'admettre avec Engels que l'application de la théorie marxiste à une époque déterminée de l'histoire ne se résoud pas avec la même facilité qu'une équation au premier degré.

Les problèmes et les polémiques surgissent quand on essaie de préciser le sens de l'inter-action entre les deux composants et de démêler l'enchevêtrement de leurs relations. C'est là qu'on pénètre sur un terrain particulièrement fertile en précisions conceptuelles, mais beaucoup plus pauvre en orientations pratiques qui permettraient de déterminer quelques principes pour établir les lignes d'un changement culturel révolutionnaire. A ce moment surgissent les partisans de la vision mécaniste qui jettent le discrédit sur l'expérience de pays, en plein processus de construction du socialisme, qui, cherchant à modifier les rapports sociaux avant d'avoir suffisamment développé les forces productives, osent faire avancer massivement les consciences au-delà des bases réelles de la vie sociale. La discussion devient encore plus vive quand il s'agit de déterminer quand ce degré de développement devient *suffisant* pour autoriser le saut de la superstructure et pour faire en sorte qu'il ne se produise pas dans le vide. Polémiques et anathèmes qui, escamotant la complexité de la réalité de la lutte des classes dans la période de transition au socialisme, ne tiennent pas compte du fait que ces expériences qui souvent paient les erreurs et les vicissitudes du passé et cherchent à y remédier, mettent en même temps à nu le nœud gordien de toute révolution socialiste.

Nous pouvons nous demander si l'adhésion à la théorie mécaniste — et donc antidialectique — du changement superstructurel n'est pas précisément à la base de toutes les déviations du processus révolutionnaire. La relation entre les deux composants est dialectique et, en ce sens, il serait « plus adéquat de parler de causes « objectives » (qui sont nombreuses) et de se demander si la superstructure avec toutes ses formes et ses dogmes figés, n'a pas freiné et ne continue pas à freiner la base et si certains changements ne sont pas nécessaires dans la superstructure pour permettre à la base de progresser » (46).

(45) Cité par A. Schaff, *Le marxisme et l'individu*, Paris, Armand Colin.

(46) E. Fischer, *A la recherche de la réalité*, op. cit., p. 69.

Aux antipodes de la vision mécaniste se dressent les positions et les politiques qui rompent avec les « idéologies de l'ordre » et qui proclament que « la démocratie n'est pas une fin mais un moyen pour atteindre la démocratie ». « Mettre en premier lieu le « oser » et mobiliser audacieusement les masses ». « On ne peut qu'adopter la méthode de laisser les masses se libérer elles-mêmes et non celle de gouverner toutes les affaires en leur nom. Il faut faire confiance aux masses, s'appuyer sur elles et respecter leur initiative. Il faut se défaire de la « crainte ». On ne doit pas craindre que se produisent des cas de désordre ». « La grande révolution culturelle prolétarienne a pour objectif de rendre plus révolutionnaire la conscience de l'homme, ce qui permettra d'obtenir de meilleurs résultats, plus nombreux, plus rapides, et plus économiques dans tous les domaines où s'effectue notre travail. Si les masses populaires sont pleinement mobilisées et si on procède aux ajustements qu'il faut, il est possible de mener à bien tant la révolution culturelle que la production, sans qu'elles ne soient affectées ni l'une ni l'autre et garantir une qualité élevée dans notre travail. La grande révolution culturelle prolétarienne est une force motrice puissante pour le développement des forces productives sociales dans notre pays. Tout point de vue qui oppose la grande révolution culturelle au développement de la production est incorrect » (47).

Soulignons — sans entrer dans les détails — que la discussion sur l'importance et l'influence des facteurs superstructurels atterrit forcément sur le fait concret de la mobilisation des masses et le rythme selon lequel doit se dérouler ce processus de participation consciente et directe. Toute position qui tend à écarter la question de la nouvelle culture ou de la révolution culturelle, du champ de ces dilemmes, champ incertain, mouvant, s'il en est (quand on fuit le dogmatisme), l'écarte de ce fait du champ des besoins de la révolution toute entière.

Créer une nouvelle culture signifie avant tout libérer la parole des masses. Ce processus de récupération de la parole — si on veut éviter qu'il reste sur le plan de la rhétorique et donc du populisme — implique que les masses puissent exprimer leur pratique en construisant un système de nouveaux rapports sociaux; que cette expression arrive à déterminer la nouvelle période historique et à configurer une nouvelle vie. C'est la raison pour la-

(47) *Documents sur la révolution culturelle chinoise*, Pékin, Editions en langues étrangères.

quelle nous pouvons caractériser cette culture, dans ses différents aspects, de *culture militante*, par opposition à la culture passive et contemplative, achevée et manipulatrice du régime capitaliste où les masses consomment et reformulent les valeurs de la classe dominante, dans leurs pratiques spécifiques. Une culture militante, non pas dans le sens de cet enrégimentement strict où l'entend la bourgeoisie, mais une culture qui se propose et s'efforce de surmonter la séparation, propre à la bourgeoisie, entre *culture et travail*, entre *culture et politique* et qui restitue à la politique toute sa dimension dans la lutte des classes, touche tous les niveaux et engage toutes les instances de la vie individuelle et collective (48). Une culture qui implique donc la redéfinition de la notion de politique et par conséquent, de la pratique qui y correspond. Mobilisation — pouvoir populaire — conscience — nouvelle culture : tels sont les termes sur lesquels s'articule le changement superstructurel où la conscience aide à faire avancer l'état des forces productives et vice-versa.

Le double processus de conscience

« Pour plus brutales et matérielles que soient en général, dans les cas particuliers — écrivait Lukacs — les mesures coercitives de la société, il n'empêche que le pouvoir de toute société est essentiellement un pouvoir spirituel, dont seule la connaissance peut nous libérer. Mais pas une connaissance simplement abstraite ou purement cérébrale (beaucoup de socialistes possèdent

(48) « Mais comment comprendre la politique ? » écrivait Lénine. « Si l'on prend ce mot dans son acception ancienne, on peut commettre une grave erreur. La politique, c'est la lutte entre les classes : la politique, c'est le comportement du prolétariat en lutte pour sa libération, contre la bourgeoisie mondiale. Dans la conception bourgeoise du monde, la politique était comme détachée de l'économie. La bourgeoisie disait : paysans, travaillez pour pouvoir subsister, ouvriers, travaillez pour acquérir sur le marché ce qui est indispensable pour vivre, mais ce sont vos patrons qui s'occupent de la politique économique. Mais il ne doit pas en être ainsi, la politique doit être l'affaire du peuple, l'affaire du prolétariat ». Tout cela, Lénine l'écrivait à propos de l'enseignement : « Nous ne pouvons manquer de poser ouvertement la question, en affirmant publiquement, contrairement au mensonge d'autrefois, que l'enseignement ne peut qu'être lié à la politique [...]. En un tel moment, nous devons défendre l'édification révolutionnaire, combattre la bourgeoisie par les armes, et encore davantage sur le plan idéologique, par l'éducation, afin que les habitudes, les usages et les convictions que la classe ouvrière a acquises durant des dizaines d'années de lutttes pour sa liberté politique, afin que l'ensemble de ces habitudes, coutumes et idées deviennent les moyens d'éducation de tous les travailleurs ; et c'est le prolétariat qui doit résoudre la question des moyens à employer ». (V. I. Lénine, « Discours à la Conférence de Russie des directions de l'enseignement politique auprès des sections de province et de district de l'instruction publique, 3 nov. 1920 », *Culture et révolution culturelle*, pp. 146-153-154.

cette connaissance), mais une connaissance faite de chair et de sang, c'est-à-dire, selon l'expression de Marx, une activité critico-pratique » (49).

1. Nous touchons ici le premier élément d'une mobilisation révolutionnaire fondée sur un double processus, intellectualisation et prolétarianisation. Ce n'est cependant pas sans quelque réticence que nous employons ces expressions de prolétarianisation des « maîtres » du savoir, de l'art et de la technique, et d'intellectualisation du prolétariat. En effet les connotations habituelles qu'ont ces termes vont en sens contraire du processus qu'ils devraient sous-entendre. Tout d'abord, prolétarianisation paraît indiquer ou impliquer un phénomène de nivellement, sans que l'on sache à quel niveau il doit se produire. Pour éviter de tomber dans le populisme, il faut élucider ce premier aspect. En second lieu, le terme d'intellectualisation renvoie inévitablement aux concepts de savoir et de théorie au moyen desquels la bourgeoisie a manipulé aussi bien les intellectuels que le prolétariat. Une fois cela dit, nous pouvons commencer à entrer dans le détail des exigences que comporte ce double processus d'élévation de la conscience, dans lequel les deux parties s'éduquent mutuellement. Lénine est implacable quand il réclame de ne pas admettre pour norme de niveler à partir d'en bas.

« Dans un journal qui serait l'organe du Parti, il y aura des articles que l'ouvrier moyen ne comprendra pas, ou des questions théoriques et pratiques complexes qu'il ne saisira pas complètement. Il ne s'ensuit nullement que le journal doive s'abaisser jusqu'au niveau de la masse de ses lecteurs. Au contraire il se doit précisément d'élever leur niveau et de contribuer à former dans la couche des ouvriers moyens, des ouvriers d'avant-garde. Absorbés par l'activité pratique locale, s'intéressant par-dessus tout à la chronique du mouvement ouvrier et aux questions immédiates relevant de l'agitation, ces ouvriers doivent rattacher à chacun de leurs actes l'idée de l'ensemble du mouvement ouvrier russe, de sa mission historique, du but final du socialisme, et c'est pourquoi le journal dont les ouvriers moyens forment le gros des lecteurs doit absolument rattacher à chaque question locale et étroite le socialisme et la lutte politique.

Enfin, après la couche moyenne, vient la masse des couches inférieures du prolétariat. Il est très possible que le journal socia-

(49) G. Lukacs, « Legalidad e ilegalidad », *Teoría marxista del partido político*, Córdoba, Argentina, Cuadernos de Pasado y Presente, 1969.

liste leur soit entièrement ou presque entièrement inaccessible [...] mais il serait absurde d'en inférer que le journal doive s'adapter au niveau le plus bas possible des ouvriers. Il en résulte seulement que, pour agir sur ces couches, il faut d'autres moyens d'agitation et de propagande : des brochures très populaires, l'agitation orale... » (50).

Comme nous le voyons, il s'agit d'un travail diversifié qui sélectionne au départ des dénominateurs, dans le but de permettre aux diverses couches des masses populaires d'accéder à un plus haut degré de conscience critique, progressivement. Le dénominateur commun que fixe la bourgeoisie à travers sa fausse démocratisation ne peut servir de mesure pour établir le rythme selon lequel élever la conscience des masses. Même position chez Lounatcharski qui discrédite sans embages l'attitude iconoclaste qui s'explique par l'ignorance.

« Si quelqu'un s'approche d'une œuvre d'art en disant : « Je ne la comprends pas, donc elle ne vaut rien », à qui sera la faute ? à l'œuvre d'art ou à celui qui aura dit ces mots ? Peut-être d'ici dix ans, regrettera-t-il d'avoir mis en pièces des œuvres d'art quand il n'était pas encore en mesure de les comprendre. Nous pouvons dire aussi : si des prolétaires — manœuvres ou paysans moyens, à moitié ignorants — trouvaient *Le Capital* de Marx, ils n'y comprendraient rien. Cela est inévitable, même lorsqu'il s'agit d'un condensé de sagesse prolétarienne, du plus grand livre prolétarien qui ait jamais été écrit, mais écrit pour un niveau élevé de compréhension, et il est nécessaire de divulguer ce livre, en compilant un fac-similé de la Mécanique récréative de Dickstein, pour le rendre plus accessible.

Evidemment, cela se rapporte également à l'art. Si Vladimir Ilitch mettait en garde contre la morgue communiste, nous devons nous rappeler que c'est justement dans ce domaine que celle-ci peut se manifester le plus facilement. Une personne qui ne comprend pas la musique symphonique, qui n'est jamais allée dans un théâtre sérieux, n'a jamais examiné attentivement un tableau, peut se tromper en exprimant des jugements absurdes mais si le prolétariat apprend à connaître ces choses-là à fond et ensuite estime inadaptées quelques-unes d'entre elles, il a pleinement le droit de le faire » (51).

(50) V. I. Lénine, « Un mouvement rétrograde dans la social-démocratie russe », *Lénine et la presse*, op. cit., pp. 33-34.

(51) A. V. Lounatcharski, « les bases de la politique théâtrale du pouvoir soviétique », *Partisans*, Paris, n° 47, avril-mai 1969, pp. 137-138.

On ne tient pas compte en général de ces observations, pour banales qu'elles paraissent, et maintes formes subreptices de populisme en profitent pour se répandre. On vérifie cela aussi bien auprès du spectateur d'hier qui du jour au lendemain veut assumer son rôle d'émetteur qu'auprès de l'émetteur d'hier qui brûle aujourd'hui de transmettre « la réalité du peuple ». Car le spontanisme est polymorphe. Il se manifeste dans les thèmes que les représentants d'une classe sélectionnent pour les distribuer aux autres classes ; et c'est encore lui que l'on retrouve quand il s'agit de fixer le rythme et les modalités de la participation des masses à la création des messages. Donnons des exemples. Une des manifestations les plus notoires de l'attitude populiste — un groupe s'approprie la représentation du prolétariat — est peut-être celle qui consiste à supposer que les masses peuvent arriver à créer leurs messages en se contentant d'improviser. Cette attitude traduit une approche inorganique des masses et manifeste qu'il les considère en définitive comme la matière première de la reformulation du moyen de communication, ou de façon plus générale, comme un nouveau terrain d'inspiration sur lequel un groupe d'émetteurs vient quêter ses sources d'expression et à partir duquel il prétend élaborer ce que doit être, à son avis, la nouvelle culture des prolétaires. Cela sous-entend que les masses possèdent la faculté naturelle d'exprimer spontanément toute l'expérience vécue, toute l'idéologie de l'exploitation et de l'oppression, en la redressant, en la remettant « tête en haut » pour adapter l'expression de Marx. Or, dans la réalité, les résultats de telles expériences indiquent qu'elles sont incapables de démasquer le fétichisme qui imbibe toute la société ; elles se contentent de laisser affleurer la mentalité petite-bourgeoise qui les inspire, offrant au public le spectacle moralisant des tares et des injustices sociales. Des deux côtés, émetteur et récepteur, le contenu social qui transparait à travers cette réalité dépeinte est tamisé par la vision subjective et en cela un préjudice direct est porté à la relation dialectique qui doit exister entre la vision subjective de l'individu et les facteurs objectifs, c'est-à-dire la réalité obscurcie par l'idéologie de la domination.

Un autre exemple de spontanisme est l'explosion de la créativité de certaines individualités qui veulent donner à leur œuvre — et pour cela elles s'adressent à l'appareil des mass-media — la divulgation que la bourgeoisie avait jusqu'à ce jour entravée. Rien de nouveau sous le soleil.

« Le centre de gravité du théâtre révolutionnaire naissant, je l'ai maintes fois répété, doit se situer dans les « studios ». Il faut créer

un nouveau type d'acteur, et cela pourrait se faire, non dans quelques années mais peut-être dans quelques mois, étant donné qu'on y travaille depuis deux ans déjà. Il faut créer un nouveau répertoire. J'ai sur la table des piles de pièces écrites par des camarades. Elles sont passables sur le plan de la propagande, mais il ne serait pas possible d'offrir à quelque théâtre de tels modèles d'un nouvel art prolétarien. Elles sont trop faibles. Il s'agit là d'expériences et d'auteurs avec lesquels il est bon d'entretenir des relations épistolaires, en prodiguant de bons conseils pour qu'ils puissent devenir des dramaturges de valeur » (52).

Cette citation n'est pas sans nous rappeler les nombreux scénarios écrits pour d'éventuels espaces de télévision ou pour des bandes dessinées, et les multiples projets de revues qui affluaient à la télévision et à la maison d'édition de l'Etat. Inspirés la plupart d'entre eux par une légitime intention révolutionnaire, ils se contentaient trop souvent malheureusement de réinterpréter le substrat idéologique qu'a affermi la domination dans toutes les classes, quand ils n'allaient pas jusqu'à confondre le nouvel art et la nouvelle culture avec le message propagandiste. Il ne s'agit cependant pas de sous-estimer ces initiatives, surtout lorsqu'elles proviennent de la classe ouvrière et que c'est la libération de la petite bourgeoisie qui a le loisir, en ce moment, de triompher en général, avec tous ses stéréotypes de classe, et qui arrive à s'imposer bien que ses trouvailles « géniales » ne soient pas toujours les plus heureuses. Mais il ne s'agit pas de passer d'un extrême à l'autre et d'adhérer à la conception de Kautsky qui préconisait l'anarchie totale dans l'art au cours de la première phase de la révolution. Et cela pour la bonne raison que c'est l'ordre d'une classe qui profite de cette anarchie.

La libération de la création culturelle des masses ne peut se faire qu'à travers un long processus : d'abord d'emmagasinement, d'accumulation de connaissances — Lénine dirait de récupération de la culture antérieure — et ensuite de formation de la conscience critique ancrée dans la pratique quotidienne des masses. C'est seulement dans cette mesure que la création culturelle ne s'exposera pas au risque de drainer des stéréotypes. Toute approche des masses et toute expression qui provienne de celles-ci — dans le cadre de leurs organisations — doivent se convertir en un acte pédagogique. C'est une longue tâche qui demande

(52) A. V. Lounatcharski, « Le théâtre et la révolution », *Partisans*, Paris, n° 47, avril-mai 1960, p. 56.

une infrastructure qui permette d'émettre des messages de façon organisée, qui requiert l'existence de cellules d'information, d'ateliers populaires et surtout la formation de correspondants ouvriers et paysans, capables d'aiguiller la classe vers la libération de son expression de classe et de se substituer aux diffuseurs traditionnels de la culture.

2. Au cours de ces processus d'élévation de conscience, surgiront sans nul doute les contradictions que l'institutionnalité bourgeoise a installées chez le dominé. Nous voulons mentionner une des plus graves, celle qui se manifeste déjà dans l'attitude anti-intellectualiste de nombreux travailleurs de la presse, de la radio, de la TV ; lesquels, malgré leur place dans la production des idées font preuve d'une réticence réelle à mettre structurellement en question leur pratique sociale dans la société capitaliste, en alléguant qu'une telle exigence ne reflète que la préoccupation de « théoriciens ». C'est là que remonte à la surface la fameuse « idéologie du journalisme » qui, malgré les apparences, réconcilie les pratiques journalistiques les plus diverses, voire les plus opposées, invoquant la neutralité de la technique journalistique. Chez les plus dynamiques (qui disent : « l'important c'est de faire des choses ! »), cette attitude débouche sur l'activisme. Ceux qui soutiennent cette position ou sont victimes de cette tendance, allèguent qu'il est temps d'agir, que la réflexion des théoriciens n'est d'aucun secours pour l'action. Ils ne font ainsi que confondre la praxis avec le pragmatisme. Ce comportement irréfléchi (et ennemi de la réflexion) pour appeler les choses par leur nom, est de fait la forme la plus courante que revêt l'idéologie bourgeoise pour déjouer l'action révolutionnaire. Elle ne fait en dernière instance que consacrer la disjonction manichéiste, introduite par la bourgeoisie entre la théorie et la pratique, abandonnant à une classe privilégiée sans relation avec les masses le soin d'élaborer la première (théorie) et laissant en partage aux masses le soin de réaliser leur pratique d'une façon mécanique et pragmatique. De fait, l'anti-intellectualisme — qui provoque une scission artificielle entre les secteurs de la petite bourgeoisie — renforce la notion bourgeoise de théorie qui empêche que la réflexion s'enracine dans le quotidien et nie la notion dialectique de théorie qu'a le marxisme. « Sans théorie, il n'y a pas de mouvement révolutionnaire ». Ceci vaut pour la reformulation des moyens de communication. Sans théorie, on laisse la porte ouverte aux mythes de l'idéologie technocratique. Idéologie présente dans toute la pratique de la communication, mais qui sévit tout particulièrement dans certains moyens dans lesquels malheureusement la techni-

que fétichisée a encore le statut d'un jouet formidable qui trouve sa fin et sa justification en soi, à travers une recherche formaliste. C'est là que se manifestent avec une virulence accrue les effets de l'attitude corporaliste qu'a inculquée le régime bourgeois. A quoi cela sert-il de contrôler les moyens de production idéologique si nous demeurons dans notre condition d'« anaphalètes de l'institutionnalité bourgeoise » ? Loin de nous faire grief à ces travailleurs des moyens de communication, de leur attitude anti-intellectuelle ; ce sont dans une grande mesure les intellectuels, réfugiés dans l'académisme, qui sont responsables du surgissement et de la persistance d'une telle attitude stéréotypée. Pour paraphraser les affirmations de Marx et Engels dans l'*Idéologie allemande* : les idées « pures » du travail intellectuel coupé du travail manuel, sont la « conscience de la pratique existante ». Or, dans la société capitaliste, cette pratique est précisément une pratique abstraite. Il serait par ailleurs trop long de faire l'inventaire, de dénombrer, de rechercher tous les composants de la psychologie du dominé qu'ont engendrés la faible possibilité de monter dans l'échelle sociale, la séparation des tâches et la concentration du savoir académique dans les amphithéâtres universitaires. Ce sont des éléments, des conditionnants, que nous recevons d'une société et avec lesquels il nous faut compter. Il ne sert à rien d'adopter une attitude psychologue et de faire grief à l'un ou à l'autre de ses défauts. C'est la structure, la division de la conscience en chacun de nous, qu'il faut dénoncer. Cet héritage est d'autant plus lourd que la catégorie sociale à laquelle on se réfère a frôlé de plus près l'université sans pouvoir y entrer, à cause de facteurs structurels. Et le fossé entre « intellectuels » et ouvriers est parfois moins grand, malgré des registres sémantiques opposés, que celui qui sépare les diverses catégories de la même petite bourgeoisie.

Un changement radical dans la culture et dans la communication de masse passe nécessairement par la « conscientisation » des travailleurs en même temps que par leur participation à tous les niveaux de la création des messages (qu'il s'agisse de la presse, de la radio, de la télévision ou du cinéma). Etudier chaque fois plus doit devenir la consigne, pour surmonter la conception implicite qui a jusqu'à ce jour aliéné aussi bien le travailleur que le message. Il faut souligner que l'étude volontaire a autant d'importance que le travail volontaire. Non pas une étude livresque qui « oblige les gens à assimiler une foule de connaissances inutiles, superflues, sans vie, qui encombrant le cerveau et transforment la jeune génération en bureaucrates construits sur le même

modèle » (53), mais bien plutôt une étude qui enrachine la connaissance dans une nouvelle pratique sociale, qui retire aux universités le monopole de la conscience critique et propulse les intellectuels dans le mouvement de libération du prolétariat.

« Pour rénover notre appareil d'Etat, nous devons à tout prix nous assigner la tâche que voici : premièrement nous instruire ; deuxièmement nous instruire encore ; troisièmement nous instruire toujours. Ensuite avoir soin que le savoir ne reste pas chez nous lettre morte ou une phrase à la mode (ce qui, avouons-le, nous arrive bien souvent) ; que le savoir pénètre vraiment dans l'esprit, devienne partie intégrante de notre vie, pleinement et effectivement » (54).

Cela, Lénine l'écrivait dans un de ses derniers articles *Mieux vaut moins mais mieux*, pour attaquer les formes bureaucratiques ; il l'écrivait après avoir rappelé : « Si je pose ici la question de la culture, c'est parce qu'on ne doit considérer comme acquit en ces domaines que ce qui est entré dans la culture, dans la vie quotidienne, dans les coutumes ». L'impératif de l'étude acquiert de l'importance tant pour élever le niveau formel technique des travailleurs de la communication qui, à cause de leur condition d'auto-didactes, n'ont pas eu l'occasion d'approfondir les éléments nécessaires pour pouvoir mieux dominer leur chronique, leur caméra, que pour élever leur degré de conscience politique. On n'insistera jamais assez sur les carences techniques dont souffrent beaucoup de travailleurs de la communication. Et cette carence est encore plus cruciale quand on aborde la nécessité de chercher de nouvelles formes expressives.

L'exigence primordiale, celle de la création de l'homme nouveau, homme conçu comme processus, requiert l'insertion de l'homme dans un processus permanent de connaissance, une praxis qui ne connaît pas de fin. Et cette nécessité concerne autant le prolétariat que l'intelligentsia. A ce point de vue, nous ne pouvons souscrire au mythe petit-bourgeois selon lequel la redéfinition de la pratique scientifique ne peut s'opérer qu'en lançant l'intellectuel dans le travail manuel. Combien de représentants du populisme ne profitent-ils pas de cet argument pour excuser leur tendance bureaucratique et éviter de questionner réellement leur propre

(53) V. I. Lénine, « La tâche des unions de jeunesse », *Culture et révolution culturelle*, op. cit., p. 119.

(54) V. I. Lénine, « Mieux vaut moins mais mieux », *Culture et révolution culturelle*, pp. 205-206.

pratique ? La « pratique de la pelle et de la pioche » n'est pas nécessairement celle qui réconciliera la vie avec la science, la vie avec l'art, la vie avec la culture. Ces arguments renouent en fait indirectement avec la dichotomie bourgeoise travail/science, mais en opérant une régression, puisqu'ils cachent le second pôle, l'expulsant définitivement des zones qui font problème. La question de fond est de lutter pour que la pratique scientifique sorte de son académisme, et que l'idée fraternise avec la pratique. Ce qui signifie en fin de compte mettre à l'ordre du jour la véritable notion de théorie, qui a besoin d'être confirmée par la réalité concrète et une pratique qui la légitime. La pratique manuelle peut évidemment enseigner énormément à l'intellectuel et réparer le divorce entre le corps et l'esprit, entre les mains et la tête. L'essentiel est cependant qu'il arrive à redéfinir sa pratique scientifique en livrant aux masses les éléments de sa connaissance. C'est seulement à travers cette confrontation progressivement critique que l'intellectuel pourra, avec le prolétariat, contester et combattre la science bourgeoise et mettre le savoir au service du processus révolutionnaire. C'est seulement dans la mesure où toutes les catégories professionnelles, séparées par ces cloisons qu'a élevées la bourgeoisie, reviseront leur pratique spécifique en fonction des masses que toutes les pratiques sociales convergeront vers ce qui est l'unique pratique valable dans cette société, la pratique révolutionnaire, et que se réalisera l'interpénétration réelle de tous les groupes à travers leurs pratiques propres.

Dans une perspective d'élévation globale et mutuelle de conscience — critique et autocritique — tout lieu de travail ou de loisirs doit se transformer en un centre d'éducation et de discussion, depuis la galerie d'art jusqu'à la salle de réunion du syndicat ou le siège du Conseil Communal Paysan. Les réunions ou les séminaires entre techniciens et scientifiques qui se célèbrent à huis clos, et dans lesquels, on fait état de projets culturels avec une apparente objectivité et en se réclamant de la neutralité doivent se laisser envahir non seulement par la problématique du peuple mais encore par sa présence. C'est l'unique façon qu'ils se transforment, une fois terminés, en ces « congrès en action » pour reprendre les paroles de Fidel Castro. Tout contact des masses avec ces centres et ces manifestations culturelles doit se transformer en un double acte didactique.

Alors la bureaucratie ne limitera pas le changement à la base, en empêchant tout développement de la superstructure, et le projet culturel petit-bourgeois ne rayonnera plus comme un prophète. Le chan-

gement culturel n'est ni plus ni moins que cela. Sans cet élan — qui paraît tantôt simple et tantôt compliqué —, le consensus obtenu dans le feu d'une campagne électorale ne pourra se transformer en un consensus conscient, vécu dans la quotidienneté d'une culture, qui mobilise toutes les dimensions de l'être humain. Sans cette transmission de pouvoir spirituel, l'homme restera toujours au rang de « zoon politikon », d'animal politique qui porte dans sa personnalité la marque de la discrimination manipulatrice entre culture et politique, et la liberté continuera à être une utopie. De toutes façons le point qui permet de détecter le moment où il devient nécessaire d'opérer le virage superstructurel reste un point d'interrogation et il n'y a aucun manuel qui permette d'y répondre d'avance. Ce n'est pas par un décret que se déchainera la révolution culturelle. Elle commence avant que le prolétariat assume effectivement le pouvoir. Le premier acte de cette révolution culturelle est précisément celui qui, dans une institutionnalité adverse, libère les embryons démocratiques et socialistes de la future « nouvelle culture ». (Comme le disait Lénine à propos de la culture nationale : « Chaque culture nationale comporte des éléments, même non développés, d'une culture démocratique et socialiste, car dans chaque nation il existe une masse laborieuse et exploitée, dont les conditions de vie engendrent forcément une idéologie démocratique et socialiste » (55). Les dominés n'ont pas attendu de gagner les élections pour supplanter l'institutionnalité et la légalité bourgeoise. Leur culture quotidienne est, sous beaucoup d'aspects, une manière de les nier précisément. Justice populaire, organisation familiale authentique, autant de formes qui contiennent en germe ces éléments démocratiques qui laissent loin à la traîne les codes civils et pénaux de la classe dominante. Le processus de création et de mobilisation culturelle a besoin de s'appuyer critiqueusement sur eux pour enraciner les nouvelles formes de vie. Les paramètres uniques, on peut les découvrir dans le rythme de la lutte que livrent les masses pour faire triompher leurs intérêts. C'est un long processus d'assimilation consciente des changements que subit la base de la société. Assimilation qui permet en même temps d'anticiper les étapes qu'il reste à parcourir. Les changements introduits dans la base annoncent les nouveaux rapports sociaux de la même façon que dans la société bourgeoise le prolétariat à travers l'expérience de ses luttes préfigurait les éléments de sa nouvelle culture. C'est la raison pour laquelle le processus d'élévation de la conscience des masses à par-

(55) V. I. Lénine, « Notes critiques sur la question nationale », *Culture et révolution culturelle*, p. 38.

tir de leur propre praxis n'admet pas de retard et ne peut être remis à plus tard sous le prétexte — aberrant — que la construction de la base mérite une attention prioritaire. L'articulation est intime et ne fait que concrétiser l'impératif de Lénine : « Sans théorie, il n'y a pas de mouvement révolutionnaire ». (Bien souvent le désir de fixer un paramètre abstrait qui permette de déterminer le rythme du changement dans la superstructure n'est que l'expression d'un distancement par rapport au concept de processus qui noyautent toute la théorie de Marx). Cette articulation est d'autant plus difficile à réussir que tout processus de « conscientisation » risque d'être détourné par les groupes qui — légitimés par une certaine structure — servent dans une première étape d'intercesseurs pour les masses. C'est un processus contradictoire dans lequel précisément le médiateur révolutionnaire qui s'institue en avant-garde cherche la mort de la médiation, c'est-à-dire la négation de son propre statut. Si l'expression de révolution culturelle a pris un sens tellement sensationnaliste parfois et tellement dramatique, c'est parce que la plupart du temps, elle a du être un processus draconien de rectification de ces déviations. La question est de savoir si toute révolution culturelle doit nécessairement passer par ces vicissitudes pour effectuer le saut vers une nouvelle superstructure.

Un dernier mot sur ce sujet : la nécessité de mettre le contenu de la mobilisation en relation avec les changements qui s'effectuent dans la base, c'est-à-dire, avec la praxis des acteurs du processus révolutionnaire, exige de tenir compte du rythme inégal d'évolution des rapports sociaux de production et en général des contradictions et de la complexité propres à la période de transition où subsistent des formes et des relations mercantiles sous diverses modalités. A ce point de vue, par exemple, l'ouvrier qui travaille dans une entreprise étatisée — quoiqu'il soit encore exposé au risque de vivre des relations fétichisées — se trouve dans une position très différente de celle du petit propriétaire agricole soumis, pour un temps encore indéfini, à l'exigence de vivre un ensemble de représentations et d'aspirations propres aux rapports sociaux de la propriété individuelle privée. Si on ne prend pas en considération ces déséquilibres qui se manifestent tant au niveau de la société globale qu'au niveau de chaque strate en particulier, peuvent se former des enclaves, des poches sociales, qui ont des effets négatifs, et fomentent des déviations dans l'évolution de la formation sociale dans un sens socialiste. C'est la même perspective qui devrait être adoptée quand il s'agit de promouvoir dans toutes les aires de la production, par exemple,

les initiatives de travail volontaire collectif. Si cette mobilisation, de caractère conjoncturel, ne veut pas se limiter à n'être qu'un palliatif du changement aussi bien de la base que de la superstructure, il est nécessaire que la classe ouvrière perçoive ces initiatives comme des mesures marquées du sceau du divorce entre la forme et le contenu, qui est propre à la période de transition. On ne peut par exemple pas laisser passer inaperçu le fait que l'ouvrier d'une entreprise privée — l'exemple est extrême, mais il s'est néanmoins présenté récemment — qui fait du travail volontaire pour augmenter la production, même s'il cède son salaire au profit des œuvres sociales, produit plus, soit, mais augmente en même temps la plus-value de son patron. Ce que d'aucuns appellent la mystique de la transition n'est pas de l'optimisme béat : c'est une mystique déchirante, comme l'est tout projet de transformation sociale qui se fonde sur le concept de *processus* et tient compte de la réalité hyper-concrète de la lutte des classes dans la construction du socialisme. Il convient aussi, dans cette époque de transition, d'avoir présente à la mémoire cette maxime populaire : « Il n'y a rien d'aussi définitif que le provisoire ».

Un parti de masse

1. La problématique du pouvoir de création de l'individu dans une société où les masses ne peuvent pas encore évaluer son caractère révolutionnaire ou contre-révolutionnaire, est intimement liée à ce que nous venons de dire. C'est là tout le paradoxe du créateur dans une période de transition. D'un côté les masses dont il faut élever le niveau culturel, de l'autre, la nécessité de laisser au créateur culturel la liberté de créer, en partant du principe que, comme sa création anticipe ou préfigure la nouvelle société, elle peut fort bien entrer en conflit ou tout au moins être en désaccord tant avec le niveau atteint par les masses qu'avec le degré de développement des forces productives. Il ne s'agit certainement pas de poser ici le problème en termes régressifs — c'est-à-dire de souscrire au contre-courant implicite dans la conception libéraliste de la création — comme le font les fameux arbitres « anti-totalitaires ». Il s'agit bien plutôt de situer une nouvelle fois les termes exacts dans lesquels devrait se dérouler un débat qui reprenne une ligne de réflexion qui est présente chez les théoriciens révolutionnaires. A ce sujet Trotsky écrivait : « Evidemment, sur le terrain artistique le parti ne peut pas suivre non plus le principe libéral du *laissez faire-laissez passer*, même pas un seul jour. Le problème consiste à savoir à quel moment il faut intervenir et dans quelles limites. Et ce n'est pas un problème

aussi simple que veulent bien le croire les théoriciens de *Lef*, les apôtres de la littérature prolétaire et les critiques [...] Tout cela doit être soigneusement analysé et avec beaucoup de sens critique. Un parti qui prétend — et espérons que ce soit avec une certaine raison — à un rôle de direction idéologique ne peut laisser ces questions de côté ni passer sur elles superficiellement » (56). Lounatcharski fait un avertissement dans le même sens :

« Il faut être très prudent en ce qui concerne le critère de l'intelligible pour tous. Notre littérature journalistique, notre littérature de propagande, comportent des livres, des revues ou des journaux très compliqués, qui exigent beaucoup du lecteur, mais des ouvrages de vulgarisation élémentaire, nous en avons aussi. Nous ne devons pas adapter notre littérature aux grandes masses paysannes, ni même ouvrières, dont le niveau culturel n'est pas très élevé. Ce serait une erreur gigantesque. La tâche de l'écrivain est de dépasser « les thèses déjà élaborées de notre programme ». C'est justement dans la mesure où il défriche une terre nouvelle, où il pénètre avec son intuition dans un domaine où la logique et les statistiques ont du mal à pénétrer que l'artiste prend de la valeur. Il n'est pas facile de juger si un artiste est fidèle à la vérité ou de juger s'il est arrivé à concilier la vérité et les efforts fondamentaux du communisme et il est très possible qu'en ce domaine comme en beaucoup d'autres, seul le choc d'opinions entre critiques et lecteurs puisse donner naissance à un jugement valable » (57).

Nous sommes loin de la discussion limitée par certains secteurs de la petite bourgeoisie à l'écrivain, comme conscience critique autonome et nous entrons d'emblée dans celle qui a pour sujet la nécessité de confronter cette expression particulière au jugement des autres dépositaires de la conscience critique : les masses.

Lénine, dont certains commentateurs ont voulu réduire la vision artistique et culturelle à certaines directives émises pour le parti dans le but de créer une presse et une littérature de l'organisation dont certains purent extraire les consignes du réalisme socialiste, exhorte à restaurer l'individu dans sa « liberté de création purement individuelle de l'esprit » :

(56) L. Trotsky, « La posición del partido ante el arte », *Literatura y revolución*, Paris, Ruedo Iberico, 1969, pp. 151-152.

(57) A. V. Lounatcharski, *Die revolution und die kunst*, Dresden, Fundus Büscher, pp. 10-11 (cité par E. Fischer, op. cit., p. 155).

« Il est indubitable que l'activité littéraire est celle qui se prête le moins à un égalitarisme mécanique, à un nivellement, à une domination de la majorité sur la minorité. Dans ce domaine il est absolument nécessaire d'assurer une place plus grande à l'initiative personnelle, aux inclinations individuelles, à la pensée et à l'imagination, à la forme et au contenu » (58).

Tous ces textes font apparaître le divorce possible entre le créateur et les masses. Le pari central de la période de transition est précisément de rétablir l'homme individuel en tant que créateur et de permettre que cette création rétablisse tous les hommes dans leurs prérogatives. Une institutionnalité révolutionnaire en formation devrait assurer les mécanismes qui permettent de fixer le point d'équilibre entre les deux projets et faire en sorte que la libération de la création s'achemine vers la modification des rapports sociaux, en arrachant définitivement la production culturelle à la conception selon laquelle l'art n'est que le simple reflet de ce qui existe, et en écartant pour toujours la contre-proposition conservatrice du formalisme.

2. Il ne fait aucun doute que dans la discussion sur les médiateurs intellectuels, artistiques et techniques, est implicite la mise en question de toutes les formes de médiation. Il conviendrait d'élargir le débat et de centrer la discussion sur les formes d'organisation qui relient les masses à leur avant-garde : le parti. Ce n'est pas le but de ce travail d'analyser en profondeur cette question fondamentale pour la révolution. Mais nous ne pouvons laisser passer l'occasion sans faire quelques brèves réflexions d'ordre général.

Nous avons souligné avec emphase que ce qui caractérise le projet révolutionnaire c'est l'installation d'un nouveau concept de politique qui ne découpe plus la personnalité et l'institutionnalité en sphères régies de façon autonome. Or ce but qui consiste à supprimer l'antinomie fondamentale de la domination sociale requiert précisément que l'on combatte les schémas et les formes d'organisation qui ont rempli un rôle transcendantal quand la classe dominante limitait strictement la vie politique à l'enceinte parlementaire de la démocratie représentative. La scission artificielle

(58) V. I. Lénine, « L'organisation du parti et la littérature de parti », *Écrits sur l'art et la littérature*, Moscou, Éditions du Progrès, 1969, p. 21.

entre politique et culture n'a pas manqué de marquer profondément la conception implicite de culture que manient les « hommes politiques ». Et c'est contre cette notion qu'il faut lutter. Dans la société bourgeoise la culture est une des nombreuses divisions de l'activité sociale. Dans l'institutionnalité en vigueur, cette fragmentation se reproduit également dans l'activité des partis de gauche qui délèguent la tâche ou la préoccupation culturelle à une section déterminée douée de fonctions spécifiques. Par voie de conséquence la chose culturelle est laissée au soin de spécialistes : d'où l'augmentation considérable de l'influence de ces derniers dans le domaine culturel qui contribue à fausser bien souvent les discussions sur le thème, en les confinant dans une dimension superstructurelle.

Une discussion sur la culture qui ait un caractère révolutionnaire, passe nécessairement par une étape d'interrogation sur la relation qui fonde la possibilité de l'existence d'une nouvelle culture et de la révolution : la relation entre le parti et les masses populaires. Le peuple ne peut rester ce « prince moderne sans sceptre » (59). En ce sens, la verticalité qui caractérise en général la relation du parti avec les masses populaires semble incompatible avec le but de briser l'archétype autoritariste et « représentatif » de la culture et de la communication, et participe de ce concept qui préside à l'organisation de la communication dans la société bourgeoise. Si cette mise en question n'a pas lieu au sein des partis populaires, la culture libératrice de l'homme total restera lettre morte. Cette démarche s'avère d'autant plus urgente et décisive qu'on peut constater que même les organisations qui se sont décidément mises en marge de l'institutionnalité bourgeoise, ont également adopté ce modèle vertical, qui contraste avec le principe de l'organisation horizontale de la vraie « révolution dans la révolution » qu'on peut observer dans les mouvements politiques du type Vietcong. Tout banal que cela paraisse, la création d'une institutionnalité révolutionnaire commence par là. Sinon, la structure autoritaire récupérera toujours l'intention de faire des masses la source protagoniste du pouvoir. Si Mao a dit un jour : « Le pouvoir naît du fusil », il a également écrit : « Nous ne pouvons en aucun moment négliger la bataille contre les ennemis sans fusils ».

(59) U. Cerroni, « Para una teoría del partido político », *Teoría marxista del partido político*, Córdoba, Argentina, Cuadernos de Pasado y Presente, 1969.

Evidemment ces changements ne se feront pas par décret. La lutte des classes elle-même les mettra progressivement ou brutalement à l'ordre du jour. La nécessité d'élever le degré de conscience, d'éduquer à partir des faits mêmes de la lutte des classes pour renverser le pouvoir dominant dans tous les domaines, requerra les instruments de la « nouvelle culture » (qui comprendra, ne l'oublions pas, depuis les tâches de production et de distribution économique jusqu'à celles de la confection de messages) : *une organisation vaste des masses et une direction révolutionnaire*. C'est là que réside le grand défi que lance le pluralisme des partis qui existe au sein des forces de la gauche chilienne et qui, dans la bataille idéologique contre la bourgeoisie et l'impérialisme, peut sombrer en *sectarismes* réciproques débouchant sur des positions tactiques et stratégiques les plus opposées.

Novembre 1970 - avril 1971.

DANS LA COMMISSION
POINTS POUR UNE POLEMIQUE*

* Rapport rédigé en collaboration avec Mónica Marañón au cours des mois de janvier et février 1971 et publié à cette date au CNIL. Révisé et complété en janvier 1972.

« Nous ne sommes pas responsables du monde d'hier... mais nous sommes responsables du monde de demain »...

Fidel Castro.

Le temps qui s'est écoulé depuis que les forces de l'Unité Populaire sont au gouvernement, permet de tirer quelques conclusions et de tracer quelques perspectives qui sont susceptibles d'apporter de nouveaux éléments à la réflexion sur le problème de la transformation des moyens de communication de masse. Cet apport dépasse les frontières nationales, à l'intérieur desquelles une révolution est en train de faire ses premiers pas ; il vaut également pour les autres pays du Tiers-Monde : en effet, l'originalité qui caractérise le cas chilien par rapport à d'autres processus socialistes en matière de lutte idéologique, le prédispose à constituer un exemple d'un autre type que ceux qui ont été jusqu'à présent consacrés dans le domaine révolutionnaire. L'existence, et la vitalité de la bourgeoisie et l'impérialisme, ennemis acharnés du projet révolutionnaire, constituent un facteur déterminant, qui fait que la réalité quotidienne du Chili, malgré le feu révolutionnaire, se rapproche de celle d'autres pays du Tiers-Monde. La situation chilienne offre des exemples de résistances et d'offensives de la part de l'ennemi et permet d'apprécier la trajectoire effectuée par la gauche dans le domaine des formes et des contenus, le changement perpétré contre et dans un système qui demeure sous le contrôle d'une classe culturellement dominante. L'expérience chilienne se transforme ainsi en sujet d'observation et d'étude pour les forces de gauche qui, dans d'autres pays latino-américains, sont engagées dans une lutte idéologique contre la domination bourgeoise et impérialiste, à travers les mass media auxquels elles ont accès. Sujet d'observation qui présente deux zones principales d'intérêt : la découverte de la tactique de l'adversaire, c'est-à-dire de la faculté qu'il a d'activer les ressorts de sa culture dominante pour faire échouer ou pour récupérer les tentatives du prolétariat ; l'examen de la tactique et de la stratégie qu'adoptent les forces de gauche pour affronter idéologiquement l'ennemi et exprimer à travers les mass media le projet total de la construction socialiste.

Il est évident que, dans cette perspective, toute interrogation sur la communication de masse débouche nécessairement sur une mise en question du contenu de la *voie chilienne*. Il convient d'analyser la signification de ladite voie, de la dépouiller de son auréole mythique, de lui restituer sa réalité contradictoire et de se garder

de faire de sa spécificité une panacée qui permettrait d'assumer dans la révolution des positions de classe en fait contraires à la révolution. Peut-être arriverons-nous ainsi à apprécier les difficultés et les impasses éventuelles que recèle la *voie chilienne*, si on la comprend véritablement comme voie de transition au socialisme.

I - LA BOURGEOISIE ET L'IMPERIALISME CONSOLIDENT LEURS POSITIONS

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il convient de signaler les changements qui se sont opérés dans la répartition quantitative des moyens selon les forces politiques, au cours de cette première période, tout en évitant cependant de définir le pouvoir culturel comme la propriété plus ou moins étendue d'organes de diffusion et d'information (1). En matière journalistique, la Droite a ajouté

(1) Le panorama quantitatif couvre la situation des moyens de communication de masse jusqu'en février 1972. Au cours de 1972, et jusqu'au mois de septembre 1973, on peut dire que la répartition des moyens selon les forces politiques n'a guère changé. Pendant ces années, sur 64 journaux et 134 chaînes de radiodiffusion, seuls 10 journaux et 36 radios soutenaient le gouvernement populaire, tandis que les forces d'opposition comptaient sur 45 journaux et 82 chaînes de radiodiffusion. Le reste des journaux et des chaînes se définissait comme « indépendants ». Au cours de 1972, la maison d'édition de l'Etat lança une revue féminine, type magazine, mais au début de 1973, elle décida de fermer son hebdomadaire pour enfants, sa revue populaire d'informations et plusieurs des comics qu'elle avait essayé de reformuler. (Avec un tirage de plus de 300.000 exemplaires lorsqu'elle démarra en mars 1971, la revue hebdomadaire pour enfants ferma ses portes avec 35.000 exemplaires vendus par semaine). En mai 1972, en marge des institutions gouvernementales, un groupe appartenant au parti socialiste fonda l'unique revue — mis à part *Punto Final*, contrôlé par le MIR — d'analyse de l'actualité et de discussion politique (*Chile Hoy*) que comptaient les forces de gauche. En juin 1972, la maison de production et de distribution cinématographique de l'Etat, *Chile Films*, commença à contrôler les maisons de distribution cinématographique nord-américaines qui jusqu'alors contrôlaient à leur guise 80 % du commerce cinématographique. Le nombre moyen de téléspectateurs qui suivent assiduellement les séries de télévision nord-américaines n'a guère changé : plus de 518.000 personnes regardaient chaque émission de *Bonanza* et 422.000 la série *Mission Impossible*, produit ouvertement contre-révolutionnaire que transmettait la chaîne de télévision de l'Université Catholique du Chili. Signalons enfin la lutte des travailleurs de la chaîne de télévision de l'Université du Chili (Canal 9) qui entre janvier et août 1973, résistèrent à la décision du Conseil de l'Université qui leur ordonnait de livrer la chaîne aux forces de l'opposition (qui avaient mis la main sur l'université). Appuyés par la classe ouvrière de tout le pays, à laquelle cette chaîne accorda toujours une large audience, les travailleurs n'abandonnèrent les lieux qu'une semaine avant le Coup d'Etat suite à une provocation de la Cour d'Appel qui accorda l'appui de la force publique pour les déloger.

aux quatre journaux métropolitains qu'elle possédait, deux autres quotidiens, le Parti National en contrôle un, la démocratie-chrétienne contrôle l'autre. Chaque jour, ce bloc émet un total de 541 000 exemplaires. Dans deux organes seulement de la presse de province, qui dans son ensemble gravite sur l'orbite de la bourgeoisie, la pression des travailleurs a abouti au résultat suivant : ils ont obtenu le droit d'exprimer des opinions divergentes de celles des propriétaires en queue des éditoriaux écrits par ceux-ci. En face, les forces de la coalition gouvernementale comptent sur l'appui de cinq journaux, tous édités dans la capitale, qui atteignent ensemble un tirage de 312 000 exemplaires. Il faut ajouter que le Mouvement de Gauche Révolutionnaire (MIR) a commencé à éditer un hebdomadaire de parti (50 000 exemplaires). En ce qui concerne les revues d'information, aux deux hebdomadaires contrôlés par la démocratie-chrétienne, qui atteignent un tirage total de 150 000 exemplaires par semaine, et à un troisième aux mains de l'extrême-droite (10 000), se sont ajoutées trois autres revues, dont deux de caractère franchement putschiste. Des démocrates-chrétiens continuent à contrôler la totalité des *comics* nord-américains édités au Chili (entre 650 000 et 750 000 exemplaires par mois) ; au cours du dernier trimestre de 1971, sont apparues deux nouvelles revues de ce genre et en ce moment se publient toutes les semaines des *comics* qui auparavant ne se publiaient que tous les quinze jours. La revue *Selections du Reader's digest* vend toujours près de 150 000 exemplaires chaque mois.

Dans le domaine des publications féminines, la droite dispose de quatre revues, ce qui signifie un tirage approximatif de 220 000 exemplaires par semaine. Il faut ajouter à cet ensemble de revues appartenant aux forces de la réaction un *fan's magazine* (revue d'idols) renforcé dernièrement par un autre, et qui, à eux deux, atteignent un tirage de 150 000 exemplaires environ. En février 1971, l'ancienne maison d'édition Zig-Zag, propriété d'un groupe économique démocrate-chrétien, passa aux mains de l'Etat, qui commença à éditer au cours de l'année deux revues d'information (l'une d'elles disparut au bout de huit mois), une revue enfantine, une revue pour les jeunes, une revue d'éducation politique populaire. Cette maison d'édition de l'Etat hérita de l'entreprise Zig-Zag, une revue de romans-photos et une revue féminine (que la gauche essaya de transformer et qu'elle finit par supprimer au bout de quelques mois), plusieurs *comics*, certains de facture nationale et d'autres importés de l'étranger, une revue de vulgarisation historique et une revue de sports. A la fin de 1971, la maison d'édition de l'Etat entreprit la diffusion massive de livres dont les titres se renouve-

laient toutes les quinzaines. Au patrimoine antérieur des forces de gauche (deux revues d'analyse et d'agitation politique) vint s'ajouter une revue d'information pour jeunes, contrôlée par les Jeunesses Communistes. Il faut signaler que les frontières sont ouvertes à la libre importation de matériel imprimé à l'étranger, au Mexique et surtout aux Etats-Unis.

Quant à la radio, les stations de l'opposition ont un total de 400, 12 Kw, tandis que les radios favorables à l'UP en réunissent à peine 222,27, c'est-à-dire 33 %. L'hégémonie de la bourgeoisie est notable en ce domaine. Elle conserve en effet les trois chaînes de radiodiffusion les plus puissantes du pays, qui s'étendent sur tout le territoire national. Un des partis de l'Unité Populaire, a obtenu, moyennant rachat, le contrôle d'une chaîne de la capitale et deux chaînes en province, et la Centrale Unique des Travailleurs (la CUT) a reçu en concession une chaîne de faible puissance. Quant à la télévision, qui a de tout temps échappé au contrôle direct de la bourgeoisie, le gouvernement compte sur la chaîne nationale (Canal 7) et la chaîne de l'Université du Chili (Canal 9), qui est reçue dans les provinces de Santiago, et de Valparaiso. Restent complètement en marge de cette orbite le Canal 13 de l'Université Catholique de Santiago et le Canal 4 de l'Université Catholique de Valparaiso. Néanmoins l'homogénéité idéologique n'existe dans aucune de ces institutions. En effet, le conseil de direction de la chaîne nationale de TV comprend des représentants des forces de l'opposition, représentation que l'on retrouve parmi les directeurs de programmes. Sur les sept principaux cadres dirigeants de TV nationale, il n'y en a que deux à s'identifier avec l'Unité Populaire. L'opposition bénéficie en outre de la faculté de recourir au droit de réplique, quand elle s'estime lésée. Tandis qu'au canal 13, dominé par la réaction, travaillent des journalistes et des directeurs de programmes favorables au processus de changement. L'audience des diverses chaînes est inégale. Les préférences vont au canal 13, au moins dans la capitale, étant donné que la province n'a que la possibilité de recevoir la chaîne de l'Etat. Des sondages effectués auprès des téléspectateurs en 1970 et en 1971 présentent les résultats que l'on pouvait prévoir et qui découlent naturellement du changement d'orientation imprimé par le gouvernement populaire aux programmations. En un an, et suite au changement de contexte idéologique dans les chaînes 7 et 9, on observe un repli du public qui abandonne ces chaînes, si on en croit les sondages, pour aller grossir les files du canal 13. On peut essayer de comparer les pourcentages d'audience globale, à un an d'intervalle : en 1970, canal 13 : 50 % ; canal 9 : 10 % ; canal 7 : 40 %. En 1971, le premier était

monté à 60 %, le dernier était descendu à 30 %. En termes absolus, la répartition serait approximativement la suivante : C 13, 720 000 téléspectateurs ; C 7, 350 000 ; C 9, 120 000. Dans cet échec et mat d'un système de télévision basé sur la concurrence, pour triompher sur le marché le canal 13 a été celui qui a acheté le plus grand nombre de programmes importés, nord-américains de préférence. Programmes qui continuent à recueillir l'audience la plus considérable ; donnons quelques exemples : Quand une série comme *Le Grand Chaparral* paraît sur le petit écran, elle recueille 84 % des téléspectateurs du moment. *Bonanza* : 76 % ; *Combat* : 74 % ; *Le FBI en action* : 72 % ; *Johnny Quest* : 69 %. Les chaînes favorables au processus révolutionnaire n'obtiennent les meilleures audiences partielles de l'année que lorsqu'elles présentent des programmes de ce genre : *Mod Squad* (62 %) et *Simplemente Maria* (80 %). (2)

Les cinq agences publicitaires les plus importantes du pays continuent à être les filiales d'entreprises inter-continentales nord-américaines. Jusqu'à ce jour, une seule a pris le parti de quitter le pays. Il faut signaler que le régime antérieur avait assisté à la création de nombreuses agences de publicité qui sont dans leur majorité contrôlées par des groupes ou des personnalités de la démocratie-chrétienne. Un indice du malaise qu'éprouvent cependant les firmes nord-américaines : en 1971, la McCann Erickson n'a facturé que 934 000 dollars alors qu'en 1970, son chiffre d'affaires était de plus de 2 millions et demi de dollars. En matière cinématographique, à part une société de production et de distribution qui a toujours été contrôlée par l'Etat, *Chile Films*, un des partis de l'Unité Populaire a négocié l'achat de l'entreprise qui se charge d'élaborer les actualités cinématographiques et de porter à l'écran la publicité commerciale. Enfin, en ce qui concerne l'industrie du disque, la RCA Victor associée à l'Etat, s'est maintenant pleinement incorporée au secteur étatisé et s'est transformée en l'IRT (Industrie de Radio et Télévision). L'importation de disques était depuis longtemps interdite au Chili. A part l'actuelle IRT, une seule maison grave des disques nationaux et étrangers : la marque *Odéon*.

Une première conclusion, très brève, s'impose : la répartition de la propriété des moyens n'est pas spécialement favorable aux

(2) Données extraites du rapport de recherche sur *Télévision et Processus de Mobilisation* par Michèle Mattelart et Mabel Piccini, Centre de Recherches sur la Réalité Nationale, CEREN, 1972, Santiago.

forces de gauche. Il y a d'autres indices qui pourraient permettre à l'observateur d'abonder en ce sens : le fait par exemple qu'aucun collègue de journalistes, que ce soit au niveau national ou au niveau régional, ne soit contrôlé par la gauche. Mieux, aux élections qui ont eu lieu dans le courant du mois de décembre 1971, les candidats de l'Unité Populaire n'obtinrent que 3 339 votes tandis que les journalistes « libres » en obtenaient 3 750, ce qui fait que le Conseil National du collège de journalistes se compose aujourd'hui de 7 membres de l'opposition et de 3 de gauche. Au collège régional des provinces centrales de Santiago - O'Higgins, furent élus 7 journalistes « libres » et 4 des forces de gauche. La situation revêt parfois des aspects insolites : au début du mois de décembre 1971, la réaction gagna les élections au syndicat de la Télévision Nationale. La DC obtint les 5 places de la direction du syndicat professionnel des employés et ouvriers. Elle obtint toutes ces charges grâce au système de vote anti-démocratique imposé et maintenu par ce syndicat, négation du pluralisme, si souvent défendu par les leaders du PDC : il s'agit du bien connu système de liste ouverte, qui empêche la représentation proportionnelle des minorités. C'est ainsi que la liste de la gauche unie, malgré 547 votes en sa faveur (c'est-à-dire 40 % des votes), put être totalement exclue. Par contre, à la fin de ce même mois, les candidats UP remportèrent une victoire sur les forces de l'opposition aux élections du syndicat d'ouvriers et d'employés dans la chaîne favorable à la réaction, la chaîne 13. Enfin dans un autre registre, il faut signaler que toutes les grandes agences de presse internationales sont présentes dans le pays, UPI, AFP, ANSA, LATIN, REUTER, AP. Après s'être vue brusquement fermée, l'agence UPI continue ses activités en toute liberté. En outre on sait à quelles tensions et à quelles résistances de la part de l'opposition se voit en butte l'Etat qui veut acquérir l'entreprise qui monopolise la production du papier.

Ce bref résumé révèle les conditions mercantiles et le contexte compétitif dans lequel se déroule le processus de changement dans les moyens de communication. Ces conditions découlent en droite ligne des prémisses imposées par le caractère global du processus national et ne reflètent que les tendances fondamentales du Gouvernement Populaire qui a décidé de situer le processus de changement dans le cadre du respect de la légalité, de la démocratie formelle et du pluralisme idéologique. Ce sont ces présupposés qui conditionnent le mode d'approche à la lutte idéologique contre l'ennemi de classe et c'est de ces postulats qu'il faut tenir compte quand on veut évaluer et critiquer la politique de l'Unité Populaire en matière de communication. Un des buts de ce rapport est d'es-

sayer d'explicitier les contradictions objectives qu'implique la coexistence de deux critères dans le projet révolutionnaire :

1) Nécessité de vaincre l'ennemi sur le marché déterminé par ce dernier, et de pénétrer le public non contaminé, c'est-à-dire qui n'a pas encore rallié les positions de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

2) Nécessité de démontrer une certaine efficacité dans la lutte des classes, telle qu'elle s'exprime dans ce domaine de la culture et de l'idéologie, et d'une façon plus générale, dans la lutte pour le pouvoir et pour l'avance du socialisme.

II - OU LE CONTENU NE REpond PAS A LA FORME

Devant pénétrer sur un marché contrôlé par les normes de l'ennemi, les forces de l'UP essayèrent d'adopter la forme bourgeoise pour mettre la subversion à l'intérieur de celle-ci. Du moins est-ce ainsi que se définissait leur intention. Le premier présupposé qui dérive de l'acceptation des « lois du marché » est celui qui admet la possibilité de dissocier la forme et le contenu dans cette période précise par laquelle passe le processus chilien. Dans certains domaines plus que dans d'autres, on vécut sur un mode aigu cette dissociation entre la forme et le contenu.

LES GENRES

La première catégorie à laquelle on s'affronte quand on veut se servir des moyens de communication, « ces armes ébréchées que nous a léguées le capitalisme », d'après les mots de Che Guevara, pour atteindre un but contraire à celui que poursuit la bourgeoisie, est celle des genres ou des formats. Comme nous l'avons signalé en plusieurs occasions, tous les genres, qui donnent lieu à des programmes ou à des revues qui enferment leur problématique dans des univers restreints que ce soit l'univers féminin, l'univers du sport, le politique, le comique, qui comportent eux-mêmes des sous-divisions, comme le magazine féminin, la revue culinaire, le roman-photos, la revue humoristique, la revue de bandes dessinées, la revue pornographique, scindent le monde et donnent naissance à des mondes fermés, non contaminés, qui suivent les lignes du découpage de la réalité qu'opère une classe pour rendre son ordre indispensable. L'allergie, dont souffrent toutes ces chasses gardées

par rapport au thème qui ne leur correspond pas, est totale : au lecteur de la revue sportive bourgeoise, le fait politique, ou même culturel, paraît insolite dans cet espace réservé. Ces genres unidimensionnels s'abritent dans la grande dichotomie qui se trouve à la base de la culture de masse de la bourgeoisie, à savoir le divorce entre le travail et le loisir, la production et la diversion, le quotidien et l'extraordinaire. Chaque genre en particulier matérialise les sous-divisions que comporte cette dichotomie principale, par exemple : politique versus sport, politique versus académique, manuel versus intellectuel, maître versus élève, qui correspondent à une division sociale du travail et à l'ordre hiérarchique des statuts sociaux qu'ils recouvrent, qu'ils renforcent, qu'ils légitiment. Quand on s'en prend à cette catégorie bourgeoise, ce n'est pas tant le fait de répartir, de discriminer le public, de créer des clientèles spécifiques, des enceintes particulières que l'on conteste, mais le critère qui inspire et patronne cette opération discriminatoire. Si ce critère répond implicitement au dynamisme d'un ordre qui se propage et étend sa pénétration dans chaque parcelle de la vie individuelle et collective, il répond surtout à un critère d'efficacité mercantile. C'est ainsi que l'éditeur capitaliste ne maintiendra pas en circulation un programme qui ne recueille qu'une très faible audience ou une revue qui fait faillite, et ne s'arrêtera pas à considérer le rôle de pénétration idéologique que ces produits peuvent remplir. L'un et l'autre seront supprimés puisqu'ils auront cessé de satisfaire au critère primordial qui les dote de cohérence dans l'ordre capitaliste : à savoir la concordance entre pénétration culturelle et bénéfice matériel. Pour une entreprise capitaliste de production et de divulgation culturelle, il n'y a pas d'incompatibilité possible entre la pénétration idéologique et l'efficacité mercantile. La seconde gouverne la première et les deux participent du même ordre. (Le concept de coût social n'apparaît que lorsque la bourgeoisie, aculée par son ennemi de classe, essaie de provoquer, même à perte, une surabondance de revues dans les kiosques, par exemple, pour semer la confusion parmi les acheteurs). Ce qui cesse d'être valable pour les forces de gauche, dans un processus de transition tel que celui qui se déroule au Chili, à l'heure actuelle, où le travail de pénétration idéologique n'est pas nécessairement compatible avec le succès financier.

Il est bien possible qu'il faille respecter une répartition par secteurs pour diffuser les messages. Mais partir sans mettre en question l'héritage bourgeois en matière de répartition des publics et de leurs centres d'attention que signifient les genres, peut se payer politiquement très cher.

Dans de nombreux secteurs de sa production, la maison d'édition de l'Etat a lancé plusieurs revues, en acceptant, au moins pour un certain temps, cette division en genres, héritée du schéma bourgeois de l'organisation de la communication. (Signaux qu'en matière de télévision, les programmations établies par l'Unité Populaire se sont basées sur le même principe). C'est ainsi que la maison d'édition de l'Etat a commencé à publier dès 1971 des revues pour jeunes en adoptant le genre *fan's magazine* (revue d'idoles), lancé par la bourgeoisie dépendante, tout en cherchant à véhiculer, à travers ces formes qui éveillaient déjà l'intérêt des jeunes, des contenus qui correspondaient à un autre type de rapports sociaux et pouvaient se dire en accord avec le projet socialiste de société. C'est ce que l'UP a appelé la tactique du « contenu implicite », sur laquelle nous reviendrons plus tard. Elle répéta la même opération dans le domaine des *comics* (3), des romans-photos et, à la fin de 1972, dans celui des magazines féminins. Le genre représente la première instance de conciliation avec les lois d'un marché et aussi — il ne faut pas l'oublier — l'unique forme connue et reconnaissable pour les possibles émetteurs et les possibles récepteurs. Le choix qu'a fait l'Unité Populaire de travailler sur cette base a été présenté comme une tactique de pénétration dans un contexte de réceptivité marqué par la présence d'un pouvoir culturel dominant adverse. Il s'insère dans les lois du pluralisme démocratique, qui empêche ou restreint l'irruption d'un autre univers culturel, entendu comme antagonique à l'univers culturel vécu, dominant. Pour poser le problème sous l'angle des alliances politiques, ce mécanisme de pénétration correspond à l'intention de gagner à un autre projet culturel et politique des éléments non définis de l'opinion. Il se présente comme « l'art de conquérir les couches moyennes de la population ». Le genre qui continue à motiver le public selon

(3) Voir à ce propos une analyse de l'expérience de transformation des bandes dessinées au Chili sous l'Unité Populaire : Nain Nomez, « La Historieta en el proceso de cambio social », *Comunicación y Cultura*, Buenos-Aires 1974, n° 2.

Sur le travail de démythification de bandes dessinées nord-américaines et françaises, cf. A. Dorfman et A. Mattelart, *Para leer al Pato Donald*, Buenos-Aires - Mexico, Ed. Siglo XXI, 1972 ; A. Dorfman, « Inocencia y neocolonialismo : un caso de dominio ideológico », *Cuadernos de la Realidad Nacional*, Santiago du Chili, 1972, n° 8 ; J. Vergara, « Comics y relaciones mercantiles », *Casa de las Americas*, La Havane, 1973, n° 77.

Pour l'analyse d'autres genres, consulter M. Mattelart, « Apuntes sobre lo moderno : una manera de leer el magazine », *Casa de las Americas*, La Havane, 1973, n° 77 ; A. Dorfman, « Salvacion y sabiduria del hombre comun : la teologia del Reader's Digest », *Casa de las Americas*, La Havane, 1973, n° 77 ; M. Piccini, « El cerco de las revistas de idolos », *Cuadernos de la Realidad Nacional*, Santiago du Chili, 1970, n° 3 ; M. Mattelart, « El nivel mitico de la prensa pseudoamorosa », *ibid.*

les mêmes stimulants de base, la même forme, les mêmes thèmes, constitue un dispositif qui a une mission à remplir : celle de ne pas faire fuir un public qui est estimé encore perméable. Cette politique se fonde sur la supposition qu'il existe encore un public ou un secteur du public qui peut être gagné à la cause de la construction du projet socialiste, ce qui sous-entend que les secteurs de l'opinion ne sont pas encore figés, que les secteurs de la lutte des classes manifestent encore une certaine élasticité.

L'inconvénient que présente une telle politique consiste à devoir démarrer avec une division imposée d'avance par l'ennemi de classe et sa culture. Ce qui signifie choisir comme point de référence une thématique suscitée et produite par un système adverse. Jusqu'à présent, la plupart des revues qui ont été créées ou reformulées ont finalement répondu à la dynamique que continue à donner la culture dominante. Il semble que, la plupart du temps, c'est l'image concrète de l'adversaire sur le marché qui impose la forme. Même si elle n'a pas d'intention compétitive au départ, la revue formulée en fonction du genre préexistant s'insère dans un marché qui l'assimile nécessairement à toutes les revues qui appartiennent au même genre, ou à la même matrice. Et les variations introduites n'arrivent pas à diluer les connotations imposées par le genre, qui réinstalle en définitive son règne, et au niveau de la décodification, quand elle s'opère dans un système mercantile, c'est le pouvoir culturel dominant qui se trouve réactivé. Pour la même raison, il n'échappe à personne que dans la conjoncture actuelle la bourgeoisie vend plus et mieux ses genres que les forces révolutionnaires. Il faut ajouter que cette fragmentation qu'instaurent les genres, est cohérente, fonctionnelle pour l'ordre de la bourgeoisie et quand les forces révolutionnaires la prennent sans plus d'ambages à leur actif, elles introduisent de l'incohérence et de l'anarchie dans l'ordre de la lutte des classes.

Etant donné ce que nous venons de dire, une question se présente pour tenter de surmonter les risques d'inefficacité dans ce secteur de la bataille idéologique : à partir de quand et moyennant quelles conditions essaiera-t-on d'évaluer le caractère de classe des genres consacrés, à partir de quand essaiera-t-on de se rendre progressivement autonome en créant des formes nouvelles de communication de masse qui rompent avec le concept bourgeois ? C'est-à-dire quand pourra-t-on concevoir des organes de diffusion qui ne répondent pas nécessairement aux thématiques culturelles et d'information de l'ennemi et ne se contentent pas de

répondre à sa dynamique ? Cette découverte de formes nouvelles doit, bien sûr, sous peine de se transformer en un jeu formel stérile, avoir pour objet de recueillir les alternatives d'approfondissement qu'offre la lutte des classes et de jeter les bases de la nouvelle culture. La façon dont on répondra à cette première question dépendra essentiellement de la réponse positive ou négative que l'on donnera au problème de la nécessité de pénétrer l'opinion des « couches moyennes » de la population qui sont en définitive celles qui ont justifié l'adoption d'une telle politique officielle en matière de communication de masse. Elle est donc soumise à un diagnostic sur le degré de disponibilité que manifestent ces couches face au projet révolutionnaire. Une question se présente aussitôt : étant donnée l'aggravation actuelle de la lutte des classes tout produit qui émane d'une source de gauche ne provoque-t-il pas le rejet automatique de la majorité de ces secteurs moyens comme s'ils étaient saturés d'avance ?

Seconde question qui dérive de la première : selon quel critère va-t-on répartir les publics ? Le morcellement multiple de la communication bourgeoise n'est rien d'autre en réalité qu'un masque, étant donné qu'il n'a pas pour but de défendre des intérêts de classe distincts ou opposés : le profil de récepteur qui unifie la multitude des messages de la culture de masse et qui prend un caractère de norme universelle et naturelle renvoie à un modèle d'aspirations et de possibilités euphoriques, typique de l'homme petit-bourgeois. Derrière les revues qui sont destinées à la clientèle du spectacle sportif ou derrière les revues répandues dans les couches élevées, moyennes ou inférieures de la population féminine, il y a une image implicite, unificatrice, qui correspond au paramètre culturellement dominant. Nous sommes ici en présence d'un critère de répartition des clientèles : la mise en question des genres bourgeois nous amène à souligner la nécessité de porter en priorité l'attention sur les intérêts de classe et de rompre progressivement avec les lois qui gouvernent les domaines déterminés de façon univoque par la classe dominante selon des critères en apparence strictement écologiques ou biologiques. Si une des tâches politiques fondamentales du moment est celle de gagner les classes moyennes, encore faudrait-il en déterminer le contenu : les alliances réussies par le parti démocrate chrétien, commencées dans les années 30 et portées au pouvoir sous le régime antérieur, exercent peut-être trop leur séduction sur la gauche qui veut pareillement agglutiner des clientèles si antagoniques du point de vue des intérêts de classe (artisans et petits commerçants d'une part, professions libérales, cadres supérieurs d'entreprises, et même certains capita-

listes moyens) qu'elles ne peuvent se réunir qu'autour d'un schéma politique petit-bourgeois. Tandis que la droite semble avoir compris que les « couches moyennes » qui pourraient lui échapper sont celles qui, au sein de cette catégorie, représentent les secteurs les moins favorisés, et accentue son travail politique parmi eux, la gauche a l'air de dédaigner ce potentiel et de revendiquer au nom de ses clientèles possibles — et elle s'agite pour cela — les secteurs les plus élevés, qui côtoient de très près dans la structure sociale chilienne les secteurs de la bourgeoisie hégémonique. Sans analyse sérieuse de la stratification sociale de la société que l'on veut combattre, il est impossible de rechercher et de proposer de nouveaux modes de communication qui répondent aux exigences révolutionnaires. Qui sont les récepteurs ? Combien sont-ils ? Quelles sont leurs caractéristiques psycho-sociales ? Si nous ne sommes pas en mesure de répondre à ces questions, nous ne pourrons trouver les motivations à partir desquelles on puisse mobiliser les récepteurs pour la lutte révolutionnaire. Il est donc urgent de s'attacher à cette analyse et de préciser en quoi consisterait cette politique d'alliances dont on parle tant sans en préciser les contours ; faute de quoi, on tendra toujours à être happé par cette image de l'homme moyen qui correspond à une classe moyenne indéfinie, qui se trouvera toujours consacrée comme source unique et exclusive de distribution de normes.

D'autre part, si nous adoptons notre propre répartition des publics en fonction d'un projet politique spécifique, il ne s'agit pas d'établir par exemple un univers fermé de la ruralité, à travers des publications réservées aux paysans. Tout en respectant des normes d'efficacité qui ont une incidence directe sur la programmation des organes de diffusion (champs sémantiques particuliers, diagraphie adéquate, études préalables de la décodification), il s'agit de recueillir la réalité rurale et de faire passer à travers elle l'universalité des signifiés de classe, de l'être de classe et de la lutte de classes dans la conquête du pouvoir et la construction du socialisme. Ce qui fait que cet organe de diffusion destiné au milieu paysan ne sera pas fermé aux nouvelles et à la problématique du prolétariat urbain mais au contraire consolidera l'union ouvrière paysanne. C'est dans cette perspective qu'il convient d'estimer le degré d'urgence ou au contraire la possibilité d'ajourner la création de *fronts de masse* dans les moyens de communication de masse de la gauche, qui, à partir du même projet politique, des mêmes intérêts de classe, permettraient de pénétrer dans le public en suivant les lignes déterminées par les intérêts spécifiques suscités par la pratique des secteurs particuliers qui donneraient l'occasion de ces

fronts de masse. Par exemple, comment résoudre l'absence de publications féminines, dans la production de la gauche ? Convient-il de respecter la division biologique et de créer un front féminin ? En cas de réponse affirmative, comment d'une part s'éloigner du stéréotype extra-social de la « femme chilienne » que véhiculent les magazines bourgeois, qui efface les contradictions de classe présentes dans le public féminin, et comment par ailleurs éviter la platitude et la triste mine des publications qu'éditent les organismes d'Etat qui s'occupent de la question féminine ? En fonction de quel profil social de femme faut-il concevoir cet organe de communication ? Ne serait-il pas préférable de reviser la manière dont est traitée la question féminine dans les publications de la gauche déjà existantes ? Questions qui devraient se poser pour tous les secteurs qui sont susceptibles de former des fronts de masse. Il est sûrement nécessaire de s'interroger ici sur le degré d'efficacité qu'a dans la lutte de classes, dans une corrélation de forces déterminée, le concept générique et socialement amorphe de communication de « masse » imposé par la bourgeoisie.

Un autre problème que pose l'observance du principe des genres est le manque de flexibilité qu'il entraîne. Comme ils sont établis sur une relation étroite et rigide entre un type de stimulants et un secteur du public, il est très difficile que le programme ou la revue, conçus selon les lois de tel ou tel genre, puisse évoluer constamment et subir des modifications d'importance. Autrement dit, il y a un conflit latent entre la rigidité de la loi du marché et la flexibilité avec laquelle il est nécessaire d'affronter la lutte des classes, tant du point de vue des thématiques que l'on offre au lecteur que des secteurs à atteindre et à pénétrer. La lutte des classes interdit qu'un message ait un récepteur, un public, défini une fois pour toutes. Elle interdit aussi que ce message soit fixé, délimité, imposé, sans prendre en considération la dynamique propre d'un processus, ses alternatives, son évolution. Signalons enfin que le temps et la persévérance, la continuité de l'effort, sont également des facteurs importants pour mener à bien la transformation du moyen et le critère mercantile gêne souvent ce processus de maturation. Raison pour laquelle il s'avère nécessaire de chercher des solutions qui permettent de publier même à perte, certaines revues, par exemple, et de soutenir leur tentative de pénétration. Ces formules pourraient consister, entre autres, à imprimer sur les presses de la maison d'édition de l'Etat, du matériel de service (textes d'études, annuaires, guides, etc...) qui aideraient à financer ce travail de lutte idéologique. On oublie trop que dans la bataille idéologique se passe la même chose que dans l'affrontement armé. Les

balles et les fusils coûtent cher et ne tapent pas toujours dans le mille.

Cependant, reconnaissons dès maintenant qu'à travers ses réussites et ses échecs, l'approche que réalisa la maison d'édition de l'Etat des genres bourgeois (*comics*, romans-photos, magazines, revues d'idoles, revues d'information) est une des tentatives les plus intéressantes qui soit, et constitue un exemple unique en son genre, dans les régimes qui se sont définis comme des régimes de transition au socialisme, d'approfondissement de la complexité des rouages de la culture de masse de l'impérialisme et de la bourgeoisie. La politique de subversion des formes bourgeoises — compte tenu de ses limites — a démontré être la plus compatible avec la thèse léniniste de la continuité culturelle. Sauvegardant des éléments du mode de distraction traditionnel, prêtant une grande attention aux stimulants bourgeois auxquels est soumis le sujet lecteur, cette politique a pu, au moins, permettre d'entrevoir comment on pourrait à condition d'appliquer le principe de la critique et de l'auto-critique, éviter de mettre le loisir entre parenthèses, dans une période de transition au socialisme. D'autres révolutions socialistes ont pu supprimer les *comics*, les magazines, le *reader's digest*, mais n'ont pas pour cela tranché les pseudopodes de la culture de masse, malgré la pratique révolutionnaire des masses. La pression qu'exerce le désir de diversion, refoulée au début, peut surgir quelques années plus tard avec une force accrue et un caractère anarchique et exiger que les forces révolutionnaires entreprennent un jour ou l'autre l'étude des formes de la culture massive « populaire », qui avaient été supprimées par décret.

LES CONTENUS IMPLICITES

Ayant adopté les genres bourgeois, les forces de l'Unité Populaire essayèrent donc d'entreprendre, à travers la forme traditionnelle créée pour le loisir, un processus de réorientation des contenus. Quelles difficultés a rencontrées sur ce point précis ce mode d'affronter la lutte des classes ?

Première source de difficultés, quand on adopte le genre avec l'intention de mettre la subversion à l'intérieur, on finit généralement par se contenter d'inverser les signes du message bourgeois et par adopter la même notion unilatérale de politique que la classe dominante. Au manichéisme des forces de la réaction, on oppose le manichéisme des forces progressistes. Cette tendance s'est

faite jour dans toutes les revues de la gauche. C'est ainsi que dans les *comics* on essaya de prendre point par point la contrepartie des valeurs négatives véhiculées par le message établi sous le signe impérialiste : individualisme excessif du héros, manque de participation des autres personnages, importance du destin, de la magie, du surnaturel, concurrence effrénée, récompenses matérielles, défense de la propriété privée et de l'ordre sacralisé, culte de l'action etc... Le héros individuel disparaissait au profit de la collectivité, prônait la solidarité, le désintéressement, l'emprise de la réalité. Dans le domaine des romans-photos, par exemple, l'héroïne ne se laisse plus séduire par le fils du patron, et se déclare pour l'émancipation de la femme, tandis que le réseau de ses motivations sentimentales reste intouché. Dans tous ces cas, on opérerait un réajustement des éléments sans aboutir à une altération de la signification.

Quand les élaborateurs de ces nouveaux produits abandonnent cette notion sectaire et « consigniste » de la politique et essaient d'appliquer au pied de la lettre cette tactique du contenu implicite à l'intérieur des genres consacrés, un autre type de problèmes se pose à eux. L'implicite, dans le système bourgeois d'émission des messages, renvoie à un mode de vie et d'organisation des rapports sociaux que, sans en être conscient, chacun vit quotidiennement. Or, dans l'optique des forces de gauche, l'implicite répond à un projet superstructuraliste, c'est-à-dire un projet qui n'est pas enraciné dans des modes de vie généralisés dans la quotidienneté (4). Prenons l'exemple d'une chronique de modes, dans une revue pour jeunes, chronique destinée à redresser un ensemble de désirs et d'aspirations suscitées par la société qui reste placée sous le signe bourgeois. Que se passe-t-il ? On veut réduire l'importance de la mode comme déterminant collectif. On veut en

(4) Nous ne nions évidemment pas ici l'importance des « éléments minoritaires d'une culture démocratique et socialiste » (Lénine), présents dans la pratique des classes dominées et qui essaient de se dégager face à la culture dominante. C'est une tâche fondamentale de la politique de la communication de les découvrir, les cultiver et les prendre comme tremplins pour une nouvelle culture. Mais en aucune façon, l'entreprise dynamique de découvrir ces éléments ne peut être la seule ligne qui oriente la politique de communication de masse dans la lutte contre la bourgeoisie. Si elle est considérée d'une manière trop univoque, cette entreprise risque de déboucher sur l'ouvriérisme.

En outre, il est nécessaire de souligner que ces « éléments minoritaires d'une culture démocratique et socialiste » ne se trouvent pas seulement sur les lieux de travail, là où surgit la possibilité de nouvelles pratiques. Ces éléments sont aussi présents dans toute la vie quotidienne et tous les domaines de la personnalité de l'homme. Ces derniers aspects qui sont moins liés à une perspective « productiviste » de la révolution ont coutume d'être ignorés par les moyens de communication de la gauche.

démontrer le caractère colonisateur, réducteur des décisions, des goûts, des déterminations personnelles ; on veut dénoncer ses relations camouflées avec la machine de l'impérialisme économique et culturel ; on veut enfin démasquer sa nature de motivation aliénée. Mais la photo qui est là pour illustrer et renforcer la chronique et qui révèle le modèle cher, copié, universalisé, « aliéné », s'ajuste étroitement à une façon de trouver jolie, belle, élégante, « dans le vent », la jeune fille ou la jeune femme qui le porte. Le pouvoir ou l'intention démystificatrice de la chronique s'annule pour ainsi dire dans la mesure où le projet bourgeois qui se revitalise tous les jours, continue à façonner d'une manière généralisée, les goûts, les désirs, les appréciations, les rêves. Dans ce contexte, on comprend pourquoi la chronique peut avoir un résultat aussi mince que les complots des Lilliputiens contre Gulliver.

Une troisième remarque que l'on peut faire, quand on discute sur la valeur de la tactique de l'implicite et celle des genres, comme arme efficace dans la lutte idéologique, est la suivante : en concentrant les objectifs de pénétration idéologique sur un secteur déterminé de la population, on oublie les autres secteurs qui ont voté pour la gauche mais qui ont besoin d'être suivis, d'être stimulés, qui ont besoin de cette impulsion qui crée infatigablement la conscience, qui alimente et approfondit le processus de la lutte des classes. Or il ne s'agit pas d'offrir à ces secteurs déjà acquis, des messages faits de consignes ; il ne s'agit pas de renforcer leur adhésion et leur participation à un programme de changements sans prendre en considération la formation de l'homme futur, sans considérer tous les aspects de « sa » révolution, de son accès à une nouvelle façon de voir les choses.

C'est pour cela que le concept d'implicite, si on y tient réellement et si on veut en faire la pierre d'angle d'une nouvelle pratique de la communication de masse, à l'heure actuelle, devrait être appliqué différemment. Il est plus facile de s'en rendre compte à travers un exemple. Prenons le cas d'une revue pour jeunes, qui essaie de pénétrer les couches auxquelles nous faisons allusion plus haut. L'implicite dans ce cas devrait se définir comme l'englobement de chaque fait tributaire de la politique contingente dans la logique qui en fait un élément d'une structure : il sera par exemple nécessaire de resituer l'occupation violente d'une université par des groupes réactionnaires, dans une analyse de la stratégie de ces groupes politiques et une appréciation qui aille au-delà du conjoncturel et renvoie à un questionnement des concepts de

science, de justice, de légalité, d'égalité et de violence au moyen desquels ces groupes justifient leur action et leur attitude subversive et autour desquels ils essaient d'articuler la « ligne de masse » de la classe dominante, sur le front jeunesse. Dans ce cas, l'explicite consisterait à n'exprimer que le premier niveau de la réalité, c'est-à-dire se limiterait au récit des faits et à leur évaluation à partir d'une prise de position qui risque de ne pouvoir éviter d'être partisane. Ce dernier exemple nous fait voir la nécessité de doubler toujours le niveau explicite par le niveau implicite, pour élever le niveau de conscience et échapper au jeu de la politique bourgeoise. C'est là que l'on voit que l'implicite ainsi défini permet non seulement de pénétrer les secteurs non acquis au processus mais encore de consolider, de parfaire la formation idéologique des jeunes sympathisants ou au besoin militants des forces de gauche. Ce qui nous renvoie à la nécessité de décider une nouvelle fois s'il convient de continuer à utiliser la dynamique des genres pour susciter les thématiques, qui donneront lieu à cette lecture différente de la réalité. Le « contenu implicite » est, selon le concept d'une pédagogie et d'une communication révolutionnaires, celui qui démonte les relations sociales et les mécanismes de domination idéologique vécue de l'ennemi de classe, même à partir des faits les plus banals, et qui à partir de ces faits, de ces objets, des événements les plus triviaux, crée un mode propre et cohérent d'interpréter la réalité, d'orienter les attitudes et de libérer la dimension « multivoque », les multiples aspects de ces faits, de ces objets, de ces événements. Ainsi conçu le « contenu implicite » institue un ordre, tend à l'enraciner et à l'universaliser.

LA LOI DU SENSATIONNALISME

Le problème de l'explicite et de l'implicite dans une politique révolutionnaire de communication de masse, est intimement lié à la survivance d'un critère de sélection ou d'un principe d'action hérité de la bourgeoisie. Élément essentiel de l'idiosyncrasie mercantile dans laquelle s'inscrivent le circuit et la pratique de la communication, ce principe ou cette règle d'action constitue la loi d'airain de la culture de masse de la « société moderne » : le sensationnalisme. Loi qui est non seulement présente, sous sa forme vulgaire et banale, dans la presse sensationnaliste, mais qui s'insinue subtilement dans tous les produits de la culture de masse que divulguent tous les jours la bourgeoisie et l'impérialisme. A travers le prisme du sensationnalisme, le fait, l'événement qui fait nouvelle et qui permet de vendre, d'entrer sur le marché, apparaît isolé, coupé des

autres faits qui le préparent, qui en permettent l'existence, séparé de la multitude des acteurs qui l'ont produit.

Nouvelle = insolite = contre la nature des choses = en marge de toute normalité = en dehors du temps et de l'espace ; séparée du futur et du passé, l'information se réduit à un présent éphémère et anecdotique. Elle a le caractère transitoire de tout objet de consommation. La revue qui se vend chaque semaine est un monde fermé, un ensemble d'informations et de reportages, de « faits divers nouveaux », qui la semaine suivante seront déjà surannés. La semaine suivante, surgiront d'autres événements, d'autres nouvelles qui donneront l'impression d'un « autre nouveau » qui polarisera l'attention du lecteur, et ainsi de suite tout au long de l'année. Une fois consommée, la revue est bonne à jeter ; celle qui suivra n'aura pas besoin de la précédente pour être comprise ; elle n'a pas sa place dans un processus organisé d'accumulation de connaissance, de conscience. La réalité n'est pour elle qu'une immense redondance de commérages hebdomadaires. Dans cet univers sensationnaliste, interviennent nombre d'éléments qui contribuent à le couper de la réalité quotidienne : le commerce du sexe, le crime, la magie, le sport de compétition.

La loi du sensationnalisme ne consiste ni plus ni moins qu'à observer strictement l'immédiat : le fait intéresse dans la mesure où sur le moment il fait sensation. Suivre cette loi signifie choisir de façon anarchique les faits importants. Or nous savons tous que c'est la bourgeoisie qui tire profit de l'anarchie de l'information, anarchie qui lui permet de fondre dans son ordre les produits d'information. Une nouvelle « objective » livrée par la bourgeoisie répond toujours, en fait, à un schéma d'organisation qui demeure implicite pour le lecteur. La décodification de la nouvelle fait appel aux connotations, aux signifiés sociaux dominés et universalisés par la bourgeoisie. C'est précisément afin d'empêcher que son ennemi de classe ne livre à ses lecteurs une vision totale et cohérente du système que la bourgeoisie a naturalisé cette manière de transmettre la réalité. Le journal, la revue ne font que permettre de consommer la fausse nouveauté, le faux changement, la fausse révolution.

C'est cette soumission à la loi du sensationnalisme qui confère à la communication de masse de la gauche un caractère superstructurel, décollé de la vie quotidienne, lui enlève de la prise, de l'efficacité dans la bagarre idéologique, et qui tend par ailleurs à pro-

voquer une certaine saturation dans le propre public de gauche, déjà acquis à l'Unité Populaire.

Cette présence du sensationnalisme se manifeste certes sous sa forme grossière dans notre presse populiste de gauche, mais on peut la déceler dans la norme qui préside à la sélection des matières traitées dans les divers moyens de communication. L'absence de rubriques pédagogiques dans les revues et les programmes de la télévision est significative de cette déviation. On préfère multiplier les programmes de « consommation », destinés à meubler le temps libre, qui prennent la relève de la fonction bourgeoise du moyen de communication et on écarte les programmes qui sont capables de susciter une lecture didactique et démystificatrice de la réalité de l'information manipulée par les organes contraires au processus révolutionnaire. On ne se préoccupe guère non plus de livrer du matériel qui serait d'une utilité directe dans la pratique spécifique de certains groupes sociaux, des chroniques sur la photosynthèse par exemple, sur l'utilisation des engrais, à travers les revues dites d'information populaire. Or il est très significatif que ce soient les quelques revues qui contiennent le plus d'éléments pédagogiques et qui échappent le plus à la culture exclusive du loisir « pur », qui ont atteint jusqu'à ce jour le tirage le plus élevé, parmi les publications de la maison d'édition de l'Etat. Mieux, on ne connaît pas encore de revues ou de programmes dirigés vers des secteurs spécifiques qui soient conçus dans cette optique. On peut aussi constater le manque d'intérêt à préparer la population de façon didactique, aux mesures et aux actions du Gouvernement Populaire, aux difficultés qu'il rencontre. L'optimisme béat supplante l'attitude correcte qui consisterait à former les consciences à partir des contradictions et des difficultés de la transition. C'est là que se manifeste à nouveau cette politique de « tranquillisation » des couches moyennes qui remplace une politique concrète de conquête de ces secteurs et d'approfondissement de la conscience des secteurs progressistes. Comme nous l'avons vu, ce déficit renvoie d'ailleurs à une interrogation plus vaste sur les formes que doit assumer la communication de masse au cours de cette période. Il est urgent de définir, en premier lieu, les fronts, les publics, qu'il est nécessaire de toucher, définition qui est susceptible d'entraîner la modification, voire la substitution de certains genres. Cette nouvelle définition possible de la communication de masse implique en second lieu la suppression du monopole qu'exerce le groupe professionnel des journalistes sur l'élaboration de l'information. Par exemple, une revue sportive, conçue dans une perspective révolutionnaire, c'est-à-dire une revue qui ne se contente pas de donner à

consommer des événements sportifs et qui tienne compte de l'éducation physique, de la santé, du sport populaire, des jeux, ne devrait pas demeurer dans l'orbite d'une maison d'édition, aux mains de journalistes spécialisés dans la question du sport. Les organisations sportives de l'Etat constitueraient un lieu beaucoup plus approprié pour l'élaborer et la distribuer. A moins d'arriver à concilier les deux émetteurs possibles qui, partant de la réalité du sport-spectacle, reconnaissent la nécessité de marcher de pair avec les nouveaux plans du gouvernement populaire en matière de sport et d'éducation physique. Ce qui situe évidemment la maison d'édition de l'Etat à la confluence d'une infrastructure qui la fait se départir de son caractère de monopole de la production de messages. Cette confluence qui tend d'ailleurs à s'établir dans de nombreux domaines se trouve présentement en butte à de nombreuses difficultés dans le domaine journalistique, au sens traditionnel du terme : les journalistes se refusent à abandonner leur monopole.

Pour en revenir à ce que nous disions plus haut, la nécessité d'incorporer des rubriques didactiques et en général d'approfondir l'information pour éviter de tomber dans la superficialité sensationnaliste est en relation directe avec cette autre nécessité de stimuler tant la participation des organisations de masse et des institutions d'Etat, que celle des centres de recherche universitaires à l'élaboration et à la transmission massive des connaissances pratiques et théoriques. Dans cette perspective, l'université s'affronte à l'urgence de redéfinir ses thèmes de recherche, c'est-à-dire de planifier l'activité de ses chercheurs en fonction de l'intérêt des masses, tout en prévoyant la nécessité de reformuler, dans un langage accessible, les matières élaborées par ces centres. Comme on le voit, l'« idéologie du journalisme » n'est pas la seule à être affectée par cette reformulation de la communication de masse. L'académisme scientifique doit lui aussi faire l'objet d'un procès et la possibilité d'une collaboration organique entre les deux élaborateurs et diffuseurs du savoir devrait être un objet d'étude, pour permettre la naissance d'une nouvelle pratique journalistique. Ceci évidemment n'exempte pas la nécessité de relier journalistes et « scientifiques » à la réalité vécue et créée par les masses. On éviterait ainsi que la communication de masse continue à être largement caractérisée par le fait d'être une aliénation et une vulgarisation de produits qui comportent une version élitaire et qui se contentent de s'insérer dans une pratique du loisir.

LA DEMOCRATISATION DE LA RECEPTION

Un des principaux obstacles à la démocratisation de la commu-

nication de masse et à sa transformation en instrument d'agitation culturelle et politique, est sans aucun doute, le type de relation avec le public qu'impose le système de distribution traditionnel. Cette distribution travaille avec une image de récepteur individualiste qui est en harmonie avec le but implicite d'atomiser la masse des récepteurs pour la démobiliser. Comme dans tous les domaines, les corporations professionnelles qui détiennent le monopole de la distribution fixé par le système mercantile traditionnel s'opposent à tout changement. Pour prendre un cas précis, celui des revues, les agents de distribution et les propriétaires de kiosques à journaux peuvent boycotter les nouveaux produits et, s'ils résistent, ils subissent la pression organisée des concurrents qui appartiennent à la droite. On a en effet constaté à plusieurs reprises que se déroulaient de véritables campagnes pour empêcher l'affichage dans les kiosques de revues produites par les organismes de l'Etat. Les tactiques parallèles que la droite est en train d'utiliser pour « torpiller » la production des forces de gauche se prolongent jusqu'au dernier maillon de cette chaîne de domination et de manipulation que représente le tenancier du kiosque à journaux. L'étroitesse de son local de vente, facilement encombré, et le caractère réduit du capital dont il dispose sont autant d'obstacles à l'écoulement de la production de la gauche qui la placent sur un pied d'inégalité. Il y a d'abord une surproduction de revues : aux revues bourgeoises qui circulaient les années précédentes sont venues s'ajouter les revues et autres produits éditoriaux lancés par la maison d'édition de l'Etat, en particulier, mais la droite aussi a augmenté de façon substantielle le nombre de ses hebdomadaires. Entre les mois d'août et de décembre 1971, le nombre de revues présentes dans les kiosques a monté de 49 à 81. De nombreux indices prouvent que la droite pratique une stratégie consciente de sur-offre de marchandises. Ainsi, dans le domaine des publications destinées aux jeunes, une entreprise privée de création récente a lancé dernièrement six revues, parmi lesquelles d'après ce que nous avons pu vérifier, quatre sont en déficit. Une question : d'où viennent les fonds ? Les revues s'accumulent autant à l'intérieur de ces kiosques exigus que sur leurs parois ; elles tendent à se neutraliser et, d'autre part, c'est cette compétition très âpre qui sert de point de référence pour décider d'une couverture susceptible d'attirer l'attention de manière décisive, dans cette avalanche de formats et de couleurs sous laquelle disparaît le kiosque. Dans ces conditions on comprend que le tenancier du kiosque préfère acheter et vendre un nombre réduit de revues chères, qui encombrant moins son poste et lui rapportent autant, sinon plus, de bénéfices qu'un nombre élevé de revues bon marché, dont il doit vendre une plus grande quantité pour

réaliser le même chiffre d'affaires (5). C'est-à-dire qu'indirectement il introduit une autre variable qui tend à fixer et à maintenir des prix élevés pour les publications dessinées pour être diffusées en milieu populaire. Depuis qu'elle est vendue dans les kiosques, la revue d'éducation populaire politique « La Firme », a dû augmenter son prix et adopter une couverture et quelques pages en couleur. Nous pouvons remarquer une contradiction entre le contenu de cette publication et le profil implicite de lecteur avec lequel elle travaille, et sa clientèle réelle qui provient des couches de la petite bourgeoisie, la seule à pouvoir l'acheter dans les kiosques. Heureusement cet obstacle vient d'être contourné, au moins en partie, grâce à l'établissement d'une relation directe avec les organismes de base qui peuvent s'en servir comme produit d'information, de connaissance et de conscience. Evidemment la communication de masse ne perdra ce caractère de produit de consommation que l'on peut acquérir sur le marché que si se modifie la voie d'accès au public et si on met en place les mécanismes qui permettent d'assurer une réception consciente. On doit considérer la revue comme élément d'appui à la discussion et à la formation idéologique des groupes de base. Ce point renvoie à l'idée globale de la création du pouvoir culturel populaire. Gramsci adopte un point de vue très semblable quand il traite du problème de l'activité journalistique et plus spécifiquement du thème des revues « culturelles » : « Si les directions ne sont pas en relation avec un mouvement de base discipliné, elles tendent ou bien à se transformer en cénacles de « prophètes désarmés », ou à se diviser selon les mouvements décomposés et chaotiques qui se produisent dans les différents groupes et les différentes couches de lecteurs. C'est pourquoi il est nécessaire de reconnaître ouvertement que les revues sont en elles-mêmes stériles si elles ne parviennent pas à être la force créatrice d'organisations culturelles de masse » (6).

(5) D'après un sondage effectué au cours de l'année 1971, une des principales maisons d'édition capitalistes a essayé de gratifier les revendeurs de revues en leur offrant 100 pesos par revue invendue et retournée à l'éditeur (ceci à une époque où le prix moyen de vente des revues était d'environ 5 escudos, l'escudo vaut 1000 pesos). La maison d'édition de l'Etat, elle, n'offre aucune prime au revendeur lorsqu'il lui retourne les exemplaires invendus. Par ailleurs, les forces de gauche ne disposent pas d'une force de pression suffisante auprès des syndicats de revendeurs pour établir un système de distribution parallèle. Les entreprises d'édition contrôlées par la réaction, en offrant au revendeur une plus grande quantité de produits, peuvent forcer le revendeur à refuser les produits d'une seconde chaîne de distribution.

(6) A. Gramsci, *Los intelectuales y la organización de la cultura*, Buenos-Aires, Lautaro, p. 147.

Ici se manifeste la nécessité de concevoir la réception — et donc, à moyen ou à long terme, la formulation même de la revue par ses propres lecteurs qui font irruption dans la phase de la création où auparavant n'intervenaient que quelques individus — dans le contexte politique de participation des divers secteurs sociaux à la gestion et à la création de leur propre culture : une revue pour public de jeunes, par exemple, produit de la culture juvénile dans la mesure où elle s'insère dans un processus global de mobilisation de la jeunesse. Dans le régime capitaliste, tout produit de la communication de masse apparaît comme désagrégé et épiphénoménique. Dans les circonstances présentes, alors que les forces de gauche ont accepté les règles du jeu du marché, la revue ne peut continuer à porter cette marque d'objet passif. On n'impose pas une nouvelle culture. Une nouvelle culture, ce sont les divers secteurs révolutionnaires qui la créent, qui la font en participant organiquement à sa création. C'est seulement dans la mesure où cette revue destinée à des jeunes détruit le statut de récepteur atomisé et désorganisé de l'organe bourgeois et passe par une masse structurée de jeunes que la lutte mercantile peut cesser de laisser aux mains de l'ennemi toute la dynamique de la décodification des produits qui entrent sur son marché. Il ne s'agit évidemment pas d'organiser des *fan's clubs* qui ne soient que des clubs de consommation. Il s'agit de faire de la revue un prétexte, une occasion parmi d'autres (à côté de la bataille pour la production, des discussions sur les indemnités du cuivre, par exemple) pour que les jeunes participent à un processus. Ce serait une erreur de mobiliser la jeunesse autour de tâches strictement partisans et en fonction uniquement de sa personnalité « politique ». La formulation d'une nouvelle culture passe aussi par une nouvelle sensibilité, une nouvelle façon de sentir les choses. La quotidienneté d'une nouvelle culture, et le combat contre la culture de masse dans la jeunesse, ne se structure pas à partir des thèmes dont traitent en général les catéchismes et les manuels de parti. Une mobilisation de ce genre s'avère répressive et volontariste. C'est dans cette optique de culture-pouvoir populaire qu'ont été créés pour discuter et élaborer les revues, les premiers ateliers populaires, établis dans les lycées et les centres de récréation pour jeunes dans les « poblaciones » : non pas comme un emprisonnement dans le monde de la revue, non pas comme simples sources d'information où on va puiser la matière première de la revue, mais comme des centres de discussion et de participation des jeunes à la détermination d'une culture à travers le processus qu'ils vivent. Il est facile de voir qu'une telle politique de communication échappe au cadre étroit d'une maison d'édition et doit englober les organisations de masse, les institutions d'Etat et même s'intégrer dans une politique de jeunesse. Pour en finir avec les dichotomies bourgeoises

dans la culture de masse, il faut en premier lieu rompre avec la conception qui veut qu'une revue ou tout autre produit de la communication de masse se définisse comme un domaine autonome, en marge de la politique. C'est en cela que consiste le grand défi du moment présent. Si nous nous contentons de reformuler les contenus de la culture de masse à l'insu des masses, nous nous contentons en fait de ravaler le schéma culturel bourgeois. Le respect des normes du marché ne peut, en aucune façon, servir d'alibi à la peur d'enraciner le processus dans les masses organisées, la peur de leur donner le droit de faire leur culture. Les émissions de messages qui jaillissent de la superstructure, toutes parées qu'elles puissent être des meilleures intentions du monde, seront toujours dans la lutte sur le marché, récupérées par la culture dominante.

On retrouve la même ambiguïté dans les méthodes de publicité qu'utilise la gauche. Jusqu'à quel point les motivations auxquelles elle a recours pour vendre ses produits ne reproduisent-elles pas trop fidèlement les stimulants occupés par le marché capitaliste ? Les posters qui sortent en ce moment toutes les semaines pour soutenir les campagnes de ventes des livres et des revues (avec les visages de Lénine, du Che...) comportent-ils un minimum de valeur de mobilisation et dans quelle mesure ne se réduisent-ils pas à n'être que des artifices pour faire monter un tirage et permettre de mieux vendre un objet de consommation ? Dans les consignes de publicité des livres destinés à être écoulés sur un marché populaire, on retrouve les formes autoritaires de la communication bourgeoise, bien souvent à l'état pur : « Seul celui qui sait peut progresser », refrain qui à la télévision est renforcé par l'image du passage miraculeux du statut de pauvre employé à celui de jeune et brillant cadre, petit livre populaire en main. L'approche publicitaire, on ne le dira jamais assez, ne peut se contenter (ce en quoi d'ailleurs elle s'aligne sur toute autre démarche en matière de communication) d'avoir pour but la vente d'un produit. Elle doit s'instituer en entité porteuse de signification socialiste.

III - LES PREJUGES DE LA PETITE BOURGEOISIE SUR LE POUVOIR CULTUREL PROLETAIRE

Un bon point de départ pour la réflexion peut être le concept même de « voie chilienne ». Il serait intéressant d'étudier à présent comment ce concept peut engendrer une série de préjugés de classe sur la culture et le rôle de celle-ci dans le moment présent.

QUI FERA PASSER L'EXAMEN AUX MASSES ?

La pratique révolutionnaire n'obéit pas à un horoscope ; elle n'a rien à voir avec une futurologie qui pourrait prévoir les étapes, prescrire les démarches à accomplir et fixer l'heure de la participation des classes inférieures à la création culturelle. « S'il pouvait en être ainsi, cela nous permettrait au moins d'ordonner le désordre », soupire et rêve la petite bourgeoisie intellectuelle et artistique incorporée au processus, mais réticente à abandonner sa position privilégiée d'interprète des moments de l'histoire. Nous reconnaissons ici la peur de la face inconnue, la peur de l'aspect de rupture culturelle, de la nouvelle genèse qu'implique l'irruption des masses dans la création d'une nouvelle vie. C'est la « peur du désordre », qui nous fait craindre et refuser de mobiliser les masses, pour reprendre les mots de Mao. Et en dernière instance c'est autour de cette peur que s'agglutinent les préjugés et les attitudes de classe, au sujet de la formation du pouvoir populaire. De telles attitudes se manifestent dans le domaine de la communication. « Donnez aux masses la possibilité de participer et d'émettre leur jugement sur la presse et vous verrez qu'elles exigeront une presse sensationnaliste ». C'est une des objections qui reflète un des premiers malentendus et qui altère l'idée de la participation, (7) de deux points de vue : l'amorphisme du concept de masses — ces dernières paraissant comprendre depuis le lumpen jusqu'à l'avant-garde du prolétariat — et l'idée de l'immédiateté de cette irruption. Or cette idée de la participation à la création culturelle ne relève pas du spontanéisme. On doit tenir compte de la hiérarchie des degrés de conscience et par ailleurs du fait que la création d'un pouvoir culturel est progressive, consciente et organisée. « Le prolétariat souffre d'une déviation économiste », autre malentendu, autre source d'ambiguïtés. « Le prolétariat traîne derrière lui des décennies de mentalité de revendication purement matérielle ». Rappelons seulement que cette mentalité économiste n'est pas née du néant. « Si nous sommes économistes, comme répondit au gérant de la maison d'édition de l'Etat, le chef du syndicat des travailleurs qui appartenait au même parti, c'est parce que les partis traditionnels, nos avant-

(7) A travers son métabolisme de domination, chaque classe dominante essaie de renforcer son hégémonie normative en sécrétant un ensemble de préjugés et de stéréotypes sociaux qui empêchent les autres classes d'accéder à la détermination de la vie sociale. Pour la bourgeoisie et l'impérialisme, le prolétariat ou le colonisé est sale, fainéant, c'est un peuple-enfant. La petite bourgeoisie, pour légitimer son installation au poste laissé par le bourgeois, actualise ces stéréotypes et leur donne une allure plus sophistiquée. Le prolétariat est ignorant, anti-esthétique, économiste, etc. Il ne s'agit que de gravir un échelon de plus dans l'échelle de valeurs d'une classe.

gardes, ne se sont pas préoccupés de nous ouvrir à un autre horizon de préoccupations ». Face à ces préjugés qui divisent, en général, en deux camps partisans du pouvoir culturel populaire et adversaires de ce dernier, surgit une question : Qui fera passer l'examen au prolétariat pour voir s'il est prêt à participer activement à la création culturelle ? Quand le prolétariat sera-t-il prêt et quand la petite bourgeoisie consentira-t-elle à perdre son monopole de la norme culturelle ?

Les objections qu'insinue la petite bourgeoisie contre le prolétariat mettent en évidence que, conservant comme elle le fait son statut de représentant, elle oublie que la révolution est un double processus et qu'avant de sauter dans l'étape de la culture sans classe, la culture humaine, il est nécessaire à la fois d'élever la conscience du prolétariat et de prolétarianiser la petite bourgeoisie. En effet, dans un processus révolutionnaire, la petite bourgeoisie est, de maints points de vue, aussi ignorante que le prolétariat. Elle a seulement l'avantage de la culture livresque et de l'érudition. Elle a le privilège de connaître les formes consacrées, les rituels d'initiation établis par la société antérieure. L'écrivain décrète par exemple qu'un événement narré et écrit par un auteur anonyme en provenance de la classe ouvrière manque de nerf dramatique. Il justifie a priori la médiation de l'homme de lettres qui semble être la condition *sine qua non* pour que le récit prolétarien accède au rang de forme consacrée, prête à être consommée selon les normes du goût. Le statut et la nature intangibles du consommateur contribuent à renforcer cette obligation de sacrifier aux normes formelles : le public reste un public formé selon les goûts petit-bourgeois. Il y a cependant une question qui brûle les lèvres : les formes manipulées, désirées et consacrées par le phénomène culturel bourgeois ne seraient-elles pas par hasard des formes objectives ? Cette hypothèse, qui est douée, comme question, d'une valeur incontestable, sert trop souvent de postulat dogmatique. Elle finit par devenir l'alibi qui continue à légitimer les catégories sociales, (véritables corporations, qu'il s'agisse des journalistes, des scientifiques, des artistes, tous pourvus d'un ensemble rationnel d'idées aprioristes qui les installe dans leur alvéole privilégiée), qui détiennent en exclusivité les normes présidant à l'élaboration, à la diffusion et à la consommation des produits culturels. Le fait de se refuser à mettre en question ces formes, à soupçonner tout au moins leur caractère d'instrument de classe, révèle une position de classe qui se situe aux antipodes de celle du prolétariat, dans la mesure où elle continue à souscrire à une conception du savoir et de la connaissance, ainsi que de leur rôle dans la société, qui est en contradiction ouverte avec le concept qui prévaut dans l'idéologie prolétarienne. En effet, si on

appréhende la connaissance dans le sens marxiste du terme, c'est-à-dire comme activité critico-pratique, la petite bourgeoisie se trouve à ce sujet aussi ou plus dépourvue en ce moment que le prolétariat.

A la lumière de la position de classe de cette petite bourgeoisie, être révolutionnaire est être masochiste, dans la mesure où elle ne comprend pas pourquoi elle peut être dépossédée d'un instrument « objectif » qui a même pu lui permettre dans la société bourgeoise d'aider le prolétariat, dans un moment déterminé, à avancer sur le chemin de sa libération. La révolution, ce suicide ou cette mort de la position petite-bourgeoise (8) pour reprendre les termes du Che Guevara, implique de fait ce masochisme, si on se place du point de vue d'un groupe ou, disons, d'une mentalité qui entend conserver le privilège de l'interprétation et de la transmission de la réalité, privilège que la révolution l'oblige à questionner, voire à perdre. La révolution est la mort de la position de classe petite-bourgeoise, dans toutes les couches sociales, c'est-à-dire au sein de tous les acteurs de la révolution. Ce qui veut dire qu'on ne peut se placer sous la conduite incontestée des privilégiés de la culture, pour mettre en branle un processus qui doit libérer la participation et la création d'autres secteurs. Le premier moment de la révolution doit être inspiré par le dernier ; le but qui renferme une image dépourvue de préjugés sur les possibilités créatrices du prolétariat, doit inspirer le moment initial.

Il est utopique de penser qu'une petite bourgeoisie éclairée qui ne questionne pas les fondements de son pouvoir peut baliser le chemin qui mène à un prolétariat culturellement lumineux. La mise en question préalable et permanente de cette position de classe est l'unique garantie objective qui permette qu'un processus de révolution culturelle échappe à la décision subjective d'une classe qui pourrait décréter dans un moment déterminé que le prolétariat se trouve capable.

(8) Rappelons certains concepts de base, que l'on retrouve chez de nombreux auteurs marxistes, nécessaires pour aider à situer la place de la petite bourgeoisie intellectuelle dans la société capitaliste. En étudiant le texte désormais classique de Mao, *Interventions aux causeries sur la littérature et l'art à Yénan*, A. Badiou décèle quatre concepts : « *L'être-de-classe* : la classe à laquelle l'écrivain appartient par sa naissance. *La position-de-classe* : l'espace problématique général à partir de quoi toute pratique théorique se définit : l'écrivain progressiste doit se tenir « sur les positions » de la classe ouvrière... *L'attitude-de-classe* : l'investissement de la position de classe dans un problème pratique particulier... *L'étude-de-classe* : la structure et les instruments du théorique, en tant qu'ils ont pour charge de produire la légitimation de la position-de-classe ». « *L'auto-nomie du processus esthétique* », *Cahiers marxistes-léninistes*, Paris, n° 12-13, juillet-octobre 1966, pp. 78-79. Pour une application de ces concepts à la pensée de Gramsci sur l'intellectuel organique, cf. J.-M. Plotte, *La pensée politique de Gramsci*, Paris, Editions Anthropos, 1970, pp. 34-37.

c'est-à-dire suffisamment formé, pour assumer le pouvoir culturel. Ce moment sera chaque fois remis à plus tard, il se verra chaque fois reculé, dans la mesure où il est prévisible que les préjugés aillent en se renforçant. La présence du prolétariat comme inspiration et nouvelle position objective n'empêche pas que la petite bourgeoisie ait à jouer un rôle important et décisif au cours de l'étape de transition vers un pouvoir culturel populaire. Mais son incorporation à la révolution entraîne nécessairement la mise en question et la destruction des bases de la légitimation de cette classe, en tant qu'unique propriétaire de ce pouvoir.

LA DIALECTIQUE, EN VACANCES

Le projet petit-bourgeois est allergique à la critique. Sans doute, parce que la critique fait exploser les contradictions de sa position qui consiste précisément à vouloir monopoliser ce pouvoir critique. La petite bourgeoisie a peur de la critique parce qu'à ce moment, une autre classe intervient qui met en question cette exclusivité de norme et de représentation qu'elle s'est arrogée.

Une première attitude qui lui est familière est l'« officialisme », qui consiste à ne pas transcender les limites imposées par le concept d'ordre que dicte la conjoncture. On critique d'en-dedans sans se rendre compte que vers cet en-dedans convergent des contradictions objectives qui procèdent de l'extérieur. La petite bourgeoisie réduit tout le processus de critique et d'auto-critique à une confession dans laquelle elle s'avère incapable de sortir de sa subjectivité de classe. C'est ainsi qu'elle critique la bureaucratie d'être un frein à un processus, sans se rendre compte que cette bureaucratie, ou ce sectarisme quand le cas se présente, est le fruit d'un ensemble d'impasses imposées par les conditions dans lesquelles se déroule le processus. Elle invoque l'efficacité d'une politique en matière d'édition, la juge en fonction de cette efficacité mais oublie de s'interroger au préalable sur cette notion d'efficacité. Efficacité en fonction de quoi ? On en arrive alors au fait que les autocritiques en cette matière se résument à n'être que des bilans d'activité dont on n'interroge pas les fondements. On en reste au niveau de la comptabilité sans considérer le critère sur lequel doit s'appuyer cette comptabilité. C'est ainsi qu'une revue qui atteint un chiffre de vente relativement élevé ne fera pas l'objet d'une mise au point idéologique. Notre idée n'est évidemment pas de substituer un critère à un autre, un compte d'ordre commercial par un compte d'ordre politique, par exemple. Nous voudrions seulement souligner qu'un compte à caractère commercial ou admi-

nistratif doit aussi revêtir un caractère politique. Pour illustrer la situation d'impasse sur laquelle débouche le projet petit-bourgeois, le projet bureaucratique, dirons-nous, nous donnerons cet exemple de goulot d'étranglement dans lequel se convertit, faute de lui avoir conféré un contenu, une structure de participation des travailleurs dans une entreprise qui gravite dans le domaine de la communication de masse. Les dispositifs de participation sont certes bien en place, mais les mécanismes qui permettraient aux travailleurs d'augmenter leur niveau de connaissance pour pouvoir juger et donner leur opinion sur les produits d'édition et échapper ainsi au risque d'être manipulés par ceux qui en savent plus long qu'eux, n'ont pas été pris en considération. Quand dans cette entreprise est agitée la question de savoir si on doit supprimer un programme ou une revue qui n'a pas d'audience ou qui ne vend pas, on s'aperçoit que la finalité idéologique que remplissent ces messages ou qu'ils sont susceptibles de remplir, n'a pas en général été expliquée, explicitée, débattue avec les travailleurs employés dans ce programme ou chargés d'imprimer cette revue, alors que cette finalité idéologique est très claire aux yeux de l'émetteur intellectuel. C'est pourquoi l'ouvrier accuse cette revue qui ne vend pas, d'aggraver la mauvaise marche des affaires qui se traduit pour lui par le retard qui l'affecte chaque semaine dans le paiement de son salaire ; c'est-à-dire que dans l'état actuel de manque de participation et de discussion des objectifs idéologiques, une revue ne crée conscience, parmi les ouvriers de l'entreprise, que sur le plan matériel. Ce qui renforce la tendance économiciste des ouvriers qui dénonce la petite bourgeoisie et ajourne le surgissement de leur pouvoir critico-pratique. Le « pratique » pour l'ouvrier des moyens de communication de masse continue à ne se situer qu'au niveau économique. Ce cas nous permet d'observer que le bilan administratif et financier doit être directement relié, dans la conscience du travailleur, à une mise au point idéologique. En effet les deux aspects que nous distinguons, l'administratif-financier d'une part et l'idéologique-politique de l'autre, ne peuvent être dissociés que dans l'esprit et la pratique de la petite bourgeoisie, qui ne se voit pas affectée dans sa vie quotidienne par le marasme économique que peut entraîner la tentative idéologique. (Salaire moyen d'un cadre : 16 000 escudos. Salaire moyen d'un ouvrier : 3 000).

Le projet bureaucratique refuse la critique en gonflant artificiellement les termes du conflit qui se produit au cours de l'étape de transition culturelle, en essayant de réduire le dilemme à une fausse alternative entre deux pôles diamétralement opposés. C'est ce qu'on a pu observer quand il s'est agi de définir ce en quoi consiste une « politique culturelle ». Les deux pôles de ce prétendu dilemme

devinrent alors : la politique culturelle doit être conçue ou bien en termes de divulgation et de récupération de la culture antérieure (politique de continuité) ou bien en termes de rupture avec la culture bourgeoise et de création du pouvoir culturel prolétarien, qui est rapidement cataloguée de « saut dans le vide ». Or, à notre avis, une telle alternative n'existe pas. Sur le chemin des masses vers le pouvoir culturel il n'y a pas d'avant ni d'après. Le projet qui se cristallisera dans le futur doit déjà se manifester dans le présent. Cela veut dire qu'aucune politique de distribution de la culture ou aucune autre politique qui mette à la disposition du peuple les œuvres remarquables, les valeurs consacrées, l'héritage du passé, ne peut se formuler et s'appliquer si ce n'est en fonction du second pôle : l'acheminement vers une réception critique et créative de la part de la classe ouvrière. Le fait de reconnaître le caractère lent et progressif de la conquête du second objectif ne justifie pas qu'on le mette entre parenthèses pendant une période déterminée. Ce serait faire de l'histoire et de l'accès du prolétariat au pouvoir, une suite incohérente de processus historiques particuliers. Ainsi, une politique d'édition qui se concentre sur la massification de livres reconnus comme du patrimoine universel ne saurait se contenter de cette opération de distribution du savoir, de l'art, mais devrait également englober la tâche de préparation du terrain de la réception. C'est précisément en fonction de cette création d'un pouvoir critique progressif des récepteurs que doivent être planifiés les titres, les thématiques. La récupération d'une culture, cet emmagasinement de vêtements d'occasion que nous offre la culture antérieure comme le disait Trotsky, ne peut être un processus anarchique, livré au libéralisme culturiste d'un groupe de sélectionneurs. Il doit être intimement lié aux besoins de la lutte des classes, telle qu'elle s'exprime dans le domaine culturel.

Malheureusement la thèse léniniste sur la nécessité d'assimiler l'héritage culturel bourgeois a tendance à se transformer en passe-partout pour justifier des initiatives qui, à notre avis, sont loin de représenter des assimilations critiques de cette culture bourgeoise. L'exigence de la continuité culturelle se transforme bien souvent en légitimation de la continuité pure et simple, c'est-à-dire une continuité qui ne porte pas les germes d'une nouvelle culture et qui, au contraire, l'entrave. A propos de *Simplemente Maria* (un feuilleton télévisé qui, dans le meilleur style des mélodrames produits en Amérique Latine, retrace l'ascension vertigineuse d'une jeune paysanne qui, grâce à sa ténacité et son courage sans limite et malgré l'adversité du destin, réussit à grimper au sommet de l'échelle sociale, à l'aide simplement de sa machine à coudre qui lui permet de se transformer en propriétaire de la maison de modes la plus en vue de la capitale), à propos

donc de ce feuilleton dont l'apparition sur l'écran de la chaîne 9 fit pousser les hauts cris à une partie de l'opinion, le directeur de cette chaîne, pourtant de gauche, expliqua : « Le saut dans le vide, la rupture avec la culture du passé, la rupture avec la culture bourgeoise, avec l'héritage culturel du capitalisme, n'est vraiment qu'une utopie ». (Revue *Ahora*, n° 37). Ce sont des rationalisations de ce genre, à partir d'une thèse mal assimilée, qui freinent en général la recherche nécessaire pour surmonter les contradictions et combler les vides patents dans la communication de masse, telle qu'elle se présente en ce moment. De là à affirmer la neutralité de l'industrie culturelle de l'impérialisme ou de ses péons créoles, il n'y a qu'un pas. Et on le franchit avec d'autant plus de désinvolture que les expériences historiques de nombreux pays socialistes occidentaux accréditent cette conception. C'est ainsi que par exemple dans plusieurs démocraties populaires, faute d'avoir pu trouver une littérature enfantine qui puisse contrebalancer celle que fabrique l'impérialisme, on est en train d'accepter sous prétexte qu'ils sont « dépolitisés » et « universels » les *comics* de Disney, ou les nouvelles séries de télévision éducatives créées par la Fondation Ford, pour répondre à la demande du public « désaliéné » qui veut meubler son temps libre. Le fait qu'on assiste à ces transplantations n'est certainement pas le fruit du hasard. Il faut chercher au-delà de la zone de la culture de masse les raisons pour lesquelles dans ces sociétés se formulent ces besoins, et interroger le concept d'enfant, d'imaginaire enfantin, de famille, de sexe, que ces sociétés ont instauré dans la vie quotidienne.

Des rationalisations comme celles que nous venons de signaler sont d'autant plus graves, parmi nous, qu'elles barrent un chemin, ou qu'elles enferment le futur dans la conjoncture du présent, le passé restant intouché et insoupçonné. A Cuba, on continue de même à passer les fameuses séries « millionnaires » (ainsi nommées parce qu'elles ont fait l'objet de milliers de représentations) du mélodrame argentin et mexicain. Mais, contrairement à ce que prêchent certains dogmatiques de notre milieu, ces aspects sont soumis à discussion dans certains milieux au moins, et de cette discussion est en train de surgir toute une ligne de recherche d'antidotes. Célébrer la thèse de la continuité, comme argument d'autorité pour une politique culturelle, a pour résultat de retarder à l'infini cette mise en question.

En vertu de ce premier dilemme — continuité ou rupture — la petite bourgeoisie bureaucratique, se prenant pour norme du processus, déformé et disqualifie l'attitude, la dénonçant comme « ultra », de ceux qui cherchent à orienter et relier les deux pôles en fonction

d'un but unique : la création d'un pouvoir culturel populaire et la fin de la culture de la manipulation.

Une seconde camisole de force ou une seconde polarisation artificielle est celle qui sépare rigoureusement la théorie de la pratique. C'est la petite bourgeoisie qui a le plus d'intérêt à pousser ce conflit à l'extrême et qui se refuse le plus farouchement à instaurer la notion de la connaissance pratique parmi les intellectuels et les masses. En les qualifiant de théoriciens, elle isole les intellectuels qui cherchent à redéfinir le concept de participation des masses et à assumer les intérêts du prolétariat. La mise en quarantaine de la théorie légitime les préjugés sur le prolétariat, sur ses possibilités d'accéder à une participation consciente et organisée, et légitime du même fait le pragmatisme comme unique forme d'action et, par là, le fait que cette petite bourgeoisie capitalise le processus. L'unique avant-garde, l'unique hégémonie idéologique qu'elle est susceptible d'établir est, en définitive, une avant-garde bureaucratique, ou mieux la négation même de l'avant-garde.

A LA RECHERCHE D'UNE IDIOSYNCRASIE PLAGIÉE

Quand la petite bourgeoisie qui défend ses intérêts de classe s'éloigne de la position bureaucratique, l'autre tendance qu'elle manifeste en général est l'idéalisme. Cette tendance est bien sûr d'une envergure beaucoup plus réduite que la première. Sans aucune viabilité politique réelle, si ce n'est celle de servir de bohème à la bureaucratie pendant un petit laps de temps, elle ne franchit pas en réalité les limites des cénacles, même si la possibilité qu'ont ceux qui la professent d'accéder à une chaire publique gonfle artificiellement son importance. Elle aspire à s'approprier le monopole de la critique et à se faire le garant d'une participation pseudo-active, en se basant sur une conception de l'organisation de la culture qui pactise avec le système bourgeois. Elle se défend de la culture socialisée en s'appuyant sur la mythologie antitotalitariste qui réclame la liberté de création pour les créateurs consacrés, aux dépens de celle des masses. D'après sa notion, la liberté de création finit par être la liberté de reformuler les normes de la consommation spirituelle des masses, dont l'accès au pouvoir culturel est relégué dans les siècles futurs. Dès que pointe la nécessité de tenir compte de l'état de la lutte des classes dans la création de la nouvelle culture, ces « généraux sans troupes » font le procès de ce qu'ils estiment être une censure intolérable et lui substituent un succédané libéraliste, « la liberté intellectuelle et esthétique la plus large ». Incapable de dépasser sa position de classe, cette

fraction de la petite bourgeoisie intellectuelle et artistique s'alimente d'une fausse interprétation de la « voie chilienne », qui confond la tactique de gagner la petite bourgeoisie avec une stratégie et fait de la révolution un projet petit-bourgeois. C'est à ce groupe que s'adressent les mots de Marx dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* : « Il ne faudrait pas partager cette conception bornée que la petite bourgeoisie a pour principe de vouloir faire triompher un intérêt égoïste de classe. Au contraire, elle croit que les conditions particulières de sa libération sont les conditions générales, en dehors desquelles la société moderne ne peut être sauvée et la lutte des classes évitée. Il ne faut pas s'imaginer non plus tous les représentants démocrates comme des *shopkeepers* (boutiquiers) ou comme des enthousiastes de ces derniers. Par leur culture et leur situation personnelle, ils peuvent être séparés d'eux par un abîme. Ce qui en fait des représentants de la petite bourgeoisie c'est que leur cerveau ne peut dépasser les limites que le petit bourgeois ne dépasse pas lui-même dans sa vie et par conséquent ils sont théoriquement poussés aux mêmes problèmes et aux mêmes solutions auxquelles leur intérêt matériel et leur situation sociale poussent pratiquement les petits bourgeois. Tel est en général le rapport qui existe entre les représentants politiques et littéraires d'une classe et la classe qu'ils représentent » (9).

Leurs préjugés à l'égard du prolétariat — même s'ils sont exprimés d'une manière plus subtile et sophistiquée — sont du même ordre que ceux des bureaucrates. Au lieu de réconcilier les deux pôles du divorce bourgeois entre la politique et la culture, ils font l'apologie de cette dernière en la coupant de l'histoire, et sous-estiment l'importance de la première. L'accès du peuple au pouvoir devient un spectacle, une représentation scénique dont ils jouissent intellectuellement sans pouvoir la supporter dans la réalité. Le prolétariat, soit. Mais à la condition que l'œuvre de surgissement culturel qu'il doit représenter n'enfreigne pas le code esthétique en vigueur. Les cloisons qu'ils élèvent pour protéger leur domaine des ingérences étrangères à la pratique littéraire sont si hautes qu'elles finissent par ne plus supporter un langage différent de celui de la pratique littéraire, pour traiter le problème de la culture dans le moment présent. Ils souhaitent ériger leur mode d'écrire le monde en règle de comportement universel, en norme de communication entre les hommes. Cette attitude qui met en relief un langage qui procède d'une pratique particulière au détriment d'un autre issu d'une autre discipline, qu'il s'agisse de la sociologie, de la sémiologie ou de quelque autre

(9) K. Marx, *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Editions sociales, 1969, pp. 50-51.

pratique scientifique, révèle une fois de plus leur degré d'intolérance et leur envie utopique de coloniser les formes que doivent revêtir les futurs rapports sociaux. Une fois de plus, ils arrêtent la révolution et célèbrent comme signe positif, déjà définitivement acquis, leur signe de classe, un signe né dans une société où les masses n'avaient pas encore le droit à la parole.

On ne peut nier que le fait même de l'existence de ce projet culturel dans une fraction de la petite bourgeoisie littéraire est un indice du déchirement intérieur par lequel doit passer toute la petite bourgeoisie au cours du processus révolutionnaire. C'est peut-être cette fraction qui pressent le mieux ce que signifie concrètement l'irruption réelle des masses au pouvoir et c'est pour cela même qu'elle est prise de panique et qu'elle oppose une résistance farouche. Il ne plaît à aucun propriétaire du savoir de se voir priver de sa condition privilégiée dans une assemblée de travailleurs, d'être soumis à leurs critiques, de devoir perpétuellement mettre sa pratique en question et de laisser la détermination des goûts sociaux à une classe qui n'empruntera pas nécessairement les mêmes paramètres, une classe qui, elle aussi, tout comme la bourgeoisie au cours de sa montée au pouvoir, fera très probablement à tâtons l'expérience de la création de nouvelles formes de vie.

PROLETARIANISATION, REGRESSION CULTURELLE ?

Le fait que la prolétarianisation soit interprétée comme une régression historique démontre bien l'influence puissante que continue à avoir le fantôme de cette déviation que représente le réalisme socialiste. Se servant de ce mythe de la régression, une partie de la petite bourgeoisie intellectuelle et artistique refuse de se prolétarianiser, d'épouser la position de classe du prolétariat, et assimile cette exigence à un choix manichéiste, préférant lui en substituer un autre, celui qui consiste à soumettre le prolétariat à ses propres normes de culture. Dans ces conditions, le suicide de classe que réclame la révolution à moyen ou à long terme, pour atteindre le règne de la liberté, ne peut évidemment être compris que comme un réflexe masochiste.

C'est précisément le fait de vouloir conserver ces normes soi-disant universelles qui donne lieu à un ensemble de préjugés sur la nature de la superstructure et celle des éléments qui en provoquent le changement. Le fait de vouloir conserver ces normes dites « objectives » fait naître le postulat que, dans un processus révolutionnaire, de nombreuses zones de l'activité culturelle demeurent autonomes.

La thèse qui veut que la création culturelle bénéficie d'une certaine autonomie par rapport à un processus révolutionnaire concret, thèse qui légitime d'une certaine façon qu'un territoire soit réservé aux artistes et aux « créateurs culturels » en dehors de la sphère des préoccupations concrètes, territoire moins déterminé par les intérêts immédiats de la révolution que les autres secteurs d'activité, s'appuie sur une attitude qui répugne à assimiler l'art et la culture à d'éventuels instruments d'activation politique et qui est portée à soutenir, au nom de la liberté de création, que l'art et la culture sont régis par leurs propres lois et qu'ils trouvent leur finalité en eux-mêmes. En vertu de quoi, on qualifie d'utilitariste toute tentative qui prétend situer critiquement dans le processus révolutionnaire les diverses formes d'expression léguées par la culture antérieure.

« Nous devons avoir de la considération pour nos spécialistes. Ce sont pour notre cause des éléments très précieux. Toutefois nous devons leur dire que tout écrivain ou artiste révolutionnaire ne peut donner un sens à son travail que s'il est lié aux masses, s'il reflète leur vie, s'il est leur porte-parole fidèle. C'est seulement en étant le représentant des masses qu'il peut les éduquer, c'est seulement en se faisant leur élève qu'il peut devenir leur maître... Notre attitude n'est-elle pas utilitariste ? Les matérialistes ne sont pas contre l'utilitarisme en général, ils sont contre l'utilitarisme des classes féodale, bourgeoise et petite-bourgeoise, contre ces hypocrites qui se disent ennemis de l'utilitarisme, mais qui en réalité pratiquent l'utilitarisme le plus égoïste et le plus myope. Il n'est rien au monde qui soit au-dessus de considérations utilitaristes ; dans la société de classes, si ce n'est pas l'utilitarisme d'une classe c'est l'utilitarisme d'une autre. Nous sommes des utilitaristes révolutionnaires, prolétariens, nous partons de l'unité des intérêts présents et futurs des masses les plus larges constituant plus de 90 % de notre population, nous sommes donc des utilitaristes révolutionnaires qui nous assignons les objectifs les plus larges et pour le plus long avenir, et non des utilitaristes étroits qui ne voient que le particulier et l'immédiat. Si une œuvre ne plaît qu'à un public restreint et n'est pas utile ou nuit même à la majorité du peuple et que cependant dans un but utilitaire personnel ou au profit d'un cercle étroit on l'impose sur le marché, on fasse à son sujet de la propagande parmi les masses et, après cela, qu'on aille encore accuser les masses d'utilitarisme, ce sera faire une insulte aux masses, et, de plus, montrer que l'on se connaît fort mal soi-même. Une chose n'est bonne que lorsqu'elle est réellement utile aux masses. Que votre œuvre soit pareille à la « La Neige printanière », si pour le moment elle n'est goûtée que par un petit nombre d'individus, si les masses continuent à chanter « Le Chant des rustres », alors que sans essayer d'élever leur niveau vous vous contentez de vitupérer, toutes vos récriminations seront vaines. A l'heure actuelle notre

tâche est d'associer « La Neige printanière » au « Chant des rustres », d'unir l'élévation du niveau à la popularisation. Sinon, l'art le plus sublime, de quelque grand maître que ce soit, n'aboutira qu'à l'utilitarisme du genre le plus étroit. Vous pouvez affirmer que votre art est « pur et sublime », c'est vous seul qui vous attribuez ces qualificatifs, mais vous n'avez pas l'approbation des masses...

...La littérature et l'art prolétariens font partie de l'ensemble de la cause révolutionnaire du prolétariat ; ils sont, comme disait Lénine, « une petite roue et une petite vis » du mécanisme général de la révolution [...]

[...] la littérature et l'art sont subordonnés à la politique ; mais ils exercent à leur tour, une grande influence sur elle. La littérature et l'art révolutionnaire font partie de l'ensemble de la cause de la révolution dont ils constituent une petite roue et une petite vis » (10).

Si on ne veut pas rendre indépendantes les formes culturelles ni les installer dans la permanence, cette permanence qui en ferait des juges de l'histoire, l'évaluation du degré de conscience des masses définit la première instance de la création artistique et de la diffusion massive des produits culturels. Et cela touche toutes les formes idéologiques, pas seulement l'art, la science bourgeoise par exemple, et par là le rôle de l'université et le but de la recherche dans les centres spécialisés. Pour reprendre le cas de l'art, celui-ci ne saurait constituer une réserve amorphe que l'on pourrait divulguer à tort et à travers. Tout produit culturel reflète un état des forces sociales et se caractérise, dans toutes les époques, par des aspects progressistes et d'autres réactionnaires. Même si se sont déjà manifestées ou produites des œuvres objectives, c'est-à-dire des œuvres qui témoignent d'une culture humaine, à ses débuts, d'une culture sans racines ni connotations de classe, il faut néanmoins reconnaître qu'il n'y a que très peu d'universalité dans ces œuvres dites universelles et diffusées comme telles, quand elles doivent s'insérer dans le contexte concret de la lutte des classes, quand on les juge d'après la mesure dans laquelle « elles expriment les forces progressistes de l'histoire et favorisent leur victoire ». L'assimilation de l'héritage culturel doit se faire sur un mode sélectif, dans un processus de transition au socialisme, et c'est cette exigence qui permet d'évaluer ce qu'il y a de réellement universel dans le patrimoine culturel de l'humanité. Dans ce domaine le libéralisme bourgeois qui consacre l'autonomie des sphères

(10) Mao Tsé Toung, « Interventions aux causeries sur la littérature et sur l'art », *Ecrits choisis*, Paris, François Maspero, 1973, T. II, pp. 171.173.

artistique et scientifique, autonomie fonctionnelle pour son ordre, son pouvoir, provoque précisément et célèbre l'anarchie, qui répond fidèlement à sa consigne du *laissez-faire, laissez-passer* et qui dans la réalité ne signifie rien de plus que la liberté de laisser émettre et circuler les œuvres d'une élite. Comme nous l'avons dit, c'est en fonction des degrés de conscience de la masse des récepteurs que devront être sélectionnés les thèmes qui circuleront, et qu'on devra apprécier quel niveau de la réalité il convient de pénétrer et de révéler, tout en assurant une élévation progressive de ces états de conscience. Toutes ces considérations n'ont de valeur que si l'on accepte au préalable que la politique culturelle dans un processus de transition au socialisme doit être autre chose que la version socialisée de la politique des *pocket books* de la bourgeoisie post-industrielle, et doit se préoccuper d'enraciner ou d'ancrer dans les masses l'héritage culturel du passé et le transformer en un instrument de participation à la lutte pour la création d'une nouvelle société et d'une nouvelle culture.

Pour les artistes et les intellectuels d'une société dépendante, il est bien sûr plus brillant et attrayant d'avoir pour références les normes qui circulent au niveau « international », dans les salles d'exposition de Paris ou de New York, les congrès scientifiques ou sur le marché mondial des publications ; cela leur semble plus valorisant et leur rapporte aussi plus de prestige et de bien-être de classe, plus d'« universalisme », que de commencer à questionner systématiquement leur propre pratique en fonction d'un processus révolutionnaire et risquer de se mettre en porte à faux avec leur propre corporation. Quand il s'agit de reformuler les formes idéologiques, on constate évidemment la présence, la trace du phénomène de la dépendance qui, antérieur à la révolution, ne meurt pas avec elle. L'intellectualité dépendante continue à entrer dans la révolution avec des concepts marqués par la dépendance culturelle, fait qui se trouve favorisé et renforcé par le cadre de démocratie formelle dans lequel se déroule le processus chilien, où le libéralisme en matière universitaire ne fait pas encore l'objet d'un procès. On ne tient d'ailleurs pas assez compte du fait que la réaction s'est réfugiée dans les amphithéâtres universitaires ou autres territoires de diffusion culturelle. Et même quand ils sont contrôlés par les forces de gauche, ces domaines superstructurels conservent encore trop souvent une grande autonomie par rapport au processus de changement et restent marqués par une série de traits dépendants. Tout se passe comme s'il existait un plafond, au-delà duquel il devient impossible de mettre en question les fondements de ce qui est reconnu comme « objectif » et consacré comme tel. Face au pôle culturel hégémonique, on sous-estime ce qu'un processus révolutionnaire même s'il se déroule au bout du monde, peut

apporter à la science, à l'art, à la culture. On n'a pas suffisamment conscience du privilège que constitue la possibilité de connaître de nouvelles pratiques sociales, que voilà si longtemps désirent connaître les intellectuels et les artistes des sociétés qui sont parvenues à des niveaux de culture formelle très supérieurs, d'après l'échelle des normes bourgeoises, à ceux que nous connaissons au Chili. En matière de recherche en communication de masse, un modèle de Lévi-Strauss, oint du prestige du pôle métropolitain, remporte la préférence au détriment d'études plus artisanales qui s'élaborent à partir d'une nouvelle conception dynamique du savoir et de la science comme activité critico-pratique. Quant aux modèles de Greimas, ils sont aussi en vogue, même s'il faut bien avouer que, adaptés comme ils le sont en général d'une façon catéchistique, ils se convertissent en grimace ! Au contraire, à partir d'une nouvelle conception de la science non plus séparée de la pratique révolutionnaire, le chercheur autochtone peut découvrir de nouveaux modèles d'approche à la réalité culturelle, aidé par les réponses qu'est en train de donner aux mythes de la classe dominante la classe ouvrière, dans sa pratique quotidienne. Dans toutes les situations que nous venons d'évoquer, nous nous retrouvons en présence du même complexe, essentiel à la culture et à la réalité dépendante, et qu'on pourrait appeler le complexe du sauvage, la peur de manifester l'infériorité culturelle de l'aborigène. Ce complexe se confond, dans une perspective de classe, avec l'entêtement que démontre la petite bourgeoisie intellectuelle et artistique à ne pas questionner ce qui constitue le noyau de son privilège d'émetteur de la culture, à l'écoute du pôle émetteur étranger. On ne peut justifier cette acceptation, cette réception monolithique, acritique ou tout simplement protégée par les normes de la critique libérale. Mais on pourrait par contre justifier un autre genre de réception, qui obéirait à un critère de sélection, et ressemblerait à cette assimilation critique de la culture du passé dont nous parlions plus haut. Si ce plafond artificiel ne saute pas, la dynamique de la superstructure socialiste, dans les pays du Tiers-Monde, étouffée dans l'œuf, sera toujours donnée par des références que le processus révolutionnaire ne peut contrôler. Il a fallu dix ans pour que Cuba s'interroge sur les nouvelles formes du néo-colonialisme culturel, sur les modèles artistiques, scientifiques en provenance d'autres pôles culturels hégémoniques. Le Congrès de la Culture et de l'Education a très bien assimilé ce besoin impérieux de redéfinir la science et la culture, à partir de la pratique des masses et d'un nouveau concept de l'homme qui utilise le savoir. A propos de ce congrès, s'ébaucha au Chili une discussion où on remarqua, mises à part les différences de rhétorique, la ressemblance des projets idéaliste et bureaucratique de la petite bourgeoisie. Le projet bureaucratique capitalisa la condamnation des « sor-

ciers du savoir » que formule Castro pour appuyer le refus de la réflexion théorique, assimilant théorie bourgeoise et théorie révolutionnaire, prenant à son actif le préjugé populaire et populiste du système capitaliste, pour renforcer sans vergogne son pragmatisme. Le projet idéaliste condamna pour sa part les mots de Fidel en faisant valoir que sa critique aux nouveaux sorciers de la tribu représentait une attaque directe à la science, à l'art, à la culture, une offense et un affront aux valeurs universelles du savoir, une attitude obscurantiste. Les deux argumentations, apparemment opposées, sont tributaires d'une position de classe identique. Elles ne représentent que les deux faces d'un projet unique qui s'obstine à défendre le statut de l'interprète ou du représentant : « journalisme représentatif », « poète, conscience critique, exclusive et excluante », et cela pour garantir une nouvelle culture juste et adéquate.

C'est dans cette perspective, c'est-à-dire en ayant présente à l'esprit la nécessité de tenir compte de la lutte des classes dans un moment déterminé, qu'il faut envisager non seulement la diffusion de la culture antérieure, mais aussi la recherche de nouvelles formes de communication. Si on ne part pas avec le préjugé que la bourgeoisie a arrêté le mouvement historique, particulièrement dans ce domaine des formes idéologiques, il est licite de penser que peuvent exister et qu'on peut découvrir d'autres formes que celles que connaît la couche sociale qui jusqu'à présent les manie, d'autres formes qui sont en accord avec une existence de type socialiste ou qui préparent le terrain pour le futur.

OUVERTURE SUR LA TECHNOCRATIE

La thèse de l'autonomie de la science, de l'art ou une mauvaise interprétation des degrés d'autonomie de la superstructure par rapport à l'infrastructure matérielle, est la porte ouverte à l'idéologie technocratique, fondée sur le concept de la neutralité d'aires fondamentales de la superstructure. C'est-à-dire qu'il se produit la sacralisation de la superstructure qu'il ne devient plus possible de modifier, sacralisation qui bloque la redéfinition des champs et des pratiques selon lesquelles la bourgeoisie a divisé le monde. La technocratie pourra populariser les rites d'initiation nécessaires pour pénétrer dans ces domaines de la science, de l'art, mais ils resteront des rites d'initiation à la consommation. Dans ce contexte, la pratique scientifique, artistique, restera de toutes façons une pratique fermée, réservée à ceux qui sont ses prêtres. Ces mondes donnent l'apparence de se régénérer sans s'ouvrir d'une manière massive à la participation créa-

tive d'autres secteurs. Au lieu de s'interroger sur la régression culturelle qu'entraînerait, selon elle, une pratique prolétarisée, ne conviendrait-il pas plutôt que la petite bourgeoisie se demande si cette fermeture à d'autres secteurs qui ne sont pas susceptibles de se transformer en corporations qui défendent une chasse gardée, ne va pas provoquer à la longue la détérioration et l'épuisement de la création ? pour être logique avec elle-même, ne faudrait-il pas qu'elle se rende compte que cette création qu'elle conçoit en définitive comme la possibilité qu'a sa classe d'innover et de créer pourrait un jour connaître un terme, quand cette classe aurait épuisé ses ressources. Car la consigne du libéralisme créateur fondé sur l'autonomie de l'art et de nombreux domaines de la superstructure n'entraîne peut-être pas le suicide d'une classe, mais entraîne bel et bien le suicide de la création. C'est en cela que consisterait une attitude réellement masochiste de la petite bourgeoisie et non dans la volonté d'assumer les intérêts du processus révolutionnaire global. Le véritable créateur ne sera pas celui qui se contentera de battre les sentiers déjà battus mais celui qui, brisant les quatre murs de l'univers limité dans lequel l'a confiné la bourgeoisie, orientera le processus de développement social en découvrant de nouvelles formes dans les entrailles mêmes de ce processus ou en redéfinissant les formes antérieures. La notion de création dont fait usage le projet petit-bourgeois est en définitive allergique au concept de processus : nouveau personnage sur la scène de l'histoire il arrête cette dernière pour la distribuer.

Mais afin d'approfondir davantage le thème, éloignons-nous du domaine de ladite création « culturelle », où l'aspiration d'un groupe à découvrir son rôle dans le processus constitue un repère trop exclusif. Au Chili, comme dans beaucoup de pays socialistes, malheureusement, les pseudo-polémiques publiques sur le changement culturel tendent trop souvent à se concentrer sur l'île de la corporation littéraire. Comme nous le disions, il serait tout à fait inopportun de continuer à discourir sur la création culturelle qui, dans son sens restreint, sert généralement de base aux nombreuses discussions qui se déroulent dans certains secteurs sur la politique « culturelle ». Il faut à tout prix élargir le débat, en essayant d'englober la multitude, jusqu'à présent dispersée, des aires du changement culturel révolutionnaire. Il faut démontrer jusqu'à quel point la position de classe qui est sous-jacente à l'idéologie « corporatiste » de la fraction littéraire de la petite bourgeoisie peut imprégner tous les domaines dans lesquels s'introduit la révolution et peut obstruer la voie du pouvoir populaire. Il est pour le moins important d'attirer l'attention sur la façon dont le schéma idéologique qui préside à la défense des intérêts d'un groupe particulier de créateurs est susceptible de se présen-

ter — sous des atours certes moins attrayants — dans toutes les couches de la petite bourgeoisie et de s'ériger ou de se projeter en norme dans d'autres secteurs, parvenant ainsi à structurer le projet total de la technocratie. Cette question nous conduit de fait à évaluer la place qui revient à la superstructure dans un processus révolutionnaire ; il s'agit de voir comment cette dernière maintient un contact profond avec la recherche des formes les plus adéquates pour parvenir à la construction matérielle du socialisme. On laisse ainsi entrevoir comment une sous-estimation des facteurs superstructurels, intimement et concrètement présents dans la tâche de la mobilisation, peut faire perdre sa signification au changement qui s'opère dans l'infrastructure. C'est un point d'une importance particulière dans la mesure surtout où, entre autres implications, c'est de lui que dépend que soit correctement présentée la thèse de l'incorporation de la petite bourgeoisie intellectuelle et technique au processus révolutionnaire. Question qui revêt un intérêt particulier dans la voie chilienne et à laquelle beaucoup de nos « hommes de culture », désireux de légitimer une interprétation de cette voie qui les favorise, ne prêtent pas une attention suffisante. Cette question nous renvoie à la nature de la petite bourgeoisie et à celle de la bourgeoisie qui lui correspond. Nous avons montré dans une autre occasion (11) la modernisation que subit la bourgeoisie chilienne comme contre-coup de l'affrontement avec le projet du réformisme développementiste du régime démocrate-chrétien, de même que l'expansion parallèle de l'idéologie professionnelle dans des couches étendues de la petite bourgeoisie. Il est très différent d'hériter d'une bourgeoisie entièrement subjuguée par l'impérialisme — comme l'était la bourgeoisie cubaine — ou d'une bourgeoisie dépendante qui, même si elle n'a pas pu assurer l'élaboration d'une culture érudite, est arrivée d'une part à constituer une culture quotidienne dominante à travers des alliances successives qui ont suivi le rythme de pénétration des secteurs de l'économie nationale et, d'autre part, à agencer et harmoniser lesdites classes moyennes autour de son projet de société. Le mouvement ouvrier même n'est pas resté étranger à ce contexte de luttes. L'impérialisme qui s'est montré si intransigeant avec la révolution cubaine paraît avoir compris cette spécificité et s'emploie à trouver la manière de se comporter avec la « voie chilienne », préférant manifestement s'appuyer sur les schémas de cette bourgeoisie insérée dans la vie « nationale » pour annuler le projet révolutionnaire.

Dans ce contexte, quel que soit l'angle sous lequel on la considère, l'insertion professionnelle de la petite bourgeoisie pose le même

(11) Cf. un aperçu de ces thèses dans le chapitre suivant.

problème que celui que nous ébauchions précédemment. Prenons un exemple, quelque peu schématique, qui nous permettra de saisir comment, dans la révolution, la création technologique fait affleurer le même syndrome que la création « culturelle ». Pour la technocratie, le spécialiste, celui qui est doué d'une aptitude technique particulière, possède un ensemble de solutions qui lui permettent de résoudre tel ou tel problème d'habitat, par exemple, ou d'équipement communautaire. Personne n'est suffisamment fou pour lui disputer cette aptitude et soutenir que, pour la simple raison qu'il y a une révolution en marche, tout le monde peut faire office d'architecte. Dans quelle zone doit donc se produire le questionnement pour que ce technicien puisse s'intégrer à une pratique révolutionnaire et ne se transforme pas obligatoirement en foyer de résistance ? Il entre dans le processus avec un ensemble de connaissances techniques qui ne sont pas nécessairement compatibles avec les besoins auxquels s'affronte la révolution. C'est ainsi que Cuba se rendit compte, après avoir tenté de massifier le type de construction « populaire » de l'époque antérieure, qu'il ne répondait pas aux exigences de la production massive. Ce ne fut pas une question d'esthétique qui provoqua la nécessité de rompre avec des idées et des méthodes héritées. Leur caractère onéreux constituait le principal obstacle, décisif, à l'extension massive de ces formes et n'était que le premier indice d'incompatibilité avec un plan d'habitat révolutionnaire et l'installation de nouvelles formes de vie. Dans la révolution, toutes les solutions apportées aux problèmes laissés par la bourgeoisie doivent tendre à la massification et les formes qui résolvaient le problème d'une classe ne résolvent pas forcément le problème des masses. C'est là que l'on saisit ce que signifie concrètement la présence active des masses dans la vie sociale. Sur cette exigence de réduire les coûts vint se greffer la recherche de nouvelles formes pour humaniser l'habitat (« le but poursuivi n'est plus le produit, mais l'homme ») et l'harmoniser avec les normes du projet de vie socialiste. Dans cette perspective, celui qui était jusqu'alors l'émetteur, celui qui avait eu jusqu'alors le privilège de l'émission, s'interroge sur la comptabilité de son art avec une ligne de masse : nouveau point de vue, nouveau tropisme, et nouvelle rationalité. Nous avons là le premier critère pour la prolétarianisation de la pratique de la petite bourgeoisie intellectuelle et technique. Quand on s'épargne cette interrogation, on risque de le payer cher : il peut en effet être infiniment plus préjudiciable et plus coûteux de conserver intacts les techniciens et leur technique, et de maintenir, ce qui va inévitablement de pair, une ligne de continuité, que de risquer d'en perdre un certain nombre et de chercher à innover. Ce procès permet en outre de découvrir le paramètre qui situe les dimensions d'un réel questionnement des formes culturelles dites

dépendantes, qui comprennent depuis les modèles de comportement dans la vie quotidienne jusqu'aux modèles d'application de la technologie.

La nécessité de respecter une ligne de masse n'entraîne pas seulement la recherche de coûts moins élevés — ce qui n'est pas nécessairement corollaire d'une récession technologique et ne représente pas forcément la version technologique modeste d'un pays pauvre — mais décide de l'orientation d'un projet qui permette aux masses de participer à la construction massive de ce nouveau type d'édifices et évite que la technique ne se transforme en obstacle à cette participation. Quelle forme convient-il de proposer pour que les masses disposent ? Quand, en politique d'urbanisme, on ne peut plus considérer deux normes en fonction de deux types de clientèles, comme dans la société capitaliste, et quand le pays requiert de nouveaux modes d'aménagement, le rôle des anciens corps de métier subit une profonde modification et la responsabilité de la construction peut être assumée par les divers centres de travail. C'est ainsi qu'à Cuba, chaque centre de travail se charge de résoudre le problème d'habitat de la collectivité. Ce qui donne lieu à la naissance des micro-brigades de la construction, formées d'ouvriers sélectionnés dans les assemblées populaires. La micro-brigade se transforme de la sorte en lieu de mobilisation autour d'une tâche concrète. Cet exemple qui montre comment les masses peuvent assimiler la technologie, indique comment les formes culturelles sont susceptibles d'évoluer quand le point de référence devient la ligne de masse. Certes, ce qui permet l'irruption active des masses dans tous les domaines de la vie sociale c'est la pression qu'exerce la réalité, la demande qui en jaillit, et non les exigences que peuvent formuler, au sein des institutions où elles travaillent, des fractions antagoniques de la petite bourgeoisie. Ce n'est que dans la mesure où les masses arrivent réellement à exercer le pouvoir dans la vie quotidienne que certains projets tombent d'eux-mêmes. Si les discussions sur le pouvoir culturel populaire paraissent encore théoriques dans notre milieu, c'est parce que les conditions ne permettent pas encore que les travailleurs en fassent la demande « officielle ». C'est dans la mesure où la petite bourgeoisie sent la pression des masses, dans un contexte qui permet leur participation, qu'elle se transformera. Les articles que l'on pourra écrire, les thèses que l'on pourra agiter ne déclancheront pas cette transformation. Le théorique, dans la révolution, n'est pas une question de langage. Mérite l'accusation de « théoricien », celui qui décolle de la ligne de masse quand il s'agit de proposer le chemin pour que les masses disposent.

Que peut apporter de plus à l'actuel processus chilien cette réflexion sur les implications de la ligne de masse ? S'il est encore permis de discuter du besoin et des façons de conquérir les classes moyennes, il est bien difficile de refuser de s'interroger sur ce que signifie comme handicap leur présence active quand il s'agit de mobiliser les masses. Les couches moyennes ne constituent pas seulement un conglomerat humain, mais encore une référence culturelle, un acommodement du monde en fonction du bien-être, du bonheur de ces couches. Introduire la référence au prolétariat, c'est-à-dire, à la ligne de masse, signifie perturber profondément le système de références propre aux classes moyennes, et provoquer, dans un moment déterminé, une rupture violente, dans toutes les zones de la vie, depuis l'échelle des biens de consommation jusqu'à la manière de les produire, parce que l'adoption d'une ligne de masse comporte l'exigence de mobiliser les travailleurs et leurs alliés de la petite bourgeoisie. Si la ligne de masse était compatible avec les critères des classes moyennes, la révolution pourrait se résumer dans l'expansion quantitative des privilèges que la bourgeoisie a réservés jusqu'à présent à ses fils. Ce qui se confondrait en définitive avec une politique de modernisation. La modernisation conserve au processus historique un caractère unidimensionnel. Elle ne change pas le sens des choses, qu'avait prescrit la bourgeoisie. Elle en prolonge les extensions colonisatrices. La classe moyenne, c'est la présence de la dépendance des modèles étrangers, du luxe, c'est l'implantation de schémas de développement d'un coût social élevé, qui ne peuvent que frustrer les masses de la nécessité où elles sont d'entreprendre un processus d'émancipation morale et technique sur la base de leurs connaissances, de leur degré de conscience et des conditions réelles de leur pratique. L'aspiration suprême des classes moyennes est de transformer le citoyen national en quelqu'un d'aussi conditionné, toutes proportions gardées, que les pilotes nord-américains qui, pour subsister au Viet-Nam, ont besoin d'importer pour leur consommation, de l'eau d'Australie. On ne peut évidemment que noter la contradiction énorme qui existe entre l'aspiration de l'homme technologique à libérer l'univers entier et à étendre ses solutions de par le monde, et le rétrécissement du territoire dans lequel il peut en fait survivre, étant donné ses multiples exigences et l'aspect chaque fois plus sophistiqué de ses besoins. Il se transforme de la sorte en koala qui, pour parcourir le monde, a besoin de le convertir, de le réduire, de le métamorphoser en cet eucalyptus où il est né, où il a été élevé et où il doit mourir. Quand on projette ce modèle de vie des classes moyennes dans les masses ; on escamote la réalité, on cache le premier terme à partir duquel on doit entreprendre le processus de libération nationale, et c'est ainsi par exemple qu'on maintient artificiellement la référence

au luxe, la volonté de rivaliser avec le monde développé pour ne pas propager l'inquiétude dans ces classes moyennes (ce faisant, on refuse de former la conscience), au lieu d'accepter le niveau matériel concret, qui par rapport au luxe risque évidemment de se traduire par de la rareté, et former la conscience à partir de cette situation réelle.

Pour beaucoup la révolution continue à signifier l'extrapolation des conditions de vie de la bourgeoisie et il s'en faut de peu qu'ils assimilent l'aspiration révolutionnaire au désir qui, à l'aube de la décolonisation politique, poussa un certain type de colonisé à se jeter sur le frigidaire, la voiture et les autres biens du colon. Comment interpréter par exemple un éditorial paru dans notre presse de gauche : « L'immense majorité est constituée d'individus qui ne sont pas propriétaires de moyens de production. Il s'agit d'employés « à col blanc », de professionnels, etc. Ce sont des travailleurs qui vivent — comme le prolétaire et le paysan — de la vente de leur force de travail et ont pour toute propriété des maisons ou des actions. Quel intérêt pourrait avoir un gouvernement socialiste à « liquider » un tel secteur social ? Ses vues consistent au contraire à essayer d'élever l'ouvrier et le paysan à des conditions de vie similaires à celles des couches moyennes ». Est-il possible de continuer à conférer aux « conditions de vie » un signe neutre et de continuer à les retrancher d'une nouvelle philosophie de la vie ? L'homme nouveau n'a-t-il pas une autre façon de se définir par rapport aux objets de consommation ? Pour reprendre les mots du Che, « nous ne faisons pas la révolution seulement pour assurer le pain à tout le monde. Ce qu'il faut c'est changer la vie ».

Pour poursuivre la discussion, il faut tout d'abord tirer au clair les projections du présumé de la « voie chilienne » sans pour cela vouloir la disqualifier d'une manière capricieuse et arbitraire. Le fait de ne pas tenir compte de la tension réelle que signifie la présence de la classe moyenne, renferme un ensemble de rationalisations *a posteriori*, qui rendent chaque fois plus difficile l'existence d'une ligne de masse. La plupart des tentatives de légitimer le présumé de la tactique qui consiste à capter les classes moyennes servent de fait à consolider la norme de la classe moyenne dans l'orientation du processus. Ces tentatives favorisent la réapparition subreptice de l'interprétation mécaniste de la théorie des relations entre la base et la superstructure. Sous prétexte de ne pas inquiéter les classes moyennes, on tend à accorder au changement infrastructural un caractère de déterminant exclusif, à sous-estimer l'importance des facteurs superstructurels dans l'orientation du changement de l'in-

frastructure et, en ce moment même, à minimiser le rôle de la lutte idéologique dans la conquête du pouvoir. Même s'il faut reconnaître des priorités, cela ne doit pas autoriser à mettre l'histoire « entre parenthèses ». Affirmer que la tâche fondamentale du moment est de conquérir le pouvoir et qu'il est par conséquent essentiel d'étendre et de fortifier le secteur étatisé de l'économie, d'augmenter la production, ne devrait pas être incompatible avec cette autre affirmation, à savoir qu'il est également important de faire front à la bourgeoisie dans tous les domaines où elle livre sa bataille idéologique. Le divorce que d'aucuns veulent accentuer entre le travail de construction de l'infrastructure économique et la tâche d'agitation superstructurelle relève plus de la casuistique que de la dialectique. La bataille idéologique bien comprise est elle aussi un instrument de la conquête du pouvoir. Ajourner la lutte idéologique signifie, par ailleurs, reléguer dans un état d'hibernation d'importants secteurs des forces révolutionnaires, les obliger à une grève temporaire dans le combat pour le pouvoir, les mettre en marge d'une mobilisation qui tienne compte des conditions concrètes et matérielles de leur participation au processus révolutionnaire. Cette position malthusienne inspire enfin un concept de mobilisation qui confère la dynamique aux consignes propagandistes et méprise l'arme idéologique, se méprend sur sa valeur.

Ces déviations se font sentir dans tous les domaines et tendent à imposer la modernisation comme critère de changement. Dans le domaine de l'éducation, par exemple, faute de pouvoir reviser systématiquement les textes scolaires actualisés sous le régime démocrate-chrétien et le contenu idéologique du système éducatif, suivant la nécessité d'observer les règles du pluralisme, la politique d'éducation se résume généralement dans une augmentation de l'effectif scolaire et ces limites sont légitimées. Ce qui contribue, entre autres, à faciliter cette légitimation est l'argument rebattu que, tant que ne changent pas les relations de production, il est utopique de vouloir changer la superstructure. Personne n'est assez « ultra » pour exiger que l'on procède dans le moment présent à la révision sans merci de tous les textes scolaires. Néanmoins la justification mécaniste à laquelle on recourt pour expliquer les conditions imposées par le pluralisme des partis, empêche de fait de se mettre à la recherche de formules qui permettraient de surmonter les limitations imposées par l'ennemi de classe. Ainsi, dans une atmosphère générale d'absence de discussion idéologique, le désir de beaucoup de trouver la voie chilienne là où elle n'est pas, tend à faire revivre parmi les élèves et les professeurs un style d'agitation qui obéit à une ligne politique traditionnelle qui risque de se révéler inadéquate quand l'enjeu est d'essayer de gagner les jeunes à un projet révolutionnaire total.

En outre cela révèle une attitude de peur face au besoin d'augmenter la conscience et de mobiliser l'étudiant à partir des instruments de sa pratique quotidienne. Au lieu de contourner l'obstacle et la limitation que renferme la voie chilienne, la thèse mécaniste tue dans l'œuf toute tentative d'établir une relation entre le changement infrastructural et le changement superstructurel. Elle réduit la portée de la lutte contre une superstructure qui reste marquée par la référence aux classes moyennes. Le plus grave est que, faute d'agitation réelle de la superstructure, on recourt trop souvent à des thèmes de mobilisation qui ne sont en fait que des pis-aller aussi bien pour le changement superstructurel que pour le changement infrastructural. Ainsi, détacher des thèmes sporadiques de mobilisation comme le travail volontaire et surtout les détacher de manière univoque au détriment de la mobilisation quotidienne qu'assurerait une structure de pouvoir ouvrier réel dans le secteur étatisé, est bien en harmonie avec ce contexte d'optimisme béat qui préfère ne pas contredire ouvertement la norme des classes moyennes.

MOBILISATION ET LOISIR

Un des grands problèmes auxquels s'affronte la communication de masse dans la période de transition au socialisme est de combiner le rôle mobilisateur que doit assumer la communication avec le caractère amène, agréable, qui semble avoir été jusqu'à présent la propriété exclusive de la culture de masse, la culture du loisir qu'a développée la bourgeoisie. Ce problème ne concerne pas seulement les formes de communication mais aussi l'esprit général qui anime la perception du moment historique.

En dehors de quelques hebdomadaires de style comique et caricatural, il faut reconnaître que la norme sérieuse et même très sérieuse, voire répressive, est la norme générale. Dès que l'on s'éloigne de cette règle et que l'on suggère que peuvent exister d'autres préoccupations ou d'autres thèmes mobilisateurs que « les dimanches solidaires du travail volontaire » la censure se montre excessivement chatouilleuse et crie à la frivolité. Oser parler de sexe, détacher la signification que peut avoir sur ce plan tel événement, telle mesure, telle revue qui circule, équivaut à vouloir fomenter l'amour libre, la révolution sexuelle qui, paraît-il, « ne fait qu'envelopper d'un rideau de fumée les véritables problèmes que posent la lutte idéologique et

la construction du socialisme au Chili ». Le sexe, sous son expression traditionnelle et généralement abondante dans la presse populiste de gauche, ne fait pas l'objet d'une condamnation, mais ce qu'il s'agit d'empêcher à tout prix c'est que ne se propagent les nouvelles idées et les nouveaux thèmes qu'on commence forcément à brasser, lorsqu'un processus révolutionnaire prend le départ, et que ne soit fomentée la discussion sur des points qui échappent à une interprétation mécaniste de la relation entre infrastructure et superstructure. Les tenants de cette thèse expulsent de leurs références ceux qui osent « faire avancer les consciences au-delà de l'état des forces productives ». L'unique choix pour qui n'accepte pas l'exhibitionnisme, est de souscrire au moralisme puritain, néo-chrétien, même s'il a conscience que ce moralisme sert aussi d'écran à la lutte des classes.

Laissons à Freud, qui est si souvent pris à partie par cette nouvelle inquisition, le soin de déchiffrer leur fiche clinique. Ce qui se passe à propos du thème du sexe, qui constitue l'un des stimulants principaux de la culture de masse, fief de la bourgeoisie et de l'impérialisme, se répète dans la plupart des domaines de la culture quotidienne du loisir. On observe deux positions, tout aussi coercitives l'une que l'autre : celle qui consiste à adopter les formes traditionnelles de la distraction, qui continue à souscrire à tous les mythes sur la neutralité idéologique du divertissement, ou celle qui consiste à prendre une attitude aseptique, au point d'en devenir artificielle, de pudeur et de répression (position de principe qui bien souvent ne peut se concrétiser dans la pratique), et qui sert de plateforme pour éreinter les tentatives d'englober dans le débat révolutionnaire des préoccupations comme celles du temps libre, du loisir et des formes de divertissement. Il est assez paradoxal de trouver au Chili cette attitude manichéiste, étant donné le présupposé global de la politique de l'Unité Populaire qui fait des classes moyennes un secteur social qu'il convient de gagner. En effet, on a beaucoup insisté sur l'originalité d'une voie chilienne, mais on a très peu réfléchi sur les formes qui aideraient à convaincre ou à persuader ces secteurs qui ne collaborent habituellement pas à un processus de changement. Il est certain que la presse révolutionnaire sera celle, comme le dit Lénine, qui se liera à la pratique sociale des masses et fera surgir le nouveau protagoniste de l'histoire, mais ce principe ne peut absolument pas s'ériger en axe mal interprété de la transformation de la communication de masse, dans le moment présent. Nous ne pouvons faire front à la culture de masse de la bourgeoisie avec en tout et pour tout des instruments qui relèvent d'un concept trop artisanal et peuvent s'avérer incapables de se substituer à l'appareil industriel du loisir de la société capitaliste et d'aider à forger, à partir d'une nou-

velle pratique, une culture quotidienne dans laquelle le loisir ne soit pas forcément aliénant.

Malgré la réputation qu'on lui fait d'être sérieuse, notre bourgeoisie créole a parfaitement compris le rôle que jouent dans la bataille idéologique et dans sa ligne de masse tous ces domaines que nous avons coutume de condamner comme frivoles, c'est-à-dire sans relation avec les exigences de la lutte de classes. Nous avons montré, à une autre occasion, comment la bourgeoisie créole avait adapté le contenu de tous ses organes de communication (depuis ses revues enfantines jusqu'à ses journaux, en passant par ses refrains publicitaires) en politisant toutes ces zones de la vie personnelle et collective que la gauche sous-estime, ou qu'elle traite, quand elle le fait, avec un complexe de culpabilité, comme si elle avait conscience de se trouver sur le terrain de l'ennemi et de n'avoir d'autres armes que celles de ce dernier. Les solutions que la gauche présente sur ce point ont toujours tendance à nier le problème (que ce soit le problème de l'inertie de vastes secteurs de la jeunesse, face au projet révolutionnaire, que ce soit le problème des relations sexuelles, le problème de la relation entre maître et élève) et les solutions qu'elle offre frustrant en général l'être sensible qui est quotidiennement soumis aux stimulants d'une société orgiaque. Qui pis est, nous laissons la bourgeoisie anticiper les problèmes et nous ne sommes pas à la recherche des façons de sonder la réalité qui nous permettraient d'acquiescer la dynamique dans la perception de la réalité totale. Si notre planification des thèmes, à court terme, est bien piètre, notre planification à moyen ou à long terme l'est encore plus. Nous répondons aux coups.

Aux nouveaux dogmatiques qui allègueront que de toutes façons le temps manque pour s'occuper de ces zones de la vie sociale, qu'il faut les mettre « entre parenthèses », et qui verront une contradiction entre cette inquiétude et le besoin que nous soulignons précédemment de constituer des fronts de masse pour résoudre la question de la communication, nous répondrons que l'un des problèmes les plus aigus auxquels s'affrontent des pays socialistes, parvenus, certes, à un degré de développement des rapports sociaux de production bien différent de celui du Chili, est précisément celui que pose la culture populaire du loisir. En effet, le plus grand attrait que continue à posséder dans le monde entier la culture impérialiste est la manière qu'elle a de concevoir le temps libre, qui n'est ni plus ni moins que sa manière de « libérer » l'homme.

Le visage souriant des produits aliénants, des magazines, des comics, des séries de télévision, constitue un défi permanent et con-

tient la menace perpétuelle de se laisser contaminer par ce poison euphorisant. Les manuels ne sauraient être notre seule arme pour combattre l'ennemi. Certains pays socialistes ont d'ailleurs une conscience assez aiguë du problème. Cuba, par exemple, une fois célébré le premier Congrès de l'Éducation et de la Culture, a formé une commission au sein du Parti, pour faire face à la pression de certains secteurs de la population qui avaient réhabilité des formes de distraction qui appartenaient au répertoire pré-révolutionnaire. Pour frivole que cela puisse paraître à certains censeurs, une discussion idéologique se déroule à propos du cabaret par exemple et dans cette discussion qui n'est pas encore clôturée, se manifestent les trois points de vue que nous évoquions plus haut d'une façon quelque peu schématique : réouverture pure et simple ; adaptation de la forme et restructuration du message ; fermeture définitive. Dans de nombreux domaines s'exprime le désir angoissé de découvrir des formes de distraction, des éléments de plaisir, qui ne soient pas forcément en contradiction avec la lutte des classes.

Pour la bourgeoisie, « le royaume de la liberté » n'a pas de projection dans le futur, son utopie de demain elle la vit aujourd'hui sur un mode publicitaire, à travers son monde rhétorique de la fantaisie, qui rachète toutes les sphères du travail, de la frustration, de la souffrance. La revue, le spectacle, les bonbons sont les monnaies dont on dispose dès maintenant pour entrer dans son royaume de la liberté. Dans la perspective révolutionnaire et dans nos pays du Tiers-Monde, l'utopie du royaume de la liberté qui résoudra la dissociation travail-loisir, parce que le travail de l'homme ne sera plus aliéné, doit d'abord passer par le règne de la nécessité, de la rareté, qui entre évidemment en conflit, aussi bien pour les sens que pour la raison, avec le gaspillage, le luxe, le superflu, l'abondance anarchique auxquels nous avons été habitués jour après jour par le régime capitaliste, même si nous n'en avons pas tous eu la jouissance.

Dans une société qui fait de l'humour une soupape de sécurité pour cacher la structure répressive de son système, il faut à tout prix réconcilier l'humour et le loisir avec la nouvelle pratique de construction socialiste. Il est nécessaire d'inaugurer une ligne de masse du loisir, pour remplacer cette superstructure bourgeoise de la distraction. Et cela comprend non seulement le besoin de promouvoir les lieux de récréation, les parcs de jeux, le sport populaire, les centres balnéaires, mais aussi la nécessité de créer une industrie culturelle planifiée, cohérente, reliée aux lignes de base du processus et surtout aussi prestigieuse, aussi pleine de talent que celle qui exhibe le signe capitaliste.

IV - MEMORANDUM

Ces réflexions paraissent peut-être quelque peu générales à ceux qui, sans oser le professer ouvertement, vivent et soutiennent le projet bureaucratique. Elles peuvent certes être générales pour qui dans ses analyses et ses préoccupations, fait abstraction des contradictions objectives et subjectives qui empêchent la fluidité, le fonctionnement journalier d'un projet révolutionnaire. Elles paraissent générales pour la bonne raison qu'elles ne vont pas lui fournir les solutions qui lui permettraient de surmonter l'un après l'autre les inconvénients conjoncturels et rationaliser *a posteriori* ses actions ou ses agissements pragmatiques. Ici, manque d'audience ; là, distribution anarchique ou boycott. Elles semblent générales et de plus, elles semblent provenir d'une conscience critique qui se retire du jeu pour le transcender et ne pas se laisser prendre dans ses filets.

Or personne n'échappe à ce conditionnement ; personne ne peut éviter cette empreinte que laissent les contradictions objectives du processus. Pour citer un ami, ou nous sommes tous l'aspirine ou nous sommes tous le mal de tête. Dans le processus de construction du socialisme, il est difficile de « séparer le bon grain de l'ivraie » ; il est impossible d'isoler en des termes manichéistes les signes positifs et les signes négatifs. Prétendre qu'il existe déjà des signes positifs c'est nier une situation qui évolue et croire et vouloir faire croire que la révolution et la nouvelle culture non seulement vont bon train, mais qu'elles sont déjà faites, cristallisées.

Après avoir caractérisé quelques-uns des problèmes théoriques et pratiques qui, nous semble-t-il, ont affecté l'appareil de communication des forces de gauche, nous soulignerons quelques points qui nous paraissent particulièrement délicats et qu'il est important de définir quand on se propose d'élaborer une stratégie explicite pour affronter efficacement la tâche idéologique. Il va sans dire que ces points découlent de nos considérations antérieures et qu'il faut les resituer dans celles-ci pour éviter de tomber dans le jeu formel des propositions bureaucratiques. Pour beaucoup, le spectacle qu'offre la communication de masse de la gauche est désolant. Mais pour en arriver à cette conclusion, ils se réclament des paramètres les plus divers. C'est ainsi qu'un secteur de la presse de gauche se trouve accusé d'utiliser un langage qui ne fait que reproduire le schéma de la presse bourgeoise et ne s'efforce pas de livrer la nouvelle en des termes plus propices à soutenir et alimenter un processus de prise de conscience. Continuons à énumérer les critiques : un critère chauvin dans le ma-

niement de l'information et le mépris corrélatif de l'internationalisme prolétarien, la planitude de la diagrammation des journaux et des revues, le peu d'habileté et la faible imagination que révèlent les programmes de télévision, l'incapacité à saisir la réalité quotidienne, la difficulté à échapper aux critères sensationnalistes pour sélectionner les nouvelles et les matières d'information ; l'absence d'analyse politique, la difficulté à déterminer une ligne propre, la difficulté aussi à demeurer conséquent avec cette ligne — quand elle est de loin en loin découverte — dans les moindres détails, la faible aptitude à profiter de la conjoncture, le manque d'organisation de la réception de l'information, la pléthore d'organes de gauche, la compétition à laquelle ils se livrent, la saturation de messages pamphlétaires qui en résulte. On ne peut cependant nier que cette période a vu naître, ou a assisté à la seconde naissance de produits culturels qui représentent l'alternative qui faisait auparavant défaut. La rationalité de l'homme de gauche, encore hypothéquée par un système qui demeure marqué par une idéologie dominante adverse, tend à établir ses propres lignes d'expression. Les organisations de masse ont par exemple maintenant accès à des textes politiques, la Confédération des Travailleurs du Chili a conquis, grâce à une station de radio, le droit à une audience publique. Les appréciations positives ou négatives sont toutes fondées sur des faits réels. Néanmoins avant d'émettre un jugement, il faut tenir compte d'une prémisse essentielle : une revue, un programme de télévision ne feront pas la révolution. S'ils ont leur rôle à jouer dans la lutte superstructurelle, leur dynamique révolutionnaire ne peut être féconde que lorsqu'il y a un processus de mobilisation massive à accompagner. Pour que l'appareil de communication puisse aider le processus de mobilisation, il faut avoir au préalable surmonté beaucoup d'obstacles, avant de s'aventurer dans le problème substantiel des nouveaux contenus et des nouvelles formes, qu'il ne nous appartienne pas d'approfondir ici.

L'ABSENCE DE PLANIFICATION

Comme nous l'avons vu, c'est le système dans lequel se meut la bourgeoisie qui donne de la cohérence et confère un caractère naturel à ses messages apparemment chaotiques. Grâce à son métabolisme, ce système peut se permettre de récupérer tous les coups non planifiés des forces de gauche (12). Toute émission non planifiée

(12) La bourgeoisie et l'impérialisme ne comptent pas seulement sur le fameux métabolisme de leur institutionnalité. Cf. la planification de l'offensive idéologique de la droite chilienne par les agences de publicité nord-américaines dans le chapitre suivant.

de ces dernières constitue en effet, dans un système qui continue à contrôler les grands signifiés et les clés de la communication quotidienne, une victoire inespérée pour la bourgeoisie et l'impérialisme. Sans planification, pas de possibilité pour les récepteurs de décoder systématiquement les messages de la communication de masse en fonction de la lutte des classes. Pour les forces de gauche, la planification de la communication revêt un caractère aussi vital que l'anarchie apparente pour la classe dominante. Planifier, c'est accorder au public la possibilité de déchiffrer les messages en fonction d'un plan de signification des phénomènes et des faits les plus banals qui les rattache à la problématique de la lutte des classes que nous vivons.

Depuis le début du gouvernement populaire, ont été créées un bon nombre de commissions qui ont reçu pour tâche de planifier l'action de la communication. Elles ont toutes été créées au niveau de la superstructure de l'Etat et composées de parlementaires de gauche, de directeurs de chaînes de télévision et d'experts en communication de masse. C'est ainsi que se formèrent la commission de diffusion et la sous-commission de moyens de communication de masse. Une question fondamentale se pose : ces organismes sont-ils ceux qui conviennent le mieux pour réussir à coordonner la pratique de communication des forces de gauche ? autrement dit, ces commissions, pour nécessaires qu'elles soient, sont-elles suffisamment soutenues par une infrastructure qui leur permette de conférer à leur coordination un sens et un contenu ? Si ce soutien n'est pas assuré, ces commissions risquent de ne pouvoir planifier — ou plutôt en fait de ne pouvoir improviser — qu'en cas d'urgence et de n'accomplir qu'un travail de pompiers. Même si, dans cette perspective, ces commissions se transformaient en une sorte de ministère de l'information, leur action risquerait de ne pas répondre aux besoins réels et permanents d'une programmation d'édition, de télévision, etc...

En quoi consiste cette possible infrastructure ? Quels sont les points d'appui qui pourraient faire perdre au travail de planification son caractère épiphénoménique ? Quelles sont les institutions qui pourraient constituer des groupes de pression, conscients et organisés, chargés de conférer un contenu souple et permanent aux actions de ces organismes responsables de toute la coordination de la communication, au niveau du Gouvernement ? Les institutions qui, à l'heure actuelle, seraient susceptibles de constituer ces groupes de pression, présentent de graves défauts, dont deux fondamentaux : d'abord l'incapacité de planifier et de coordonner leur propre production (beaucoup de ces institutions n'ont pas encore trouvé le critère qui assu-

rerait la cohérence de leur production), et d'autre part, l'isolement dans la sphère bureaucratique, la séparation des masses. Parmi ces institutions, se trouvent la chaîne nationale de télévision, Chile Films et la maison d'édition de l'Etat. Du point de vue de leur situation interne, ces institutions ont atteint des degrés différents de maturité politique, et sont en train de mettre en place des mécanismes qui permettent de remédier aux deux carences que nous venons de signaler, tout en respectant la spécificité des moyens qu'elles manient. Dans ces institutions, la pression qu'exercent les travailleurs à travers les comités de production, est très inégale. Ils s'affrontent en effet à des alternatives de participation assez dissemblables. Pour remédier au premier défaut, il faut établir des bureaux ou des organismes de planification à l'intérieur même de ces institutions, ayant pour but :

1) De faire converger vers l'institution tant les informations qui émanent du Gouvernement que celles qui procèdent des institutions les plus diverses (organisations de masse, centres de recherche universitaires...) qui sont susceptibles d'alimenter les sources d'émission de messages.

Pour supprimer le manque de relation entre la communication « artisanale » de base et l'appareil de communication superstructurelle — et précisément pour sauver ce dernier de cet écueil — il faut envisager la nécessité de faire converger systématiquement vers les organes de diffusion massive, les informations et les analyses contenues dans les journaux de fabriques, (qui existent déjà en grand nombre), dans les journaux élaborés dans les centres de réforme agraire, etc. En même temps, pour parfaire l'efficacité de la lutte idéologique, il serait urgent de procéder à l'évaluation de tous ces moyens considérés habituellement comme secondaires. Cette opération devrait également se répéter au niveau des institutions d'Etat (agriculture, mines) qui élaborent et divulguent elles aussi de l'information d'une manière très souvent parallèle et anarchique. C'est ainsi par exemple qu'il a fallu attendre le mois de janvier 1972 pour qu'on commence à coordonner l'action des différents organismes du secteur agraire pour essayer de lui conférer une plus grande efficacité, non seulement technique, mais aussi politique, ce qui s'avère bien plus ardu.

2) D'effectuer l'analyse systématique des produits de l'offensive idéologique de la bourgeoisie afin d'organiser une réponse et d'établir des projections.

3) De procéder à l'analyse critique du contenu des propres produits de l'institution et estimer leurs effets anthropologico-politiques sur les divers types de public.

4) De faire en sorte que les travailleurs de l'institution participent à la discussion de ces produits. Les comités de production de ces entreprises doivent être les relais qui permettent la participation progressive de tous les travailleurs à la critique des produits.

5) De systématiser la recherche de nouvelles formes esthétiques et de nouveaux modes de les produire qui soutiendraient une ligne de masse dans la communication.

6) De coordonner, avec d'autres institutions, la réception des produits dans les organisations populaires.

C'est seulement à condition que cette analyse multidimensionnelle soit constamment poursuivie avec les instances politiques du Gouvernement et des partis, que les thématiques qui surgiront de la pratique révolutionnaire et ne répondront plus à la dynamique de la bourgeoisie et de l'impérialisme, pourront alimenter les revues et les programmes, et que pourront être orientées les campagnes publicitaires. Ces institutions de production culturelle — véritables centres de travail — devraient, en ce sens, constituer l'avant-garde du processus de transformation de la communication.

LA PARTICIPATION COMME FORMATION CROISSANTE

Toute formation d'un pouvoir culturel prolétarien est progressive et toute participation des travailleurs au contrôle du processus de production requiert, pour être effective, une élévation du degré de conscience et un apprentissage de la critique, surtout quand il s'agit d'une entreprise qui élabore des produits culturels. Si on ne respecte pas cette exigence, la participation à la « prise de décisions » se convertit en un absurde formalisme démocratique. Il faut ici faire la remarque suivante : il ne s'agit pas de réserver cette participation aux entreprises de production culturelle. Toutes les catégories de travailleurs doivent y accéder, mais il est évident que le matériel qui sera utilisé dans les discussions pourra être d'un caractère différent et que pourront varier les structures de la discussion. Les diverses expériences qui ont eu lieu jusqu'à présent montrent

qu'elles peuvent se produire dans divers types d'organisation de base et que l'approche pédagogique peut varier selon les cas. Au cours de la première année de gouvernement, des ateliers populaires ont fonctionné de façon permanente ou occasionnelle, dans des centres de jeunesse, des centres d'élèves de lycée, des centres de professeurs du primaire et du secondaire, des syndicats du secteur étatisé, les centres populaires balnéaires, etc. La « *Consejeria de Desarrollo Social* » (Conseil de Développement Social) se transforma en centre pilote en cette matière. Initiative partielle, qui, pour se développer, requiert la formation de moniteurs, et la planification, à différents niveaux, du travail de pénétration dans divers secteurs de la classe ouvrière et parmi les étudiants, et surtout l'exploitation systématique des discussions et des évaluations des effets de la réception.

L'élargissement de cette structure de participation ne peut se faire sans envisager la formation de cadres politiques et techniques compétents. Il est important de récupérer, dans la mesure du possible, les cadres déjà existants. Une politique de recyclage en fonction de ce nouveau concept de communication et de culture des masses doit comprendre : a) Tous les travailleurs des mass media dans les institutions d'Etat. Cette catégorie est très vaste : elle comprend depuis ceux qui ont sous leur responsabilité la formation de certains groupes sociaux jusqu'aux individus traditionnellement chargés des relations publiques. b) les écrivains, les peintres, les artistes dramatiques... c) Les professionnels de la nouvelle. A ce propos, la Commission de coordination de l'Assemblée des journalistes de gauche avait programmé, en avril 1971, des cycles, des séminaires et des cours pour la formation et le recyclage des journalistes de gauche. Malheureusement, jusqu'à présent on a fait bien peu. Une quatrième zone d'action devrait comprendre les correspondants ouvriers et paysans ; certaines universités ont inauguré pendant l'année des cours destinés à leur formation. Dans ce travail de recyclage, les organisations de masse et les universités (même si les déformations ataviques de l'académisme universitaire et du bureaucratisme syndical sont loin d'avoir disparu comme nous le remarquions précédemment), peuvent avoir une importance fondamentale. Dans la pratique, ce sont elles qui ont tendu à centraliser la formation de ces moniteurs. Jusqu'à présent, les forces de l'Unité Populaire qui peuvent compter sur les meilleurs centres de recherches et d'enseignement universitaire en matière de communication, n'ont pas encore su utiliser à plein ces ressources et se sont contenté de passer des accords avec l'université dans d'autres domaines. Parallèlement à la formation de ces moniteurs, il est fondamental d'envisager le perfectionnement technique de toutes les catégories qui sont liées à la production culturelle de masse.

Cette structure diversifiée, reliée fondamentalement aux organisations de base, et la formation de cadres pour les étayer, sont encore plus importantes si on décide d'accorder une plus large place à la production de messages explicitement éducatifs. Il ne peut y avoir de formation révolutionnaire si on n'assure pas le retour dialectique du message à l'émetteur. Comme nous l'avons dit à plusieurs reprises ce serait aussi l'unique façon d'ancrer la mobilisation critique autour des projets du Gouvernement Populaire. On éviterait ainsi de tomber dans une planification de campagnes qui, par manque d'infrastructure, continue à suivre les méthodes de persuasion capitalistes.

Le manque de contenu de la participation et la crise que l'on observe dans les entreprises d'émission de produits culturels ne sont que des indices de l'ambiguïté qui règne dans le secteur étatisé à propos de l'organisation de tout le pouvoir ouvrier. La spécificité du produit culturel y est pour beaucoup : ce n'est pas la même chose de produire des films et des revues que de produire des biens alimentaires. Surtout lorsque, à cause de la prépondérance de la classe dominante, les presses de la maison d'édition de l'Etat doivent continuer à imprimer les revues de l'ennemi⁽¹³⁾. Notons cependant qu'on observe le même type de malaise dans d'autres secteurs de l'économie. Dans l'industrie textile, par exemple, on a assisté au même dilemme entre rupture et continuité culturelle quand il s'est agi de décider quel type de toile et quel type de dessin allaient produire les entreprises étatisées. La norme « classe moyenne » s'avère incompatible avec le paramètre « ligne de masse », pas seulement en ce qui concerne le superstructurel mais même pour ce qui est de la rentabilité économique. Cette tension manifesta la fausseté de la dichotomie infrastructure/superstructure et révéla l'urgence de réconcilier les deux pôles artificiellement séparés. En effet, on ne peut séparer le problème de la « participation culturelle » du problème de la création du pouvoir ouvrier à tous les niveaux. Quand la norme du capitalisme d'Etat prévaut dans le reste de l'économie, il ne peut exister un domaine de « participation culturelle » qui soit régi par un authentique concept de pouvoir ouvrier. Si on pouvait abstraire le problème de la culture de la question globale de la création du pouvoir populaire, nous en reviendrions à concevoir la culture com-

(13) En janvier 1973, 60 % de la production des revues imprimées sur les presses de la maison d'édition de l'Etat provenaient toujours de l'impression de revues appartenant aux forces de la réaction et 10 % de l'impression de matériel neutre (papier d'emballage, prospectus, etc.) et 30 % seulement de revues favorables au processus.

me un « divertissement » aliénant, juxtaposé à la vie quotidienne et au travail et dans ce cadre toute participation à la discussion sur les biens culturels ou à la création d'un théâtre ouvrier, à la confection de journaux d'usine ou de quartier, se verrait réduite à n'être qu'une politique d'enclave réformiste (14). La condition essentielle pour que le peuple puisse devenir le créateur de sa propre culture est que les travailleurs puissent participer au contrôle de tout le processus de production.

Nous avons déjà énoncé les arguments derrière lesquels se réfugient ceux qui refusent de considérer la nécessité de cette participation. Aux stéréotypes déjà mentionnés, s'ajoute celui qu'agitent ceux qui refusent de mettre en question la *division sociale du travail* par respect pour la *division technique du travail*, la complexité technique de la plupart des formes de production des messages. Ce que nous critiquons c'est la désinvolture avec laquelle ceux qui s'opposent à la création du pouvoir populaire en matière culturelle se valent de ces arguments d'autorité pour nier la possibilité de la participation et pour bloquer toute discussion sur la culture, dès l'instant où elle est conçue en des termes plus complexes et plus émancipateurs que ceux de la continuité culturelle.

Nous ne nions pas qu'il est difficile de découvrir les mécanismes qui permettent cette participation et cette insertion dans une nouvelle structure de pouvoir. C'est pourquoi nous ne pouvons pas être d'accord non plus avec les « démocratistes » qui voient en chaque ouvrier et en chaque paysan, un cinéaste possible dès demain. Et cette complexité caractérise tout autant les mécanismes de participation à l'intérieur de l'équipe chargée d'effectuer l'opération, le filmage, l'écriture, d'élaborer le message, que les mécanismes qui permettent la réception critique de la part du public. Ce n'est que depuis peu et à propos de quelques questions seulement, que certains pays socialistes commencent à se préoccuper de trouver la façon

(14) Faisons remarquer que pour le moment les forces de la réaction utilisent à fond les mythes de leur idéologie participationniste, afin de confondre l'« opinion publique ». A titre d'exemple, nous reproduisons une propagande apparue dans *El Mercurio* et rédigée par le parti démocrate-chrétien : « Est-ce que vous participez ? ou Est-ce que vous avez un « intervenant » ? Pour le travailleur, c'est la question essentielle. Parce que participer signifie : 1) être une personne qui bénéficie du droit indispensable de donner son avis et de décider du destin de l'entreprise où elle travaille ; 2) le droit de jouir des bénéfices et des utilités de l'entreprise ; 3) le droit de discuter sans que cela signifie persécution politique. La grande révolution est la participation. Le travailleur est beaucoup plus important que le capital. Vous devez choisir entre étatisation ou participation, dictature ou plébiscite ».

« d'en finir avec les concepts et les pratiques minoritaires en matière d'art » (15), et de mesurer les implications de la présence sociale des masses dans la création culturelle. On constate de toutes façons la pression qu'exerce un fait empirique pour rendre inévitable la révision des concepts classiques de création et de créateur. Le processus de démocratisation de l'éducation et de la formation permet à la majorité l'accès au savoir, alors que dans d'autres structures, ce savoir est réservé à une minorité, et cet accès au pouvoir culturel n'est pas le moindre des facteurs qui permettent l'élargissement des formes esthétiques ; le plus important est que les préjugés de la petite bourgeoisie n'entravent pas le développement de cette zone de la problématique révolutionnaire : sous prétexte que le peuple est analphabète, la recherche de cette ligne de masse est remise à plus tard, laissée au soin des générations à venir.

Pour que ces propositions ne restent pas lettre morte, il faut faire face à une dernière question, dont dépend la possibilité d'une action commune des forces populaires dans la bataille idéologique. L'argument principal, celui qu'on écoute le plus fréquemment, et qui va à l'encontre d'une considération globale du problème de la communication et de la culture, est celui qui veut que chaque parti prenne à sa charge la formation idéologique de ses militants et que le recyclage des journalistes et des communicateurs, si de recyclage il s'agit, relève de la compétence de chaque parti en particulier. Loin de nous de vouloir mettre en doute le rôle qui incombe au parti dans cette formation. Cependant, la réalité prouve que cette problématique de la communication de masse a été, jusqu'à il y a très peu de temps, pour ainsi dire, complètement ignorée par les partis traditionnels de gauche. A tel point que cette attitude qui consiste à refuser la nécessité d'établir un front commun au niveau de la communication de masse et à se réfugier dans l'orbite particulière du parti devient un alibi pour éviter d'aborder la discussion des implications idéologiques d'un plan de cette envergure qui comporte un modèle de conquête du pouvoir et de révolution. Elle comporte en fin de compte le refus de faire face à un des obstacles objectifs qui empêche de résoudre le problème de la mobilisation de masses, à l'heure actuelle : le conflit interne entre les forces de l'Unité Populaire. Comme on le constate, à l'occasion du problème de la communication de masse, surgissent des questions beaucoup plus amples, des doutes beaucoup plus profonds qui comprennent tout le domaine de

(15) Cf. dans cette perspective, J. García Espinosa, « Por un cine imperfecto », *La Havane, Ciné Cubano*, n° 66-67.

la transformation superstructurelle et se résumant dans ce point d'interrogation essentiel : comment assurera-t-on une avant-garde révolutionnaire qui surmonte les divisions partisans et les différences stratégiques et tactiques qui marquent encore les forces de gauche ? quel en sera le contenu ? Quelle relation avec les masses maintiendra cette avant-garde ? Heureusement, lorsqu'éclate une crise comme celle d'octobre 1972, ces masses démontrent que, dans leur vie et leur action, elles outre-passent l'appareil de communication de masse décollé de leur réalité. Elles manifestent l'efficacité de leurs propres formes de résistance offensive et constructive de l'ordre populaire face aux attaques séditieuses de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Mais c'est précisément la fin de la préhistoire...

Janvier 1972 - janvier 1973.

Les tentatives de réorganisation qu'on observe en Belgique, en France et dans d'autres pays, pour l'opposition au gouvernement, sont le résultat d'un processus d'adaptation des forces de gauche à la situation actuelle. C'est pourquoi nous croyons qu'il est important d'analyser l'impact qu'ont développé les masses de gauche, l'existence de forces révolutionnaires dans ce pays, la situation politique qui a été de construire toute leur idéologie, et qui a donné naissance à un nouveau type de relation entre les deux médias bourgeois et leur public.

LA BOURGEOISIE ET « LIGNE DE MASSE » DE LA BOURGEOISIE*

Les tentatives de réorganisation qu'on observe en Belgique, en France et dans d'autres pays, pour l'opposition au gouvernement, sont le résultat d'un processus d'adaptation des forces de gauche à la situation actuelle. C'est pourquoi nous croyons qu'il est important d'analyser l'impact qu'ont développé les masses de gauche, l'existence de forces révolutionnaires dans ce pays, la situation politique qui a été de construire toute leur idéologie, et qui a donné naissance à un nouveau type de relation entre les deux médias bourgeois et leur public.

Ce texte a été rédigé après le Coup d'Etat pour l'édition française de L'Unité, sous la direction de Maurice et autres membres de l'Internationale Justice de

* Les notes et articles de ce livre ont été publiés dans le journal "L'Unité" à Paris, sous la direction de Maurice et autres membres de l'Internationale Justice de

© "La Démocratie en la Nuit", 1973-1974.

Les modèles de communication qu'ont adoptés la bourgeoisie chilienne et l'impérialisme pour s'opposer au gouvernement populaire pendant trois ans dépendent essentiellement de leur stratégie pour récupérer le pouvoir. C'est pourquoi nous croyons qu'il est impossible d'analyser l'action qu'ont développée les moyens de communication de masse des forces réactionnaires sans, au préalable, examiner l'alternative politique qui a doté de cohérence toute leur offensive idéologique, et qui a donné naissance à un nouveau type de relation entre les *mass media* bourgeois et leur public.

LA BOURGEOISIE A L'ECOLE DE LENINE

« Quelle que soit la forme selon laquelle l'opposition se structure, ses méthodes d'action devront, de toute évidence, s'appuyer plus fortement sur les bases de la société que sur les classiques instruments assembléistes et de propagande générale qui appartiennent aux partis traditionnels. Les conseils de quartier (*juntas de vecinos*), les associations féminines (*centros de madres*), les coopératives, les syndicats et les autres organisations *grémiales* (1) requièrent la présence permanente (et non pas réduite aux campagnes électorales) de ceux qui représentent les grands courants de l'opinion des citoyens. [...] De l'union explicite ou implicite des secteurs de l'opposition peut surgir une action concrète sur le lieu de travail, dans le quartier et aux points de ravitaillement qui fasse contrepoids à la dictature que les marxistes sont en train d'exercer à la base. Il ne suffit pas que les secteurs démocratiques accèdent au public à travers les grands moyens d'information. Ils doivent se lier aux masses. Ceci suppose de grands sacrifices et souvent un changement substantiel dans les habitudes et le style de vie des gens. Quoi qu'il en soit, notre démocratie ne pourra se racheter à moins de partir d'une conviction intime qui surgisse au sein des organisations de base [...] La tâche de pénétration dans les masses est difficile, surtout quand le régime en place peut entretenir une démagogie active... » (2)

Ce texte militant n'appartient pas à un réquisitoire de Lénine contre Kautsky, Martov et autres héros de l'Internationale jaune de

(1) Les termes « *gremio* » (et son adjectif « *gremial* ») et « *gremialismo* », à proprement parler, n'ont pas d'équivalent en français. Comme nous le verrons au cours du texte, la traduction qui s'en rapprocherait le plus serait « *corporation* » et « *corporatisme* ». Nous garderons cependant les termes espagnols dans tout ce travail.

(2) « *La Democracia en la Base* », *El Mercurio*, 10-3-1973.

Berne qui prétendaient résoudre le problème de la lutte contre l'ennemi de classe au moyen de lieux communs sur la liberté, l'égalité, la démocratie en général. Il appartient ni plus ni moins à un éditorialiste du principal et du plus ancien journal de la bourgeoisie chilienne (*El Mercurio*), et il parut sous le titre de « Démocratie à la base », quelques jours après les élections parlementaires de mars 1973. Il n'a rien d'exceptionnel. Au cours des trois années du gouvernement populaire, la bourgeoisie, dans ses journaux, dans ses pamphlets, au cours de sa pratique certes parfois tâtonnante, a continuellement lancé comme mot d'ordre la nécessité d'un retour à la base, d'un contact avec les masses pour résister activement au régime populaire. « Aucune maîtresse de maison, aucun habitant, aucune personne aujourd'hui capable de s'exprimer et d'agir n'a le droit d'attendre que d'autres défendent la liberté du pays. Les organisations de base sur le plan du quartier, de l'école, de l'entreprise et des autres domaines doivent compter sur l'appui de ces masses démocratiques... » (*El Mercurio*, 9-11-71). « Une expérience importante actuellement est la restauration spontanée du rôle élevé de la politique dans la société [...] La femme, le paysan, l'artisan se rendent compte maintenant de ce que le nettoyage des rues, le droit à la vie, l'alimentation pour les foyers et la possibilité de trouver un emploi dépendent de positions politiques [...] La lutte des secteurs démocratiques exige de nouvelles attitudes morales, des hommes nouveaux, des secteurs sociaux plus amples, des idées réalistes, et des volontés inébranlables. » (*Ibid.*, 27-1-72).

Sous forme de boutade, et si l'on ne craint point les analogies formelles, on peut dire que dans son opposition au gouvernement populaire la classe dominante chilienne a été une bourgeoisie léniniste. Une bourgeoisie qui, au cours des dernières années, a adopté un modèle de « ligne de masse » pour essayer de récupérer la part de pouvoir politique qu'elle avait perdue et lutter corps à corps avec les masses populaires. Que ces actions placées sous le signe de la « ligne de masse » se soient terminées par un coup d'Etat militaire, cela ne leur enlève en aucun cas leur valeur. En fait, l'intervention des généraux n'a fait que compléter cette stratégie en « réduisant » les coûts — et les risques de défaite — de la phase insurrectionnelle, commencée par une grève générale des secteurs séditionnels, sur laquelle débouchait tout naturellement ce nouveau type de « ligne de masse » préconisé et appuyé par la bourgeoisie chilienne.

Comment s'est développée, dans une situation de classe donnée, l'idéologie qui a alimenté cette pratique bourgeoise de la « ligne de masse » ? Comment la bourgeoisie a-t-elle mis en œuvre son mou-

vement de masse ? Quel rôle ont joué les moyens de communication de masse aux mains de la bourgeoisie dans cette stratégie de mobilisation des secteurs opposés aux forces populaires ? Telles sont les trois questions que nous poserons et qui vont orienter cette réflexion qui nous permettra de retracer le mouvement progressif de *fascisation* d'un appareil idéologique aux mains de la bourgeoisie dépendante.

I - LA FORMATION DE L'IDEOLOGIE « GREMIALISTE » (3)

La classe dominante chilienne est loin d'avoir toujours été la promotrice des organisations de base et des actions de masse, même parmi ses clientèles habituelles. Si, en 1971, son organe d'information encourageait avec autant d'insistance la politisation des citoyens (qui, selon ses propres termes, « signifie la disparition de l'individualisme et la fin de l'indifférence à l'égard du bien commun »), c'est pour n'avoir que trop banni la politique explicite de son discours dominant dans les autres phases de l'hégémonie bourgeoise. En 1967, elle en était encore à jeter les hauts cris quand fut votée par le Parlement la nouvelle loi sur le syndicalisme paysan. Les lois répressives que la droite traditionnelle avait imposées jusqu'à cette date avaient limité le nombre des syndicats dans les zones rurales à vingt-quatre, qui groupaient à peine deux mille membres (4). L'entêtement de la classe dominante n'eut d'égal que celui qu'elle opposa quelques mois après aux projets de lois qui inspirés par la politique de « promotion populaire » du régime participationniste de la Démocratie Chrétienne, rendaient possible l'« incorporation sociale » de la population à la société existante à travers un réseau d'organisations de base (telles que les *juntas de vecino*, les *centros de madres*, les *centros culturales*, etc.) Même résistance farouche aux

(3) Pour développer cette section, nous nous appuyons sur un travail de recherche réalisé en 1969-70, et qui a été publié dans *La ideología de la dominación en una sociedad dependiente : la respuesta de la clase dominante chilena al reformismo*, Buenos Aires, Ediciones Signos, 1970, 315 p., d'Armand Mattelart, Carmen et Leonardo Castillo.

(4) En 1969, le nombre des paysans syndiqués atteignait déjà les cent mille ; en 1970, il y en avait 140.000 ; en 1971, 253.000 et en 1972, plus de 300.000 (environ 60 % de ces paysans syndiqués appuyaient l'U.P.).

nouvelles unités économiques agricoles de caractère communautaire — qu'elles s'appellent coopératives ou *asentamientos* — proposées par la politique de réforme agraire de Frei, qui ne cherchait pourtant qu'à moderniser un secteur attardé du capitalisme. En mai 1970, cette même classe dominante assassinait encore les fonctionnaires démocrates-chrétiens de la Corporation de la réforme agraire, sous prétexte qu'ils politisaient les campagnes avec leurs idées collectivistes étrangères à la « réalité paysanne ». Les idéologues de ces modèles chrétiens d'auto-gestion étaient à cette époque des ennemis de classe et le chef de l'organisme d'expropriation — qui se transforma sous Allende en l'un des plus fervents leaders de la sédition — était encore taxé d'activiste marxiste déguisé en chrétien.

Ces quelques antécédents permettent d'apprécier davantage l'ampleur du saut effectué par la classe dominante dans les trois dernières années. A partir de quand ce réagencement s'amorce-t-il, et quels éléments forcèrent la bourgeoisie chilienne à réviser sa stratégie et son organisation de classe ? Pour répondre à cette question, il nous faut au préalable répondre à cette autre : de quelle classe dominante, de quelle bourgeoisie s'agit-il ?

UNE BOURGEOISIE DEPENDANTE, MONOPOLISTE ET GÉNÉRIQUE

On peut dire que la bourgeoisie chilienne est simultanément dépendante, monopoliste et générique. Les bases économiques de sa dépendance et de son rattachement au rythme d'expansion du système capitaliste international sont historiquement multiples. Il y eut d'abord la phase du *capitalisme commercial*. Les centres d'activités économiques primaires étaient alors maniés indirectement par les capitalistes britanniques, qui n'investissaient pas directement dans la production nationale, mais qui contrôlaient en fixant les prix, les quotas de production et en monopolisant les canaux de commercialisation interne ainsi que l'accès à l'économie internationale. Ce fut l'ère de l'invasion des maisons commerciales anglaises dont le réseau avait la main mise sur le mouvement commercial et imposait une ligne de consommation alimentée par les manufactures anglaises.

Il y eut ensuite, après 1880 et la guerre du Pacifique, l'*économie d'enclave*, qui connut sa première expression dans l'« enclave du salpêtre ». L'économie d'enclave eut un effet important sur la classe dominante locale : les économies centrales se mirent en effet

à agir indépendamment de l'initiative des producteurs locaux qui commencèrent à perdre ainsi leur signification dans l'économie nationale. En 1887, sous cette nouvelle modalité de dépendance, le capitalisme anglais s'était déjà emparé d'une grande part des gisements miniers qu'il avait ajoutés au contrôle et à la propriété des transports, du ravitaillement et de la commercialisation.

Puis vinrent les investissements réalisés en association par les capitalistes créoles et les groupes étrangers : le processus de dénationalisation de l'économie paraît incontrôlable et le dynamisme du développement du Chili dépend chaque fois plus étroitement des intérêts extérieurs. Cette pénétration du capital étranger, présent dans tout le processus d'industrialisation, commença après la guerre du Pacifique et la mise en exploitation du salpêtre, et elle s'accrut après 1930 pour prendre un élan définitif dans la dernière décennie (1960-1970).

L'investissement étranger qui, en 1958, atteignait quarante à cinquante millions de dollars, passa en 1968-69 à cent quatre-vingt-dix millions. En 1967, 40 % des actifs des sociétés anonymes industrielles étaient contrôlés par le capital étranger. En 1966, le tableau de la dépendance était le suivant : 35 % de l'agriculture, 73,3 % des mines, 40,6 % de l'industrie, 34,1 % du commerce, 47,4 % du transport et des communications et 24,2 % des services. A ce type de dépendance des pôles externes qui surgit des investissements directs, il faut ajouter d'autres formes plus cachées comme la dépendance technologique : entre 1955 et 1966, plus de 40 % de la valeur totale des importations de biens d'équipement furent destinées au secteur industriel.

Mais cette dépendance de la bourgeoisie chilienne ne l'empêche pas d'être monopoliste : un seul indice nous fera comprendre le degré de la concentration du pouvoir économique du Chili. En 1965, la production de dix entreprises couvrait plus de la moitié de la production totale de chaque branche d'activité.

Donnons des exemples : pour les boissons, dix entreprises couvraient 68,8 % de la production ; pour les textiles, 45,6 % ; dans l'industrie du meuble, 56,2 % ; dans l'industrie du papier, 91,3 % (dans ce secteur, c'est en fait une seule entreprise qui monopolise pratiquement la production du papier) ; dans les cuirs, 60,1 % ; dans la métallurgie, 56,9 % ; et ainsi de suite. L'évidence grandit si nous considérons que dans près de 85 % des sociétés anonymes, les dix plus grands actionnaires possédaient 50 % du total des actions.

Enfin la bourgeoisie chilienne est générique : les caractéristiques structurelles du Chili avant 1930 et les modalités spécifiques qu'elles imposaient au processus de substitution des importations engendrèrent la consolidation d'un groupe hégémonique dont la base économique s'étend à toute la gamme des secteurs de l'économie. Historiquement, ce furent les secteurs dominants qui entamèrent l'industrialisation en transférant des capitaux de la banque et du commerce vers les activités industrielles. Dès le début, le secteur industriel fut donc étroitement lié aux groupes dominants sur le plan social et économique. « Le jeu des intérêts communs conduit à la définition et à l'identification d'une grande bourgeoisie dominante plutôt qu'à l'apparition de bourgeoisies spécifiquement identifiées à une activité économique particulière. Cette grande bourgeoisie dominante, de par son caractère monopoliste et une imbrication intersectorielle poussée, s'exprime sur le plan idéologique d'une façon particulièrement significative, comme bourgeoisie générique. » (5).

Comme nous le verrons bientôt, c'est justement cette interpénétration des intérêts de divers secteurs de la bourgeoisie qui explique pourquoi la réponse d'un secteur particulier — comme le fut celui des propriétaires terriens — à une situation déterminée, se trouva susceptible de servir de modèle d'avant-garde à la classe dominante dans son ensemble.

LA REPONSE DE LA CLASSE DOMINANTE

Tout au long de son histoire, le groupe hégémonique a dû affronter, en de nombreuses occasions, la pression des secteurs progressistes. Selon les cas, il y a répondu en durcissant sa position, ou au contraire en mimant le projet de l'adversaire, pour tenter de récupérer les éléments qui lui étaient favorables dans les politiques appliquées. En 1891, il refusa la politique du président Balmaceda qui cherchait à limiter l'expansion de l'économie d'enclave impérialiste, et qui fut forcé de se suicider. La classe dominante fit ainsi avorter un projet de révolution bourgeoise. Dans les années trente, à l'époque du Front populaire — coalition à laquelle participaient les partis ouvriers — c'est elle qui imposa les lois répressives contre le syndicalisme paysan et c'est elle aussi qui s'unit ensuite avec le régime

(5) Victor Brodersohn, *Consideraciones sobre el caracter dependiente de la burguesía industrial chilena*, Santiago du Chili, CESO, 1969, p. 3.

au pouvoir, essayant ainsi de mettre la main sur les entreprises d'Etat créées sous le Front Populaire, pour accélérer le développement industriel et endiguer la pression des secteurs moyens et populaires.

En 1920, quand les classes moyennes, produit du développement économique des dernières décennies, réclamèrent la démocratisation du système, l'extension du suffrage et une plus grande accessibilité de l'éducation et de l'emploi, c'est la même classe dominante qui leur répondit cependant en ouvrant le cycle populiste avec Arturo Alessandri.

Lors de toutes ces tentatives, la bourgeoisie chilienne démontra sa souplesse en essayant de trouver de nouvelles formes permettant de concilier les intérêts des divers secteurs dans les limites de sa démocratie formelle, sans jamais perdre une once de son pouvoir. Il fallut attendre l'époque du régime démocrate-chrétien pour assister, au sein de la classe dominante, à une sérieuse remise en question de ses méthodes de résistance aux pressions des secteurs moyens et populaires.

La réforme agraire du président Jorge Alessandri avait déjà provoqué certains heurts entre les propriétaires terriens du sud du pays et la Société Nationale d'Agriculture (S.N.A.). Les effets du projet de réforme agraire du gouvernement démocrate-chrétien devaient — malgré lui — aller beaucoup plus loin. Certes, l'administration au pouvoir n'appliqua que très lentement cette loi : en 1970, 18,5 % des terres irriguées et environ 8 % des terres non irriguées avaient été expropriées. Mais la promulgation de la nouvelle loi — jointe à une pression paysanne croissante — suffit à ébranler la cohérence idéologique du secteur agricole de la classe dominante.

Ce secteur de l'économie étant le seul touché par une réforme qui « risquait » de devenir structurelle, sous la pression paysanne secondée par les partis populaires, c'est autour de lui et de la réforme agraire que se mobilisa en majeure partie l'opposition de la classe dominante au régime démocrate-chrétien. Pour ne signaler qu'un indice numérique, entre 1965 et 1966, le journal *El Mercurio* publia un total de 245 éditoriaux au sujet de la situation dans les campagnes (réforme agraire, syndicalisme paysan, expropriation, etc.). Dans le quotidien *Diario Ilustrado*, organe du Parti National, se publièrent plus de 360 éditoriaux du même type ; c'est-à-dire qu'en moyenne, un éditorial par jour était consacré aux problèmes de la classe dominante dans cette zone de l'économie.

Face à l'accentuation de la lutte des classes dans les campagnes, la classe dominante répondit en restructurant ses organisations de classe pour le domaine agraire. Et ce modèle de résistance devint la plateforme d'un schéma d'action et d'une idéologie embryonnaires, qui devaient servir quelques années plus tard pour combattre — côte à côte cette fois avec la Démocratie Chrétienne — le gouvernement populaire. Pour la première fois depuis son existence, pour répondre au réformisme de Frei, la classe dominante commença à parler de « grémialisme » et d'« action à la base ».

LA RESTRUCTURATION DU « GREMIO »

Où en était l'organisation de la classe dominante quand la Démocratie Chrétienne prit en charge le gouvernement (1964) ?

Pendant longtemps, la seule organisation patronale — le seul *gremio* avant la lettre — existante dans le pays a été la Société Nationale d'Agriculture (S.N.A.). Fondée en 1838, sous l'ère d'un commerçant enrichi, Diego Portales, père du fascisme chilien d'aujourd'hui (6), elle se consolida définitivement en 1869. Pendant près de cinquante ans, elle devait être l'unique instrument de défense avoué des intérêts de la classe dominante. Dès le début, intimement liée aux partis Conservateur et Libéral (qui, sous Frei, fusionnèrent en une seule formation politique appelée Parti National), la S.N.A. regroupa autour d'elle non seulement les grands « hacendados » mais aussi les hommes de la banque, de l'industrie et du commerce. Ce n'était là qu'une conséquence et une preuve de plus de l'interpénétration des divers secteurs de la classe dominante chilienne. Entre 1830 et 1930, sur 46 présidents, vice-présidents et directeurs de cette ins-

(6) Acte symbolique de la classe dominante chilienne, accompli par son bras armé dans les premières heures du coup d'Etat, la junte rebaptisa l'édifice Gabriela Mistral (ex-palais de la UNCTAD), la poétesse de filiation démocrate-chrétienne, du nom de Diego Portales. C'est ce père de la « nationalité » chilienne qui écrivait : « La République est le système qu'il faut adopter. Mais savez-vous comment je l'entends pour ces pays ? Un gouvernement fort, centralisateur, dont les hommes soient de véritables modèles de vertu et de patriotisme et puissent ainsi remettre les citoyens sur le chemin de l'ordre et des vertus ; ou encore « Le bon sens et l'amour de l'ordre que manifestent toutes les classes de l'Etat sont un mur inexpugnable contre lequel se sont écrasés et s'écraseront les projets des désorganisateur incorrigibles qui ne veulent chercher d'autre chemin, pour améliorer leur sort, que celui du désordre, de la ruine des institutions et des honnêtes gens, et de la possession d'emplois qu'ils sont incapables de remplir fidèlement et dignement. » A cent quarante ans d'intervalle, le discours dominant n'a guère changé.

titution, on dénombre 18 sénateurs, 34 députés, 29 ministres ou hommes d'Etat, 15 directeurs de banques, 16 directeurs de l'industrie, du commerce et des mines, 6 directeurs de journaux et 5 personnalités du monde universitaire, ces fonctions, étant, évidemment, cumulées.

En 1883, c'est sous l'impulsion de la S.N.A. que furent fondés deux autres *gremios* de la classe dominante : la *Sociedad de Fomento Fabril* (SOFOFA) qui regroupait les industriels, et la *Sociedad Nacional de Minería* (SONAMI), autour de laquelle s'agglutinaient les propriétaires de mines. Ce n'est que pendant les années trente qu'on devait voir se former le premier front commun avoué de la classe dominante, sous l'égide de la *Confederacion de la Produccion y del Comercio*, qui n'était en fait que la somme S.N.A.-SOFOFA-SONAMI, à laquelle vinrent s'ajouter en 1934 la *Camara del Comercio* (grands commerçants), et en 1951 la *Camara de la Construccion* (entrepreneurs du bâtiment). Cependant, le rôle du front constitué en 1930 pour résister à la montée des classes moyennes resta très secondaire et chacun de ses membres se développe indépendamment, jusqu'à ce qu'apparaisse le « danger totalitaire » du régime du président Allende.

La S.N.A. ne devait pas démentir sa vocation d'avant-garde dans l'organisation de la classe dominante. Ce fut elle qui fonda le premier *gremio*, ce fut elle qui, la première, lança le mot d'ordre de la restructuration des organisations patronales, ce fut elle aussi qui, dès les premières heures du coup d'Etat, reçut de la junte la mission de planifier le contenu des informations diffusées par les mass media centralisés (radio, TV, presse), afin d'encourager la répression. Et tout cela après avoir, pendant toute la période de gouvernement populaire, appelé à la sédition du haut de sa chaîne radio-phonique (*Radio Agricultura*), un des plus puissants émetteurs du Chili, qui a comme président de son conseil le chef de la SOFOFA.

Mais avant d'aller plus loin, essayons de résumer en quoi consistait cette fameuse restructuration du *gremio* sous Frei.

Un premier fait attire l'attention et éclaire l'importance du saut effectué. En 1965, la S.N.A. comptait 1 834 membres. En 1969, ce nombre était passé à 4 500. Dans le même temps, le nombre d'affiliés aux syndicats d'employeurs agricoles — organismes de participation régionale des latifondistes, branchés sur la S.N.A. — passa de 1 917 à 9 803. En juin 1967, fut fondée la COSEMACH (*Confedera-*

cion de los Sindicatos de Empleadores agrícolas de Chile) qui devint le premier front organisé par le grémialisme naissant.

Ce flux des agriculteurs vers les organisations patronales laisse entrevoir l'importance d'une pression de la « base » sur les organisations de défense de leurs intérêts. Avant 1965, pendant près de soixante ans, face à chaque menace conjoncturelle, la S.N.A. avait lancé de nombreux appels à resserrer les rangs entre agriculteurs. Mais aucun n'avait débouché sur un projet d'organisation permanente de la solidarité, ni parmi les agriculteurs (7), ni dans d'autres secteurs de l'économie.

Pendant les six ans de gouvernement Frei, la S.N.A. agita sa base, se modernisa et se démocratisa : elle élargit le cadre social de recrutement de ses membres en s'ouvrant aux propriétaires de surfaces moyennes et en se décentralisant, en intégrant au conseil directeur des représentants de chacune des associations provinciales d'agriculteurs et en remplaçant les hommes « traditionnels » de son directoire par des hommes jeunes — agriculteurs « efficaces et progressistes » — qui lui donnèrent un nouvel élan.

Au cours de cette période, l'idéologie de la S.N.A. se modernisa également. Jusqu'alors à forte prédominance juridico-politique, elle tendit à se réfugier dans le champ économique. Au programme, qu'elle taxait de « politique », que voulait instaurer la Démocratie Chrétienne, elle opposa le programme du technocrate, qui renvoie au rang des utopies la nécessité de changer les structures de la propriété foncière, et qui met tous ses espoirs dans l'application de la science et de la technologie : à la grande différence de certaines classes dominantes dans d'autres pays d'Amérique Latine, elle ne s'opposait pas à la révision du principe de propriété privée et acceptait de faire une distinction entre propriétaire efficace et propriétaire inefficace au nom de sa rationalité économique. Cette formation de l'idéologie technocratique devait avoir son aboutissement politique définitif dans le programme électoral de Jorge Alessandri qui, de fait, non content de célébrer de façon univoque la capacité de la science et de la technologie de moderniser les structures du pays, lança pour la première fois la consigne de la « fin des idéologies » et celle de la disparition des partis politiques.

(7) Lisons un de ces appels lancés en 1933 : « La législation sociale conduira le pays à la ruine ; les propriétaires terriens, les industriels, etc., doivent s'unir dans l'union des institutions patronales et nous nous arrêterons sur la pente fatale ».

Cette idéologie technocratique épousa cependant une forme particulière en se transformant en *grémialisme*.

Quels sont les postulats de cette idéologie grémialiste ? La classe dominante les formule par des équations et des antinomies relativement simples. Voyons ce qu'en fut le contenu dans cette période de la résistance à la réforme agraire (1964-1970).

Le grémialisme se présente lui-même comme un mouvement *indépendant* et *apolitique* circonscrit à la défense des intérêts économiques de ses partisans. « Il ne vaut pas la peine de commenter les arguments démagogiques qui ont voulu attribuer à notre union des agriculteurs des propos politiques et même visant à troubler l'ordre public. Nous représentons un secteur de la production qui n'a pas d'activité politique. Nous travaillons en tant que *gremio*... » ; « Unité, pourquoi ? Nous voulons être clairs et précis. Nous ne cherchons pas à constituer une force pour un affrontement politique avec le gouvernement. Cela ne relève pas de nos compétences. Il s'agirait là d'une grosse erreur qui défigurerait le sens grémial de nos associations... » (8).

Le projet grémial est de restaurer la primauté de l'économique sur le politique incarné par les partis. Le processus de changement qu'il prône est une modernisation réalisée selon les normes techniques et non politiques. La réforme agraire proposée appartient à la sphère politique, elle est un instrument de démagogie, elle ne fait que répandre l'agitation sociale, elle obéit aux intérêts des partis, elle n'aura pour fruits que la famine et le chaos. Bref, elle amènera le *désordre*. Par contre, une réforme agraire conçue selon les normes de l'ordre et de la rationalité économique devra se contenter de réformer l'entreprise et l'exploitation agricoles, elle recherchera l'efficacité économique, et par là-même sera en accord avec les intérêts nationaux (et non plus seulement avec ceux des partis). La seule participation concevable, dans ce cadre, pour les paysans ne pourra être qu'une participation aux « bénéfiques ». Le respect de ces dispositions apportera tranquillité et ordre dans tout le pays.

Pour imposer ce projet prétendument technique de réforme agraire et contrecarrer le projet politique de l'adversaire, il faut pouvoir compter sur des organisations démocratiques où nul fossé n'existe entre représentants et représentés.

(8) Bulletin de la S.N.A. « *El Campesino* », 1965-1969.

« Une des critiques importantes adressées aux organisations grémiales, qui groupent aussi bien les travailleurs que les hommes d'entreprise, est qu'elles ne reflètent pas les aspirations ou inquiétudes de ceux qu'elles représentent » (article publié en mars 1970 dans la revue de la S.N.A. sous le titre significatif « Action à la base »); « Renover notre organisation, nous imprégner d'un concept moderne de l'entreprise et assouplir nos contacts avec les agriculteurs, afin d'obtenir une représentativité plus grande et plus authentique » (*ibid.*, avril 1970).

Au modèle participationniste de la Démocratie Chrétienne, qui parle elle aussi d'intégration des classes et offre au peuple une participation à la société existante — sans pouvoir lui donner de contenu par suite de ses ambiguïtés — la classe dominante répond en offrant, dans ses organisations de classe, la participation à ses membres. Le circuit sémantique de l'intégrationnisme démocrate-chrétien alimente la reformulation de la solidarité économique de la classe dominante et lui permet de ravalier la façade de son idéologie de domination.

La collaboration de classes est possible. Seuls, la politique, les partis, les agitateurs ont détourné le paysan de la communauté naturelle qui doit exister entre le paysan et le patron. « Notre action grémiale est claire et définie. Nous nous sentons pleinement solidaires de ceux qui, d'une façon ou d'une autre, ont des liens avec la terre, qu'ils soient ouvriers agricoles, propriétaires, fermiers ou membres de coopératives. » (9)

Sous Frei, la pratique et l'idéologie de ce grémialisme embryonnaire ne débordèrent guère la sphère de l'agriculture. Le seul autre domaine majeur où il amorça une percée fut le secteur universitaire. En réponse au mouvement étudiant, aux occupations d'Université et à la réforme qui brisait la structure du pouvoir vertical dans l'enseignement supérieur, la droite universitaire proposa un modèle de participation grémialiste, dès 1968. On y trouve les mêmes dichotomies que dans le grémialisme agraire : il s'agit ici de restaurer le règne de l'académique et de la science, face à la politique des étudiants qui se sont transformés en « groupe de pression utilisable pour des expériences politico-révolutionnaires » (10). Il s'agit de restaurer

(9) Bulletin de la S.N.A. « *El Campesino* », 1965.

(10) Nous avons analysé la naissance du grémialisme étudiant dans « Los medios de comunicacion de masas - La ideologia de la prensa liberal en Chile », *Cuadernos de la Realidad Nacional*, Santiago du Chili, n° 3, mars 1970.

la communauté universitaire, là où les agitateurs ont implanté un modèle anarchiste démagogique, politicard, de fausse participation.

Il nous reste à voir quel groupe se charge de la mise en forme de cette idéologie, qui émane d'une pratique de résistance concrète. Nous reviendrons sur cette question.

II - LA « LIGNE DE MASSE » DE LA BOURGEOISIE (1970-1973)

Jusqu'en juin 1971, le gouvernement populaire trouve une opposition composite, diminuée par sa défaite électorale et la frustration du coup d'Etat. Entre juin 1971 (date de l'assassinat de Perez Zuñovic) et mars 1972, l'opposition s'unifie et réussit à maintenir un front uni apparemment dirigé par la Démocratie Chrétienne. Bien que suivant une politique d'agitation différente de celle de ce front, l'organisation *Patria y Libertad* collabore étroitement avec lui, et encadre les manifestations de masse que réalisent les militants de la Jeunesse D.C. ou le Front Patriotique des Femmes. C'est l'époque où l'opposition croit encore au caractère minoritaire de l'U.P. et à la possibilité de récupérer le pouvoir sans rupture, où la droite utilise principalement — sans cependant jamais délaissier les fronts de masse — les instruments classiques de la démocratie bourgeoise : son Parlement, ses partis, ses tribunaux, sa *Contraloria* (11), son appareil idéologique de communication de masse, etc., pour lutter contre le gouvernement populaire. A partir d'avril 1972, une nouvelle crise de direction atteint la droite : le travail politique des partis bascule vers les organisations grémiales. En juin 1972, le Parti National et la tendance freiste de la D.C. — sans toutefois se mettre d'accord sur l'homme providentiel, ce à quoi ils n'arriveront jamais d'ailleurs — décident à la fois expressément et tacitement de recourir à la tactique du mouvement de masse, et ouvrent le front grémialiste (qu'ils ont commencé à structurer dans les tout premiers mois du gouvernement d'Allende). La première action d'envergure nationale de cette

(11) Contrôle général : il s'agit d'un organisme présidé par un contrôleur général nommé à vie, voué en théorie au contrôle fiscal des opérations de l'Etat, mais devenu peu à peu un Etat dans l'Etat. Cf. A. Novoa Monreal, « Chili, le difficile chemin de la légalité », Paris, *Politique Aujourd'hui*, 1973, n° 3, pp. 78.

nouvelle phase de l'offensive de la droite prend la forme de la grève patronale d'octobre 1972. De son côté, *Patria y Libertad*, dès avril de la même année, reprend apparemment sa liberté de mouvement et commence à diffuser son programme nationaliste pour une nouvelle société. Il se lancera plus tard dans la tactique terroriste, avec l'appui tacite du Parti National qui, lui, se pare encore des atours de l'idéologie libérale. La seconde action générale de masse se déroule dix mois plus tard, après le *Tancao* (coup d'Etat manqué du 29 juin 73, qui devait s'avérer avoir été la répétition générale du putsch). Cette fois, elle est parfaitement coordonnée avec les opérations des commandos d'extrême-droite. Le mouvement de masse qu'avait inauguré le conglomérat D.C.-Parti National tendait déjà, dans les deux derniers mois avant le putsch, à être la propriété exclusive de l'extrême-droite. Les directions des *gremios* se révélaient être plus en accord avec le Parti National et *Patria y Libertad* qu'avec l'informe Démocratie Chrétienne de droite qui croyait encore au coup constitutionnel, ou « coup blanc » (*Golpe blanco*). Le grémialisme — expression de la ligne de masse de la classe historiquement dominante — commençait à triompher sur ce qu'on avait nommé un jour le « participationnisme », expression de la ligne de masse des secteurs moyens ralliés à la D.C. Le no man's land qui séparait la classe dominante des masses populaires, que l'utopie D.C. avait essayé d'occuper depuis plus de huit ans, avait en fait déjà disparu depuis longtemps. Pour les partisans sincères d'une troisième position, le putsch fut le rappel un peu brusque à cette réalité. Il était trop tard pour s'indigner et dénoncer la manipulation du Centre par la Droite. La D.C. avait laissé le temps à la classe dominante de se réarmer et avait servi d'antichambre à son fascisme. Nous essayerons maintenant de caractériser les grands traits de cette ligne de masse.

UNE IDEOLOGIE EN ACTION

L'idéologie grémialiste est celle que nous avons vue surgir autour de 1965. Mais cette fois, elle a définitivement pris corps et se veut une alternative conceptuelle et pratique au marxisme du régime populaire. Cependant, ici encore, une remarque s'impose : à la grande différence de *Patria y Libertad*, qui dès le début de 1972 affiche sans vergogne le caractère fasciste du grémialisme et son ambition de bâtir une nouvelle société sous son égide, la ligne de masse de la bourgeoisie ne se veut et ne se définit publiquement que comme une méthode d'action pour exiger une rectification des actions du gouvernement populaire. Ce n'est qu'une fois la seconde grève natio-

nale déclenchée — celle d'août-septembre 1973 — que le discours grémialiste provenant de la ligne de masse deviendra plus explicite et franchira un pas, en proposant à ses masses une réforme globale de la société chilienne malade du cancer marxiste, déplaçant ainsi et débordant le discours équivoque du frémisme. Le discours grémialiste, à ce moment-là, est prêt à être transmis aux militaires, qui en feront plus tard la charpente de la nouvelle Constitution. Voyons donc d'abord brièvement quelques éléments de cette idéologie grémialiste en action, en reprenant les termes de sa propre rhétorique (12).

Le pouvoir grémial va au-delà de la conception marxiste de la lutte des classes, puisqu'il groupe les individus en tenant compte, non de leur condition de patron ou de salarié, mais de la profession et de l'activité qu'ils exercent. Il met en échec les définitions marxistes-léninistes concernant ce que l'on doit entendre par « peuple », « bourgeoisie », « exploités » et « impérialisme ». Citons ce morceau d'anthologie paru dans le *Mercurio* du 22 octobre 1972 : « Ont pris part à la grève : des camionneurs, de modestes commerçants, des artisans et de petits industriels, des ouvriers, des paysans, des techniciens et des professionnels, entre autres. La composition sociale des *gremios* en grève ne peut être qualifiée ni de bourgeoise, ni d'ouvrière, ni de paysanne. Diverses conditions sociales se sont rassemblées dans ce mouvement, parce que c'était l'activité ou la spécialité propre de l'individu qui prévalait, et non une classification artificielle en vertu du binôme exploités/exploités ». Ou encore cet autre paragraphe, publié huit jours plus tard : « Certains secteurs de l'Unité Populaire [...] pensent que c'est une grève de la bourgeoisie, des chefs d'entreprise, des patrons. Selon leur optique marxiste, ils rêvent encore au monde du capitalisme anglais du siècle dernier, celui qu'a connu leur maître à penser : quelques riches exploités et une multitude de pauvres exploités. Ceci n'est pas la réalité chilienne d'aujourd'hui. Depuis des années, on pratique entre nous une énergique redistribution des revenus. La classe supérieure traditionnelle se confond avec la moyenne bourgeoisie, beaucoup d'ouvriers font partie de la classe bourgeoise, et même les paysans des coopératives tendent à s'embourgeoiser. »

Le pouvoir grémial surgit spontanément à partir des *gremios* comme une réponse « profondément chilienne » de leurs adhérents,

(12) Résumé d'une étude en cours des textes sur le pouvoir grémial, parus dans le *Mercurio* au cours du mois d'octobre 1972.

qui ne vient qu'après qu'ils ont épuisé le recours à toutes les instances politiques et administratives pour résoudre les problèmes propres à leur activité et profession : manque de ravitaillement, de pièces de rechange, d'équipement hospitalier..., mais aussi le sectarisme et le non-respect de la hiérarchie dans le travail.

Le pouvoir grémial est une nouvelle forme de solidarité entre tous les secteurs sociaux, au-delà des divergences doctrinales. « Il faut souligner », pouvait-on lire dans le *Mercurio*, « que les ex-présidents Alessandri et Frei ont rendu visite aux dirigeants grémiaux emprisonnés. Ces deux figures réunissent autour d'elles l'immense majorité nationale. Leur geste d'appui au mouvement grémial révèle le caractère justicier et démocratique de ce mouvement. »

Il reste à voir maintenant comment cette idéologie grémialiste — lorsqu'elle explicite son projet de réforme sociale et ne se contente pas seulement d'être un ensemble de consignes mobilisatrices — conçoit les structures de « l'ordre nouveau ». Ce projet, les idéologues de *Patria y Libertad* se sont amplement chargés de l'exposer en long et en large.

L'« ORDRE NOUVEAU » DE L'EXTREME DROITE NATIONALISTE

Les grands concepts — si on peut les appeler ainsi — de la nouvelle société, qui s'étalent depuis le putsch dans tous les moyens d'information de la droite chilienne, sont à la fois créoles et cosmopolites. Ce sont ceux d'Ordre Nouveau en France, du M.S.I. en Italie, plus ou moins sophistiqués selon le cas. Examinons-les, dans leur extrême simplicité délirante, à partir de documents rédigés par *Patria y Libertad*. Qui, comme chacun sait, en témoignage d'appui à la junte, s'est dissoute volontairement trois jours après le putsch (« objectif atteint »), et s'est diluée dans l'appareil administratif de l'Etat militarisé.

Quatre concepts : Patrie - Peuple - Famille - Gremios

Patrie : La patrie est un destin historique qui transcende les individus, les partis et les idéologies. Elle s'est forgée dans le sang de ceux qui moururent sur les champs de bataille, et dans l'effort créateur des générations qui nous ont précédés. On ne peut, dès lors, renier le passé, mais il est encore plus grave de compromettre le fu-

tur de la patrie en la soumettant à une idéologie étrangère. Le communisme poursuit ces objectifs et déclare que la patrie est un préjugé bourgeois qui doit être supprimé. Cette position est un délit de haute trahison.

Peuple : Le peuple n'appartient pas à une classe sociale déterminée. Il se compose de tous les habitants du Chili, identifié à son destin historique. Notre peuple a une idiosyncrasie et un style de vie propre, incompatible avec des recettes importées. Le communisme prétend diviser le peuple chilien, et préconise la « lutte des classes » entre propriétaires — « la classe exploiteuse » — et prolétaires — « la classe exploitée ».

Famille : La famille est la cellule de base de l'organisme social, et c'est pour cela que le marxisme essaye de l'affaiblir. Pour ce faire, il alimente les conflits de générations, sape l'autorité des parents et détruit le respect filial.

Gremios : Les gremios sont les groupements dont ont besoin les travailleurs, les étudiants, les professionnels et les chefs d'entreprise, pour faire valoir leurs droits.

Cinq objectifs

La nouvelle société aura par ailleurs cinq objectifs : premièrement, *donner au Chili une démocratie fonctionnelle ou organique* : cette démocratie s'obtiendra grâce à la participation des *gremios*, des fédérations universitaires, des jeunes, des femmes (13). En deuxième

(13) La nouvelle constitution prévue par les généraux doit institutionnaliser les nouvelles forces et créer la nouvelle société à leur image et à leur ressemblance. Voici comment, dans son jargon, Leigh définit ses intentions constitutionnelles : « Pour moi, le grémialisme est ce qui groupe les ouvriers professionnels (sic), les employés, par secteur de spécialité, qui ne défendent rien de plus que leurs revendications sociales, sans négliger la conception (re-sic) et l'appui qu'ils doivent donner à la communauté. Ceux-là sont des grémialistes. Quand j'utilise ce mot, je ne me réfère pas au grémialisme politique. Celui-là c'est l'instrument qu'utilisent les partis politiques pour amasser plus de voix à des fins nettement politicardes. Le véritable grémialisme est celui qui regroupe, dans leur spécialité et dans leur secteur, les travailleurs. Les *gremios* des transports, de la construction, les collèges professionnels et autres, sont de véritables *gremios*. Mais il faut récompenser tous ceux qui ont fait leurs preuves dans la résistance au gouvernement marxiste : « La femme, dans toute la période marxiste, a joué un rôle de premier plan... Elle nous a donné à nous hommes, une véritable leçon. Elle n'a jamais courbé la tête pour accepter ce qu'elle ne voulait pas : elle s'est montrée indomptable et disposée à défendre ce qui était juste. Nous voulons qu'elle participe à l'administration du pays. Elle jouera un rôle très important, au même titre que les *gremios* et les forces armées ».

lieu, *donner au Chili un Etat intégrateur* : face à l'Etat au service d'un parti ou d'une classe, on appelle à construire un Etat intégrateur, au service de tous les Chiliens. Troisièmement, *donner au Chili un gouvernement autoritaire* : un Etat moderne est une organisation complexe qui exige, pour éviter l'anarchie et le désordre, une autorité forte. Il faut extirper la démagogie politique, en finir avec la corruption morale, et mettre un terme au chaos économique qui n'entraîne que chômage et misère. Le première mesure à prendre pour atteindre ces objectifs est de rétablir le principe d'autorité. Quatrièmement, *donner au Chili une économie moderne et une entreprise intégrée* : on accepte l'entreprise privée et la propriété individuelle, avec les limitations que détermine le bien commun, parce qu'elles sont les piliers de la liberté humaine. Mais on aspire à substituer à l'entreprise actuelle — basée sur l'achat et la vente du travail — une entreprise intégrée dans laquelle l'accroissement de la production transforme tous les Chiliens en propriétaires. Enfin, en cinquième lieu, *donner au peuple un sentiment de responsabilité collective* : la responsabilité collective est le fondement de la discipline sociale, sans laquelle il est impossible que le peuple se développe économiquement et progresse spirituellement.

LES SOURCES DE L'IDEOLOGIE GREMIALISTE

Comme nous l'avons vu, le grémialisme naît d'une réponse de la classe dominante chilienne à la pratique de son ennemi de classe. Cependant, cette réponse est loin d'être métabolique. Loin de surgir spontanément de ce corps social, elle a ses idéologues qui l'ont inspirée et qui surtout se sont efforcés de la conceptualiser à partir de cette pratique de la lutte des classes telle qu'elle s'exprime dans la réalité concrète du Chili. Nous pouvons identifier deux sources fondamentales dans la gestation de cette idéologie : en premier lieu l'impérialisme nord-américain et ses modèles de syndicats libres ; en second lieu les représentants créoles de l'idéologie catholique intégriste, qui tournent autour de l'Opus Dei.

Le syndicat libre

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'impérialisme nord-américain a essayé de s'introduire dans le secteur syndical en Amérique Latine. Son but avoué était d'« appuyer et renforcer le contingent des travailleurs démocratiques ». Il comptait pour cela sur ses organismes à la fois généraux et spécialisés. Aux Etats-Unis, hormis le Département d'Etat, la C.I.A. et autres services de rensei-

gnements, il existe surtout l'AFL-CIO (Fédération américaine du Travail - Confédération des Syndicats Ouvriers) dont les thèses sur le « syndicalisme d'entreprise » sont largement connues. Son premier instrument pour l'Amérique Latine a été l'ORIT (Organisation Régionale Inter-Américaine de Travailleurs), fondée en 1951 pour « combattre la pénétration communiste dans le mouvement ouvrier latino-américain ». Cette organisation compte actuellement 25 millions d'adhérents, dont toutes les grandes confédérations d'Amérique Latine, à l'exception de celles d'Argentine, du Chili, de Bolivie, de République Dominicaine, d'Equateur et d'Uruguay. Cependant, cet instrument, inspiré par une conception rigide de la guerre froide, se révéla rapidement inadéquat et dévoila très vite ses liens avec le Département d'Etat en appuyant ouvertement les coups d'Etat du Guatemala, du Brésil et l'invasion de la République Dominicaine. En 1961, aux débuts de l'ère de l'Alliance pour le Progrès, se constitua donc l'IADSL (Institut Américain pour le Développement du Syndicalisme Libre). Selon les termes de ses propres brochures de propagande, il s'agissait « d'utiliser les talents et expériences du mouvement ouvrier nord-américain pour combattre le danger continental que représente le castrisme. » En 1962, à travers les syndicats démocrates-chrétiens, l'IADSL essaie de diviser la C.U.T. (Centrale Unique des Travailleurs, au Chili) où prédominaient les partis populaires, en promouvant le parallélisme syndical. Cependant, en 1966, la D.C. rompit officiellement ses relations avec l'ORIT et l'IADSL, mais permit de toutes façons à certains de ses militants (entre autres le ministre du Travail) de continuer à remplir leur charge dans le Conseil Directeur de l'IADSL. A partir de ce moment, l'impérialisme intensifia son travail auprès des associations de type professionnel, sans délaisser pour autant les autres secteurs de travailleurs. Au cours des dernières années, il opérait surtout avec l'ANSCO (Association Nationale des Superviseurs du Cuivre) et, comme dans toute l'Amérique Latine au cours de cette période-là, avec les syndicats de transports (14). Ce n'est pas simple coïncidence si l'ANSCO a

(14) Sur une forme de pénétration nord-américaine dans les syndicats de transport, voir les révélations contenues dans *Hearings before the Committee on Foreign Relations US Senate, 92^e Congrès, 2^e session, 20, 21 et 23 mars 1972*, US Government Printing Office, Washington-1972. Lors de ces débats furent dénoncées les manœuvres du Département d'Etat auprès des syndicats locaux de transports en Equateur, au Paraguay et au Mexique.

Sur le rôle de l'IADSL (ou AIFLD, American Institute for Free Labor Development), cf. les dénonciations faites par les dirigeants syndicaux nord-américains : *an analysis of our AFL-CIO role in Latin-america*, Emergency Committee to Defend Democracy in Chile, San José, California, 1974 ; *North American Congress on Latin America (NACLA), « Facing the blockade », Latin America and Empire Report, VII, 1*. Sur la pénétration de l'IDF au Chili, *Punto Final, Santiago du Chili, 28-11-1969*.

pris l'initiative de former, le 5 mai 1971, le premier front professionnel contre l'U.P., à partir des revendications des superviseurs du cuivre, qui venaient de perdre leur salaire en dollars. Ce front, appelé CUPROCH (Confédération Unique des Professionnels du Chili) et qui participa directement à la dernière grève de la Conspiration, fut impulsé par Julio Bazan, de filiation D.C., ancien avocat de la Corporation du cuivre et surtout, ancien responsable du Parti D.C. pour les relations syndicales internationales et ancien représentant de l'UNIAPAC (Union internationale des patrons catholiques). Ce n'est pas non plus un hasard si la Confédération des Propriétaires de Camions de León Villarin se transforma en détonateur des grèves patronales d'octobre 1972 et d'août 73, et servit d'intermédiaire à la CIA pour financer le mouvement. En octobre 72 se déversèrent sur le Chili 200 millions de dollars. Cet afflux de monnaie étrangère fit d'ailleurs baisser le taux de change au marché noir de 30 %. Chaque camionneur en grève recevait une enveloppe de 5 000 escudos (environ 160 dollars au change officiel, ou 40 dollars au marché noir) par camion et par jour.

Pendant les trois années du Gouvernement Populaire, les fonctionnaires de l'IADSL intensifièrent également leur travail avec la COMACH (Confédération Maritime du Chili) qui devint l'organe de liaison par excellence entre les secteurs civils de la conspiration et les éléments séditionnels de la Marine de Guerre. Cette confédération qui, depuis 1962, sous la coupe de l'IADSL, commanda toutes les tentatives infructueuses de diviser le mouvement ouvrier chilien, regroupe dans sa majorité les officiers de la marine marchande qui proviennent, pour la plupart, de la réserve de la marine de guerre. En 1971 et 1972, la COMACH reçut de l'IADSL un ensemble important d'équipements de télécommunications qui lui permettait d'entrer en relations radiophoniques directes avec les unités de la flotte ; celles-là même qui donnaient le coup d'envoi au putsch du 11 septembre. En même temps, l'IADSL — qui, ne l'oublions pas, est présidé par J. Peter Grace, propriétaire de la W.R. Grace Company et est devenu l'instrument de défense des intérêts des entreprises multinationales qui le financent — continua à organiser au Chili des séminaires de formation pour leaders syndicaux et à leur octroyer des bourses d'études pour aller suivre le cours que l'Institut offre dans son centre de Front Royal, dans l'Etat de Virginie. Entre 1962 et 1972, l'IADSL assura le perfectionnement à Front Royal, de 79 dirigeants

syndicaux chiliens et réussit à joindre à travers ces séminaires organisés tout au long du Chili, 8 837 personnes. Indice de son intérêt croissant pour le secteur grémial de l'Opposition, entre septembre 1972 et février 1973, l'IADSL a envoyé à Front Royal 29 dirigeants du grémialisme chilien, alors qu'il lui avait fallu près de dix ans pour former les 79 autres Chiliens qui étaient auparavant passés par l'Institut. Signalons enfin que 37 de ces leaders formés par l'IADSL appartiennent au secteur des communications et des transports et que 12 sont issus des cadres syndicaux des entreprises minières du cuivre. Dès octobre 1973, l'IADSL envoyait à Front Royal Julio Bazan, le leader de la CUPROCH, Manuel Rodriguez, ex-dirigeant du secteur frémiste de la CUT et six autres responsables de coopératives et de syndicats professionnels. D'autre part, le président de l'organisme qui déire remplacer la CUT est un ancien élève de l'IADSL et préside aussi aux destins de la COMACH.

Dans le domaine agraire, le terrain pour la pénétration des thèses du grémialisme fut préparé sous le gouvernement de Frei, par un autre instrument de l'impérialisme, tout aussi lié à la CIA que l'organisme précédent : l'IDF (International Development Foundation Inc.). Sous le couvert d'une fondation privée, cet organisme qui a son siège à New York et est financé par l'AID (Agence Internationale de Développement), s'est spécialisé depuis 1961 dans les questions de « développement communautaire ». C'est à ce titre qu'il collabora, jusqu'en 1969, avec les associations syndicales de la Démocratie Chrétienne (ANOC, Association Nationale des Organisations Paysannes ; UCC, Union des Paysans Chrétiens, qui se réunirent toutes deux dans la Confédération Nationale des Paysans du Chili). Pour diviser le mouvement syndical paysan l'IDF quintupla le montant de son aide au Chili entre 1965 et 1968 et concentra près d'un tiers de son budget latino-américain à promouvoir dans ce pays les organisations paysannes démocrates-chrétiennes. En 1967, par exemple, les programmes de coopération avec la Confédération Nationale des Paysans du Chili (CNC) consistaient à former des leaders choisis dans les quatre principaux groupes de la population rurale, « les ouvriers agricoles, les colons, les petits propriétaires et les indiens ». Sous l'égide de ce projet, rien qu'en 1967, l'IDF assura la formation de 1 050 leaders de communautés rurales (administrateurs de coopératives, dirigeants de syndicats, rédacteurs de journaux pour les paysans, etc). Cette même approche des leaders de la communauté se réalisa au niveau des *centros culturales*, des *centros de madres* et des groupements de *pobladores*.

L'Opus Dei créole (15)

Cependant, le véritable idéologue du grémialisme chilien, celui qui le formule et qui est capable d'en faire une doctrine qui « prenne la relève » du socialisme, il faut le rechercher dans un groupe de catholiques d'extrême-droite : l'*Opus Dei*. Les besoins de la conjoncture offraient en effet un terrain d'élection à l'idéologie de ce groupe : idéologie paradoxale, voire même contradictoire, car à la fois moderniste et intégriste. Tout comme en Espagne, sa mère-patrie, avant d'être un groupe religieux, ce groupement, appelé aussi « Santa Mafia », est une caste de technocrates — liés intimement au capitalisme monopoliste et dépendant — qui s'auto-définissent comme modernisateurs. Modernisateurs de l'économie et de la politique, mais surtout pas de leur base dogmatiquement religieuse. Ils sont des fervents du pouvoir technico-professionnel : le nouveau politicien est l'expert. Comme l'écrit un membre éminent de cet institut séculier espagnol, auteur d'un livre significatif intitulé *Le crépuscule des idéologies* : « Ce sont les juristes, les sociologues, les économistes et les ingénieurs, qui remplacent le Prince dans la tâche d'élaboration de la plus grande partie des décisions gouvernementales concrètes ». Ou encore : « La meilleure façon de réaliser l'ordre, la justice, le développement matériel et culturel dans une conjoncture concrète, n'est le fait d'aucun décret souverain, d'aucun vote majoritaire, mais des sciences économiques et politiques » (16)

Présents partout et à la fois nulle part, on retrouve les membres de l'*Opus Dei* parmi les dirigeants de *Patria y Libertad*, du Parti National, dans l'armée, dans l'Eglise (à titre d'anecdote, le chef de la police politique sous Frei, n'était autre qu'un membre éminent de l'*Opus Dei*). Mais une chose est sûre : on ne les retrouve jamais dans la D.C. — sauf pour réaliser un travail d'infiltration — à laquelle ils vouent une haine farouche, même s'ils doivent s'allier à ces chrétiens renégats, ces Kerensky, qui ont permis au marxisme de pénétrer la Chrétienté. Rien de plus explicable que cette aversion d'ailleurs, puisqu'en fait, après tout, la D.C. a essayé au sein même de l'Eglise catholique de se poser comme terme d'une alternative, cer-

(15) Traduction du terme espagnol « criollo », qui convient mieux que le terme « national » pour tout ce qui provient de la classe dominante dépendante. Pour une analyse plus récente des groupes qui prêtent leur concours à la junte, cf. notre article « Chili : le fascisme créole en quête d'idéologues », à paraître.

(16) Voir à ce propos l'œuvre critique de Jésus Ynfante : *La prodigiosa aventura del Opus Dei. Genesis y desarrollo de la Santa Mafia*, Paris, Ruedo Iberico, 1970.

tes de manière ambiguë, face à l'intégrisme des secteurs qui alimentent l'*Opus Dei* ou ses succédanés.

Ce groupe quasi invisible, a suivi pas à pas la formation de cette « nouvelle idéologie grémialiste », où l'on retrouve les réminiscences du vieux corporatisme. On le rencontre d'abord derrière la Société Nationale d'Agriculture, au temps de la réforme agraire freiste. C'est un ancien ministre d'Alessandri, et chef de l'*Opus Dei* chilien, qui propose aux propriétaires terriens, dont l'imagination n'est pas la vertu majeure, la tactique grémialiste et leur en fournit les fondements doctrinaux. A la même époque, les aumôniers de l'*Opus Dei* président à la création du mouvement étudiant grémialiste à l'Université Catholique du Chili et dans certaines universités de province. Dès les premiers mois du gouvernement populaire, ce sont ses sociologues qui prennent en main la programmation éditoriale du *Mercurio* et lancent directement, mais jamais de façon ouverte, d'autres organes d'information (principalement *Que pasa*, le seul hebdomadaire d'analyse politique sérieux aux mains de la droite non D.C.). L'*Opus Dei* fournit également des moyens financiers et des journalistes (entre autres Jaime Guzman, un des experts-juristes chargés de rédiger la nouvelle Constitution du général Leigh Guzman) à la seule chaîne de TV de l'opposition (chaîne de l'Université Catholique du Chili) dans ses campagnes séditionnelles contre l'U.P. A la fameuse réunion du complot du « pastel de choclo » (pâté de maïs), en mars 1972, où les groupes d'opposition discutent l'adoption d'une politique de masse, trois au moins des principaux idéologues de l'*Opus Dei* sont présents. La semaine avant le putsch, c'est encore un membre de l'*Opus Dei* du Chili qui est chargé de vendre sur le marché international, et pour le compte de cette institution qualifiée de religieuse, une quantité d'or telle que le marché de ce métal précieux n'en a jamais connu de semblable et doit baisser ses cours. Et après le putsch, c'est le seul groupe qui, lorsque la D.C. disparaît du panorama des militaires, est susceptible d'apporter au fascisme naissant non pas l'appui des masses, mais un ensemble de doctrines et un corps d'experts qui légitiment leur politique anti-marxiste de « reconstruction démocratique ».

Pourtant, les membres de l'*Opus Dei* ne sont pas nombreux. Ils forment une élite qui « colle » au pouvoir, par la tradition de leur ascendance aristocratique ou par leur spécialité. Au Chili, dans les dernières années, l'*Opus Dei* s'est entouré surtout de jeunes économistes, de jeunes sociologues et ingénieurs, sortis en droite ligne des universités « libéralo-manchesteriennes » de Chicago, ou autres du même style. A la suite du virage vers la droite de la D.C., l'*Opus*

Dei redoubla son travail de prosélytisme auprès des universitaires et professionnels de ce parti désormais dépourvu de credo doctrinal. Mais, malgré son effectif réduit, c'est le seul groupe qui, pendant toute cette période de Frei et d'Allende, a remonté systématiquement l'histoire à contre-courant. En assimilant la pratique de résistance de la classe dominante, il a essayé de construire un modèle politique qui se substituerait au réformisme social-chrétien, renverserait le régime marxiste et instaurerait un nouveau type de « démocratie ». En fait, revenir au vieux rêve de la réforme constitutionnelle d'Alessandri, avec en plus la répression. Et quelle répression ! A une droite appauvrie, historiquement au bout de son rouleau, au fascisme dévastateur et primaire des militaires, il semble apporter, comme en Espagne, de quoi combler leur vide. Tout ce travail, l'*Opus Dei* le réalise à l'intérieur des partis, mais surtout hors des partis.

LES FRONTS GREMIAUX

Pour lancer ses actions de masse, la droite comptait, dès l'arrivée d'Allende au gouvernement, sur ses *gremios* traditionnels, inconditionnellement au service des intérêts de la classe dominante : la SNA, la SOFOFA, la SONAMI, la Chambre de Commerce et la Chambre de la Construction, rassemblées sous le front de la Confédération du Commerce et de la Production. De la même façon que la SNA était partie en guerre contre la réforme agraire de la D.C., en modernisant son idéologie et son organisation de classe, la SOFOFA, organisme qui réunissait les gros industriels et qui était le *gremio* le plus affecté par la constitution du secteur étatisé de l'industrie, rejoignit la SNA dans la lutte contre les forces progressistes, en affichant un modernisme économique nouveau. « De la même façon que beaucoup de révolutionnaires travaillent, mûs par une inquiétude authentique, nous avons l'obligation, en tant qu'hommes de l'entreprise privée, de présenter notre propre révolution. » Cette déclaration date de juin 1971, époque où la bourgeoisie était encore convaincue de récupérer le gouvernement populaire par le truchement des instruments de sa démocratie. Mais cette « révolution » ne s'opéra pas dans l'entreprise : elle s'opéra directement dans la rue. En janvier 1973, le président de la SOFOFA soulignait : « Les perspectives qu'a ouvert 1972 pour l'action grémiale sur une vaste échelle sont un phénomène constructif, à la fois extraordinaire et permanent, pour le futur du Chili [...] Nous avons une tâche urgente et inéluctable pour l'avenir immédiat : nous devons aider de toute notre énergie au triomphe anti-marxiste ». Dans les deux grèves générales, la SOFOFA, avec les autres *gremios* patronaux, ne perdit jamais le contrôle du front contre-révolutionnaire.

A ces fronts patronaux s'ajoutèrent les *gremios* des petits propriétaires. Deux surtout accompagnèrent la bourgeoisie dans toutes ses aventures séditieuses et se mirent à sa disposition, se transformant en quelque sorte, en ses militants de base, ses commandos, ses agitateurs semi-professionnels. Ce furent, d'une part, la Confédération des Propriétaires de Camions, fondée 17 ans plus tôt, et la Confédération du Commerce de Détail et de la Petite Industrie, fondée sous le régime démocrate-chrétien, et l'un des seuls *gremios* contrôlés directement par la D.C. Paradoxalement, face au gouvernement populaire, la Chambre de Commerce, qui depuis des décennies avait toujours protégé les intérêts des gros commerçants, et la Confédération du Commerce de Détail s'unirent et fondèrent à la fin de 1971 le Front National du Secteur Privé (FRENAP) pour lutter contre l'étatisation.

C'est à l'intérieur des organisations professionnelles que devait s'opérer le changement le plus important. Avant le gouvernement populaire, l'histoire chilienne ne connaît aucun front technico-professionnel. Il existe, certes, les ordres des médecins, des avocats, etc., mais jamais ils n'ont fait preuve de solidarité active. Dans la tâche de résistance civique de la réaction, à partir des revendications des superviseurs du cuivre, se crée en mai 1971 la Confédération Unique des Professionnels du Chili, (CUPROCH) qui tend à regrouper tous les professionnels, sans distinction d'activité. La Confédération des Collèges Professionnels qui regroupe, à partir de juin 1972, tous les ordres légalement reconnus de médecins, d'avocats, de dentistes, d'ingénieurs, de comptables, de psychologues, d'infirmières, etc., vient parfaire cette première organisation. A la veille du coup d'Etat, le Front National des Professionnels — qui regroupe les deux organisations précitées — avait réussi à réunir autour de lui plus de cent quatorze organisations professionnelles. L'explication de ce regroupement est clairement fournie par un de ses dirigeants, lui-même membre de l'Ordre des Avocats : « La nécessité de ces organismes professionnels surgit avec le gouvernement de l'U.P., qui a forcé à la création de ce type d'organismes, qui sont des organismes de guerre, de guerre anti-marxiste. Nous sommes dans un état de guerre interne, et nous avons été agressés par le régime marxiste. » Pendant les périodes d'action de masse généralisée, tous ces *gremios*, toutes ces organisations se placèrent sous un commandement unique : le Commando d'Action Grémiale.

Quelle était la force de la Gauche dans ces organisations de petits propriétaires et de professionnels ? Cela varie très amplement.

Par exemple, le Conseil des Architectes avait une direction de gauche, celui des Ingénieurs et celui des Avocats étaient tellement à droite que ses dirigeants étaient présents à la réunion qui fixa la politique de masse de la bourgeoisie. Toujours est-il qu'il n'est pas exagéré d'affirmer qu'en moyenne, entre 60 % et 75 % des membres des corps professionnels étaient contre le gouvernement populaire. Point n'est besoin de rappeler que dans la grève de la Conspiration, l'Ordre des Médecins fut un des éléments de poids pour l'aggravation de la crise. Pour la première fois au Chili, reniant tous leurs principes de déontologie professionnelle, les médecins abandonnèrent leurs postes dans les hôpitaux sans, bien sûr, cesser d'exercer leur activité dans leurs cabinets privés. Chez les petits propriétaires, pour reprendre l'exemple des camionneurs, la Confédération contrôlait 25 000 des 52 000 camions existant dans le pays. Mais il faut ajouter que les 3 500 poids lourds (de 12 à 24 tonnes) étaient tous sous contrôle de la Confédération et des grandes entreprises monopolistes de transports qui, dans l'organisation, coexistaient avec le petit propriétaire d'un camion d'avant-guerre. Lors de la grève d'octobre, les camionneurs dissidents essayèrent de fonder leur propre mouvement (MOPARE), et cela malgré les actions de gangstérisme de style Hoffa, menées par la Confédération et ses alliés de *Patria y Libertad*. En octobre aussi, naquit le Front Patriotique des Professionnels, qui essaya de regrouper des professionnels de gauche.

S'il est vrai que l'épine dorsale de la lutte de masse de la bourgeoisie fut le pouvoir grémial dans sa branche patronale technico-professionnelle, il n'en reste pas moins vrai qu'il existait d'autres formes d'action de masse, tout aussi importantes, dans la résistance civile. Les citations du *Mercurio* reproduites en tête de ces notes en sont un témoignage. Les conseils de quartier, les associations féminines, les fédérations d'étudiants, etc., toutes ces organisations permettent aux divers secteurs de la population de se mobiliser politiquement à partir de leur pratique quotidienne, dans leurs lieux de travail, de loisirs, de ravitaillement. C'est ainsi qu'on opposa les conseils de quartier, contrôlés en grande partie par la droite, et les associations féminines locales, aux JAP (organismes de base du contrôle du ravitaillement et des prix, mis en place par l'UP, à partir de 1972). Au projet de réforme du système d'enseignement secondaire, on opposa les centres d'élèves et les fédérations d'étudiants. La Droite essaya de ne laisser en marge de la mobilisation permanente aucun des secteurs où elle pouvait s'introduire. Lors des grèves générales, sa ligne d'action, était, certes, que le *gremio* se mobilise et que le *gremio* mobilise le « peuple », mais dans les longs intervalles qui séparent les actions générales, les autres fronts déterminaient leur

propre dynamique selon les circonstances et les événements quotidiens de la lutte des classes.

On n'insistera jamais assez sur l'investissement que constitua pour les forces de la Réaction, la politique de création des organismes de base, sous le régime de Frei. Les mécanismes de participation étaient déjà en place lorsque la droite eut besoin de mobiliser les divers secteurs de la population contre l'Unité Populaire. Le cas le plus notoire est celui des femmes. Le gouvernement de Frei avait institué les *centros de madres*, sorte d'ouvroirs au niveau du quartier dont le but était de permettre d'intégrer les femmes des milieux populaires à une société « communautaire ». En renforçant, sous couvert de la participation féminine, une idéologie conservatrice, ils détournèrent les femmes de toute action ou adhésion politique contraires au système. Il fallut attendre le Gouvernement Populaire pour que la bourgeoisie hégémonique consente à organiser la mobilisation des femmes. Ne comptant sur aucune organisation spécifique auparavant, elle dut en créer pour encadrer les femmes des couches supérieures et en général les femmes qui n'avaient pas été englobées par les organisations créées jusqu'à ce moment. On ne peut comprendre le succès qui couronna le mouvement de participation des femmes, guidé par la droite, sans se référer aux valeurs spécifiques de la culture dominante chilienne, en ce qui concerne la situation de la femme. Même si la culture dominante est marquée par les valeurs traditionnelles de la féminité, qui consacrent la position inférieure de la femme, dans la pratique celle-ci occupe une place centrale. Le stéréotype qui veut qu'au Chili on ait affaire à un véritable matriarcat n'est pas complètement dépourvu de vérité. La droite fut réactiver avec beaucoup d'habileté toutes ces caractéristiques qui faisaient de la femme un potentiel actif. Dans les manifestations des casseroles, la droite réussit à mobiliser côte à côte la femme de la haute bourgeoisie, celle de la petite bourgeoisie, les femmes des *centros de madres*, et chose inévitable, elle fit aussi converger le lumpen vers ce genre de manifestations. La gauche ne put livrer aucune bataille sérieuse sur le plan féminin, même si dans chaque parti, la question de la femme était agitée et si dans les organisations en place les femmes de gauche réussissaient à déplacer des postes de direction les femmes de la démocratie chrétienne et profitaient de ces centres à leur tour pour les transformer en maillons de la chaîne de mobilisation de la gauche (17).

(17) Pour une étude approfondie de la femme chilienne, avant le Régime Populaire, cf. A. et M. Mattelart, *La mujer chilena en una nueva sociedad. Un estudio exploratorio acerca de la situación e imagen de la*

III - AGITATION ET MASS MEDIA

Pour mettre en œuvre ses actions de masse, la bourgeoisie dut modifier ses modèles de domination idéologique. L'appareil idéologique d'Etat appelé « moyens d'information » subit un changement important. La bourgeoisie « léniniste » reprit le schéma léniniste d'organisation de la presse et transforma ses moyens d'information en « agitateurs et organisateurs collectifs ». Ce changement dans ses modèles de communication n'est d'ailleurs qu'un exemple de la façon dont la bourgeoisie utilisa les superstructures de l'Etat dans la lutte politique quotidienne. Il ne lui suffisait plus de gérer cette superstructure du haut de son balcon de classe dominante ; elle était obligée de la faire descendre au niveau de la rue pour l'utiliser dans la tâche de politisation des masses, et transformer celles-ci en défenseur actif de l'Etat bourgeois. Masses qui désormais se sentaient concernées par la défense du pouvoir judiciaire, de l'école, de la liberté de la presse, de la Constitution.

Nombreux sont les faits qui témoignent de cette réorganisation des *mass media* aux mains de la classe dominante, dont nous avons déjà ébauché les grands traits dans l'introduction de ce livre. Cependant, un des angles certainement les plus intéressants — bien que le moins connu — pour illustrer ce phénomène est celui de la mutation que subit le concept d'*opinion publique* dans le discours (et la pratique) de la classe dominante. Mutation qui, par ailleurs, ne peut s'envisager sans analyser l'évolution parallèle que subit dans ce même discours le concept de *peuple*.

LA MUTATION DE L'OPINION PUBLIQUE

De tout temps, les moyens d'information de la bourgeoisie chilienne — comme ceux de toute classe dominante — ont dissimulé les

mujer en Chile, Santiago du Chili, 1968, Editorial del Pacifico. Pour une étude de la mobilisation de la femme sous l'Unité Populaire, cf. Vania Bambira : « La mujer chilena en la transición al socialismo », Documentos, Punto Final, Santiago du Chili, n° 133, juin 1971 ; Michèle Mattelart, *Le corporatisme féminin et la contre-révolution*, Paris, en préparation. Pour une étude des différentes formes d'organisation populaire, cf. François Delcourt, « Le pouvoir populaire au Chili », *Politique Aujourd'hui*, Paris, janvier-février 1974. Sur le rôle que joua le Brésil dans cette préparation des mouvements de masse et des campagnes d'opinion publique contre l'Unité Populaire, cf. « Brazilian Connection », par Marlise Simmons, *Washington Post*, 6-1-1974.

intérêts particuliers de la classe qu'ils protègent en s'arrogeant le droit de représenter l'opinion publique, c'est-à-dire la majorité. Ils ne faisaient en cela que reproduire la pratique et la théorie de l'opinion publique bourgeoises, qui légitiment, en leur conférant une apparence démocratique, aussi bien le fonctionnement du Parlement bourgeois que celui de la presse. La question est de savoir ce qu'il advient de cette notion et de cette théorie de l'opinion publique lorsqu'un président socialiste est élu à la tête du pays par une majorité relative, lorsque la classe dominante est prise au piège de sa démocratie formelle et se convertit — à moins d'une alliance — en une minorité électorale. C'est à cette question que nous répondrons en examinant l'attitude de *El Mercurio* sur ce point au cours des trois années du gouvernement populaire.

En caractérisant le « pouvoir grémial », nous avons évoqué certains paragraphes d'un éditorial publié dans ce journal qui, lors de la grève patronale d'octobre 1972, décriait tout bonnement que les grèves ne pouvaient être l'œuvre de la bourgeoisie, des exploités, mais celle de « tout le peuple », puisqu'y prenaient part des commerçants, des artisans, des femmes, des jeunes, des ingénieurs, des médecins. Ces propos représentent en fait l'aboutissement d'un travail de démolition systématique du concept de peuple, effectué par la presse depuis l'avènement du gouvernement populaire. Pour saisir ce changement au cours duquel les moyens d'information bourgeois passent du statut de « leader de l'opinion publique » à celui de « leader du pouvoir grémial », nous retracerons brièvement la trajectoire suivie par le « peuple » et « l'opinion publique » dans cette presse.

En Argentine, vers la même époque, les généraux, en lançant la consigne du « Grand accord national », recouraient cyniquement à la notion de peuple pour essayer de passer sous silence les intérêts antagonistes des secteurs sociaux qu'ils cherchaient à réconcilier. Au Chili, par contre, le choix de la bourgeoisie, pour répondre aux prétentions du prolétariat d'être le peuple, fut d'essayer de neutraliser et d'invalider le concept de peuple, patrimoine des partis populaires. Mise en question dans son rôle de représentante de la majorité, la classe hégémonique contre-attaqua en faisant apparaître le concurrent direct de son « opinion publique », c'est-à-dire le peuple lui-même et ses intérêts de classe, comme entité amorphe, voire inexistante dans la réalité chilienne. Cette offensive destinée à lui restaurer son droit d'être seule à représenter la majorité, la presse bourgeoise la réalisa selon une escalade rigoureuse qui passe par cinq grandes lignes de force.

1. *Introduction dans son journal d'« analyses de classe » sommaires, si toutefois on peut ainsi les appeler.*

La presse redéfinit le concept de peuple qui, dès le début, va de l'humble pêcheur artisanal à l'ingénieur en chef du monopole du papier que le gouvernement populaire veut étatiser. En ordre synchronisé, on assiste à un élargissement des « classes moyennes », catégorie qui, lentement, colonise et absorbe la notion de peuple. En armant son projet politique d'un profil de stratification sociale fonctionnel, la presse bourgeoise convertit le Chili en un pays où le peuple serait composé quasi exclusivement de « classes moyennes ». Quelques exemples suffiront pour illustrer cette démarche.

« Beaucoup caractérisent ce moment où s'ouvre une nouvelle période dans l'histoire du pays comme l'arrivée du peuple au pouvoir [...] L'ampleur du concept de peuple travailleur est très importante si l'on veut se maintenir et progresser dans les tâches de la communauté nationale. Un pays qui perd ses techniciens, ses professionnels et ses chefs d'entreprise s'expose à des retours en arrière souvent irréparables » (*El Mercurio*, 3-11-1970).

« Le mot peuple, prononcé sur un ton démagogique, ressemble aux éloges conventionnels que l'on adresse au Soldat Inconnu, c'est-à-dire à personne » (18-11-1970).

« Au Chili, la classe moyenne est très vaste. Elle comprend aussi bien l'artisan, l'ouvrier qualifié, certains paysans salariés ou petits propriétaires, que les professionnels de haut rang, les cadres supérieurs de l'industrie ou les chefs d'entreprise de tout type, auxquels il faudrait ajouter les techniciens, les artistes, les écrivains, les journalistes, les professeurs des différentes sortes d'enseignement. Toutes ces catégories forment un ensemble varié qui ne se définit pas en vertu de ses revenus, de son origine familiale, ni même de sa culture mais bien en fonction de certaines habitudes de vie, de certaines valeurs morales et de certaines aspirations collectives qui sont essentielles. A cette vaste classe moyenne chilienne, beaucoup d'individus aspirent à appartenir... Dans ce pays de classe moyenne, une politique de prolétarianisation est une erreur d'envergure » (9-2-1972).

« Les classes moyennes représentent la majorité du pays, parce que notre démocratie est vraiment égalitaire. La grève des *gremios* est, dès lors, le « non » des couches moyennes, c'est-à-dire le « non » de la majorité. » (29-10-1972).

2. *L'« opinion publique » se métamorphose en « opinion populaire ».*

Ce glissement permet une réhabilitation progressive et un assainissement du vieux concept d'opinion publique qui se convertit ainsi en synonyme d'opinion populaire.

« Un fossé profond est en train de se creuser entre l'U.P. et ce que nous appellerons l'opinion populaire. L'U.P. est une minorité politique au Chili. Cela, tout le Chili le sait et les dirigeants du bloc politique en place le constatent en termes douloureux. Mais il y a plus que cela. L'U.P. contredit à tel point son appellation populaire qu'elle se voit dépourvue d'une opinion publique favorable. Et pour que l'on n'entende pas par opinion publique le seul jugement de certains journalistes ou de certains cercles restreints, il faut la définir comme opinion populaire, comme le jugement spontané de tout le peuple ; cette opinion populaire est en ce moment très sévère à l'égard du bloc marxiste. » (4-6-1972).

3. *La bourgeoisie étend son interrogation sur la notion de peuple à tout organisme et initiative susceptible d'avoir une relation avec le « populaire ».*

Ce sont alors les escarmouches ou les batailles frontales contre la liberté populaire, l'assemblée populaire, la justice populaire, le contrôle populaire.

« Le combat pour la liberté au Chili se livre entre deux conceptions de cette valeur : celle de la liberté des personnes en chair et en os, et celle de la liberté abstraite du peuple, qui est dans la réalité concrète une dictature d'une minorité. Les « libérations » économiques et politiques se convertissent ainsi en un sarcasme cruel. » (18-2-1971).

4. *Le recours à la notion purifiée de peuple*

Lavée de ses « impuretés » prolétariantes, la notion de peuple, remaniée par la presse bourgeoise, s'oppose systématiquement à la notion de peuple des forces populaires et devient le signe de ralliement des secteurs d'opposition à l'U.P. Le cas que nous citons à propos des grèves patronales d'octobre en est l'exemple le plus patent. Mais il y en a d'autres.

« Les communistes parlent toujours au nom du peuple, d'un peuple qui n'est pas tout le pays, mais qui est composé des citoyens qui les suivent. Ce peuple limité qui fait confiance aux communistes, ne constitue pas une proportion stable du pays. Ce sont des adhésions qui fluctuent selon le degré d'efficacité du Parti Communiste et de l'Unité Populaire » (27-2-1972).

5. *Abandon du niveau générique des messages*

Les « acteurs collectifs » des événements que rapporte l'organe d'information bourgeois sont personnifiés de plus en plus clairement

afin de faciliter une plus grande identification avec les « intérêts » de ses lecteurs. La presse ne s'adresse donc plus à l'opinion publique en général, au citoyen, au votant abstrait, mais au contribuable, au consommateur ; elle ne s'adresse plus à la femme chilienne mais à la maîtresse de maison, etc. Ces changements, en définitive, substituent aux récepteurs génériques d'autres destinataires, certes plus spécifiques mais tout aussi indéfinis socialement que les précédents.

L'unique zone où la presse bourgeoise continue à lancer de véritables campagnes génériques pour alerter ce qu'elle appelle l'« opinion publique » dans le style de sa manipulation traditionnelle, est celle des événements extraordinaires comme les catastrophes naturelles (tremblements de terre, tempêtes, raz de marée). Utilisant à fond ces adversités de la nature qui ont frappé le Chili en maintes occasions au cours de ces trois dernières années, les moyens d'information de la droite essayèrent d'en effacer le signe de classe et réclameront la conciliation et la trêve pour lutter en commun contre les dégâts occasionnés par ces phénomènes naturels. Le fait que par exemple plus des trois quarts des maisons des bidonvilles de Valparaíso aient été détruites par des pluies torrentielles et cet autre que seulement une infime proportion de résidences appartenant à la bourgeoisie aient souffert quelques égratignures, sont assimilées dans cette entreprise de mystification humanitaire. Citons pour nous convaincre ces quelques extraits d'un éditorial paru sous le titre « Vers une société solidaire » dans *El Mercurio* au mois de juillet 1971, lors du séisme de Valparaíso.

« Les thèses marxistes des partis de la coalition gouvernementale postulent l'existence de contradictions dans la société chilienne, qui ne pourront être résolues que par le déplacement d'une classe par une autre. Par conséquent, les partis admettent la lutte totale comme un fait qui est le résultat de l'analyse scientifique de l'histoire et de la société. Du côté de la politique, il devient de plus en plus difficile d'intégrer les Chiliens, de les unir autour de tâches communes, d'éveiller en eux la conscience de leur solidarité fondamentale. C'est pourquoi il se peut qu'un malheur collectif comme le dernier tremblement de terre soit l'occasion unique qui manquait pour unir tous les Chiliens... L'aide de peuple à peuple est au-dessus des partis et des intérêts politiques ; elle se propose de mobiliser authentiquement la solidarité volontaire de la population, elle respecte la liberté des différentes communautés d'accourir à l'aide de leurs frères en détresse et se fonde sur la certitude que cet effort généreux résoudra les problèmes les plus urgents dans les zones touchées par le tremblement de terre et permettra d'intégrer l'ensemble des citoyens aujourd'hui découragés et sans buts réellement communs » (15-7-1971).

FRONTS DE MASSE

Ces grandes lignes de force se sont entrecroisées dans toute la presse bourgeoise au cours des trois années du gouvernement populaire. Point n'est besoin d'insister sur le fait que ces actes d'appropriation de la notion de peuple et de solidarité par la bourgeoisie ne sont pas de simples emprunts sémantiques. La classe dominante s'empare des signes de la gauche parce qu'elle essaie de s'approprier, dans toutes ses actions politiques, un droit de représentation des secteurs sociaux qui lui échappent. Le rapt sémantique ne se conçoit pas en dehors de ce processus permanent d'appropriation des intérêts du prolétariat. Le vol sémantique est une tentative de vol politique et ce fait est confirmé par l'autre versant de l'offensive idéologique de la droite.

En effet, le travail de sape réalisé autour de la question de la représentativité des forces populaires est contrebalancé, dans cette même presse, par un travail de construction de *fronts de masse*. Au fur et à mesure qu'il faisait éclater la notion de peuple et redéfinissait la notion classique d'opinion publique, le journal bourgeois étendait et précisait les nouvelles clientèles réparties selon leur front de lutte concret et du même coup modifiait la relation verticale qu'il avait entretenue jusqu'alors avec cette opinion publique. Notion qui se révélait n'être valable que pour les périodes où la presse se contente d'« informer » son public, pour cesser de l'être dès qu'il s'agit de transformer ce public en « homme d'action ».

Les fronts de masse devinrent donc le distributeur quasi cybernétique qui répartissait les événements selon les intérêts propres à chaque front et permettait aux organes d'information de la bourgeoisie de mobiliser contre le prolétariat, à partir de ce nouveau traitement de la matière première informative, tous les secteurs qui dorénavant faisaient partie de ce « nouveau » peuple, le peuple de la bourgeoisie. Illustrons cette stratégie en reproduisant de brefs extraits d'éditoriaux ou d'interviews publiés dans *El Mercurio* :

1. Front des jeunes :

« La conquête du monde étudiant est un des objectifs vitaux du marxisme. Cependant leurs efforts développés dans ce sens rencontrent la résistance de nombreux secteurs parmi les étudiants qui ne veulent pas se convertir en instruments du sectarisme extrémiste » (2-10-1971).

« L'action des « gremios » d'étudiants en cette période de l'histoire de notre pays a démontré qu'elle constituait un facteur primordial dans la préservation des valeurs démocratiques. Presque tous les lycées et collèges, tout au long du pays, ont des centres d'étudiants qui se regroupent en fédérations et qui ont pris sur eux la représentation efficace sur le plan national... Les pères de familles, les citoyens en général et les partis démocratiques doivent observer avec une attention particulière le développement des mouvements d'étudiants dans l'enseignement secondaire, puisque la pénétration de la politique marxiste dans le milieu scolaire oblige, malheureusement, les enfants à dépenser leurs énergies pour la défense des valeurs essentielles de leur propre éducation » (3-12-1972).

2. Front des collèges professionnels

« Personne ne pensera sérieusement que l'on puisse remplacer le travail d'un professionnel par des comités ou des assemblées hétérogènes de travailleurs sans qualifications. C'est pourquoi l'aspiration des ingénieurs à fixer en toute clarté leur rôle dans ce système (du secteur étatisé) est tout à fait compréhensible... C'est d'autant plus indispensable que les ingénieurs représentent la capacité technique, l'investissement en technologie, la possibilité de progrès et de développement industriel. Ce sont eux qui sont les professionnels capables techniquement d'assumer de hautes responsabilités dans les entreprises de travailleurs » (14-8-1972).

« Il est évident que les attaques visant les collèges professionnels du pays obéissent à une stratégie concertée contre ceux qui ont des qualifications délivrées par les universités chiliennes... La Confédération des Collèges Professionnels, dans sa déclaration, signale que toute attaque contre n'importe quel collège faisant partie de la Confédération est une attaque contre la Confédération elle-même. En d'autres termes, elle souligne l'existence d'une solidarité plausible entre « gremios » analogues pour affronter ainsi d'une façon efficace l'offensive dont ils sont l'objet » (23-5-1972).

« La profession médicale a une valeur sans limites pour la communauté et cela est reconnu par tous les secteurs. De la même façon, on accepte que ceux qui exercent la médecine jouissent de revenus qui leur permettent un niveau de vie en accord avec le statut que la profession exige... » (Editorial contre la socialisation des services de santé publique et pour la solidarité avec le Collège des Médecins, 11-1-1972).

« L'opinion du Conseil Général du Collège des Avocats exprime en des termes juridiques l'esprit de défense de la liberté qui anime de

larges secteurs de la population. Les avocats ne sont pas contre une justice accessible au peuple et qui satisfasse ses besoins mais ils s'opposent à ces tribunaux d'illettrés (tribunaux populaires) et signalent une fois de plus la pénurie financière que doivent affronter les véritables juges » (2-2-1971).

« Le Collège des Journalistes, pour défendre la dignité de la profession, devrait accorder à cet incident l'attention la plus aiguë et adopter les mesures qui s'imposent » (7-5-1972).

3. Front des magistrats

« Monsieur le juge, avez-vous l'impression lorsque vous rendez votre sentence que vous appliquez une justice de classe, une justice bourgeoise ?

— Jamais je n'ai pensé une telle chose. Notre justice est basée sur la législation européenne. Avec ce critère auquel vous faites allusion, ces législations seraient également bourgeoises et de classe.

— Monsieur le juge, avez-vous entendu parler des tribunaux populaires et de celui qui a commencé à fonctionner dans la "Poblacion Nueva Habana" ?

— Oui. Ils sont ouvertement inconstitutionnels.

— Les justifiez-vous d'un point de vue humain ?

— Non, ni du point de vue juridique, ni encore moins d'un point de vue humain. Il faut avoir une préparation juridique pour administrer la justice avec équité. Un tribunal populaire sera toujours partial et il agira selon des critères politiques. Nous autres, nous nous déplaçons sur un terrain autonome et impartial.

Et que deviendriez-vous par exemple, si vous étiez jugé par un tribunal populaire composé de vos ennemis ? Pour cette raison, je suis contre.

— Etes-vous bourgeois ?

— Dans quel sens ?

— Dans le sens d'appliquer la loi bourgeoise.

— J'applique la loi que les juristes et les experts ont élaboré dans mon pays. Quant à ma vie privée, je vis avec la sobriété propre à la majorité des juges, avec beaucoup de travail et une maison modeste » (Entrevue d'un juge de la province de Santiago, *El Mercurio*, 14-5-1971).

REPARTITION DES FRONTS DE MASSE JUSQU'A LA GREVE
D'OCTOBRE 1972 DANS EL MERCURIO*

FRONTS DE MASSE	TOTAL
FRONT INSTITUTIONNEL	280
Magistrature - Pouvoir judiciaire	90
Parlement	62
Forces Armées (1)	91
Eglise	2
« Contraloria »	25
Municipalités	10
FRONT PATRONAL	316
Gremios industriels (SOFOFA, SONAMI)	146
Gremios agricoles (S.N.A.)	49
Commerçants et petits industriels	72
Transports	36
Petits propriétaires terriens	13
FRONT PROFESSIONNEL	272
Journalistes (2)	167
Médecins	29
Ingénieurs	13
Techniciens	47
Avocats	16
FRONT PROLETAIRE	89
Ouvriers	63
Paysans	12
Chômeurs	14
FRONT JEUNES	183
Lycéens	87
Universitaires	96
FRONT FEMMES (3)	121

* Il s'agit ici du nombre d'éditoriaux publiés sur ce front spécifique dans le journal *El Mercurio*, entre novembre 1970 et juin 1972.

(1) Comprend Forces Armées et « Carabineros » (gendarmérie).

(2) Le front des journalistes est un des plus complexes. Il sert à la fois à la défense de sa profession mais aussi, par son intermédiaire, on défend la liberté de la presse et la liberté de propriété du monopole du papier aux mains du patron capitaliste. C'est la raison pour laquelle ce front revêt autant d'importance.

(3) Ce front global comprend aussi le front général « classe moyenne » et « consommateurs » qui le plus souvent recherche l'appui féminin.

LA CONTRE-REVOLUTION CULTURELLE IMPERIALISTE

La façon dont s'est déroulé l'affrontement de classes au Chili et la place qu'y a occupée l'offensive idéologique pendant les trois ans du gouvernement populaire ont prouvé que désormais les instruments traditionnels de la culture impérialiste pouvaient remplir d'autres fonctions que celles qui leur avaient été assignées pendant les quinze dernières années. La politisation totale de ces instruments à laquelle se livra la classe dominante, alliée de l'impérialisme, pour mieux résister, et sur des fronts plus étendus et plus quotidiens, au danger que représentait le Gouvernement Populaire, est une donnée nouvelle, dont les forces progressistes devront tenir compte pour affronter la contre-révolution dans les pays latino-américains.

Il y a encore très peu de temps, l'appareil publicitaire nord-américain pouvait se contenter de promouvoir implicitement des modèles de vie et de rapports sociaux, congruents avec l'*american way of life*, en vantant les qualités des produits de son économie. Il en va différemment aujourd'hui : il publitise non seulement des produits commerciaux, mais encore des modèles de régimes politiques. Avant que le cas chilien ne révèle cette métamorphose, on connaissait le rôle qu'avait joué la Compton Advertising dans la planification de la campagne électorale présidentielle, au Vénézuéla. On savait aussi que la diffusion du mythe du « miracle brésilien » était assurée par la Kenyon et Eckhardt, une autre agence nord-américaine. Au Chili, les agences nord-américaines, en étroite union avec les agences nationales, dressèrent le plan d'attaque psycho-politique contre les actions entreprises par l'Unité Populaire. Citons par exemple la campagne publicitaire lancée par la *Sociedad de Fomento Fabril* pour convaincre la population des maléfices de l'étatisation. La division de McCann Erickson, l'agence Marplan, joua dans ce plan un rôle de premier ordre. Dans un rapport confidentiel de ces agences, on lisait : « La campagne devra exercer une pression psychologique dans deux directions : a) sur les secteurs supérieurs et moyens supérieurs (niveau parlementaire inclus) afin d'obtenir au bout du compte le refus total de la proposition d'étatisation que formulera l'Exécutif sur les 91 entreprises qui doivent passer au secteur étatisé ; b) sur les secteurs moyens et inférieurs, pour leur démontrer les préjudices qu'entraîne une étatisation exagérée, obtenir que ces secteurs se prononcent contre ce projet et exigent dès lors que leurs représentants politiques votent contre. En d'autres termes, la campagne publicitaire devra former la conscience des masses contre le projet d'étatisation, afin d'établir une pression de bas en haut, pour que les représentants du

peuple qui se trouvent dans le doute, épousent la position que leur exigent les bases. » On pouvait encore lire dans les mêmes documents : « Il faut démolir l'image de l'Etat-patron ; il faut stimuler le sens de la propriété chez les travailleurs ; sens qui s'est manifesté chez les paysans, mais qui chez les ouvriers industriels est encore pour des raisons évidentes, trop faible ». Tous les moyens étaient bons : la campagne comprenait la projection de films dans tous les cinémas du pays, et de copies en 16 mm pour les réunions dans les campements urbains (*campamentos et poblaciones*), pour les conseils de quartier (*juntas de vecinos*), les associations féminines (*centros de madres*), pour — toujours selon les termes de ces rapports — « promouvoir l'intérêt et encourager la masse à exprimer ses opinions en toute liberté. Ces opinions devront être enregistrées sur bande magnétique et les meilleures, les plus intelligentes, les plus courageuses, les plus claires, devront être utilisées publicitairement : nous ne devons oublier à aucun moment que nous devons faire entendre la voix du peuple ». Cette « pénétration des masses » devait se faire par la diffusion de tracts et même de romans-photos « grâce auxquels, avec la participation d'artistes distingués du Théâtre National, de la radio, de la chanson, etc..., on peut raconter des histoires très populaires, possédant un impact dramatique, et contenant le message de notre campagne, de façon qu'ainsi, grâce à ce moyen si populaire, ce message se grave fermement dans l'esprit des gens des couches sociales les plus basses, socio-culturellement parlant ». Cependant, l'échec de ces campagnes devait être reconnu par la propre agence McCann Erickson, dans son rapport final : « Les avis du Front National du Secteur Privé sont en train de produire l'effet contraire à celui qu'on attendait : loin de former la conscience ou de déclencher l'union contre l'étatisation, on dirait qu'ils provoquent chez les gens le désir de l'étatisation... »

Cette planification publicitaire n'est d'ailleurs qu'un indice de la volonté qui a animé la bourgeoisie chilienne et l'impérialisme de ne laisser au hasard aucune zone de leur stratégie politique. Derrière les journaux, les magazines féminins, les revues pour jeunes que contrôlait la droite, il y avait désormais des équipes pluridisciplinaires où on remarquait des psychologues et des sociologues, qui orientaient et charpentaient les contenus qui étaient auparavant laissés à l'intuition des journalistes du système. Il est d'ailleurs significatif que l'USIA (18) ait abandonné pendant les trois années du régime populaire son

(18) USIA ou USIS : United States Information Agency, qui dépend directement du Département d'Etat et du Conseil de Sécurité, au même titre que la CIA et qui a son siège dans les locaux des ambassades américaines.

travail classique de propagande pour répartir ses finances et ses hommes dans les radios, les publications, les chaînes de télévision des forces réactionnaires. C'est ainsi que, à l'administration de la chaîne 13, arriva du matériel qui provenait d'un centre universitaire nord-américain qui possédait soi-disant une section de télévision. Après vérification, les travailleurs de gauche de la chaîne 13 s'aperçurent que ce centre n'existait pas et que l'adresse de l'expéditeur masquait l'identité des véritables donateurs.

L'offensive idéologique lancée de l'extérieur contre le Gouvernement de l'Unité Populaire a aussi démontré l'importance stratégique des associations continentales des propriétaires des mass-media. Les campagnes tendant à créer l'image d'un Chili socialiste, proie du chaos et du désordre, furent prise en charge par les membres de ces associations. Un organisme tout particulièrement joua un rôle déterminant dans la création d'une opinion publique internationale défavorable : la *Sociedad Interamericana de Prensa* (SIP). Cette association fut conçue originellement en 1950 par le Département d'Etat, pour regrouper les propriétaires des *mass-media* nord-américains et ceux de la presse créole. Son but avoué consistait à défendre la liberté de presse en Amérique Latine et l'exercice libre de la profession. Or, fait symptomatique, pendant les trois ans de l'Unité Populaire, on lui connaît plus de cent protestations, reproduites dans toutes les publications de ses associés latino et nord-américains, contre une prétendue violation de la liberté de presse par le Gouvernement Populaire. Or, comme chacun sait, pendant les trois ans, l'opposition conserva tous ses moyens d'information et même accrut leur potentiel. Par contre, depuis le coup d'Etat, où en l'espace d'une heure les moyens de diffusion des partis de gauche furent purement et simplement confisqués et souvent détruits, on ne connaît aucune déclaration de la SIP en ce domaine. De la même façon d'ailleurs qu'elle n'avait pas élevé la voix, à Cuba, sous la dictature de Batista. Parmi les personnalités qui ont eu l'honneur de présider au cours des dernières années les destins de cette société, on trouve entre autres un Nord-Américain comme Jack Howard, un des propriétaires de l'agence de presse internationale UPI (United Press International), des latino-américains comme le propriétaire de *El Mercurio* de Santiago du Chili, Agustin Edwards, qui fut président de la SIP en 1969, ou encore Mesquita Neto, propriétaire du journal *O Estado* de Sao Paulo, dont la chaîne en 1972 reçut, soit dit en passant, un prêt d'environ un million de dollars de l'Eximbank pour renouveler ses presses. Un an auparavant, l'Eximbank avait refusé au Président Allende le prêt qui aurait permis d'acquérir des pièces de rechange pour les Boeing de la ligne aérienne chilienne. Actuellement, la SIP rassemble plus

de 800 propriétaires de journaux ou magazines dont 60 % sont nord-américains. L'ingérence nord-américaine ne se termine pas là : quatre des six membres du conseil de direction de la SIP sont nord-américains, comme le sont aussi dix des dix-sept membres du comité exécutif et treize des vingt membres du comité consultatif. Les propriétaires de l'UPI qui possèdent 32 journaux et 8 magazines, plusieurs chaînes de télévision et de radio-diffusion aux Etats-Unis, un syndicate de distribution de comics (United Features) et ont en plus des intérêts dans la chaîne internationale d'hôtels Hilton et la ligne aérienne TWA, sont représentés non pas par une personnalité mais par quatre qui agissent au nom de chacune des divisions particulières du consortium (pour donner une idée du pouvoir de l'UPI, disons qu'elle alimente 6 500 entreprises journalistiques dont 2 000 sont situées en dehors des Etats-Unis). La chaîne Hearst, maître absolu du Kings Features Syndicate, en a deux, et ainsi de suite. La Knight — propriétaire du *Miami Herald* qui couvre de la façon la plus complète l'information sur l'Amérique Latine aux Etats-Unis et contrôle 11 journaux, 5 magazines, une compagnie de transports, une compagnie d'accessoires de presse, une agence de publicité, des chaînes de TV et des stations de radio — en a également deux. A côté de la puissance qu'irradient ces groupes nord-américains, les bourgeoisies monopolistes créoles « associées à part entière », ont bien piètre aspect et paraissent encore plus dépendantes quand on sait que d'une part elles sont les commanditaires des trusts nord-américains fabricants de papier qui leur permettent d'éditer leurs journaux (Au Chili le fameux fabricant de papier Crown Zellerbach possédait une partie des actions du monopole du papier) et qu'elles dépendent par ailleurs des bourses de la Fondation Ford pour envoyer leurs journalistes se perfectionner aux centres techniques de la SIP situés à Miami.

La lutte contre le Chili de l'Unité Populaire donna aussi à l'impérialisme nord-américain l'occasion d'inaugurer de nouvelles méthodes d'espionnage. L'armée des Etats-Unis construisit au début de 1973 à Fort Buchanan, à Porto-Rico, un complexe secret de communication qui permettait d'intercepter les informations provenant de l'Amérique Latine et principalement du Chili. Tous les programmes de la radio et de la télévision chiliennes, où apparaissaient des dirigeants politiques de gauche, étaient interceptés et soumis systématiquement à l'analyse des ordinateurs et des spécialistes en matière de guerre psycho-politique.

Au moment où elle entrevit la possibilité de perdre la rue, que la gauche lui avait abandonnée dans les premiers temps (« Au cours de la première année, les réactionnaires apprirent plus rapidement

que les masses », disait Fidel Castro lors de sa visite au Chili), la classe dominante jeta aux orties le froc démocratique de sa ligne de masse, et ouvrit la porte aux militaires. Elle se rendit compte que, sans l'armée, et face à la ligne de masse ascendante des forces populaires, sa propre ligne de masse se révélait être en fait un « tigre de papier ».



Un des premiers décrets édictés par le Conseil Militaire de Télécommunications de la junte fut de supprimer les programmes « avec contenu » (sic). En même temps qu'elle expropriait tous les moyens appartenant aux forces de la gauche et qu'elle retirait aux autres organes la liberté d'émettre des informations, de faire des interviews sans passer par une censure militaire, la junte décrétait :

« 1. La propagande commerciale sans contenu politique est permise.

2. On pourra transmettre des programmes de sport ou des événements de ce type.

3. Les émissions dramatiques et autres programmes de fiction doivent contenir des concepts moraux qui ne portent pas atteinte à la moralité et aux bonnes mœurs et qui n'exaltent pas la morbidité. Ils ne pourront pas prendre pour source la situation que vit le pays.

4. Le reste des programmes devra se préoccuper fondamentalement de transmettre la culture de notre peuple en mettant en relief les valeurs de la nationalité. La diffusion de la bonne musique chilienne est tout spécialement recommandée ». (19)

« Ils m'ont brisé les jointures des doigts à coups de crosse, pour m'empêcher à tout jamais de jouer de la guitare » (Victor Jara, assassiné le 14 septembre 1973, au Stade National, par le pouvoir fasciste).

(19) *La Prensa*, Santiago du Chili, 19-9-1973, p. 8.

Suite à la grève générale des patrons, à la fin du mois d'octobre 1972, les travailleurs des zones périphériques de Santiago et de certaines autres villes de province, commencèrent à former les « cordons industriels », pour répondre à l'offensive croissante de la bourgeoisie. Ces cordons, jaillis de la base se transformèrent très vite en embryons de pouvoir populaire, en organes de démocratie directe, autour desquels la classe ouvrière commença à se mobiliser et à s'organiser. Au cours de cette montée du mouvement de masse, les travailleurs se donnèrent aussi de nouveaux instruments d'information et d'agitation. C'est ainsi qu'apparurent les journaux des cordons. Chaque cordon avait son organe d'information qui essayait de combler le vide laissé par la presse traditionnelle de gauche dans le champ de la bataille idéologique. Certains de ces journaux furent dirigés directement par les ouvriers mêmes, d'autres établis par des journalistes militants qui entreprirent de former des correspondants ouvriers. La question de la formation de ces correspondants suscita d'ailleurs de fortes polémiques dans certains cordons. Les moyens techniques dont disposaient les travailleurs pour réaliser leur presse étaient très disparates : certains journaux ne furent jamais que de simples feuilles ronéotypées ; d'autres étaient imprimés sur les presses d'une imprimerie de quartier ou même parfois il fallait recourir aux presses du journal gouvernemental (*La Nación*) après les heures ouvrables. Ces journaux s'appelaient : *Tarea Urgente* (Tâche urgente), *Cordonazo* (Coup de cordon), *Correo proletario* (Courrier prolétarien), *Orden del día* (Ordre du jour)... Certains conseils paysans suivirent le même chemin, sous l'instigation de fonctionnaires militants des institutions agraires. Ils éditèrent leur feuille ronéotypée ou un journal mural. Il faut enfin signaler que les campements urbains (*poblaciones* et *campamentos*) organisés par le MIR, disposaient déjà de leur propre presse locale. Dès le mois de février 1972, le campement Nueva La Habana publiait par exemple son journal *El Grito del Pueblo* (Le cri du peuple).

Depuis le mois de juillet 1973, nous avons entrepris d'évaluer avec les travailleurs des cordons industriels ces nouveaux moyens de communication de classe qu'avait créés le prolétariat dans sa lutte. Le putsch vint interrompre ce travail. Nous publions quelques parties de ces conversations et de ces débats. Nous les reproduisons sans y ajouter aucun commentaire. Ils constituent un hommage à la conscience de la classe ouvrière chilienne.

I - INTERVIEW D'UN DIRIGEANT SYNDICAL DU CORDON X (27-8-1973)

Question : Beaucoup de camarades des cordons ne cachent pas leurs critiques vis-à-vis des journaux de la gauche. Est-ce que tu trouves leur mécontentement justifié et penses-tu que la classe ouvrière a raison quand elle dit que la presse traditionnelle de gauche ne répond pas aux légitimes aspirations qu'elle a à l'heure actuelle ?

Réponse (E. a 35 ans et travaille dans une entreprise étatisée. Il vit dans un campement. Sa femme est ouvrière d'usine. Ils ont 3 enfants) : Il me semble qu'aucun journal de gauche ne représente les aspirations du prolétariat, en ce moment. Et la majorité des travailleurs sont de cette opinion. J'ai discuté de cela avec quelques journalistes de gauche. Ils l'admettent souvent eux-mêmes : ils sont sous la férule du directeur du journal, sous celle du censeur, ils sont soumis à la ligne politique du journal, sous celle du censeur, ils sont éloignés de la classe ouvrière. Les pressions qu'ils subissent sont autant de facteurs qui châtrent le contenu de ce que le travailleur peut leur dire. Et non seulement cela, la plupart du temps ils s'en balancent complètement. Des journaux comme le *Clarín* (journal populiste de gauche) par exemple ont une façon de traiter par dessus la jambe et d'une manière bêtement humoristique des problèmes très sérieux de la classe ouvrière. Cette façon d'informer ne correspond pas aux intérêts de la classe ouvrière. On ne peut pas prendre à la rigolade un problème des travailleurs sous aucun prétexte. C'est pourquoi il est si important de pouvoir compter sur un organe d'expression de la classe ouvrière, écrit par la classe ouvrière. Nous avons discuté de ce problème dans le cordon, quand certains de nous se sont rendus compte de la nécessité d'avoir un journal du cordon ; et tous les camarades n'ont pas été d'accord, loin de là. Il y en avait qui voulaient faire préparer des correspondants ouvriers selon la méthodologie qu'utilise l'école de journalisme de l'université. Ils voulaient que l'ouvrier se transforme en correspondant, mais pour eux un correspondant c'est quelqu'un qui se contente d'envoyer les informations de l'usine ou du cordon à la direction du journal. Et moi je ne suis pas d'accord avec ça.

Q : Mais de toutes façons ce correspondant est un ouvrier de l'usine et non plus un journaliste qui vient chercher des données pour écrire un article ?

INSTRUCCIONES PARA CORRESPONSABLES POPULARES Y OBREROS:

*** En cada fábrica, en cada empresa, en cada población, campamento y barrio, deben designarse por los propios trabajadores y vecinos, los correspondantes populares y obreros.

*** Estos correspondantes serán LOS PERIODISTAS DEL PUEBLO REVOLUCIONARIO. Deberán acreditarse ante los periódicos de izquierda y mantener contacto con los siguientes medios:

LA AURORA DE CHILE
TAREA URGENTE
EL SIGLO
PIRO CHILE
CLARIN
ULTIMA HORA
SEMANARIO POSICION
SEMANARIO CHILE HOY
SEMANARIO PLAN
PUNTO FINAL
RADIO CORPORACION

INSTRUCCIONES PARA CORRESPONSABLES POPULARES Y OBREROS:

RADIO PORTALES
RADIO MAGALLANES
RADIO LUIS EMILIO RECARAREN
RADIO NACIONAL
RADIO CANDELARIA
CANAL 9 TV
CANAL 7 TV.
Deben informar a toda la prensa popular, sobre las iniciativas, actos y tareas que encaran los trabajadores de su zona o empresa.

*** TODAS LAS EMPRESAS TOMADAS, EXPROPIADAS, ESTABILIZADAS O INTERVENIDAS, deben enviar información regularmente a la prensa popular, A TRAVES DE SUS CORRESPONSABLES OBREROS.

*** Informar sobre: creación de Comités de Control, creación de Comandos Comunitarios y JAF, aumentos de producción en

La empresa; Control de la Distribución. Informar también sobre reuniones de familias y momos.

*** NO SE DEBE ENTREGAR INFORMACION PUBLICA SOBRE COMITES DE DEFENSA Y VIGILANCIA, NI SOBRE LAS MEDIDAS DE PROTECCION QUE TOMAN LOS TRABAJADORES Y VICINOS.

*** Toda experiencia positiva, que pueda ser útil para el trabajo de organización del pueblo, debe ser transmitida, por pequeña que parezca y por simple que sea.

*** No inventar. No "carrisearse". Decir la verdad en forma clara, sencilla, y sin pretensiones de hacer una obra literaria.

*** No hacerse eco de RUMORES ni de SUGERENCIAS. Entregar información veridicamente verificada.

'EL GRITO DEL PUEBLO'

DECTAL



CAMPAMENTO
NUEVA HABANA

7 de ABRIL 1972 # 3



R : Oui, bien sûr, mais à mon avis, ça ne suffit pas. Ce qui nous intéresse à nous, c'est d'extraire ce que l'ouvrier a au fond de lui-même, sans qu'une école vienne nous imposer un schéma, une façon de voir techniquement les choses. Ce qu'il faut, c'est exprimer dans la façon rustique de penser qu'a le travailleur, ce qu'il veut dire, en faisant comprendre comment il cause, quelle façon il a de dialoguer, comment il vit le problème de son foyer, comment il est avec sa compagne, comment il discute avec elle : voilà, c'est ça qui nous intéresse. Il s'agit donc de chercher cette expression du fond du travailleur lui-même, comment il s'exprime, et non comment pensent qu'il doit s'exprimer les écoles que la bourgeoisie a créé pour s'approprier le journalisme. Il faudra probablement enseigner certaines techniques aux camarades, la mise en page par exemple, mais ce qu'on veut c'est que l'ouvrier écrive comme il pense, comme il voit les problèmes et comme il les vit tous les jours.

Voilà assez longtemps que notre attention a été attirée par un certain phénomène, quelque chose que nous pourrions appeler un art d'expression. Dans le processus que nous vivons, ont jailli certains indices d'art. Quand les ouvriers occupent une industrie, apparaît le traditionnel mannequin qui singe le patron, pendu, avec sa cravate, la langue dehors, les pancartes et les inscriptions qu'on accroche aux grilles de l'usine. Nous voulons recueillir, et nous sommes en train de le faire, tous ces polichinelles, tous ces pantins, toutes ces pancartes, tout cet ensemble d'expression du peuple ouvrier qui pour nous est de l'art, même si pour d'autres ça ne l'est pas. La culture de la classe ouvrière, produite, née de ses luttes. Et quand nous en aurons un bon petit tas, nous chercherons un endroit pour faire une exposition. Tout comme la petite bourgeoisie expose ses cadres, de l'école de Raphael, de Da Vinci, tous ces grandes peintres, nous autres nous ferons une exposition de l'art qui est né de la lutte prolétarienne, de l'art du peuple. Personne d'autre que nous ne pourrait avoir ce point de vue. L'art, l'expression de la culture du peuple, sa manière naturelle d'agir, qui surgit de la racine même de la classe qui travaille.

Q : tu crois réellement que la conception du journalisme qui s'exprime dans la presse traditionnelle de gauche est incompatible avec le but de représenter la culture de la classe ouvrière ?

R : Evidemment qu'elle est incompatible. Les journaux de la gauche sont comme attrapés dans un moule qui a été fabriqué par les écoles. C'est le journalisme, avec ses lois, avec ses règles. Le problème de fond est que les journalistes doivent vendre leur journalisme. Il faut dès lors que leur information frappe, ils ont intérêt à ce que

leurs nouvelles apparaissent sous de grands titres. C'est pour cela qu'ils éprouvent un penchant pour les faits divers, les crimes, puisque ce sont des thèmes qui font vendre beaucoup d'exemplaires. Mais ce genre de vente ne nous intéresse pas. Ce qui nous intéresse c'est que le travailleur voie la chose sous un autre angle, que le travailleur puisse réellement s'exprimer, que ce soient les travailleurs qui découvrent qu'eux aussi peuvent écrire, et qu'ils peuvent même aller jusqu'à trouver d'autres techniques, former toute une nouvelle école, si on peut l'exprimer ainsi, une nouvelle façon de transmettre au public ce qui constitue le monde ouvrier. Il est vrai que c'est difficile d'écrire pour le travailleur. Le travail est aliénant. On sort fatigué, l'esprit saturé, le corps las. Une fois sa journée terminée, l'ouvrier a envie de rentrer au plus vite chez lui pour se reposer. Il écouterait peut-être quelques informations dans son lit, mais rien de plus. Donc, ce qu'il faut faire, c'est stimuler sa réflexion sur ses propres problèmes, pour l'amener progressivement à se préoccuper des problèmes des autres. Et comme cela, on peut l'amener progressivement à écrire.

Q : A ton avis, est-ce qu'il y a une différence essentielle entre le journalisme que pratique la droite et celui que pratique la gauche ? Ou crois-tu que la différence n'est qu'apparente ?

R : Il n'y a pas grande différence. Ce qui diffère, c'est le langage, et la manière de traiter certains problèmes. Mais ils tendent aussi bien l'un que l'autre à une seule chose : la question commerciale, purement et simplement. Ce qu'ils veulent c'est que le professionnel qu'ils emploient travaille en fonction des pesos et non en fonction des intérêts de la classe. Selon moi, le journalisme ainsi conçu comme une pure question commerciale ou comme un simple métier, ne peut interpréter les intérêts de la classe qu'il croit représenter. Il y a une autre question qui inquiète les journalistes, même s'ils ne veulent pas l'avouer, qui les fait paniquer — j'en ai parlé avec plusieurs journalistes, et c'est pour cela que je le sais — ; au fond d'eux-mêmes, ils se refusent à ce que les travailleurs écrivent, veulent que les travailleurs se contentent de leur livrer des informations pour pouvoir les interpréter eux-mêmes. Ils se méfient des interprétations des travailleurs.

Q : Et pourquoi crois-tu qu'existe cette panique ?

R : Parce que les journalistes ont peur de se voir déplacés, eux qui sont allés à l'université, par des éléments qui décrivent une réa-

lité plus quotidienne. Cela pourrait être une première raison. En plus, peut-être qu'ils ne sont pas très sûrs de la ligne idéologique qu'ils prétendent suivre. Il leur manque beaucoup pour descendre véritablement dans les rangs du prolétariat, pour voir ce que dit le peuple, ce que le peuple désire écrire, ce que le peuple pense finalement. Et ce que le peuple pense ce n'est pas forcément ce que lui croit que le peuple pense.

Q : Tu as fréquenté dans le cordon des ouvriers qui avaient suivi ces cours pour correspondants ouvriers, comme ceux qui se donnent à l'université ? Crois-tu qu'ils reproduisent encore les schémas du journalisme que tu viens de décrire ?

R : Quand le camarade arrive à avoir une certaine connaissance, une certaine technique d'expression, il a tendance à se mettre sur un autre pied, il commence à jouer à l'expert en journalisme. Il s'éloigne de sa classe. Il commence à se sentir supérieur à ses frères de classe. Comme on lui donne un papier qui correspond en quelque sorte au titre que l'on donne à un avocat par exemple, il s'imagine qu'il est expert en « correspondance ouvrière ». Avec ce papier, il se sent réalisé au fond de lui-même.

Ils vont à l'université avec l'idée qu'ils vont pouvoir adapter l'université à eux ; mais dans la réalité c'est le contraire qui se passe, c'est l'université qui les pétrit. Les schémas de l'université se transposent dans sa tête, et alors il se sent supérieur à ses camarades de classe. Et il ne peut plus être l'interprète de ce que veut réellement exprimer la classe ouvrière. Il essaie de faire un article très fleuri, avec la technique qu'on lui a appris. Mais il n'interprétera pas réellement la culture et la manière de s'exprimer du peuple, sa façon de penser. Il a déjà tendance à ne plus penser comme pense le commun du peuple parce qu'on lui a déjà conditionné sa manière de penser, sa façon d'agir. Ceci est très semblable à ce qui se passe, quand un ouvrier est promu subitement à une catégorie supérieure alors qu'il est depuis dix ans sur la même machine et qu'un beau jour on lui dit : « Vous allez être contremaître ». Il se dit alors : « Contremaître, hum ! il va falloir que je me mette une cravate, je vais devoir mieux m'habiller, envoyer mes enfants au collège des curés. Ils ne peuvent plus avoir des souliers percés, parce que je suis contremaître, je ne suis plus ouvrier, je suis employé »... Il commence alors à changer et perd dans une grande mesure son sens de classe.

C'est là qu'on voit que ce qui manque, c'est le travail politique, un travail envisagé à partir d'un point de vue de classe. Ce qu'il faut,

c'est arriver à apprendre à l'individu que le poste qu'il occupe dans la société, il doit toujours l'occuper sans renier son extraction prolétaire, qu'il doit continuer à penser en prolétaire, qu'il doit toujours rester ouvrier, même s'il doit un jour occuper la place de premier ministre. Il faut l'empêcher de passer de l'autre côté, du côté où la société capitaliste lui perturbe la mentalité, le conforme au système et le transforme en élément de répression de ses frères de classe, où il devient dépendant de ce système capitaliste. C'est là que l'on constate le défaut que fait l'éducation au travailleur, une éducation faite du point de vue de la classe ouvrière, pour éviter qu'il ne se corrompe lorsqu'il monte dans l'échelle sociale, lorsque pour un motif quelconque il peut aller à l'université ou qu'il peut suivre des cours du degré supérieur. Même si le travailleur monte en grade, même si son niveau de vie s'améliore, il ne doit jamais perdre sa condition de prolétaire. Dans sa façon de penser, d'écrire, de se comporter chez lui, dans sa famille, ou à l'extérieur, il doit toujours rester comme il était lorsqu'il n'était qu'un humble prolétaire. Il est probablement possible que l'individu puisse changer d'apparence, qu'il veuille commencer à porter une cravate, ou même un smoking. Mais cela ne l'empêche pas forcément de penser comme un prolétaire. C'est le cas de pas mal de petits bourgeois qui sont gagnés aux positions du prolétariat. Mais ce qui nous dépasse, c'est que beaucoup de prolétaires commencent à penser et à agir en petit-bourgeois. Et c'est grave que l'individu commence à adopter les formes et les modes d'agir de l'arriviste. Une fois qu'il a adopté la façon d'agir du petit-bourgeois, eh ! bien notre ouvrier commence à penser en bourgeois et à vouloir en devenir un. Il commence à en exploiter d'autres, à se transformer en une des dents de l'engrenage oppresseur de la société capitaliste, vis-à-vis de ses frères de classe.

Q : Tu connais sans doute en plus du journal que vous faites dans ce cordon-ci, celui qui constitue le trait d'union entre tous les cordons, bien qu'il soit édité par l'un d'entre eux, *Tarea Urgente*. Qu'est-ce qui selon toi l'empêche de devenir un véritable organe de communication de la classe ouvrière ?

R : Le premier problème, c'est celui dont je viens de te parler. Je ne suis pas d'accord avec leur façon d'envisager la formation des correspondants ouvriers, et donc avec leur façon de produire le journal. Nous avons beaucoup discuté sur ce journal dans le comité de direction du cordon et dans l'usine. Les journalistes qui l'élaborent ont déclaré qu'il était l'organe d'expression des cordons industriels et des commandos communaux. Certes, les journalistes vont dans les cordons. Ils parlent avec les ouvriers. Comme ils sont militants d'un

parti, ils connaissent certains problèmes qu'ont les masses, cela ne fait pas de doute. Mais ce ne sont pas des travailleurs qui l'écrivent. Le journal est fait par des journalistes qui ont une ligne politique bien définie. Le second problème est celui de la lecture. Peu d'ouvriers lisent ce journal et s'ils le lisent ils le lisent comme n'importe quel journal.

Q : Explique un petit peu ce que cela veut dire.

R : Il faut remonter très haut. C'est une autre question fondamentale : comment éduquer les travailleurs dans ce domaine, comment leur apprendre à lire la presse ? Je vais t'expliquer en prenant l'exemple des *comics*. Le nord-américain livre au lecteur une matière déjà à moitié mastiquée et digérée et qu'est-ce qui se passe alors chez l'individu ? Ses facultés de raisonnement, son agilité d'esprit s'atrophient progressivement. Quand on lit un livre, par exemple, on recrée, on reproduit les scènes dans son esprit. On crée le paysage, les fleuves, bref on voit en imagination beaucoup de choses et pour moi c'est une manière d'assouplir l'esprit. Mais quand tu lis un *comics*, tout se passe différemment, puisque le récit que tu achètes est déjà à moitié mâché. Tout ce que tu fais, c'est consommer. C'est pour cela d'ailleurs que je considère tout à fait néfastes les revues de bandes dessinées.

En général les ouvriers et surtout les femmes ouvrières lisent beaucoup de revues illustrées, des romans-photos, des feuilletons à l'eau de rose, etc... Beaucoup de revues argentines, mexicaines et nord-américaines continuent à circuler au Chili et à entraîner notre camarade ouvrière dans un monde faux où elle croit encore au prince charmant. A la télévision, passent des séries comme *Simplemente Maria* qui sont de la même veine. Tout cela aide à maintenir la société capitaliste qui exerce sa pénétration culturelle en distordant jusqu'à un certain point la mentalité du travailleur. Je crois que ces revues et tous ces programmes abêtissants ont beaucoup d'effet sur l'élément prolétarien et beaucoup moins sur les autres classes. De quoi se préoccupe le petit bourgeois ? Il a en général reçu une certaine éducation, peut-être a-t-il pu réaliser certaines études supérieures ou secondaires, peut-être même a-t-il été à l'université, peut-être a-t-il râté ses études, mais il s'en fiche, il a son travail et son désir intime est de continuer à monter, d'arriver à être un bourgeois. Il est très difficile de trouver des bourgeois qui retournent en arrière et font faux-bond à leur classe pour aller rejoindre les rangs du prolétariat. Ils sont réellement très peu. Dans leur grande majorité, les petits bourgeois veulent avoir une maison, un téléviseur, un frigi-

daire, une voiture. S'il en a une, il veut en changer. Tandis que le prolétaire et la femme du prolétaire, qu'est-ce qu'il leur reste ? Peut-être qu'elle travaille. Sinon elle reste chez elle et comme elle aussi veut acquérir certaines choses mais que pour elle ce n'est pas possible matériellement, l'unique moyen qui lui reste c'est d'acheter une revue et d'essayer de se sentir interprétée par cette fille qui va à la recherche du prince charmant. A mon avis, la bourgeoisie est très habile ; elle essaie de détruire mentalement nos camarades de classe. Je crois que la grande question c'est d'apprendre, non seulement à nos compagnes, mais aussi à nos camarades d'usine, à lire, parce qu'il y a beaucoup d'analphabètes par faute de pratique, parmi nous. Ils sont analphabètes parce qu'ils ne lisent pas. Ils ne font qu'écouter la radio, ils gobent les nouvelles et rien d'autre. La grande tâche, par conséquent, c'est d'apprendre à lire aux camarades. Qu'ils lisent des livres, qu'ils commencent à s'intéresser aux lectures politiques, à l'idéologie du prolétariat. Ainsi ils s'ouvriront l'esprit et pourront se cimenter comme prolétaires.

Q : Comment conçois-tu cette formation ? Quelle serait à ton avis la meilleure manière d'apprendre à lire ? Quelles organisations pourraient s'en charger ?

R : Voilà longtemps que nous voyons cela et que nous le vivons. Un travailleur ne veut pas laisser voir qu'il ne lit pas ou qu'il ne sait pas lire. Il essaie de le cacher, sauf aux personnes en qui il a entièrement confiance. Pour le travailleur c'est un grand défaut que de ne pas savoir lire et il se sent mal à l'aise quand quelqu'un apprend qu'il est analphabète. La première partie de l'opération consisterait donc à détecter les analphabètes à 100 %, et ensuite les analphabètes par laisser-aller, par manque de pratique. Il faut utiliser les services des travailleurs qui ont un degré d'éducation supérieur, et ceux des étudiants en prenant toutefois garde que ces derniers ne mettent pas leurs intérêts avant ceux des prolétaires. Créer des équipes de travail qui, sur la base d'une méthode simple, apprennent à lire aux travailleurs et déclenchent des discussions ou des conversations à partir des problèmes personnels qui les affectent pour arriver à entamer le thème de l'éducation politique. Ce qu'il ne faut pas, c'est imposer les choses au travailleur et se mettre sur le devant de la scène en disant : « Regardez comme nous sommes formidables. Il faut que vous deveniez comme nous ». Non. Que ce soient les travailleurs qui arrivent à raisonner, à penser, à se déterminer par eux-mêmes. Et ainsi, demain, personne, ni les patrons, ni le fascisme, ni la bourgeoisie ni les apprentis-gorilles, ne pourra leur imposer une façon de penser. Qu'ils apprennent à discerner, à raisonner, à faire face à la situation qui se

présente à eux, qu'ils ne se déterminent pas à l'aide de livres de recettes. Qu'ils arrivent à diriger de grands contingents de classe ouvrière. Il s'agit de former des cadres ouvriers qui formeront leurs frères de classe.

Q : Ce travail, tu le vois possible dans ton usine ? dans ton syndicat ?

R : Oui. Et si dans un syndicat, cela n'était pas possible, il faudrait voir la manière d'utiliser les organisations que nous avons créées en ce moment : les cordons. On pourrait lancer un plan pilote dans un cordon et dans certaines usines, et traiter cette question comme nous en traitons d'autres, dans nos réunions où nous examinons des problèmes de revendications, des problèmes politiques, économiques et sociaux. Nous pourrions former un comité dont une des branches serait chargée de toutes ces questions de culture, en partant du souci élémentaire de l'éducation de base des camarades, et en respectant l'exigence de ne pas livrer la chose toute mastiquée, mais d'obliger à penser.

Il y a déjà 16 ans que je suis ouvrier et je me sens parfois réellement impuissant quand je parle avec des camarades qui ont les idées très courtes. Je me sens impuissant et je voudrais pouvoir les aider à décoloniser leur tête, à les faire parler d'autre chose que de joueurs de football ou des dernières séries de télévision. Ce sont là les sujets les plus courants de conversation dans ma fabrique. Le camarade discute très rarement et quand il discute c'est très court. La bourgeoisie est très habile : elle a mis dans la tête la question du football, les astres, les étoiles, les chanteurs, une montagne de chanteurs. Et notre camarade ne se préoccupe pas de la hausse du prix du pain et du lait, même si cela signifie que ses enfants auront moins à manger et que, si le prix du tissu monte aussi, il y aura moins de pantalons ; il ne se rend pas compte de cela. Ce qu'il faut étudier c'est la manière d'ouvrir ces camarades sur leurs problèmes immédiats pour ensuite les amener à penser aux problèmes sociaux, et de là se mettre aux problèmes politiques. On ne peut pas commencer d'emblée par les problèmes politiques, ou par l'aspect politique des problèmes : ce serait sauter une étape. Nous devons commencer par les problèmes immédiats pour passer ensuite aux problèmes politiques. Le prix du lait a monté ? Ce n'est pas seulement un problème économique, c'est aussi un problème politique. Le prix du pain a monté lui aussi ? Cela s'explique par le fait qu'on n'a pas semé de blé, que s'est produit le boycott des semences et des récoltes, parce qu'au lieu de planter du

blé le bourgeois a planté des pins. Et c'est comme cela que ça s'est passé dans les provinces du Sud. De grandes étendues qui avaient autrefois été des greniers à blé se sont transformées en plantations de pins. Il faut montrer au camarade que toutes ces choses sont des problèmes politiques. Et vaincre au passage l'image de la politique que le réformisme et la droite ont propagée chez l'ouvrier : la politique est une affaire sale, les politiciens sont tous les mêmes, il ne faut pas se mettre en politique. Il faut savoir distinguer entre politique et politiquaillerie. Il faut amener le travailleur au pourquoi des choses. Et sans le point de vue de la classe qui est la véritable politique, on ne peut arriver au pourquoi des choses. « La politique est sale », alors voyons pourquoi. « Parce que mon grand-père me l'a dit », ce n'est pas une raison, commençons à discuter, commençons à entamer un dialogue avec les travailleurs. Le travailleur ne parle pas avec n'importe qui ni à propos de n'importe quoi. Quand il sent qu'il a devant lui quelqu'un qui du point de vue de la classe lui est supérieur, il devient collet monté et ne dit pas les choses comme il devrait les dire.

Il y a donc une première phase qu'on ne peut éviter. Il faut faire en sorte que l'individu ait confiance en ceux qui vont le guider dans ce processus d'auto-éducation. C'est fondamental : on ne peut éduquer l'ouvrier en allant contre ses goûts et sa volonté.

Q : Tu ne crois pas que pendant ces trois dernières années une des principales faiblesses de nos forces de gauche a été précisément de délaisser le front idéologique et de ne pas s'être suffisamment préoccupés de cette éducation des masses à partir des faits de la lutte des classes tels qu'ils répercutent dans la vie quotidienne des travailleurs ?

R : Bien sûr. Mais cela aussi nous devons le dénoncer dans une réalité concrète. Pour la plupart de ceux qui sont au gouvernement, la révolution ne doit pas être dirigée par les travailleurs. Il est évident qu'énormément de choses sont en train de se réaliser. Mais beaucoup ne sont pas intéressés à éduquer le travailleur. Si le travailleur commençait à penser et à interpréter la réalité, à partir d'un autre point de vue — celui de sa classe — sans aucun doute ceux qui orienteraient le pouvoir seraient les travailleurs. C'est par là qu'il faut répondre à ta question. Le problème de fond, le problème réel et concret, est un problème politique et idéologique. Ce qu'il faut c'est se demander si la ligne politique et idéologique qui préside au destin du pays est celle qui veut que ce soient les travailleurs qui orientent la révolution.

Q : Dans ton usine ou dans ton cordon se sont déjà produites des initiatives de ce genre ?

R : Oui. Le problème c'est que nous sommes très peu à avoir conscience de ces choses. Et nous sommes absorbés par divers travaux, qui nous empêchent de nous consacrer à plein à cela.

Q : Depuis la nationalisation, as-tu remarqué un changement en ce qui concerne l'accès des travailleurs à la presse et aux produits de la communication ?

R : Nous ne pouvons pas nier l'évidence. Il est sûr et certain que nous avons progressé mais pas comme nous, la classe ouvrière, nous le voulions.

Auparavant, aucun journal ne pénétrait dans l'usine et maintenant les journaux arrivent. C'est déjà un grand changement.

Pendant la phase de préparation à la nationalisation, nous avons constitué un petit groupe de travailleurs et après avoir longuement discuté, nous sommes tombés d'accord pour créer notre propre organe de diffusion. Nous avons commencé à écrire (et c'est pour cela que je peux te dire que ça coûte beaucoup au travailleur d'écrire. Le crayon lui paraît même difficile à manier et il met un jour entier à écrire un petit article. On ne peut pas dire que les idées lui foisonnent dans la tête). Enfin, après beaucoup de problèmes, apparut un bulletin ronéotypé qui s'appelait *Puno obrero* (le poing ouvrier) et que finançaient les ouvriers. On en sortait peu pour susciter une lecture collective : ceci fut très positif, parce que la lecture se transforma en une occasion pour l'ouvrier de discuter et de connaître l'opinion de ses camarades. Nous avons tiré de cette expérience les principales lignes qui nous ont permis d'orienter le journal du cordon.

Q : Dans ces trois dernières années, est-ce qu'il y a eu des publications de l'extérieur à pénétrer massivement dans l'usine ?

R : Oui. Quimantu (maison d'édition de l'Etat) est venu nous offrir tous les livres qui s'y publiaient en nous faisant une réduction.

Q : Avez-vous discuté ces livres entre vous ? Et quel genre de livres avez-vous discuté de préférence ?

R : Non et c'est là que l'on voit que la question n'avait pas été posée.

Beaucoup d'ouvriers achetèrent ces livres et même en assez grande quantité, seulement je ne sais pas s'ils les lisaient. L'autre jour je demandais à un camarade comment était le livre qu'il était en train de lire (*La sangre y la esperanza*, un des premiers romans chiliens à traiter le thème du prolétariat). Il me répondit : « C'est bien. C'est un bon livre ». « Et en quoi c'est un bon livre ? » « Euh... parce qu'il traite de la vie d'un conventillo » (équivalent aux corons des zones minières, ensemble de maisons caractérisées par la promiscuité qui y règne). Rien de plus. Je ne l'avais pas lu, alors je l'ai acheté et je l'ai lu. Mais lui ne m'avait rien apporté comme jugement. On ne discute pas comme on devrait.

Q : Crois-tu que l'idée de Lénine de créer des « cercles de lecture » pour lire collectivement certains textes, ou même discuter les journaux de la bourgeoisie en groupe, est réalisable ?

R : Je crois qu'elle est toujours valable, parce que je la vois insérée dans la réalité nationale du point de vue de la classe ouvrière. Elle tient compte de nos besoins concrets. Ce serait très important de créer des cercles où chacun pourrait lire et commenter. D'ailleurs j'ai déjà du le faire. En plus, le fait de lire à haute voix prépare l'individu à pouvoir mieux s'exprimer, à ne pas se sentir inhibé face à d'autres personnes. Il s'agit là d'un problème qui se pose à tous les niveaux, et comprend depuis le besoin d'apprendre à lire jusqu'à celui de se préparer et discuter pour créer un pouvoir populaire réel sans bla-bla.

Je crois que des initiatives de ce genre pourraient se développer malgré tout le travail que nous avons et tous les problèmes auxquels nous devons faire face dans le cordon. Il faudrait voir comment ces centres pourraient fonctionner à l'intérieur de l'usine ; ils pourraient dépendre des organisations révolutionnaires qui y sont représentées et au niveau du cordon, c'est le comité de production où participent tous les travailleurs qui devrait s'en occuper. La semaine prochaine, avec six autres camarades, nous allons même lancer dans l'usine quelque chose qui va dans ce sens-là. Nous essaierons de le faire en interprétant les intérêts des travailleurs.

Q : Ton expérience dans les cordons te permet-elle de dire qu'est en train de naître la possibilité de renforcer le travail idéologique ?

R : Certainement. C'est sûr qu'on est en train d'avancer. Un exemple significatif : avant personne ne pouvait bouger de la ma-

chine à laquelle il travaillait. Il était difficile de se déplacer, d'aller dans une autre section parce que le patron avait donné des uniformes aux travailleurs et que ces uniformes étaient verts ou bleus ou blancs suivant la section. Si bien que quand un ouvrier qui portait un uniforme blanc circulait dans la section où travaillaient les bleus, il était immédiatement repéré. Ce n'était pas un caprice, mais bien une forme systématique de contrôle. Le travailleur pouvait se déplacer uniquement à l'intérieur de sa propre section. Maintenant il y a plus de liberté. Tout le monde a le même uniforme et on l'utilise seulement quand on veut. Le camarade peut se rendre dans une autre section et parler avec d'autres camarades. Maintenant il y a parfois quatre ou cinq camarades autour d'une machine et ils commencent à discuter, même si le plus souvent ils ne parlent pas de problèmes idéologiques ou politiques. Mais quand même on discute de la situation nationale, du coup d'Etat qu'on sent venir, des militaires, du fascisme qui veut nous mettre sa botte dessus. On discute quand même plus et ça c'est positif.

Q : Crois-tu que l'on puisse séparer la lutte contre la dépendance culturelle de la lutte économique ? Comment vois-tu cette réalité dans ton usine ?

R : La lutte, il faut la livrer sur un seul plan. Les deux aspects sont intimement liés. La dépendance économique a sans aucun doute les mêmes racines que la dépendance culturelle. Si la dépendance culturelle a déformé la mentalité d'une personne, il est évident que dans le domaine économique cette personne est aussi dominée. C'est une seule et même chose.

Q : Prenons un point concret de la lutte contre la dépendance technologique, qui est un problème à la fois culturel et économique. Avez-vous eu dans ton usine des problèmes de machines, de pièces de rechange, suite au boycott de la droite et de l'impérialisme ?

R : Oui, nous avons eu beaucoup de problèmes de pièces de rechange. Nous avons essayé de fabriquer certaines pièces de rechange et nous avons réussi. Les cerveaux que nous avons ne sont pas si mauvais. Si bien que maintenant il n'y a que quelques pièces à venir de l'étranger. Le reste se fabrique au Chili, bien souvent dans notre usine. Nous avons créé une division où on fabrique les matrices pour chaque pièce et aussi une division de planification de la production. Nous avons eu de sérieux problèmes avec les pièces les plus compliquées mais là où nous avons rencontré les pires embûches c'est avec

les matières premières. Nous importons la matière première comme certaines pièces de métal par exemple, des Etats-Unis, d'Angleterre et d'Allemagne, les fours qui permettent de cuire la porcelaine par exemple.

Q : Quelles sont les principales lignes de production de l'entreprise ?

R : Nous fabriquons des prises de courant, des interrupteurs, des appareils électro-ménagers, des éléments pour la haute tension. Il y a une section qui fabrique les articles électriques de porcelaine. Il y en a d'autres qui en fabriquent en plastique ou en bakélite. Pour certaines parties du produit nous avons besoin de bronze. Et là nous avons eu des problèmes même avec la matière première nationale qui manquait de consistance. Nous avons eu beaucoup de difficulté à nous procurer certains axes aussi. Avant, certaines industries nous faisaient des axes spéciaux. Mais elles préfèrent fabriquer des axes en série. Comme il y a une grande demande d'axes en général pour les autres entreprises, nous avons souvent manqué de ces éléments. En outre, notre usine était auparavant aux mains d'actionnaires privés qui étaient membres de « Patria et Libertad ». Leurs autres usines fournissaient la bakélite à la nôtre. Quand l'usine fut nationalisée ils essayèrent évidemment de nous boycotter. Il était plus intéressant pour eux de vendre la bakélite aux fabriques de cosmétiques et de produits de beauté, pour faire des étuis pour les crèmes et les poudres Max Factor Hollywood, pour les bourgeoises. Nous autres avec la bakélite nous faisons des interrupteurs pour les maisons. Eux ils la vendaient plus cher aux laboratoires et comme ça ils alimentaient aussi le marché noir. Tandis que nous, nous devons vendre les produits au prix officiel. Par la suite, nous avons cherché à nous mettre en relation avec les ouvriers des industries qui nous fournissaient la matière première, et c'est comme cela que nous avons occupé d'autres entreprises. Mais ces firmes allèrent se plaindre auprès du tribunal et elles firent bloquer tous les embarquements qui apportaient des pièces détachées pour monter le produit ici. La matière première resta donc bloquée dans le port de Valparaiso et certains ports d'Allemagne et des Etats-Unis. Et nous avons dû pour cela fermer certaines sections.

Q : Pour affronter le boycott des propriétaires et de l'impérialisme, avez-vous envisagé la possibilité d'introduire dans votre production d'autres produits, de recourir à d'autres types de matières premières ? Avez-vous discuté de cet éventail de possibilités dans les organismes de participation des travailleurs ?

R : Oui et c'est un problème très intéressant, parce que, quand j'étais chef du syndicat, j'ai pu constater que cela ne dépendait pas seulement de l'initiative de quelques personnes, mais que les organismes de participation devaient se charger de ces questions et qu'il fallait arriver à ce que ce soit la grande masse qui se préoccupe d'innover, de créer de nouveaux produits et même promouvoir de nouveaux marchés.

Nous avons créé cette division de planification qui n'existait pas avant. Là nous avons commencé à recenser et à cataloguer les pièces que nous fabriquons. Pour la première fois, dans ma vie d'ouvrier, j'ai commencé à savoir combien il y en avait et quelles pièces nous ne faisons pas. Nous fabriquons plus de 300 produits et nous n'en avons pas la moindre idée. Nous nous sommes même rendus compte, à travers ces informations que certaines industries passaient commande à notre usine pour certains produits et pour certains composants de produits. Et notre entreprise les fabriquait uniquement pour ne pas perdre ce client et en plus, on ne le faisait pas payer selon le coût réel, mais à des prix bien inférieurs. C'était donc une façon très idiote de faire du commerce. Premier résultat de cette planification : on a essayé de mettre un peu d'ordre dans la commande des produits. Maintenant on ne fabrique plus que certaines catégories de produits. Sur les 300, nous fabriquons pas plus de 100. Nous donnons la priorité aux produits qui s'écoulent facilement sur le marché et si d'autres besoins, d'autres demandes apparaissent, nous fabriquerons d'autres produits. En plus, on essaie de stimuler les travailleurs. Deux ouvriers travaillent dans la section de planification, un comme dessinateur et l'autre comme assistant de planification. Auparavant, personne ne se préoccupait de cela. Maintenant s'ouvre la possibilité pour les travailleurs de créer de nouveaux articles et d'innover sans augmenter les coûts.

Q : En fonction de quel critère êtes-vous en train d'innover et de découvrir d'autres produits ? Avez-vous discuté à ce sujet dans les organismes de base ?

R : Non. Tu touches là le problème qui affecte toutes les entreprises du secteur étatisé : celui de la difficulté d'arriver à faire réellement participer les ouvriers. Il existe encore un pouvoir central, un pouvoir omniprésent, le pouvoir du gérant, de l'administrateur, de « l'interventor ». Cela dépend des cas. Apparemment la participation des travailleurs existe. Mais comme ils ne sont pas préparés politiquement pour en faire un plein usage ils se laissent écraser dans une grande mesure par la suffisance intellectuelle, appelons-la ainsi,

tarea urgente

órgano de expresión de los cordones industriales y comandos comunales

Santiago, Viernes 20. VII. 1973
PRECIO N° 10
DIRECTOR: OSVALDO CHANDIA M.
REPRESENTANTE LEGAL: ANA MARIA TORO P.
EDITOR: E LUIS DO VAL
DIAGRAMACION: PEPÉ OLIVARES
REPRESENTANTE DE LOS
CORDONES INDUSTRIALES,
COMANDO PROVINCIAL DE
ASAMBLAMIENTO DIRECTO Y
COMANDO COMUNALES CAMPESINOS.

9

NUESTRA TAREA: ¡ORGANIZAR LA OFENSIVA FINAL!

LOS CORDONES INDUSTRIALES, VANGUARDIA DEL PODER POPULAR

TAREA URGENTE ES:

1 Conmemorar combativamente el 26 de julio

El aniversario del Asalto al Cuartel Moncada simboliza la lucha del revolucionario pueblo cubano por la conquista de su libertad y por la creación del primer Estado Socialista del mundo socialista.

Los trabajadores de los Cordones

2 Vigilar la creación de Cordones Paralelos

Los trabajadores no nos conformamos que afuera de los Cordones estén organizados los grupos de las direcciones policíacas y por las mismas, nos vamos a impulsar activamente a realizar el desarrollo de nuestra industria y de nuestra economía.

3 Defender las Empresas conquistadas

Todas las empresas conquistadas después del 26 de julio, deben ser defendidas como una conquista del pueblo de la UMR. Las empresas se defenderán desde dentro y desde fuera.

Industriales se hermanen al pueblo del barrio, pueblo urbano, y tienen a todos los demás trabajadores populares y campesinos del día, en sus actividades económicas, en los sectores correspondientes a sus respectivos intereses.

Atendamos a los compañeros, que los grupos y partidos que existieron, fueron Cárteles Paralelos a los de industria, hasta cumpliendo con su misión original.

¡Se habla, se debate, se organiza!
(Defendámoslos)



des « interventores », des administrateurs, et aussi par la ligne politique des partis d'où proviennent, selon les lois du quota, les gérants, les administrateurs, etc... Voilà pourquoi il est difficile d'arriver à une réelle participation de la base.

Ce que nous voulons, c'est que cette participation des travailleurs arrive à être réelle et concrète. Il y a deux jours, nous avons eu une assemblée générale de tout le personnel de l'usine, parce qu'un technicien a quitté l'entreprise : il avait présenté sa démission, il avait donné les antécédents de son cas, et l'administration n'en avait pas fait part à l'organisme de participation des travailleurs, alors que ce technicien était essentiel à la marche de l'usine. Nous n'avons pas accepté cela comme ça et dans une assemblée générale nous avons discuté le cas de ce technicien, qui venait d'être limogé à notre insu. L'important pour nous était la participation réelle qu'aurait dû avoir la masse à cette décision, on nous soumettait le problème à la dernière minute, alors qu'il était déjà résolu, pour remplir les formalités de cette pseudo-participation. Et cela ne nous intéressait pas. L'important aurait été d'intervenir quand s'est produite la rupture de relation entre le technicien et l'administration. C'est à ce moment-là que l'on aurait dû commencer à discuter, dans l'organisme de participation des travailleurs, pour que ces derniers décident des modalités d'engagement des techniciens. Voilà comment on peut concevoir une participation réelle des travailleurs à la marche de l'usine. Sinon, on nous consultera toujours pour ratifier une chose déjà décidée.

II - DEBAT AVEC DES OUVRIERS DU CORDON Y (26-7-73)

Le débat que nous reproduisons à présent s'est déroulé dans une usine nationalisée, du secteur métallurgique, du cordon Y de Santiago. Participèrent à ce débat douze ouvriers, de différents degrés de spécialisation et d'âges divers, tous membres du syndicat de l'usine.

Question : Il y a déjà plus d'un an, en mai 1972, plusieurs ouvriers avaient manifesté leur désaccord avec la manière dont la gauche utilisait ses organes de communication et se comportait dans la

bataille idéologique (cf. revue *Chile Hoy*, 1972, N° 4 et 5). Quels changements se sont opérés dans la presse de gauche depuis ce moment, à votre avis ?

Réponse : Dans la presse traditionnelle de gauche, rien n'a changé. Rien de fondamental, pour le moins. La critique faite il y a plus d'un an est toujours valable. A cette époque nous critiquions la presse de parti parce que tout ce qui s'y publiait était trop en faveur du parti. Tout ce que faisait le parti était célébré ; et rien d'autre n'existait. Il n'y avait pas de contre-attaque à la presse de droite comme il y en a dans les journaux des patrons vis-à-vis de la gauche. Tous les jours, ces journaux nous provoquent, nous agressent, et nos journaux ne savent pas attaquer la bourgeoisie et ne savent pas non plus se défendre comme ils le devraient.

Réponse : Sur la première page du *Clarín*, ne paraît jamais rien qui aille dans le sens de la révolution. C'est toujours la même chose, et ça n'a jamais rien à voir avec nous. Il continue à exhiber les « lolitas » (adolescentes chiliennes) au lieu d'asséner des coups à la bourgeoisie. Il y a parfois des travailleurs à vouloir exprimer leur opinion. Mais dans le fatras de ce journal tout se perd. En échange, les journaux de la droite font feu de tout bois. Dans les journaux traditionnels de gauche on ne nous donne pas cette possibilité. Un ouvrier ne peut aller placer un article, alors que les journaux de droite, si tu es toi-même de droite, te publient tout ce que tu veux.

Q : Vous trouvez donc que les journaux traditionnels de la gauche ne sont pas à l'offensive, en ce moment.

R : Je crois que non. La presse est un des principaux moyens qui te permet de prendre une position. Si les journaux n'étaient ni chauds ni froids, d'un côté comme de l'autre, ta position ne serait également ni chaude ni froide parce que c'est la presse qui permet au travailleur de s'informer de ce qu'il se passe en dehors du monde où il vit. Si nous avons comme travailleurs le désir dans notre for intérieur d'aller à l'offensive, il est logique que nous voudrions que la presse y aille aussi et qu'elle nous indique un chemin.

R : Il y a cependant quelque chose qui a changé depuis un an. Il y a moins d'un an, il n'existait pour ainsi dire pas de journaux de base comme *Aurora de Chile*, *Tarea Urgente*, *Cordonazo* et tant d'autres, et aucun type de publication n'arrivait à l'usine. Au début, certains journaux arrivèrent mais ils s'empilaient dans les bureaux et personne ne les lisait. Aujourd'hui c'est différent, les camarades se

préoccupent de les répartir, et la plupart les lisent, sûrement pas totalement, mais quand même c'est un progrès parce que je crois que chez les ouvriers il y a très peu d'intérêt pour la lecture. Et donc qu'un journal arrive à l'usine et qu'on le lise, même superficiellement, eh bien c'est un grand pas d'accompli.

Q : Pensez-vous que les journaux des cordons remplissent ce rôle de mobiliser la classe ouvrière ?

R : Oui, parce que ces nouveaux journaux sont à l'offensive, ils s'identifient davantage avec le travailleur, ils portent des coups, ils vont à la bagarre et c'est justement ce que nous voulons.

R : Nous sommes pour ces nouveaux journaux parce qu'on y sent la participation de la base. Ils sont le reflet de notre lutte et c'est pour cela que je l'achète. Quand je lis « Le cordon Cerrillos avance », je vois que ce cordon est dans la bagarre, et que d'autres y sont aussi, parce qu'il y a des informations sur les autres cordons. On se dit alors : « d'autres sont comme nous en train de livrer la bataille et ils doivent comme nous la continuer ».

Q : Les journaux traditionnels de gauche contiennent un autre type d'information et de matériel que celui que présentent les journaux des cordons industriels. Il y a par exemple les informations internationales, les programmes de cinéma, etc... Comment voyez-vous les journaux des cordons par rapport à cette presse ? Pensez-vous que ces journaux doivent continuer à être avant tout des organes qui unissent les diverses usines qui font partie de ces cordons ?

R : Il s'agit de deux choses différentes, qui doivent exister toutes deux. Il est important qu'existe un journal comme *Tarea Urgente* qui doit avoir pour but principal que les travailleurs se connaissent entre eux, qui doit agiter, attaquer, et orienter l'opinion du travailleur, exprimer ce qu'il pense. Il est également important que le journal traditionnel de gauche existe. Le travailleur a besoin de ces deux types d'information. Mais dans le Chili d'aujourd'hui, il faut accorder la priorité à des journaux comme *Tarea Urgente*.

Q : Pour résoudre le problème de l'autre presse, celle qui est, selon vous, décollée de votre réalité de lutte, comment envisageriez-vous la participation des travailleurs à ce type de journal traditionnel, si jamais l'occasion se présentait ? Comment pourrait-on

éviter que dans la conjoncture actuelle subsistent deux presses parallèles : une qui est le reflet de la base et l'autre qui continue à tourner dans la superstructure.

R : L'ouvrier chilien serait capable d'avoir une participation dans la presse traditionnelle. Parfaitement. Il connaît la réalité dans laquelle il vit. Il peut donc participer, collaborer. Mais je le répète, en ce moment ce n'est pas ça qui presse le plus. Plus tard, peut-être, quand le panorama se sera éclairci, quand le processus révolutionnaire se sera affermi, épuré. Pour le moment, ce n'est pas le plus urgent.

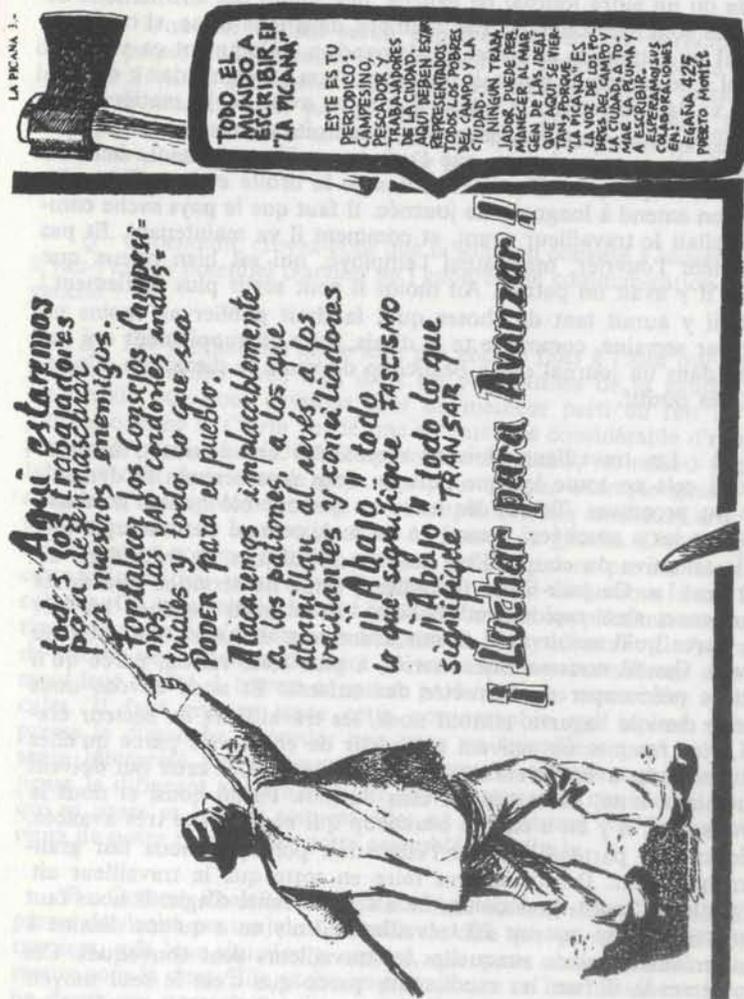
Q : Cependant, croyez-vous que la solution consiste à laisser aller à vau-l'eau le potentiel d'action de l'appareil de communication de la gauche ?

R : Les journalistes ne se sont pas encore faits à l'idée que nous pouvions travailler avec eux, dans les publications de la gauche. Il est certain que nous devrions tirer un meilleur parti du fait qu'un journal comme le *Clarín* vende une somme très considérable d'exemplaires, le dimanche (130 000 approximativement), en milieu populaire, et cela dans tout le pays. On pourrait par exemple glisser le dimanche un supplément avec une compilation des meilleurs articles parus au cours de la semaine dans la presse de gauche. Deux pages suffiraient et comme cela les groupes qui n'auraient pas eu accès à cette information pourraient l'intégrer à leurs discussions dans les cellules. On pourrait également inclure dans ce supplément une section qui pourrait s'appeler : « Ici parlent les syndicats ». Il s'agirait de choisir une usine et de faire en sorte que ses travailleurs expriment leur réalité, à travers ce qui se passe dans les assemblées syndicales. Il faut enlever toute cette pornographie qui tapisse notre presse le dimanche, accorder une page au travailleur pour qu'il se sente interprété par ce journal, pour que le peuple sache ce que pense le dirigeant anonyme. Nous avons nous aussi nos idées sur ce qui se passe et le plus souvent elles ne franchissent pas les quatre murs de notre réunion, de notre assemblée syndicale.

R : Comme disait le camarade, il faut surtout aller à l'usine. La presse de droite est toujours en train de dire que ça va mal chez les ouvriers, que leur situation a empiré, que nous n'avons rien à nous mettre sous la dent. Elle excite les travailleurs en leur disant : « Vous ne devez pas permettre qu'on nationalise votre usine. Vous n'y gagnerez rien. On vous privera de vos droits, de vos bonifications,

etc... » Tout le monde dit pis que pendre à propos des industries étatisées. Avec un supplément, comme dit le camarade, ou quelque chose dans le genre, tout le monde se rendrait compte, en lisant le *Clarín* ou un autre journal de gauche, que toutes ces affirmations de la droite sont mensongères. Par exemple, dans telle usine, si on interviewait un camarade et qu'on lui demande : « Comment ça va, bien ou mal », le camarade pourrait répondre, si on lui demandait : « Comment va la production ? Est-ce que vous avez de la matière première ? », parce que dans beaucoup d'endroits circule la rumeur que la production est en baisse, que l'usine travaille au ralenti, deux ou trois heures par jour. Dans les radios de la droite et à la TV, voilà ce qu'on entend à longueur de journée. Il faut que le pays sache comment allait le travailleur avant, et comment il va maintenant. Et pas seulement l'ouvrier, mais aussi l'employé, qui est bien mieux que lorsqu'il y avait un patron. Au moins il peut sortir plus facilement ! Bref, il y aurait tant de choses qu'il faudrait publier au moins un jour par semaine, comme je te le disais, dans un supplément qui paraîsse dans un journal qui a beaucoup de vente le dimanche. Ce serait très positif.

R : Les travailleurs doivent représenter une source d'information et cela en toute logique puisque nous représentons la dynamique du processus. Toutes les mesures qui ont été prises, la classe ouvrière les a suscitées. Quand ça va mal, comme par exemple lors de la tentative du coup d'Etat fasciste du 29 juin, le travailleur dit « présent ! ». Ce jour-là, le travailleur, armé ne serait-ce que de sa conscience, s'est rapidement mobilisé. Il est sorti de chez lui très tôt, parce qu'il savait qu'il devait avant tout défendre son droit au travail. Quand nous sommes mariés, à plus forte raison, parce qu'il faut se préoccuper du bien-être des enfants. Et nous devons nous mettre dans la bagarre, surtout nous, les travailleurs du secteur étatisé. Nos femmes ne peuvent pas sortir de chez nous parce qu'elles doivent rester avec les enfants. Les travailleurs sont ceux qui doivent soutenir la lutte, dans tous les sens du mot. Parmi nous, et nous le savons bien, il y en a encore beaucoup qui ne sont pas très avancés. L'éducation, particulièrement l'éducation politique, nous fait grandement défaut. Il faut surtout faire en sorte que le travailleur ait davantage d'esprit de décision, face à la nécessité d'agir. Il nous faut bien reconnaître que sur 20 travailleurs il n'y en a qu'une dizaine à assister aux réunions auxquelles les travailleurs sont convoqués. Ces problèmes-là il faut les reconnaître parce que c'est le seul moyen d'avancer. Nous commettons des erreurs et il faut les corriger en cours de route.



La picana, journal de liaison entre les cordons industriels et les conseils paysans d'une province du Sud.

Q : Revenons un peu sur les critiques que vous formulez à la presse de gauche. Vous pensez que ces journaux sautent à pieds joints par-dessus les préoccupations concrètes des travailleurs, à l'heure actuelle ?

R : Oui c'est normal, puisqu'elle s'adresse à la bourgeoisie, parce qu'il y a une bourgeoisie de gauche comme il y a une bourgeoisie de droite. Cette presse s'adresse à ces gens et non aux travailleurs.

Q : Qu'est-ce qui te permet de dire cela ?

R : Normalement la presse traditionnelle veut tranquilliser l'opinion publique. Elle éteint un peu l'information pour qu'elle ne soit pas trop alarmiste ou bien elle l'oriente jusqu'à mi-chemin. Ce qui ne convient pas toujours aux travailleurs.

R : La différence que je remarque entre la presse de gauche et les journaux comme *Tarea Urgente*, c'est que la presse de gauche est toujours derrière les faits. Les choses se passent d'abord et ce n'est qu'après qu'on les commente. Elle donne au lecteur une vision tranquillisatrice et lui permet de voir les choses sous un jour mi-figue, mi-raisin, comme si nous ne vivions pas un processus révolutionnaire, ou bien comme si nous vivions un processus révolutionnaire trop spécial. Pendant ce temps-là, dans la rue, on passe par des moments véritablement critiques, comme celui du « Tancazo », par exemple (coup d'Etat manqué du 29 juin).

Q : Et toi, à quoi attribues-tu le fait que la presse de gauche ne reflète pas cette lutte journalière ?

R : A une certaine réticence à affronter ouvertement ce qui se passe sous l'apparence des choses, à s'interroger par exemple sur le pourquoi d'un changement de ministres, etc...

Q : A quoi cela tient-il ? A un défaut des journalistes ? à un manque de projet politique suffisamment clair ou au système même de la presse dans lequel évoluent les journaux de la gauche ?

R : Cela tient fondamentalement au fait que la presse de gauche croit encore qu'elle écrit pour l'homme commun, c'est-à-dire pour un homme moyen. Or cette catégorie a cessé d'exister dans ce pays, parce que nous savons qu'il y a un homme commun de gau-

che et un homme commun d'opposition, mais l'homme moyen, l'homme normal dans le sens où on l'entendait auparavant, cette homme-là n'existe plus parmi nous. La presse de gauche continue à écrire pour la personne qui passe devant le kiosque à journaux et achète le journal, attirée par les grands titres, ou bien parce que le ton sur lequel est racontée l'histoire lui plaît. Elle n'écrit vraiment pas pour les gens qui sont en train de vivre le processus. Il n'y a que ceux qui sont en dehors de la lutte à se sentir interprétés par ce qu'ils lisent dans ces journaux.

Q : Où faut-il aller chercher les racines du problème ? chez les journalistes qui sont encore trop embourgeoisés, dans l'organisation même des journaux ou dans la réalité politique que nous vivons ?

R : Les journalistes font preuve d'inertie devant les événements. Ils se cantonnent là-haut, ils restent dans la superstructure, au lieu de remonter à l'origine des choses.

R : Les journalistes préfèrent parler avec les grosses légumes, les administrateurs, les ministres, peut-être parce qu'ils se connaissent entre eux, parce qu'ils ont à peu près le même niveau d'éducation et peut-être, en plus, est-ce que je sais, moi, parce qu'ils sous-estiment l'ouvrier et pensent qu'il ne va pas les comprendre. Ou bien parce qu'ils pensent que l'ouvrier va leur parler comme parle un ouvrier et alors peut-être se sentent-ils mal à l'aise parce qu'ils sentent qu'ils vivent à un autre niveau, qu'ils ont un autre type d'éducation. Par ailleurs, le journaliste n'a rien fait pour apprendre à parler avec l'ouvrier. C'est ce qui se passe par exemple quand nous émettons des opinions, des critiques dans des assemblées. Arrive un type d'un autre niveau d'éducation que nous, de n'importe quel parti, et il commence à parler du processus et il parle des heures. Nous, on paraît des idiots, parce que cet individu utilise des termes que nous ne comprenons pas. Et eux qui ont de l'éducation, ils n'ont rien fait pour se mettre à notre niveau, ce qui leur serait pourtant plus facile. Parce qu'il est plus facile d'apprendre le langage de l'ouvrier que d'apprendre le langage du journaliste.

Q : Si je comprends bien, la grande différence qui existe entre la presse traditionnelle de gauche et celle des cordons, c'est que cette dernière est une presse de classe, de la classe ouvrière, et que l'autre obéit à des modèles, propres à la presse bourgeoise et à sa fameuse communication de *masse* qui, comme le disait bien un ca-

marade il y a quelques instants, suit le critère de l'homme moyen qui paraît n'avoir de racines dans aucune classe mais dont les intérêts se confondent au bout du compte avec ceux de la classe dominante.

R : Exactement. Et je vais ajouter quelque chose. Avec cette règle qui favorise l'homme moyen qui est un homme qui habite en ville, la presse de gauche est en train d'isoler entre eux les différents secteurs de travailleurs. Sans le savoir ils font une division entre eux, ils ne montrent pas que l'ouvrier et le paysan ont des intérêts communs. J'ai une partie de ma famille qui est paysanne. Eux-mêmes me critiquent, pas moi, mais la presse, et nous reprochent de sous-estimer le paysan, parce que nous travaillons à l'usine, en ville.

R : Le moment que nous vivons explique pourquoi nos journaux sont nés. Cela s'est dû exclusivement au fait que la classe ouvrière n'était pas écoutée par les organes officiels de la gauche. Qu'est-ce qui s'est passé ? Les travailleurs ont dû créer leurs journaux parce qu'ils voulaient faire voir leurs problèmes et que dans la presse traditionnelle on n'écoutait pas le travailleur. Une fois nous avons voulu insérer dans un journal de gauche des critiques au patron et aux actionnaires. Nous vivions le boycott invisible, et ce n'était pas une lubie, c'était bien réel. Les journalistes prirent note de nos dénonciations mais ils ne publièrent rien. Et cela est dû au contexte même dans lequel s'est formée la presse de gauche, et qui la maintient dans un système bourgeois. Toujours cette volonté de ne pas franchir une certaine limite je ne sais pourquoi, sans doute à cause de ce réformisme traditionnel de la presse. Et nous autres, nous croyons que la classe ouvrière en ce moment ne veut pas le réformisme.

R : La classe ouvrière, consciente du processus qu'elle est en train de vivre se rend compte parfaitement que la presse de gauche se souvient des travailleurs seulement en cas de crises. La plupart du temps les interviews, parmi nous, ne sont que de l'opportunisme. Et avant, cette presse n'a rien fait pour informer sur les travailleurs ou pour nous éduquer. Je le répète. Les journaux des cordons qui sont apparus dernièrement, et qui vont à la racine des inquiétudes des travailleurs, sont nés justement parce que la presse de gauche n'arrivait pas à la base. Elle n'arrivait qu'à la superstructure, c'est-à-dire aux fédérations, à la Centrale Unique des Travailleurs, et seulement certaines choses, rien de plus. Il s'ensuivait que tout ce qui se passait à la base demeurait inconnu. Mais quand le pays traverse une crise, alors ils viennent nous voir : « Qu'est-ce que vous pensez de cela ? Et de cela ? » Et après ils s'en vont, et c'est fini.

Dans l'usine nous avons eu beaucoup de problèmes internes avec les employés qui sont de droite, dans leur majorité. La presse devrait intervenir ici, pour recueillir certaines informations, pour voir ce qui se passe dans les entreprises nationalisées surtout, évidemment pas tous les jours, mais au moins une fois par mois, ou une fois tous les deux mois. Que les journalistes voient ce qui se passe, posent des questions, organisent un petit débat, d'une demi-heure. Ainsi, la presse pourrait élever la conscience des masses.

Q : Qu'est-ce que tu entends par « élever la conscience des masses ? »

R : Les éduquer politiquement, parce que, il y a deux ans, nous autres on ne pigeait rien à la politique. Vinrent des compagnons qui commencèrent à nous parler du processus et c'est là que nous avons commencé à comprendre où nous voulions arriver. Des journalistes qui travaillent dans les journaux des cordons sont venus nous donner des conférences, mais des journalistes des journaux traditionnels, nous n'en n'avons jamais vu.

Q : Ces critiques que vous formulez à la presse de gauche sont-elles également valables pour les chaînes de radio et de télévision ?

R : Oui dans une certaine mesure. Le canal national, s'il est vrai qu'il donne certaines informations qui favorisent la gauche, ne donne aucune participation aux travailleurs, tandis que le canal 9 de l'Université du Chili, lui, la leur donne. Je pense qu'en grande mesure cela se doit aux mêmes facteurs que ceux qui jouent pour la presse. Cette peur de faire venir les travailleurs pour dire ce qu'ils ont à dire. Nous savons que dans la chaîne de télévision nationale, ils s'affrontent à une forte opposition mais ils devraient nous prêter plus d'appui.

R : Le canal 9, éduque politiquement le travailleur. L'autre jour, pour te donner un exemple, j'ai vu dans ce canal un programme sur la Commune de Paris et cela m'a beaucoup intéressé. Parce que quelque temps plus tard, un camarade qui travaille dans une radio quelconque a aussi parlé de la Commune de Paris et nous a fait comprendre les erreurs qui s'y étaient commises.

R : Le canal 9 est ouvert à la participation aux travailleurs. Ils passent des films sur les pays qui ont fait la révolution, les problè-

mes qu'ils ont dû affronter, comme ici. Ils montrent le travail, le travailleur. Ce sont des films instructifs, qui traitent les problèmes propres aux travailleurs, toute la lutte qu'ils doivent mener pour arriver à mener à bien leur cause, les conflits syndicaux, etc. Le canal 7, par contre, se contente de passer des nouvelles et des programmes sportifs, et sauf une ou deux exceptions, n'a pas de bons programmes. Ce samedi, vers 8 heures du soir, le programme du journaliste X a montré toutes les usines occupées par les travailleurs, les gardes qu'on y montait, etc. L'autre samedi, dans le même programme, ont été interviewés les mineurs de la mine de cuivre « El Teniente ». Ce programme est bon, on se sent identifié avec.

Q : Est-ce que vous regardez plus la télévision maintenant qu'il y a un ou deux ans ?

R : Oui, parce qu'il y a davantage de préoccupation pour ce qui se passe dans le pays. Les nouvelles ont pris plus d'importance pour nous, que les films ou autres choses du même genre et on laisse vraiment tout de côté pour voir les nouvelles. En ce moment le travailleur voit tous les jours les journaux parlés à la télévision.

Q : Avez-vous remarqué un changement dans les programmes des radios de la gauche ?

R : Moi, je me sens pleinement identifié avec la radio X ; le matin, il y a un programme d'éducation politique, dans lequel un journaliste montre aux dirigeants comment parler à la base, comment se comporter dans les assemblées, pour que les gens ne s'endorment pas, etc. Parfois, dans certains programmes, ils donnent la possibilité de s'exprimer à tous, ils font des interviews dans les organisations féminines de base, les conseils de quartier, etc.

R : La radio qu'on devrait fermer sur le champ c'est la radio de la Société Nationale d'Agriculture, qui est contre les travailleurs.

R : Il y a tellement à faire, camarade et si ça ne se fait pas, c'est parce que le gouvernement n'a pas la main ferme, et parce que dans ce processus, comme nous le disions il y a un moment, la bourgeoisie a toute liberté d'agir contre les travailleurs.

R : Il faut tenir compte du fait que, malheureusement, ce sont encore les lois bourgeoises qui nous gouvernent. L'idéal serait qu'on

puisse fermer toutes les radios séditionnelles et leur télévision également. Mais il se fait que l'appareil de la justice ne nous favorise pas, le parlement non plus. Combien de décrets et de projets envoyés par le gouvernement dorment du sommeil éternel, parce que les parlementaires de la bourgeoisie ne les ont même pas ouverts. Ce qui les intéresse est tout de suite voté. Mais les initiatives des révolutionnaires, on leur barre le chemin. Il faut tenir compte de tout cela. Il faut en plus y ajouter la main trop molle du gouvernement, que nous avons critiquée surtout dans les cordons industriels.

Un camarade disait que les cordons avaient été baptisés d'« ultra », parce qu'ils ont dressé des barricades, parce qu'ils ont bougé. et qu'ils ont exprimé leurs inquiétudes avec combativité. Souvent aussi la presse de gauche nous a attaqués. Le journal du PC a attaqué un jour le Cordon Y. Ici nous sommes tous travailleurs et cependant nous avons été accusés d'ultras. Mais ce qu'il ne disait pas, c'est qu'un jour avant la droite avait rossé une paire de travailleurs et qu'elle en avait arrêté quelques-uns. Non, ce que le journal disait, c'est que les ultras pour créer des problèmes au gouvernement, s'étaient mis à provoquer du désordre. Et ça ne s'est pas du tout passé comme ça.

Q : D'autres publications sont-elles entrées dans l'usine ? Par exemple, les brochures que publie la maison d'édition de l'Etat ?

R : Quimantu livra une quantité de livres pour la somme de plus de 70 000 escudos. Et quelle coïncidence ! plus de 90 % des ouvriers qui achetèrent ces livres, achetèrent des livres et des brochures d'éducation politique. Les employés qui ont plus d'éducation achetèrent des collections de reproductions, de *comics* pour les enfants, mais l'ouvrier lui acheta, dans 90 % des cas, des livres d'éducation politique. En deux heures, tout était parti. On recommença l'opération et de nouveau tout s'épuisa. C'est là qu'on peut se rendre compte que ce dont a réellement besoin le travailleur, c'est d'éducation.

Q : Et c'est aussi un indice que vous êtes en train de vivre une autre réalité, parce qu'avant il n'y avait pas le même intérêt pour s'instruire pas vrai ?

R : C'est vrai et ce sont des choses intéressantes à étudier. Malheureusement nous n'avons pas fait d'assemblées pour discuter la question des livres, pour évaluer ce que les compagnons avaient ap-

pris. Il y a très peu de temps, un camarade qui était en train de lire un de ces livres me demandait la signification d'un mot qu'il ne comprenait pas, « les germes populaires » ou « les germes du pouvoir populaire ». Nous avons besoin de discuter entre nous, et que viennent des camarades de l'extérieur pour nous instruire.

Q : Est-ce que vous connaissez certaines autres publications ? comme la revue féminine « Paloma » par exemple, que publie la maison d'édition de l'Etat, également.

R : Non, cette revue-là coûte trop cher pour nous. Mais dans la « poblacion » où je vis qui est une « poblacion » d'employés, la majorité desquels sont de l'opposition, on lit davantage les revues féminines de la droite, comme *Paula* par exemple, ou *Vanidades*. Ces revues-là attaquent l'Unité Populaire, et en plus, elles présentent des choses d'une façon que les travailleurs ne peuvent pas reproduire. Par exemple, les menus de cuisine, ce ne sont pas des plats que peut s'offrir une famille d'ouvriers. Jambon avec avocat, du poisson auquel on donne un autre nom, etc...

Q : Je voudrais approfondir le thème de la conscience des femmes, mais sous un autre angle. Le fait que vous ayez pris en mains l'appareil productif du pays vous a permis de faire un bond en avant, dans ces deux dernières années et beaucoup le reconnaissent parmi vous. Vos compagnes ont-elles évolué pareillement ? Sont-elles plus conscientes qu'avant de ce qui se passe ? ou trouvez-vous qu'il y a encore un grand déséquilibre entre ce que pense votre compagne et ce que vous pensez ?

R : Il y a un déséquilibre. Le problème du ravitaillement peut servir à éclairer cela : la femme dit qu'elle n'a pas ci, qu'elle n'a pas ça, qu'il lui manque ci, qu'il lui manque ça, qu'elle a des problèmes pour obtenir les choses, tandis que l'homme il assiste à des réunions, il peut parler de certaines choses ou entendre dire certaines choses. Certaines femmes se rendent un peu compte de ce qui se passe mais en général à ce point de vue là il y a encore beaucoup à faire. Même parmi les dirigeants que je connais et qui sont de gauche, il y en a beaucoup qui ne peuvent pas parler avec leurs femmes comme ils devraient pouvoir le faire, parce que s'ils étaient politiquement d'accord, comme cela devrait être, bon sang, comme ça marcherait bien !

R : Mais nous sommes aussi coupables ; parce qu'auparavant il y avait comme une peur de parler avec la femme de ce qui se passait dans l'usine. On ne les faisait pas participer aux problèmes du

travail. Je sens que j'ai changé avec ma compagne parce qu'à présent je lui parle de tous les problèmes que je vis. Et dès lors elle se sent participer davantage. Elle est en train de se rendre compte que ce n'est pas le gouvernement qui est responsable du manque d'approvisionnement, mais l'Opposition. L'homme se sentait avant plus homme quand il ne racontait rien à la femme. C'est un problème que j'ai, disait-il dans son for-intérieur, et je dois le garder pour moi. Il n'en est plus ainsi. Homme et femme forment une seule conscience. Les problèmes de l'un sont aussi les problèmes de l'autre. Aujourd'hui il n'existe plus ce problème de se sentir diminué en racontant les choses à la femme.

R : Ce que dit le camarade est bien jusqu'à un certain point. Je crois pour ma part qu'il y a encore des femmes qui ne comprennent pas le processus. Je ne crois pas que ce soit de leur faute. Il y a des compagnons qui lui disent qu'ils vont à une réunion et la femme peut penser qu'il va ailleurs, qu'il sort avec une autre femme par exemple.

R : Je crois que tout se résoud au fur et à mesure que l'homme s'éduque politiquement. Si le chef du foyer voit clairement là où veut en venir le processus, il peut surmonter les problèmes qu'il a pour le faire comprendre à sa femme comme on a pu surmonter les problèmes que nous avons eu nous-mêmes pour le comprendre. En grande mesure cela dépend de l'homme : qu'il lui fasse voir de quoi il s'agit, qu'il lui donne le plus de détails possibles. Pourquoi y-a-t-il un manque d'approvisionnement ? Pourquoi poursuivre ce but que nous poursuivons ? Pourquoi ce processus existe-t-il ? Pourquoi l'exploitation existe-t-elle ? Pourquoi est-il nécessaire que nous nous éduquions ? Il s'agit de le lui faire voir progressivement, de lui en parler tous les jours et croyez-moi, cela ne va pas être si difficile. Si nous ne participons pas au processus, ou si nous ne le comprenons pas, nous n'allons jamais pouvoir l'expliquer à notre femme. Mais si nous le comprenons, nous allons pouvoir le lui expliquer et elle va pouvoir le comprendre, parce que quand même ce n'est pas pour rien qu'elle est notre compagne, que nous nous sommes compris et que nous nous sommes mariés. Tout marchera dans la mesure où le travailleur s'instruira politiquement, et saura expliquer à sa compagne ce qu'est le processus. Si nous nous étions tous attelés à ce travail, si nous nous étions préoccupés de cela avant, alors nous aurions amplement gagné les élections législatives de mars. Nous aurions non seulement obtenu 43 % des votes, mais au moins 60 %. Parce qu'il y a beaucoup de camarades ici dont les épouses ont voté pour la droite. On

lui demandait au camarade : « Et ta femme ? Pour qui va-t-elle voter ? » « Ah, ça c'est pas mon affaire ; ça ne me regarde pas ». Alors que se passe-t-il. La femme n'a pas le panorama très clair. Elle souffre du manque d'approvisionnement qui l'oblige à faire la queue tous les jours. Elle entend toute la journée les rumeurs et les mensonges de la droite, à la radio, dans les queues, alors la femme vote contre le gouvernement. Et qui est le coupable ? le mari, qui n'a pas fait son travail comme il aurait dû le faire. C'est un travail obligatoire pour tous ceux qui se sentent intégrés au processus.

Q : Toutes les critiques que vous faisiez à la presse de gauche valent d'autant plus quand on voit le problème sous l'angle de la femme ? La presse traditionnelle a négligé le problème que pose la formation de la conscience des femmes. Vous autres, vous avez votre travail qui est un facteur essentiel pour la formation de la conscience. Mais elles doivent souvent rester à la maison et elles sont dès lors beaucoup plus exposées au jeu de la propagande de la droite.

R : Oui. C'est certain. Si on éditait toutes les semaines, dans les journaux de gauche, un supplément sur l'état des usines que rédiraient les travailleurs, beaucoup de femmes se rendraient compte de ce qui se passe au Chili.

R : Il s'agit d'un problème qui est grave. Si nous travaillons dans le secteur étatisé, nous gagnons plus d'argent, nous avons plus de responsabilités. Mais s'il arrive moins d'argent à la femme qu'avant, ou s'il ne lui en arrive pas plus, parce que le travailleur gaspille le reste au bistrot, il est impossible de la convaincre de ce que son mari a bénéficié de ce processus. Elle va dire : « Non, c'est pire qu'avant ». Là manque la conscience révolutionnaire du travailleur. Si le lundi le travailleur ne va pas travailler, la femme lui dira : « Ça se voit que tu vas mieux qu'avant, c'est toujours la même chose, tu veux dire. Tu ne vas pas travailler. Tu m'apportes moins d'argent pour le pot-au-feu. Et en plus il y a des problèmes d'approvisionnement ». Le mari doit réellement démontrer à la femme que si matériellement ça a changé pour lui à l'usine, ça a aussi changé humainement. Il doit se préoccuper davantage des enfants, de la femme, leur donner plus d'éducation, etc. Parce que les paroles ne servent à rien. Les paroles ne donnent pas à manger à la famille. Il faut que les deux aillent de pair, le travailleur doit prendre davantage conscience et se préoccuper davantage du travail. Nous sommes dans un processus dans lequel il est impossible de dire : « Demain je ne vais pas travailler et voilà ». C'est cela qui produit du retard dans les usines étatisées. Certains travailleurs croient que, parce que nous avons un

lui demandait au camarade : « Et la femme ? Pour qui va-t-elle voter ? » « Ah, ça est pas mon affaire ; ça ne me regarde pas ». Alors que se passe-t-il. La femme n'a pas le panorama très clair. Elle voit...

NOTICIAS

EL MIRADOR

HACE UNOS DIAS LA COMERCIALIZACION DE LA REFORMA AGRARIA, TODO POSESION DEL FUNDO DEL MIRADOR... EN EL LUGAR ESTUVIERON PRESENTES EL TRABAJADOR DEL PREDIO Y TODOS LOS CAMPESINOS DEL ASENTAMIENTO... EL ABOGADO DE CORA, HUGO OCAÑO, EL DIRECTOR ZONAL DEL AGRICULTORES, LUIS GAJARDO Y EL CAPITAN COMENDANTE DE MAULLIN, WAUL KILERAS LEON.



RIO NEGRO

LOS PROBLEMAS DE UNA SERIE DE CALETAS PRECOERCILLERAS, ES DECIR, DONDE LOS CAMPESINOS COMIENZAN SUS TAREAS AGRICOLAS CON LA FRESCA SON COMUNES EN TODO EL SECTOR... UNO DE LOS MAS GRAVES PROBLEMAS QUE AFECTA A ESTE AMPLIO SECTOR QUE VA DESDE CONTAG A RIO NEGRO, ES LA FALTA DE LANCHAS PARA EL TRANSPORTE DE PASAJEROS Y CARGA... NUESTRA PRODUCCION COMIENZA A SU ANTOJO... Y SE PISAN.

LLANQUIHUE

En los gobiernos ditas al Superintendente de Maquinaria han enfrentado a los campesinos mecanizados a las medidas reformadas de la provincia de Llanquihue... También se anunció la llegada de 110 arados, 90 tractores y 40 vehículos de maquina. Todas destinadas a las medidas reformadas.

ROLECHA

JOSÉ TITO MARR, PRESIDENTE DE LOS AGRICULTORES DE ROLECHA: «LOS COMERCIALIZADORES COMO LOS ANGELES HACEN UNOS CON NOSOTROS, COMIENZAN PRECIOS MUY CAROS, POR EJEMPLO EL KILO DE TRABAJO LO ESTAN VENDIENDO A 12... ESTOS LUGARES ESTARIAN BIEN QUE SE SACARAN UN POCO Y SALGAN DE LA OFICINA UNA VEZ AL AÑO ESTOS FUNCIONARIOS QUE CREEN QUE ENTENDEN VAN A SOLUCIONAR LOS PROBLEMAS»

TENTELHUE

APARECIO GONZALEZ, AGRICULTOR DE TENTELHUE: «PARA SOLUCIONAR EL PROBLEMA DE ABASTECIMIENTO NECESITAMOS UN PUESTO QUE LA BECA O QUE ALGUNA DISTRIBUIDORA QUE ESTE EN MANO DEL GOBIERNO, ASI TENDRIAMOS MERCADERIAS A PRECIOS OFICIALES, ASI QUI SEPERANSE LAS AUTORIDADES NO ESCUCHAN»

AULEN

MARIA TRÁNSITO ABELL, corresponsal de La Pizana en Chile AULEN: «Hace mucho tiempo que escuchamos la explotación y descomposición de la tierra por parte de la clase y la de nuestros hijos, así tenemos conciencia de vivir con ellos la salud de nuestros hijos...»

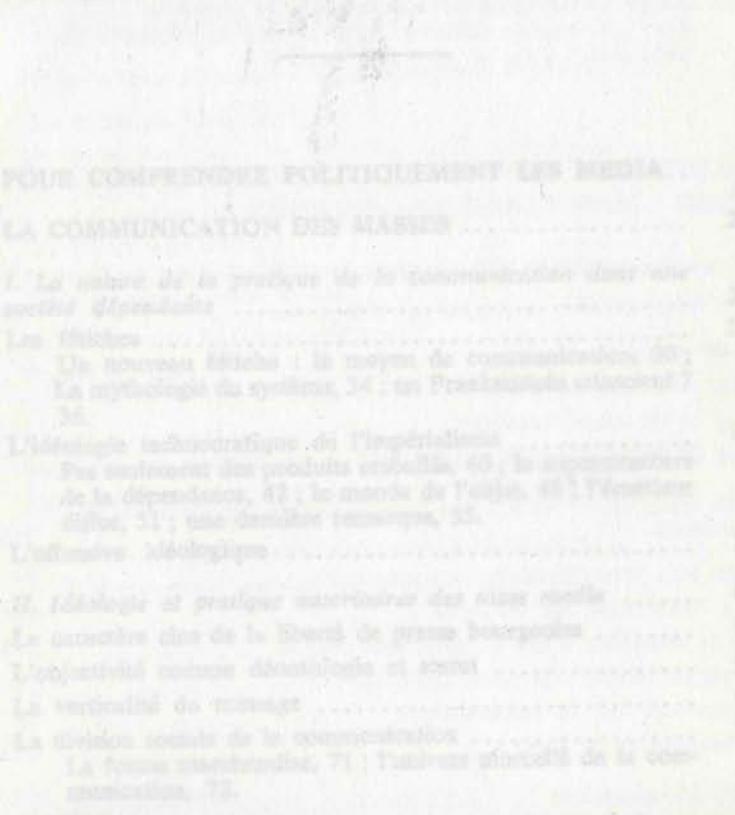
«...», sus hijos están, sin embargo, en la ley que acordó, se me por tales: todos los niños de estos que están siendo médicos... Compañero, la solución de nuestros problemas es la de la organización, es la unidad de todos los trabajadores, campesinos y obreros...»



La Pizana.

gouvernement populaire il peut y avoir du laisser-aller. Et après il faut lui appliquer des mesures de discipline pour qu'il se rende compte qu'il ne peut en être ainsi. Une conscience de classe bien définie devrait suffire.

Si on publiait cela dans la presse, si on y faisait la critique des travailleurs qui n'assument pas leurs responsabilités, nous avancerions dans la conscience et dans la production (1).



(1) Pour une analyse plus détaillée du comportement de la classe ouvrière chilienne face aux mass media sous l'Unité Populaire, cf. Michèle Mattelart et Mabel Piccini, « La television y los sectores populares, Santiago de Chile (1972-1973) », Comunicación y cultura, Buenos Aires, 1974, no 2.

TABLE DES MATIÈRES

POUR COMPRENDRE POLITIQUEMENT LES MEDIA...	7
LA COMMUNICATION DES MASSES	21
<i>I. La nature de la pratique de la communication dans une société dépendante</i>	<i>27</i>
Les fétiches	28
Un nouveau fétiche : le moyen de communication, 30 ; La mythologie du système, 34 ; un Frankenstein conscient ? 36.	
L'idéologie technocratique de l'impérialisme	40
Pas seulement des produits emballés, 40 ; la superstructure de la dépendance, 42 ; le monde de l'objet, 48 ; l'émetteur diffus, 51 ; une dernière remarque, 55.	
L'offensive idéologique	57
<i>II. Idéologie et pratique autoritaires des mass media</i>	<i>61</i>
Le caractère clos de la liberté de presse bourgeoise	61
L'objectivité comme déontologie et statut	65
La verticalité du message	69
La division sociale de la communication	71
La forme marchandise, 71 ; l'univers morcellé de la communication, 72.	
<i>III. Rendre la parole au peuple</i>	<i>75</i>
Un nouveau protagoniste	76
Le peuple producteur de ses messages	79
Les cellules d'information, 79 ; les ateliers populaires, 82 ; un journalisme révolutionnaire, 86.	
Le contrôle des mass media	87
Un organe de solidarité	90

IV. <i>Le changement dans le mode de produire la culture</i>	92
La réconciliation de la pratique et de la théorie	94
Les antinomies de la culture bourgeoise, 94 ; un front culturel ample, 96 ; une praxis concrète, 98 ; récupération d'une culture, 99.	
L'homme mobilisé	100
L'homme fragmenté de la bourgeoisie, 100 ; socialiser l'homme, 102.	
La culture militante, culture quotidienne de transition	105
Une articulation difficile, 105 ; le double processus de conscience, 108 ; un parti de masse, 119.	

RUPTURE ET CONTINUITÉ DANS LA COMMUNICATION : POINTS POUR UNE POLEMIQUE 125

I. <i>La bourgeoisie et l'impérialisme consolident leurs positions</i>	128
II. <i>Où le contenu ne répond pas à la forme</i>	133
Les genres	133
Les contenus implicites	140
La loi du sensationnalisme	143
La démocratisation de la réception	146
III. <i>Les préjugés de la petite bourgeoisie sur le pouvoir culturel prolétaire</i>	150
Qui fera passer l'examen aux masses ?	151
La dialectique, en vacances	154
A la recherche d'une idiosyncrasie plagiée	158
Prolétarianisation, régression culturelle ?	160
Ouverture sur la technocratie	165
Mobilisation et loisir	173
IV. <i>Memorandum</i>	177
L'absence de planification	178
La participation comme formation croissante	181
.	182
.	187
.	190

MASS MEDIA ET « LIGNE DE MASSE » DE LA BOURGEOISIE	187
La bourgeoisie à l'école de Lénine	189
I. <i>La formation de l'idéologie grémialiste</i>	191
Une bourgeoisie dépendante, monopoliste et générique	192
La réponse de la classe dominante	194
La restructuration du « gremio »	196
II. <i>La « ligne de masse » de la bourgeoisie (1970-1973)</i>	201
Une idéologie en action	202
L'« Ordre Nouveau » de l'extrême droite nationaliste	204
Les sources de l'idéologie grémialiste	206
Le syndicat libre, 206 ; l'Opus Dei créole, 210.	
Les fronts « grémiaux »	212
III. <i>Agitation et mass media</i>	216
La mutation de l'opinion publique	216
Fronts de masse	221

PRESSE ET LIGNE DE MASSE DANS LES CORDONS INDUSTRIELS DE SANTIAGO 231

I. <i>Entrevue à un dirigeant du cordon X (27-8-1973)</i>	235
II. <i>Débat avec des ouvriers du cordon Y (26-7-1973)</i>	251